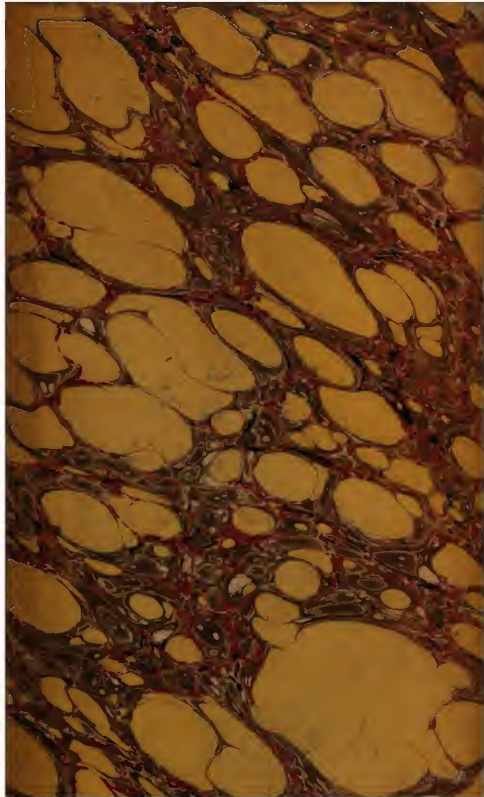




1/7/3



Ex Libris Joannis Nencini

1874

D. 1

1871

ÉLÉMENTS
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE.



Que la nation soit instruite des lois générales
de l'ordre naturel qui constituent évidemment
les sociétés. QUESNAY, 11^e Maximo.

Et l'on verra moins souvent l'affligeant spec-
tacle de ces sottises, de ces fausses opérations,
si fatales au bonheur des particuliers et à la
prospérité des nations.

J.-B. SAY, Disc. du Traité.

ÉLÉMENTS
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE

EXPOSÉ
DES NOTIONS FONDAMENTALES
DE CETTE SCIENCE

PAR
JOSEPH GARNIER

Professeur à l'École royale des Ponts et Chaussées,
Rédacteur en chef du *Journal des Economistes*, un des auteurs du *Dictionnaire du Commerce*
et des *Marchandises*, etc.

NOUVELLE ÉDITION,
considérablement augmentée.



BRUXELLES.
MELINE, CANS ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS.

LIVOURNE.
MÊME MAISON.

LEIPZIG.
J. P. MELINE.

—
1850

PRÉFACE.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE utilise les faits de la STATISTIQUE, profite des observations de l'HISTOIRE et de la GÉOGRAPHIE, guide, plus que toute autre connaissance, l'ADMINISTRATION des États, indique les véritables théories de l'INDUSTRIE et du COMMERCE des nations.

A notre époque, ignorer les notions fondamentales de cette science, c'est être incapable de prendre part, au moins d'une manière convenable, à aucune des fonctions publiques qui toutes, de près ou de loin, et la plupart, de très-près, touchent soit à la richesse sociale, soit à la richesse privée; c'est encore se mettre dans l'impossibilité de comprendre la portée de tous les événements qui peuvent réagir sur les revenus que l'action du travail et du capital procure à la société. « Quand on réfléchit, disait il y a plus de cinquante ans le futur traducteur d'Adam Smith ¹, à cette grande influence que les notions populaires exercent sur l'administration de la richesse des États, à ces préjugés si opiniâtres qui restent enracinés dans cette partie du gouvernement, à cette assurance imperturbable avec laquelle tant d'hommes publics, dans tous les pays, prônent encore

¹ Germain Garnier, dans son petit abrégé, 1796.

de vieilles erreurs proscrites depuis longtemps par la philosophie, à cette confiance intrépide avec laquelle ils entraînent la fortune nationale dans des précipices déjà fameux par plusieurs catastrophes, on se convainc de plus en plus de la nécessité indispensable, pour tous les peuples qui jouissent d'un gouvernement libre, de faire de l'économie politique une partie essentielle de l'éducation de la jeunesse. »

Il m'a semblé, en étudiant l'économie politique, et plus tard en la professant, que la plupart des auteurs qui en ont voulu vulgariser les *éléments* ou les *principes* s'étaient laissés aller au désir de publier, d'une manière trop exclusive, leurs idées de prédilection, et souvent aussi les principes de leur économie politique. J'ai tâché d'éviter ce grave inconvénient, et de n'offrir à mes lecteurs que l'exposé et la démonstration des doctrines les plus généralement admises : j'ai voulu écrire, si je puis parler ainsi, la *grammaire* de la science, en m'appuyant sur l'opinion des meilleurs auteurs, que j'ai trouvés plus souvent d'accord que ne le pensent ceux qui les critiquent sans les avoir suffisamment lus.

J'ai fait tous mes efforts pour que ce résumé pût être distingué par des définitions choisies, l'ordre dans les matières, l'enchaînement des propositions acceptées et des problèmes à résoudre, la clarté et la justesse des démonstrations, la sobriété dans les faits et dans les chiffres ; enfin j'ai tâché de me maintenir dans l'orthodoxie scientifique.

Je crois que l'ordre constitue une partie essentielle de la science ; je me suis donc appliqué de tout mon pouvoir à procéder toujours du connu à l'inconnu, des notions simples aux notions plus complexes. Cette méthode, la plus fructueuse pour l'enseignement, devient d'une très-grande

difficulté en économie politique, où tout est nécessaire pour tout démontrer; et je puis dire que c'est la partie de mon travail qui a réclamé le plus de soins.

Je me suis également préoccupé de constater la filiation des principales découvertes de la science, et de les rattacher au nom de leurs auteurs, comme aussi d'indiquer au lecteur les sources auxquelles il pourrait puiser une instruction plus complète.

Toutefois, le traité élémentaire que je présente au public a seulement pour but d'apprendre à lire dans les livres des maîtres et à écouter leurs leçons. Il n'a pas plus de prétention que n'en indique son titre; il est destiné à servir de première lecture et de manuel à ceux qui ont entendu dire du bien ou du mal de la science, et qui veulent avoir une idée exacte des questions qui font partie de son domaine, afin d'étudier ensuite avec fruit tous les ouvrages, ceux même dont l'intelligence nécessite une préparation sans laquelle on est exposé à se laisser égarer.

Comme j'ai plutôt cherché à élucider qu'à innover, j'ai analysé, rapproché, commenté de nombreux passages d'écrits divers, pour les adapter à mon cadre. Dans la plupart des chapitres, j'ai combiné les principales autorités; dans tous j'ai introduit la méthode, la forme et les compléments qui m'ont paru les plus convenables pour un traité élémentaire, et dont, par conséquent, je suis seul responsable.

Les écrits qui m'ont principalement servi dans ce travail sont ceux de QUESNAY et des PHYSIOCRATES, de TURGOT, d'ADAM SMITH, de MALTHUS, de RICARDO, de J.-B. SAY, de MM. ROSSI, DUNOYER et STORCH, qui sont de tous les économistes contemporains ceux qui, dans notre langue, ont exposé, sous forme didactique, le plus grand nombre de

principes généraux et élémentaires. Le lecteur retrouvera souvent aussi des traces nombreuses de l'usage que j'ai dû faire des livres publiés par les autres économistes français ou étrangers.

Que si l'on reprochait à ce volume de ne rien contenir de nouveau, je croirais pouvoir répondre par ce passage de Condillac ¹ : « Je dirai souvent des choses fort communes. Mais s'il était nécessaire de les remarquer pour parler sur d'autres avec plus de précision, je ne devrais pas avoir honte de les dire. Les génies qui ne disent que des choses neuves, s'il y a de tels génies, ne doivent pas écrire pour l'instruction. Le grand point est de se faire entendre, et je ne désire que de faire un ouvrage utile. »

¹ *Le Commerce et le Gouvernement*, p. 2.

AVIS DE L'ÉDITEUR

SUR CETTE NOUVELLE ÉDITION ¹.

Les encouragements que l'auteur a reçus à l'Académie des sciences morales, du public, des savants et des publicistes qui se sont occupés de son ouvrage, lui faisaient un devoir de l'améliorer encore.

Sous le même format, cette nouvelle édition contient au moins un tiers de matières de plus que la précédente, et autant qu'un fort volume in-octavo. L'auteur a donc pu présenter un résumé plus complet des notions fondamentales de la science qu'il professe.

Il est inutile d'instruire le lecteur de tous les changements et remaniements de détail que l'auteur a cru devoir faire, soit pour rendre son style plus correct et plus clair, soit pour fortifier la méthode et la logique de ses démonstrations. Nous nous bornerons à dire qu'il a plus particulièrement retouché les chapitres sur la valeur, la liberté du travail, les monnaies, les débouchés, la liberté du commerce, la protection douanière, la consommation et l'impôt; qu'il a entièrement refondu et considérablement augmenté les chapitres relatifs au crédit, aux salaires et aux profits; enfin qu'il a ajouté de nouvelles notes complémentaires sur la

¹ La première a été publiée en 1846, et la seconde en 1848.

nature de la richesse, la liberté de travail et les anciennes corporations, les divers systèmes d'amodiation du sol, et sur les combinaisons douanières.

Ainsi se trouve maintenant condensé dans un petit volume, qui manquait à la science, un cours entier d'économie politique, dans lequel l'auteur a trouvé le moyen d'être complet, sans jamais cesser d'être élémentaire.

EXTRAIT DU RAPPORT

FAIT A L'ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

PAR M. CH. DUNOYER, PRÉSIDENT,

Sur la 1^{re} édition, dans la séance du 17 janvier 1846.

« J'ai retenu dernièrement, pour l'examiner et en dire mon avis à l'Académie, un petit volume dont M. Joseph Garnier lui faisait hommage, intitulé : *Éléments de l'Économie politique ou Exposé des notions fondamentales de cette science*. J'étais attiré par le titre; ce mot d'*éléments* m'avait séduit, et non sans raison. C'est, en effet, une excellente note, à mes yeux du moins, pour un écrivain didactique, que d'avoir l'esprit tourné vers la composition des ouvrages élémentaires.

« Ces sortes de compositions, dans lesquelles on essaye de condenser ce qu'il y a de plus général dans un art ou dans une science, doivent naturellement faire supposer que l'auteur a lu attentivement les ouvrages qui en traitent, et clairement démêlé tout ce qu'ils renferment d'essentiel; qu'il aime à aller au fond des choses; qu'il s'est rendu parfaitement maître de son sujet; qu'il en a saisi les principes régulateurs et qu'il a aperçu les principales conséquences de ces principes; qu'il est capable, en un mot, d'exposer avec clarté et avec méthode l'origine et l'enchaînement des idées dont il est formé.

« En même temps, ces ouvrages sont d'une importance et d'un intérêt extrêmes. Ils conviennent également, quand ils sont bien faits, à ceux qui ont beaucoup appris et à ceux qui ont tout à apprendre; à ceux qui veulent mettre de l'ordre dans la masse d'idées accumulées qu'ils possèdent sur une science quelconque, et à ceux, en beaucoup plus grand nombre, qui en veulent acquérir les premières notions.

« Malheureusement, ces ouvrages, si intéressants, sont en même temps d'une exécution fort difficile. Ils exigent, en effet, deux choses qu'il n'est pas aisé de trouver réunies, à savoir, beaucoup de désin-

téressement et beaucoup de lumières : beaucoup de désintéressement, car il s'agit moins d'y résumer ses propres idées que les idées de la science telle qu'elle est faite, telle qu'elle est exposée dans les meilleurs livres qui en ont traité; et, tout à la fois, beaucoup de lumières, car pour composer de bons livres élémentaires on ne saurait posséder trop à fond la science ou l'art qui en font l'objet.*

« En outre, ces difficultés, communes à toutes les productions de l'ordre de celles dont il s'agit en ce moment, sont plus grandes encore dans les ouvrages élémentaires écrits sur les sciences morales et politiques¹....

« M. Joseph Garnier n'est point de l'école de ces intrépides faiseurs qui pullulent trop souvent dans le monde des affaires, et qui troublent et brouillent tout du mieux qu'ils peuvent, en prétendant tout régler à leur façon; qui ne consentent pas à tenir le moindre compte de la force cachée qui gouverne les choses de ce monde, *vis interna rerum*, et qui pensent, non-seulement qu'elles peuvent toutes être arbitrairement ordonnées, mais encore qu'elles se développent infiniment mieux en se pliant à leurs artifices qu'en obéissant aux lois naturelles auxquelles l'Ordonnateur suprême a voulu qu'elles fussent assujetties. Il n'appartient ni à l'école protectionniste et réglementaire, ni à aucune variété des écoles socialistes. Il est de l'école de ces observateurs modestes et judicieux qui se bornent à étudier la nature même des choses, et à examiner suivant quelles lois se développe la société; qui pensent que la puissance sociale ne devrait intervenir dans son mouvement naturel de progression que pour y réprimer, pour en bannir les causes de trouble, et non pour y porter elle-même la perturbation. Il est, en un mot, de l'école libérale, de l'école de Turgot, de Smith et de leurs successeurs les plus éclairés. Il a l'instinct et le goût de la science de bon aloi qu'ils enseignent; il a pris l'étude de cette science par le bon bout, et je ne doute pas qu'il ne soit appelé à lui rendre de véritables services. La publication du livre que j'examine en est déjà un très-réel. Un ouvrage si difficile à composer ne pouvait être absolument exempt de défauts sans doute; mais, nonobstant le petit nombre d'*errata* qu'on y pourrait faire ou de *desiderata* qu'il permettrait de formuler, on peut justement le classer, je crois, au nombre des meilleures publications de ce genre, et je me plais à reconnaître que la science, au point où l'avaient mise,

¹ Voir le complément de ce rapport dans le *Journal des Économistes*, tome XIII.

jusqu'à ces derniers temps, les travaux les plus considérables, y est fort habilement résumée.

« J'ai fait tous mes efforts, observe l'auteur, pour que ce livre pût
« être distingué par des définitions choisies, par un grand ordre dans
« les matières, par un enchaînement étroit des propositions acceptées et des problèmes à résoudre, par la clarté et la justesse des
« démonstrations, par la sobriété dans les faits et dans les chiffres. »
Il était difficile, au point de vue où s'est placé M. Joseph Garnier, et son cadre une fois accepté, de mieux déterminer son objet et, je le crois aussi, de le remplir d'une manière plus heureuse. Je répète que son travail est un fort bon abrégé de la science telle qu'elle est faite dans les ouvrages dont il s'est principalement servi. Je ne veux pas finir sans ajouter que l'auteur, qui a touché à tous les points qu'avait embrassés jusqu'ici l'économie politique, et dont l'ouvrage est très-complet quoique fort court, termine sa composition par une série de notes complémentaires excellentes sur des sujets d'un grand intérêt, et que ces notes se distinguent, comme le reste du travail, par une grande orthodoxie scientifique. »

ÉLÉMENTS

DE

L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

INTRODUCTION ET PLAN DE L'OUVRAGE.

Les classifications scientifiques les plus commodes, les plus élémentaires, ne sont pas toujours les plus naturelles. La nature n'admet pas de division absolue; tout se tient, tout s'enchaîne. Les sections, les partages, sont donc forcés : mais ils aident l'esprit qui procède plus facilement par l'examen de points circonscrits s'élevant, de proche en proche, de l'analyse à la synthèse ; ou s'il est assez clairvoyant pour apercevoir tout d'abord l'ensemble, en descendant aux détails, par des opérations successives dont la classification est aussi purement artificielle.

Il ne faut donc pas attacher aux divisions que nous avons adoptées plus d'importance philosophique qu'elles n'en doivent avoir.

On peut admettre avec J.-B. Say trois grandes phases dans le rôle de la RICHESSE, à la création de laquelle tout le monde concourt, et dont chacun doit avoir une part équitable. Elle est d'abord *produite*, ensuite *distribuée* dans la société, et finalement *consommée*. Dans ces trois cas, la nature procède par des lois immuables : il faut démontrer celles que l'on connaît, de là les *théorèmes* ou *propositions* ;

il faut rechercher celles que l'on ne connaît pas encore, de là les *problèmes* ou *desiderata* fort nombreux en économie politique, comme dans la plupart des sciences.

Les lois, bien ou mal constatées, sont plus ou moins appliquées, et il faut en suivre les résultats en remontant des effets aux causes, et en descendant des causes aux effets.

Aux trois parties de J.-B. Say, on peut en ajouter une quatrième et s'occuper, comme nous le ferons :

De la *production* de la richesse ;

De l'*échange* ou de la *circulation* de la richesse ;

De la *distribution* de la richesse ;

De la *consommation* de la richesse.

Mais les phénomènes de la richesse sont encore suffisamment classés en deux parties :

La PRODUCTION et la DISTRIBUTION ;

En faisant entrer les questions relatives aux échanges dans la première partie, et en composant la seconde de la distribution, et de ce qui reste à dire de la consommation.

Beaucoup de phénomènes relatifs aux différentes parties de la science se retrouvent nécessairement dans la production. Pour que la production ait lieu, il faut, en effet, qu'il y ait consommation reproductrice, c'est-à-dire transformation d'une certaine quantité de valeurs. De même, il n'y a pas de production de quelque importance sans échange et circulation.

L'on comprend donc que, pour aborder les questions de distribution et de consommation, les plus délicates de la science, la meilleure préparation, la préparation indispensable, est l'étude des lois de la production. De cette manière, on risque moins de s'égarer dans les systèmes et les utopies. Dire que les économistes se sont plus occupés de la production que de la distribution et de la consommation de la richesse, c'est dire que les économistes ont commencé par

le commencement. Rien n'empêche, d'ailleurs, ceux qui font cette observation de contribuer à l'avancement de la science, et d'allumer le flambeau qui doit nous éclairer. Ainsi se trouve réfutée, ce nous semble, l'accusation un peu banale, sans cesse adressée aux économistes, de s'occuper trop exclusivement et par système des questions relatives à la production. N'est-ce pas comme si on reprochait aux chimistes de se complaire dans la chimie minérale, qui est aujourd'hui celle où les phénomènes sont le mieux connus et où l'on trouve, jusqu'à présent, les meilleurs renseignements pour aborder l'étude de la matière organique?

On a souvent comparé l'économie politique à la médecine, et on lui a reproché, comme à cette dernière, de n'avoir d'autre mérite que celui de constater des phénomènes avec plus ou moins d'exactitude. Quand cela serait parfaitement vrai, et qu'il fût prouvé que l'économie politique n'a pas d'autres solutions, il n'en resterait pas moins évident que c'est encore la science qu'il faut d'abord étudier avant d'entreprendre la recherche des moyens d'améliorer le sort des hommes. Que dire d'un médecin qui ne voudrait pas connaître les faits découverts par l'anatomie et la physiologie?

La science de l'économie politique procède surtout par analyses successives. De même que l'anatomiste et le physiologiste poursuivent les filets nerveux autant que le microscope le leur permet, de même aussi l'économiste pénètre dans le jeu des instruments de production, constate les résultats de la consommation et détermine ce qu'il y a de naturel dans la vie matérielle des nations. N'est-ce pas à ce point de connaissances que doivent arriver non-seulement ceux qui, de près ou de loin, sont appelés à agir sur la fortune publique, mais encore tous ceux qui vivent de leur industrie et dont les intérêts se lient aux intérêts de la

société tout entière? Et, si les études dont nous proclamons l'utilité ne sont pas capables de conduire à la découverte d'une panacée sociale, n'est-il pas vrai qu'elles sont indispensables pour combattre les illusions de l'utopie, l'empirisme du charlatanisme, les erreurs de l'ignorance et la perfidie du privilège ou du monopole?

Après avoir indiqué les premières notions, qui sont pour ainsi dire l'alphabet de la science, nous ferons l'analyse de la PRODUCTION ; nous exposerons le rôle des trois instruments généraux qui concourent à cette production : le *travail*, la *terre* et le *capital* ; nous examinerons les phénomènes de la CIRCULATION, la théorie des *échanges* et des *débouchés* ; nous passerons enfin à la DISTRIBUTION et à la CONSOMMATION dans laquelle nous aurons occasion de parler des *finances publiques*.

Nous avons renvoyé dans un *appendice* plusieurs chapitres qui relient et complètent les différentes parties de ce travail.

PREMIÈRE PARTIE.

PRODUCTION DE LA RICHESSE.

PREMIÈRE SECTION.

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES ET ANALYSE DE LA PRODUCTION.

Cette première section comprend les premières notions de la science. Après avoir familiarisé le lecteur avec l'idée de richesse, d'utilité, de valeur, d'échange et de monnaie, et cherché à préciser en très-peu de mots le but de l'économie politique, nous étudierons la notion primordiale de la valeur, pour déterminer quels en sont les fondements, les propriétés, et quels sont les moyens d'en apprécier les oscillations. Nous analyserons ensuite l'action productive de l'industrie humaine, le jeu des instruments et le rôle des agents qu'elle emploie, les frais qu'elle coûte, la manière dont elle progresse. Enfin nous compléterons le sens qu'il faut attacher à l'idée de richesse, en montrant l'analogie qu'il y a entre les produits matériels et les produits immatériels.

CHAPITRE I.

Premières notions.

I. Définition de l'économie politique et de la richesse. — II. Notions primaires sur la valeur, l'échange et la monnaie.

§ I. — Définition de l'économie politique et de la richesse.

1. L'ÉCONOMIE SOCIALE OU SCIENCE SOCIALE considère les lois

qui président au développement des sociétés humaines, et recherche quels sont les moyens de rendre ces sociétés heureuses et prospères. Elle comprend surtout, entre autres sciences morales et politiques, l'ÉCONOMIE POLITIQUE ou simplement l'ÉCONOMIE, c'est-à-dire la science de la richesse, la science qui a pour but de déterminer comment la richesse est et doit être produite, répartie et consommée dans l'intérêt de la société tout entière ¹.

2. On entend par *richesse*, *richesses* ou *biens*, tout ce qui sert à satisfaire nos besoins, nos plaisirs matériels ou moraux.

Comme l'a très-bien fait remarquer Rousseau, dans son célèbre discours sur les sciences et les arts, l'esprit a ses besoins ainsi que le corps : d'où il résulte que les solutions des questions économiques nécessitent la connaissance des facultés, des besoins et des tendances de notre nature.

Nous reconnaitrons donc des richesses *matérielles* et des richesses *immatérielles* ².

Considérées sous un autre aspect, les richesses sont de deux sortes : les richesses *naturelles* et les richesses *produites*, que J.-B. Say appelle *artificielles* ou *sociales*.

Les richesses naturelles sont données *gratuitement* et avec profusion par la nature : l'air, la lumière, la force expansive de la vapeur, etc.

Les richesses artificielles ou sociales sont le fruit d'un concours de moyens qui ne sont pas gratuits, et nous ne les obtenons qu'avec des travaux, des épargnes, des sacrifices. Exemple : les aliments, les vêtements, les maisons, etc. Pour en jouir, il faut les avoir créées ou obtenues en les échangeant contre d'autres biens.

¹ Plusieurs écrivains emploient souvent *économie sociale* comme synonyme d'*économie politique*. Voy. une note sur les définitions de la science.

² Voy. ce qui est dit sur les produits *immatériels*, au chap. III, § 11.

Bien que la richesse produite ne doive pas occuper exclusivement la pensée de l'économiste, elle constitue cependant l'objet principal de la science.

3. La jouissance et la possession exclusives de ces richesses artificielles ou produites constituent le droit de propriété reconnu et garanti par la société.

Les terres cultivables, qui sont des richesses naturelles, sont comprises dans les richesses sociales, parce que certains hommes se les sont appropriées à l'exclusion de tous les autres. Il en est de même d'une source, d'une chute ou d'un cours d'eau, qui peuvent rendre des services. Il semble, au premier abord, que le droit du propriétaire soit une injustice ; mais il résulte de l'expérience des peuples qu'une terre, par exemple, devenue propriété, fournit à ceux-là mêmes à qui elle n'appartient pas plus de moyens de subsister que si elle était sans propriétaire ou au moins sans possesseur.

Le droit de propriété est la clef de voûte de l'édifice social. Charles Comte établit, dans son *Traité de la propriété*, qu'une lieue carrée de terrain pouvant ¹, en moyenne, suffire à l'existence de douze cents individus en France, ne peut en nourrir qu'un seul partout où la culture n'a pas mis le sol en valeur ².

§ II. — Notions primaires sur la valeur, l'échange et la monnaie.

4. On apprécie, on *mesure* les richesses par ce qu'elles peuvent procurer en échange, par leur *valeur* en autres richesses ; de sorte que la valeur peut être considérée comme l'expression du rapport qui existe entre nos besoins

¹ Vol I, ch. IX.

² Voy. la note sur le principe de propriété, IV^e part.

et les choses qui peuvent les satisfaire et qui constituent la richesse.

5. Dans une société industriellement constituée, comme celle qui existe dans tous les pays qui sont plus ou moins civilisés, personne ne fait les diverses choses dont il a besoin. De là découle la nécessité de *commercer* ou d'*échanger* ce que l'on produit en un seul genre ou en quelques genres seulement, et au delà de ses besoins, contre tous les objets nécessaires ¹.

Cet échange direct est presque toujours impossible. Un libraire, par exemple, qui n'a que des livres, ne peut guère payer son boulanger, son cordonnier, etc., avec des volumes. Admettez que ses fournisseurs veuillent se prêter quelquefois à ce troc, ils ne tardent pas à être pourvus de livres. Heureusement, il y a dans la société actuelle une marchandise exceptionnelle, la *monnaie*, que les acheteurs de volumes donnent au libraire, et que celui-ci peut redonner à ceux qui lui vendent.

Du rôle de cette marchandise intermédiaire, que tout le monde accepte pour les raisons que nous indiquerons plus tard, il résulte que nous ne vendons que pour acheter. Lorsque nous vendons, c'est-à-dire que nous échangeons un objet contre du numéraire, c'est pour en acheter quelque autre bien; si nous transmettons cette somme à une autre personne, c'est elle qui l'emploiera à un achat quelconque; si nous la fondons, nous pouvons dire que nous avons acheté un lingot, etc. Une vente n'est donc que la moitié d'un échange; il en est de même de l'achat : ainsi, ÉCHANGER, c'est *vendre et acheter*, ou *acheter et vendre*.

6. Si les richessesont toujours évaluées en argent, syno-

¹ *Commercer*, obtenir par le procédé de l'échange, *eum merce*, avec marchandise.

nyme de *monnaie*, et non en autres valeurs, c'est parce que les monnaies jouissent, comme intermédiaires dans les échanges, de certaines propriétés qui les rendent plus commodes que toute autre marchandise ¹.

En dernière analyse, la monnaie n'est qu'un *dénominateur commun* de plusieurs valeurs. Supposons que nous ayons une maison, deux chevaux, un rouleau de vingt-cinq pièces d'or, nous n'aurions qu'une idée confuse de la valeur de ces objets, si nous les apprécions par les nombreuses chose que nous pourrions obtenir en échange; mais en convertissant leur valeur en une même marchandise, en la convertissant au même dénominateur, c'est-à-dire en *monnaie*, et en disant qu'une maison vaut dix mille *francs*, les deux chevaux quatre mille *francs*, et les vingt-cinq pièces d'or cinq cents *francs*, en tout quatorze mille cinq cents *francs*, nous nous faisons une idée aussi nette que possible de la valeur absolue de tous ces objets et de leur valeur relative.

CHAPITRE II.

DE LA VALEUR.

I. Sources de la valeur. — II. Propriétés de la valeur. — III. De la mesure de la valeur. — IV. De la valeur des choses en monnaie ou du prix courant. — Comment ce prix est réglé par l'offre et la demande, et par les frais de production. — V. Du prix originaire, réel, nécessaire, naturel, etc.

§ I. — Sources de la valeur.

7. Quoique un peu abstraite et un peu aride, la notion de

¹ Voy. au chap. IX, § 1, où toutes ces propriétés sont analysées.

la valeur (4) doit être étudiée d'abord : c'est la plus fondamentale de l'économie politique. Après avoir constaté les propriétés de la valeur, nous dirons comment, en l'absence d'une mesure absolue de la valeur, on la détermine cependant avec le plus d'approximation possible.

8. Nous venons de poser en principe que l'on apprécie et que l'on mesure les richesses au moyen de la valeur.

Ce qui fait d'abord que les choses ont de la valeur, c'est leur *utilité*¹ ; et les choses sont utiles quand elles ont la propriété de satisfaire nos besoins ou nos plaisirs.

L'utilité, source première de la valeur, peut être directe ou indirecte. Elle est directe, lorsqu'elle est fondée sur la possibilité d'une application immédiate des choses à la satisfaction de nos besoins : telle est la valeur d'un pain pour l'homme qui a besoin de manger. L'utilité est indirecte dans les choses qui ne sont qu'un moyen de nous procurer ce qui est propre à satisfaire des besoins qu'elles ne peuvent satisfaire elles-mêmes. Un homme possède deux morceaux de pain : avec l'un il apaise sa faim, c'est l'utilité directe ; l'autre, il le donne, pressé par la soif, en échange d'un liquide, c'est l'utilité indirecte.

Adam Smith a nommé *valeur en usage* ou *valeur usuelle* la valeur provenant de l'utilité directe, qui satisfait immédiatement nos besoins ; et *valeur en échange* celle de la seconde, qui nous procure, par le troc, les choses qui satisfont immédiatement nos besoins².

¹ Du latin *uti*, se servir.

² M. Rossi a admis ces expressions. J.-B. Say a dit *valeur d'utilité* pour la première, et *valeur échangeable* pour la seconde. Adam Smith a éclairci ses brillantes analyses par cette distinction qui, entre ses mains, est devenue une véritable découverte. Cependant on trouve dans les écrits des *physiocrates* ou économistes du XVIII^e siècle la distinction entre les *qualités usuelles des objets* et la *propriété qu'ils ont d'être échangés*, et à laquelle ils donnaient le nom de *valeur vénale*. En conséquence, M. Monjean (voy. les *Principes*

La valeur n'est donc, comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, que l'expression d'un rapport de nos besoins avec les choses qui constituent la richesse. Ainsi, valeur et richesse, sans être synonymes, sont deux expressions nécessairement corrélatives.

9. Dans toutes les richesses naturelles ou produites qui satisfont nos besoins, on peut distinguer : 1^o les choses qui n'ont que la valeur en usage; l'air, par exemple, est utile, mais il ne se vend pas; 2^o les choses qui ont la valeur en usage et la valeur en échange, comme la plupart des produits; 3^o celles qui, après avoir été douées de valeur en usage et de valeur en échange, perdent de nouveau la qualité de choses échangeables, pour garder exclusivement leur valeur en usage : tels sont, en général, les objets de notre consommation.

10. En second lieu, ce qui fait qu'une chose a plus de valeur en échange, quand d'ailleurs elle a de la valeur en usage, c'est qu'elle est produite d'une manière limitée; c'est qu'elle n'est pas à la disposition de tout le monde. L'air est utile, mais il n'a pas de valeur échangeable, parce que, en général, chacun le respire selon ses besoins ¹.

d'économie politique de Malthus, dans la *Collection des principaux économistes*, p. 520, note) fait remonter la découverte, en général attribuée à Adam Smith, jusqu'à l'école physiocratique. Il s'agit de savoir si le véritable inventeur est celui qui entrevoit une vérité, ou bien celui qui la vulgarise et la féconde. Malthus, dans ses *Principes d'économie politique*, p. 56, admet trois espèces de valeur : 1^o la valeur en usage, qu'il définit l'utilité intrinsèque d'un objet; 2^o la valeur nominale d'échange, ou valeur des choses estimées en métaux précieux (c'est le prix courant dont il est parlé plus loin au § iv); 3^o la valeur intrinsèque d'échange, ou pouvoir d'acheter (c'est l'équivalent du prix courant en objets de toute nature).

¹ Il y a des cas où l'air a une valeur échangeable. Toutes choses égales, une habitation en bon air se paye plus qu'une habitation dont l'exposition n'a rien de remarquable. Le locataire paye en sus la bonne qualité de l'air respirable.

L'eau de la Seine, à Paris, est aussi à la disposition de tout le monde ; mais, comme il faut aller la chercher, et se donner une peine, ou faire un sacrifice, la plupart des habitants consentent à la payer : l'eau a donc dans ce pays une valeur en échange. Elle avait une utilité naturelle comme l'air ; le porteur d'eau lui a donné une utilité ou plutôt une valeur nouvelle, la valeur en échange. C'est ainsi que J.-B. Say a reconnu deux utilités, l'utilité *naturelle* et l'utilité *donnée*.

11. La valeur en échange a donc deux sources : 1^o l'utilité des choses ; 2^o la difficulté plus ou moins grande de les obtenir ; et l'on peut dire avec Genovesi ¹ : Les seules choses qui n'aient pas de valeur sont celles qui ne satisfont pas nos besoins, ou celles qui, tout en les satisfaisant, ne manquent à personne.

De ces deux conditions de la valeur : l'utilité et la rareté, l'une est avantageuse pour tous, l'autre est nuisible au plus grand nombre, puisqu'elle implique l'idée de privation. Le producteur et le consommateur s'entendent sur la première ; ils ont des idées différentes sur la seconde. Le fabricant de tissus, par exemple, désire la rareté du drap, afin de voir renchérir le prix de celui qu'il présente au marché. Tous les intérêts privés calculent de même ; l'intérêt général part d'un principe contraire, il combat la rareté et cherche à accroître l'utilité des choses.

§ II. — Propriété de la valeur.

12. *Toute valeur, quel que soit l'objet auquel elle s'applique, est essentiellement immatérielle.* — La valeur donnée à la laine transformée en drap est tout aussi incorporelle que

¹ *Lezioni di economia civile*, 11^e partie, chap. 1.

la valeur donnée à l'homme par la leçon du professeur. Cette première notion de la valeur est fondamentale. Elle conduit à l'intelligence de la nature réelle de la richesse et du phénomène de la production ¹.

15. Toutes les valeurs égales sont également précieuses.

— On serait dans l'erreur en s'imaginant que la valeur de l'or et de l'argent des mines est une valeur plus précieuse que celle qui réside dans le premier objet venu : l'une et l'autre n'équivalent qu'à ce qu'elles peuvent acheter. En effet, si huit francs en argent ou en or valaient plus que huit francs en marchandises, trouverait-on des acheteurs qui voudraient donner huit francs en métal pour obtenir huit francs en marchandises? La réflexion fait donc tomber le préjugé de ceux qui s'imaginent qu'une valeur en métaux est supérieure à une autre valeur, pourvu que celle-ci soit bien reconnue et facilement échangeable. Ce principe sera mis hors de doute quand nous parlerons des monnaies ².

¹ Voy. chap. III, § II.

² Le rapprochement suivant, en nous faisant comprendre l'importance des valeurs créées par une seule profession, comparativement à celle des valeurs créées par les mines d'Amérique, peut compléter les idées que nous venons d'émettre. J.-B. Say apprécie de la manière suivante les valeurs créées par les cordonniers en France. « Sur trente-deux millions d'hommes (il y en a maintenant plus de trente-cinq), les trois quarts seulement, ou vingt-quatre millions, portent des souliers, et en usent quatre paires par an. Cette estimation donne quatre-vingt-seize millions de paires qui, avec les exportations, les bottes et autres chaussures de toute espèce, peuvent hardiment être élevées à cent millions. Le cordonnier augmente la valeur de son cuir d'au moins trois francs, car il faut deux journées d'ouvrier pour une paire; et l'ouvrier le plus modeste gagne au moins un franc cinquante par jour : or cent millions de paires à trois francs valent trois cents millions de francs pour les cordonniers seulement, sans compter les valeurs produites par les tanneurs, les chamoiseurs, les fabricants d'étoffes, de rubans, etc., qui ont fourni les matières premières. Eh bien! l'on sait, d'après M. de Humboldt, l'auteur le mieux renseigné jusqu'à présent, que les mines réunies du Pérou, du Brésil et du Mexique, ne produisent que

14. *Pour qu'une valeur soit réelle, il faut que ce soit une valeur reconnue, non par le possesseur uniquement, mais par tout autre individu.* — Si, pour acquérir une maison, personne n'offre au delà de trente mille pièces d'un franc, c'est une preuve qu'elle ne vaut réellement que trente mille francs, quelque évaluation qu'il m'ait plu d'en faire. Il n'est pas inutile d'insister sur des observations si communes. On ne s'entend pas toujours, dit J.-B. Say, faute de concevoir les vérités les plus simples ¹.

15. Les besoins changent avec les mœurs et les usages des nations; ils changent encore avec l'âge, les goûts, les passions des individus. La raison peut les condamner; elle doit les contenir dans de justes bornes, mais il faut les faire entrer en ligne de compte dans les appréciations économiques, aussitôt que les hommes se montrent disposés à faire des sacrifices pour les satisfaire. Aux yeux du moraliste, une fleur artificielle, une bague, peuvent passer pour des objets inutiles; mais, aux yeux de l'économiste, ils ont de la valeur, du moment que les hommes y trouvent assez de jouissances pour y mettre un prix quelconque. La satisfaction de la vanité, a dit encore J.-B. Say; est quelquefois pour l'homme un besoin aussi impérieux que la faim.

16. *La principale propriété de la valeur est d'être essentiellement variable.* — En effet, la valeur a pour source l'utilité; l'utilité dérive de nos besoins et des moyens de les satisfaire, variant aussi à l'infini. Il s'ensuit forcément que le

deux cent trente-quatre millions de francs; c'est-à-dire que les cordonniers de France produisent autant de valeurs que les mines du Pérou. » (J.-B. Say, *Cours complet*.) Ce dernier chiffre a varié depuis. Voy. la note complémentaire sur les monnaies.

¹ En mathématiques, on commence par poser en principe que la partie est plus petite que le tout; que le plus court chemin d'un point à un autre est la ligne droite, et autres axiomes qui pourraient être pris pour de véritables simplicités par des esprits irréfléchis.

rapport que nous avons appelé *valeur* doit aussi être variable à l'infini. La valeur est bien une quantité positive, fixe, arrêtée, mais elle ne l'est que pour un instant donné, et il est dans sa nature d'être perpétuellement variable, de changer notamment d'un lieu à un autre, d'un temps à l'autre.

Cette variabilité complique les questions de l'économie politique; elle rend les phénomènes souvent très-difficiles à observer et les problèmes également très-difficiles à résoudre.

§ III. — De la mesure de la valeur.

17. Laromiguière a dit ¹ : « La mesure du mouvement ne peut être qu'un mouvement, comme la mesure d'une ligne ne peut être qu'une ligne, celle d'une surface, une surface; » il aurait pu ajouter que la mesure d'une valeur ne peut être qu'une valeur. Malheureusement, comme toute valeur est *essentiellement variable*, il s'ensuit qu'il ne peut y avoir un *étalon*, un *mètre absolu* de la valeur, et que l'on ne peut apprécier la grandeur absolue de la valeur des choses, mais seulement leur grandeur relative et comparative. En disant qu'une maison vaut cinquante mille francs, nous n'affirmons rien autre chose, si ce n'est que la valeur de cette maison est égale à celle d'une somme de cinquante mille francs; mais la valeur elle-même de cette somme n'est point une valeur existant par elle-même, abstraction faite de toute comparaison, et on ne peut s'en faire une idée qu'en la comparant avec toutes les choses que l'on peut obtenir en échange, avec celle de la maison, par exemple.

C'est là une nouvelle difficulté pour l'économie politique.

¹ *Leçons de philosophie*, p. 315.

Mais cette science n'est pas seule à avoir des points sans solution : les propriétés de la valeur ne sont peut être pas plus fugitives que celles de l'électricité. Avons-nous, pour apprécier le calorique, une mesure absolue ? Le thermomètre, on le sait, n'accuse pas la quantité absolue de chaleur, mais seulement des *rapports* ou des résultats de comparaison.

18. Puisque toute richesse est variable et relative suivant les lieux et les temps, on ne peut comparer deux portions de richesse que lorsqu'elles sont dans le même temps et le même lieu. A moins d'exception, mille francs de cette année valent plus ou moins que mille francs de l'année dernière ; mille francs à Paris ne sont pas la même chose que mille francs à Londres, que mille francs à Toulouse, car aujourd'hui ils valent moins dans le premier cas et plus dans le second. En changeant de pays, le climat, les impôts, les mœurs, etc., influent sur la valeur des choses. Il est donc de toute impossibilité de comparer *exactement* les richesses de deux nations ; car, si elles existent dans le même temps, elles ne peuvent pas exister dans le même lieu. Quand donc on évalue les capitaux et les revenus de l'Angleterre et de la France en francs ou même en kilogrammes d'or pour les comparer, on compare deux choses qui ont un nom commun, les mêmes propriétés physiques, mais qui n'ont pas au même degré la même valeur, c'est-à-dire la seule quantité qui en fasse des richesses échangeables. Ainsi, vouloir comparer les richesses de deux époques ou de deux pays différents autrement que d'une manière approximative, c'est vouloir faire l'impossible.

19. De ce que nous avons dit sur la nature intime de la valeur, il résulte pour le lecteur que la recherche d'un étalon de la valeur doit être au moins fort difficile. En effet, les efforts tentés jusqu'à présent ont montré l'impossibilité

d'arriver à un résultat satisfaisant, et l'on peut dire, avec J.-B. Say, que c'est là la quadrature du cercle de l'économie politique. Nous n'aborderons pas ici la démonstration complète de cette assertion, trop longue et trop abstraite pour trouver place dans ces *éléments*, et nous nous bornerons à affirmer, sur la foi des maîtres :

Qu'il n'y a pas de mesure certaine et immuable de la valeur ;

Que la monnaie n'offre point une mesure certaine, un *étalon* de la valeur ;

Qu'il en est de même du blé et du travail humain.

Nous verrons que la monnaie, dans certains cas et pour des temps et des espaces limités, offre la meilleure mesure des valeurs pour les pratiques commerciales et économiques ; mais en même temps nous constaterons que cette valeur a subi de très-grandes variations, et qu'elle est exposée à des oscillations continuelles, et nous en concluons que la monnaie est loin d'offrir une mesure invariable, absolue, mathématique des valeurs, comme le croient encore la plupart des écrivains et des publicistes. Quant au blé et au travail, leur valeur est également sujette à de nombreuses variations, et ils ne jouissent d'ailleurs pas des autres qualités qui ont jusqu'à présent rendu les métaux précieux propres à servir d'étalons de la valeur.

Ces trois propositions ont été démontrées avec un rare talent par M. Rossi ¹. J.-B. Say y a aussi consacré trois beaux chapitres ². Nous reviendrons sur la seconde proposition en parlant des monnaies (chap. IX).

¹ *Leçons d'économie politique*, 1^{er} vol., 9^e, 10^e et 11^e leçons.

² *Cours complet*, III^e partie, XIII^e, XIV^e et XV^e chapitres.

§ IV. — De la valeur des choses en monnaie ou du prix courant. — Comment ce prix est réglé par l'offre et la demande, et par les frais de production.

20. Nous admettons dès à présent que la monnaie ne peut pas plus qu'un autre produit servir de mètre, de mesure à la valeur; mais que les propriétés dont jouissent les métaux précieux font que le plus souvent, dans les affaires, on convertit au moins approximativement la valeur des produits en celle de pièces d'or ou d'argent, ou bien encore en celle de signes en cuivre ou en papier représentant une certaine quantité de ces pièces. Or la valeur d'une chose en argent est ce qu'on appelle son *prix courant*, qu'on peut encore définir la quantité de monnaie pour laquelle on trouve couramment à acheter ou à vendre un produit.

Dans la pratique, le prix courant oscille toujours jusqu'au moment où l'acheteur et le vendeur s'entendent, l'un offrant un peu moins, l'autre demandant un peu plus que le taux qu'ils finissent par accepter tous deux.

21. Au fond, c'est la valeur d'un produit en autres produits qui importe surtout à nos intérêts, et non pas seulement le rapport que ces produits peuvent avoir avec l'argent; en d'autres termes, ce qui importe à nos intérêts, c'est, comme aurait dit Malthus (voy. p. 20, note), la valeur intrinsèque d'échange et non la valeur nominale d'échange; ou bien encore la qualité d'objet qu'on peut se procurer avec le prix courant, non ce prix courant.

En effet, nous verrons, et l'on peut d'ailleurs facilement comprendre dès à présent que si l'argent est abondant, il est à bon marché; que le cultivateur en reçoit plus en échange de son blé, et qu'il en donne plus aussi pour se procurer du café ou tout autre produit. Le contraire aura

lieu si l'argent est rare, c'est-à-dire cher. Admettons maintenant que c'est le froment qui vient à valoir davantage ; il est encore évident que le cultivateur obtient en échange une plus grande quantité des autres produits. C'est donc la valeur du blé et non celle de l'argent qui l'intéresse d'abord.

Si l'Amérique n'avait pas renfermé de nombreuses mines d'or et d'argent, ces deux métaux seraient bien moins communs ; mais les richesses du monde seraient à peu près les mêmes. Si, par exemple, il y avait moitié moins de numéraire, le cultivateur, en vendant son blé, ne retirerait que moitié moins d'espèces ; le café et les autres produits ne s'achèteraient aussi que moitié moins. Les valeurs, en général, seraient les mêmes quoique exprimées par moins de chiffres.

22. Il faut encore remarquer que ce qui constitue la richesse est absolument indépendant de la marchandise qui sert à en faire l'évaluation ; en d'autres termes, une valeur est une richesse, non parce qu'elle peut procurer à son acquéreur des écus, mais tout ce que des écus peuvent acheter : c'est la faculté d'acheter qui fait que les choses sont des richesses, et c'est cette faculté qu'on appelle valeur.

Ces considérations suffisent quant à présent ; plus loin, nous examinerons à fond la nature intime de la monnaie. C'est une des plus importantes questions de l'économie politique ¹.

23. Ces principes simples ont souvent été méconnus dans le monde. Le sang a été versé pour accaparer dans un pays, de préférence à un autre, les métaux précieux ², et pourtant, en en réunissant, qu'a-t-on fait, si ce n'est gros-

¹ Voir au chap. IX.

² Voir ce qui est dit plus loin chap. XIII, au sujet de la *Balance du commerce*.

sir le chiffre de tous les inventaires? Encore une fois, l'or, l'argent en tant que monnaies, ne sont point recherchés pour eux-mêmes, mais en proportion de ce qu'ils peuvent acheter.

24. Nous avons vu qu'il ne suffit pas qu'une chose soit utile pour qu'elle ait de la valeur, et que, si cette chose utile est à la portée de tout le monde, personne n'en veut rien donner. D'autre part, on remarque que, si les choses sont en général les plus recherchées, c'est parce qu'elles satisfont des besoins plus ou moins raisonnables, mais impérieux, car personne ne veut de ce qui n'est bon à rien.

La valeur en échange ayant deux sources : la propriété qu'ont les choses de satisfaire nos désirs et nos besoins ou d'être utiles, et leur disproportion avec ces mêmes besoins, et cette valeur étant de sa nature variable et mobile, c'est le moment d'indiquer les lois de ces variations.

Les économistes en ont trouvé deux : l'une dans les oscillations résultant de l'offre faite par les vendeurs de produits et de la demande qui en est faite par les acheteurs ; la seconde dans la somme des diverses dépenses ou avances que nécessite la production de ces mêmes produits, ou, en moins de mots, dans les frais de production.

25. *Le prix des choses est réglé par l'offre et la demande.* — De ce que la même somme, cent vingt francs, par exemple, peut acheter des quantités inégales de deux marchandises, un kilogramme de safran et cinq cents kilogrammes de blé, c'est-à-dire cinq cents fois plus de l'une que de l'autre, cinq cents fois plus de blé que de safran, on en a conclu :

Qu'une chose est d'autant plus chère qu'elle est moins offerte, et d'autant moins chère qu'elle est plus offerte ; ou réciproquement, qu'une chose est d'autant plus chère qu'elle

est plus demandée, ou d'autant moins chère qu'elle est moins demandée ;

Ou, en d'autres termes, que *la valeur d'une chose est en raison DIRECTE de la DEMANDE qu'on en fait, et en raison INVERSE de l'OFFRE qu'on en fait.*

Reste à expliquer les mots *offre* et *demande*. L'offre n'est pas seulement ce qu'il y a sur le marché, mais encore ce que la production peut y mettre facilement. Il y a un million de bas en magasin ; dans quelques jours, les fabriques peuvent en avoir encore un million, voilà l'offre. De même, la demande n'est pas tout ce qui peut être désiré, mais tout ce qui peut être désiré raisonnablement et positivement acheté. Je demande un magnifique tapis de Perse avec une fortune modeste ; si ce tapis vaut quelques centaines de francs, ma demande est réelle ; s'il vaut des milliers de francs, ma demande ne figure pas sur le marché. Je fais un rêve et ne peux penser à acheter, à moins toutefois que l'énergie de ce besoin ne me domine, de sorte que la demande renferme encore l'idée du besoin modifié selon les circonstances.

Au fond, la formule de l'offre et de la demande renferme donc, dit M. Rossi, la solution du problème ; mais, comme elle a besoin de commentaires, on en a cherché une autre.

26. *Le prix des choses est réglé par les frais de production.* — C'est Ricardo qui a pensé que le prix des produits était mieux représenté par la somme de toutes les dépenses, de tous les frais que nécessite la création d'un produit. Il sera indiqué, dans le chapitre suivant, comment on apprécie ces frais en industrie.

Ricardo, pour arriver à cette conclusion, s'est appuyé sur ces principes : que nul ne produit pour le plaisir de produire ; que tous les producteurs courent après les gros profits ; et que nul n'achète sans les moyens d'acheter ni

au delà de ces mêmes moyens. D'où il résulte que lorsque le prix d'une denrée ne rembourse pas les frais de production, la production de cette denrée diminue ou s'arrête complètement.

Ces principes sont incontestables, et la formule de Ricardo est plus facile à comprendre que celle de l'offre et de la demande. Malheureusement elle est incomplète. D'abord elle a l'inconvénient, très-faible il est vrai, de ne pas s'appliquer aux richesses naturelles appropriées qui ont une valeur en échange sans avoir coûté des frais de production. Ensuite, elle suppose une liberté indéfinie de retrait chez les consommateurs et une liberté indéfinie de concurrence du côté des producteurs. Le blé, par exemple, quel que soit son prix, sera toujours forcément acheté; il en est de même d'une foule de produits dont les mœurs nous imposent l'usage. Pour ce qui concerne les producteurs, la concurrence peut être indéfinie dans les travaux manufacturiers et commerciaux; mais la production agricole est basée sur la propriété, qui est jusqu'à présent un monopole nécessaire ¹. Il n'y a pas de concurrence possible pour les subsistances au delà de certaines limites. Les vins, les mines sont concentrés sur certains points fort circonscrits; la production en est limitée. Ce sont là des monopoles naturels. Ricardo en signale d'un autre ordre; les produits du génie, un tableau, un écrit, sont des monopoles aussi. Il en est de même d'une bonne position; le jardinier des environs de Paris a un monopole en comparaison de celui de Pontoise.

Les monopoles artificiels sont encore plus nombreux et plus variés. Les brevets d'invention, les privilèges d'auteur, les propriétés établies dans certaines enceintes réservées

¹ Voy. Rossi, *Cours d'économie politique*, 1^{er} vol., 7^e et 8^e leçons.

(celles des villes de guerre, par exemple), les lois qui prohibent certains produits ou en gênent l'entrée et la sortie pour favoriser certaines industries, les impôts qui pèsent sur tel ou tel produit, constituent autant de monopoles qui influent sur les prix, et qui ne sont pas compris dans la formule de Ricardo.

27. Les règles que nous venons d'exposer sont celles qui expliquent le mieux jusqu'à présent la marche naturelle des choses, lorsqu'elles sont abandonnées à elles-mêmes. Cependant, il est évident qu'elles sont encore vagues et que la formule exacte et complète du prix courant est toujours un problème à résoudre.

Au milieu des erreurs et des lois qui dominent la société, il arrive fort souvent que le prix reçoit d'autres influences que celles qui résultent des frais de production et des besoins des consommateurs. Alors la cause accidentelle n'agit qu'autant qu'elle dure, car la loi générale reprend peu à peu son empire, lorsqu'elle n'est plus contrariée.

Il arrive souvent que l'autorité fixe le prix de certaines denrées. Dans ce cas, le consommateur paye le produit à un prix abusif; ce n'est plus un *échange*, c'est un déplacement au profit du vendeur ou de l'acheteur. C'est, dit J.-B. Say, comme si l'autorité rendait une ordonnance ainsi conçue : « Chaque fois que vous achèterez quelque chose, vous donnerez au marchand, ou le marchand vous donnera telle somme en sus du prix naturel. » (Voy. le paragraphe suivant.)

En peu de mots, voilà comme on peut formuler une loi de *maximum*, c'est-à-dire une loi qui fixe les prix au delà desquels la vente est prohibée. De pareilles lois nuisent à la production, car personne ne veut plus travailler à perte. Elles nuisent à la consommation, car on ne trouve pas de produits à acheter, soit qu'on n'en fabrique plus, soit qu'on

cache ceux qui existent. Ceux qui ont beaucoup de moyens s'approvisionnent plus que de coutume, et ceux qui n'ont que des moyens ordinaires ne peuvent s'approvisionner. De là les disettes, les paniques et les catastrophes qui s'ensuivent.

28. D'autres causes fortuites, physiques et morales, peuvent aussi influencer sur l'offre et la demande. De ce nombre sont la crainte d'une bonne ou d'une mauvaise récolte ; la peur d'une guerre, d'une crise ; la mode, etc. Mais l'action de ces causes n'a qu'un temps, et leur influence est d'autant plus facile à prévoir que l'on a des idées plus justes sur les causes permanentes qui établissent l'offre et la demande.

29. En résumé, il faut encore dire, avec Genovesi : La valeur des choses, ou, pour parler d'une manière plus correcte, leur prix est un rapport dont les termes sont fixés par la nature, et non par le caprice de l'homme ¹.

§ V. — Du prix originaire, ou réel, ou nécessaire,
ou naturel, etc.

30. Dans l'analyse de la production, il est important de distinguer du *prix courant* le *prix originaire*. Ce prix originaire a été appelé aussi *prix réel* par J.-B. Say, dans ses premiers ouvrages. Les physiocrates l'ont nommé *prix nécessaire*. Adam Smith a dit *prix naturel*. Say n'a pas adopté ce dernier mot dans le sens de Smith : il en a fait un synonyme du prix courant, parce que le prix courant, s'établissant de lui-même, est le plus naturel sans cesser d'être aussi réel.

Par *prix originaire*, J.-B. Say entend la somme des frais de production la première fois que le produit paraît dans

¹ Genovesi, *Lezioni di economia civile*, II^e partie, chap. I.

le monde. Or ce prix originaire est une échelle mobile : il varie à chaque instant, toutes les fois qu'une nouvelle façon est donnée au produit, façon agricole, manufacturière, commerciale ou autre. Cependant, on peut le considérer comme fixé à un moment donné, et alors il est, comme l'a fort bien dit M. Scialoja, « le centre immobile vers lequel, dans ses oscillations, tend le prix de vente (ou prix courant) ; et l'offre et la demande peuvent être comparés à une force centrifuge variable, sans cesse contenue par une force centripète constante¹. »

51. Nous verrons que les frais de production peuvent baisser sans que le producteur en soit lésé ; par conséquent, la baisse du prix originaire ne lui est pas nuisible. Au contraire, cette baisse est d'un grand avantage pour la société, surtout lorsqu'elle porte sur tous les produits à la fois ; car alors elle équivaut à une augmentation de richesses.

Cette observation permet de donner la solution d'une des questions les plus contestées de l'économie politique. Si la richesse générale est la réunion de la valeur de toutes les choses, comment se fait-il qu'une nation soit d'autant plus riche que ces choses y sont à plus bas prix?... Parce que notre fortune consistant dans une certaine quantité de fonds productifs (voy. ch. III, § IV), elle est, comme dit J.-B. Say, d'autant plus considérable que ces fonds productifs peuvent acquérir par leur emploi plus de produits : ce qui a lieu lorsque ces derniers sont au meilleur marché possible. Ainsi s'explique l'aisance plus générale depuis cinquante ans, à tel point que de simples artisans sont plus aisés et plus instruits que des princes d'autrefois.

¹ *Les Principes de l'économie sociale*, traduits de l'italien par M. Devillers, p. 49.

CHAPITRE III.

ANALYSE DE LA PRODUCTION.

I. De ce qu'il faut entendre par la production des richesses. — II. S'il y a un travail improductif. — Analogie des produits matériels avec tous les autres. — III. De quoi se composent les travaux de l'industrie. — IV. Des instruments généraux de l'industrie : la terre, le travail, le capital. — V. Comment les trois instruments fonctionnent pour produire. — VI. Comment on apprécie les frais de production et les progrès en industrie. — VII. Classification des industries.

§. I. — De ce qu'il faut entendre par la production des richesses.

52. Produire, créer de la valeur ou créer de la richesse, c'est donner de l'utilité aux choses, c'est encore augmenter celle qu'elles ont déjà. Nous ne pouvons tirer du néant un seul atome de matière ; mais nous pouvons créer des qualités qui font que des matières sans valeur en acquièrent une et deviennent des richesses ¹. C'est en cela que consiste la *production* en économie politique ; c'est là le miracle de l'*industrie* ² humaine ; et les choses auxquelles elle a donné de la valeur se nomment des *produits* ou des *valeurs* ³.

¹ Algarotti a donné un exemple frappant de l'augmentation de valeur que peut acquérir un objet par l'application du travail. Avec une livre de fer valant à peine cinq sous, dit cet écrivain, on fait de l'acier, et avec cet acier, le petit ressort qui meut le balancier d'une montre. Chacun de ces ressorts ne pèse qu'un dixième de grain, et peut se vendre jusqu'à dix-huit francs. Avec une livre de fer on peut fabriquer, en accordant un déchet, quatre-vingt mille de ces ressorts, et porter la valeur d'une matière qui vaut cinq sous à la valeur d'environ un million et demi.

² Le mot *industrie* du latin *industria*, qui a, dit-on, pour racine *intus trudere*, en dedans, construire.

³ Ce dernier mot est aussi employé, par extension, dans le langage des affaires, pour désigner les effets de commerce : *billets, mandats, lettres de change, actions, coupons d'emprunts*, etc.

53. L'industrie ne pouvant créer la matière, son action se borne à séparer, transporter, combiner, transformer les molécules dont elle se compose. Les matières sur lesquelles s'exerce cette action prennent le nom de *matières premières*.

Un *cultivateur* prend des semences, des engrais, les met dans une espèce de creuset que nous nommons *champ*, et, à la suite de certaines opérations que l'expérience lui a enseignées, il se trouve que les principes contenus dans la terre et les engrais, joints à ceux que lui fournit l'atmosphère, se changent en végétaux, en fourrage. Ensuite, à l'aide d'un autre instrument (*un mouton*), ce même cultivateur modifie les particules qui composent son herbe, et en fait de la laine.

Un *manufacturier* achète la laine de ce cultivateur, la dégraisse, la carde, la file, en fait un tissu qui, après avoir été teint, foulé et apprêté, forme nos vêtements.

Un *commerçant* fait subir à cette laine ou à ce tissu, ou encore à l'indigo qui doit les colorer, l'opération du transport qui met ces objets sous la main du fabricant, et procure ainsi à ce dernier la possibilité de s'en servir.

54. Ces opérations ont des analogies entre elles. Lorsqu'un teinturier combine dans ses cuves de l'eau, de l'alun, de l'indigo et d'autres matières premières, n'exerce-t-il pas une industrie analogue à celle du cultivateur qui, suivant les procédés de son art, combine de l'eau, des engrais, des sucs que lui fournissent la terre et les airs. Le teinturier favorise ses combinaisons à l'aide de la chaleur d'un fourneau; le cultivateur se sert de la chaleur du soleil; le teinturier confie son étoffe à sa chaudière, comme le cultivateur confie ses semences à son champ.

55. Après ces considérations qui résument plusieurs pages de J.-B. Say et qui se rapportent plus spécialement au travail

qui agit sur les choses, entrons plus avant, avec MM. Rossi et Dunoyer, dans le phénomène de la production.

Le mot ambitieux de création ne pourrait guère s'appliquer qu'aux productions du génie. Jusqu'à un certain point, Newton a *créé* la théorie de l'attraction ; Corneille, la tragédie du *Cid* ; mais, dans la production matérielle, c'est bien différent : l'homme ne met, en définitive, du sien, que le mouvement, comme l'ont dit Mill et le Trosne avant lui ¹.

Celui qui trace un sillon détermine un mouvement qui déchire le sein de la terre, par cela seul plus féconde. Dans une manufacture, le plus ignorant des manœuvres, le plus habile des mécaniciens, ne produisent que des mouvements que celui-là ne raisonne pas, que celui-ci sait calculer. Le chimiste, enfin, se borne à associer ou à séparer les corps ; il détermine les phénomènes, mais il n'en est pas la cause.

36. La production est donc, en dernière analyse, une application de forces, donnant pour résultat un produit *propre à satisfaire à nos besoins*, et non, comme l'ont dit M. Mac Culloch et quelques économistes, un produit propre à être échangé, parce que cette définition ferait penser que la valeur en échange seule est richesse, ce qui n'est point exact, la richesse comprenant aussi bien la valeur en usage que la valeur en échange.

§ II. — S'il y a un travail improductif. — Analogie des produits immatériels avec les autres.

37. Arrêtons-nous pour établir que toute *industrie* dans la véritable acception des mots est productive de *richesse* et de produits analogues, et que c'est encore produire ou

¹ Voy. James Mill, *Eléments d'économie politique*, traduits par Parisot, p. 8. — Voy. *Collection des principaux économistes*. PHYSIOCRATES, p. 888.

créer de la valeur, ou créer de la richesse, que de donner de l'utilité aux hommes, ou que d'augmenter celle qu'ils ont déjà.

Une masse considérable d'utilité peut être créée, capable de satisfaire un besoin ; elle peut devenir même le sujet d'un échange et par conséquent être de la richesse, sans être incorporée à aucun objet matériel. Un médecin, un avocat, produisent une utilité qui satisfait des besoins et qu'ils peuvent vendre. C'est un produit *immatériel*, si l'on veut, mais *très-réel* et parfaitement analogue *économiquement* à un produit matériel.

L'erreur qui fait méconnaître les produits immatériels par Malthus, Sismondi et autres, et qui a fait classer comme oisifs ou comme travailleurs improductifs, et conséquemment nuisibles, une classe intéressante de producteurs, est en partie due à une inattention de Smith, exagérée par les autres économistes. En effet, le grand écrivain entendait bien, par travail productif et travail improductif, le travail qui donne des produits matériels et le travail qui donne des produits immatériels parfaitement analogues ; seulement, il a laissé l'honneur de cette analyse à J.-B. Say et à MM. Rossi et Dunoyer ¹. D'ailleurs son observation sur ce point ne fut pas complète, et en avançant « qu'il ne reste « rien du travail du domestique, par exemple, il s'est « trompé, disons le, au delà de ce qu'il était permis à Adam « Smith de se tromper. » (Rossi.) En effet, le domestique, en rendant des services à son maître, ne permet-il pas à celui-ci de s'occuper d'autres travaux ?

Que si on répond qu'un excès de valets ruine, cela revient à dire que l'on se ruine en mettant dix chevaux où

¹ Dans son beau livre sur la *Liberté du travail*, cet économiste a dernièrement élucidé d'une manière parfaite ce point de la science.

un suffirait ; en bâtissant une maison de cent mille francs, quand une de cinquante mille suffirait ; en jetant son argent par la fenêtre, ou en faisant des erreurs de calcul. Le producteur est tenu d'avoir du jugement et d'apprécier le moment où il doit cesser de faire ou d'employer des produits immatériels.

Il n'y a donc d'autre travail improductif que celui qui ne produit absolument rien, c'est-à-dire le travail absurde d'un fou, qui n'est pas du travail. Quant à l'oisif, il ne fait aucun travail, il sacrifie à la paresse.

38. Une distinction faite par M. Storeh, et encore mieux par M. Dunoyer, jette de la lumière sur ce point, et prend à sa racine l'erreur de ceux qui nient la productivité des industries qui ne s'exercent pas sur la matière. Cette distinction est celle qu'il y faut établir entre le travail (industrie) et ses résultats. Toutes les professions utiles, quelles qu'elles soient, celles qui travaillent sur les choses comme celles qui opèrent sur les hommes, font un *travail*, ont une action qui *s'évanouit* à mesure qu'on l'exécute, et toutes créent de l'*utilité* qui, au contraire, *s'accumule* à mesure qu'elle s'obtient. Ainsi la leçon du professeur est consommée en même temps que produite tout aussi bien que la peine du potier façonnant l'argile ; mais la façon donnée à l'homme qui écoute est un produit qui reste tout comme la forme imprimée à l'argile. Ainsi du médecin, du juge, de l'orateur, du chanteur, etc. ; leur produit n'est pas, comme dit encore J.-B. Say, dans l'ordonnance, ou la sentence, ou le discours, ou l'air ; mais dans les modifications qu'ils ont fait subir aux hommes sur lesquels ils ont agi, dans la santé, la moralité, l'instruction, le goût, qu'ils ont perfectionnés. Or ces produits-là sont réellement susceptibles de se conserver, de s'accroître et de s'accumuler.

« Il est vrai, dit M. Dunoyer, que l'instruction, le goût,

le talent, sont des produits *immatériels*. Mais en créons-nous jamais d'autres? et n'est-il pas surprenant de voir M. Say en distinguer de *matériels* et d'*immatériels*, lui qui a si judicieusement remarqué que nous ne pouvons créer la matière, et qu'en toutes choses nous ne faisons jamais que produire des utilités? La forme, la figure, la couleur, qu'un artisan donne à des corps bruts sont des choses tout aussi immatérielles que la science qu'un professeur communique à des êtres intelligents; ils ne font que produire des utilités l'un et l'autre, et la seule différence réelle qu'on puisse remarquer entre leurs industries, c'est que l'une tend à modifier les choses et l'autre à modifier les hommes. »

Cette remarque montre bien ce que l'expression de produits immatériels a d'incomplet; mais elle ne nous en donne pas une meilleure. Nous continuerons donc à nous en servir par opposition aux produits matériels, en rappelant que ceux-ci ont également été appelés *produits-choses* et ceux-là *produits-services*.

39. Réfutons maintenant les objections des écrivains qui ne veulent pas comprendre dans la richesse et dans le domaine de l'économie politique les produits de tous les travaux qui n'opèrent pas sur les choses, ou plutôt qui n'opèrent qu'*indirectement* sur les choses.

On ne peut pas dire que les produits du professeur, du juge, du comédien, du chanteur, ne s'attachent à rien, puisqu'ils s'attachent aux hommes, comme les produits du fileur, du tissier, du teinturier se réalisent dans les choses.

On ne peut pas dire qu'il est impossible de les échanger, puisque, en fait, ils se vendent, ils s'achètent, conformément à la loi de l'offre et de la demande, et proportionnellement aux prix que leur production peut coûter.

On ne peut pas dire qu'ils ne sont pas de nature à être

accumulés parce qu'on augmente fort bien le goût, les vertus, les capacités, les talents de toute espèce ; parce qu'on augmente la valeur d'une clientèle, la fécondité d'une industrie. Le père qui met son enfant en apprentissage ne capitalise-t-il pas pour son fils, pour lui-même, pour la société ? Et d'ailleurs, puisqu'on invoque la faculté d'accumulation, accumule-t-on des fruits et les produits matériels analogues ?

Il n'est donc pas exact de croire avec Malthus ¹ que la richesse immatérielle soit moins susceptible de conservation. Les lumières, la science acquise, s'accroissent et grossissent incessamment le patrimoine du genre humain, absolument comme la richesse matérielle, avec cette différence que la première richesse se multiplie par l'usage, tandis que la seconde se détériore par la consommation.

On ne peut pas dire qu'il y a désavantage à la multiplier, à moins qu'on n'entende parler d'un excès dans le nombre des hommes qui se livrent à cette production, qui offrent plus de travail que la société n'en veut ou n'en peut acheter, ce qui rentre dans l'excès de population (voy. chap. IV), ou dans l'excès de production (voy. chap. XII, § 11).

On ne peut pas dire que les produits immatériels n'ajoutent rien au capital national, parce que la force, la santé, le goût, l'imagination, les bonnes habitudes morales, les connaissances des producteurs sont des moyens de produire tout aussi bons que les machines, les monnaies et tous les capitaux ; et que les hommes et les sociétés ne s'enrichissent que par la création parallèle de ces deux espèces de richesses qui forment la richesse sociale.

Le principe est suffisamment démontré. Répondons ce-

¹ *Principes d'économie politique*, 1847. Collection des principaux économistes, p. 55.

pendant encore à une objection, et poussons, avec M. Rossi, la réfutation jusqu'à ses dernières conséquences. On a opposé qu'il ne restait rien après la consommation d'un produit immatériel. Que laisse le chanteur? a-t-on dit: le souvenir. Mais en admettant que ce souvenir et la satisfaction dont il émane n'obtiennent aucun résultat utile, ne peut-on répondre pareillement que le pain et le vin, qui ne sont certes pas immatériels, ne laissent pas après la consommation de valeur palpable? à moins qu'on n'appelle ainsi la santé de celui qui les a mangés, en quel cas il faut reconnaître forcément de la valeur aux soins du médecin qui a réparé le physique de cet homme, et aux leçons du prêtre qui a perfectionné son moral.

40. En résumé, nous dirons avec M. Dunoyer¹: Le gouvernement, quand il est ce qu'il doit être, est un producteur d'hommes soumis à l'ordre public et rompus à la pratique de la justice; un véritable moraliste est un producteur d'hommes moraux; un bon instituteur est un producteur d'hommes éclairés; un artiste digne de ce nom est un producteur d'hommes de goût et d'âme, exercés à sentir ce qui est bon et beau; un maître d'escrime, d'équitation, de gymnastique, un médecin, sont des producteurs d'hommes hardis, agiles, robustes et bien portants; on d'autres termes, la santé, la force, l'instruction, le goût, la moralité s'acquièrent et se payent par d'autres produits et d'autres services, et forment la portion la plus précieuse et la plus féconde des forces productives de la société. Tous ces produits sont de la *richesse*, toutefois quand ils sont *utiles*; et ils ont une valeur d'échange, quand ils ne sont pas offerts à profusion. Si des économistes éminents ont méconnu ce principe, il est rare que ce soit d'une manière complète et

¹ *De la Liberté du travail*, 11^e vol., p. 19.

absolue. Mais ce dissentiment qui circonscrit illégitimement la science, sans en attaquer d'ailleurs les autres fondements, les conduit à négliger une foule de productions importantes et à méconnaître les véritables services rendus par des professions honorables. Enfin, si l'on croit devoir employer les formules de *produits matériels* et de *produits immatériels*, ce ne doit pas être pour distinguer les résultats d'un travail productif et ceux d'un travail improductif, mais seulement des nuances d'un travail productif. Désormais, dit M. Rossi, la réunion du mot travail et du mot improductif est un non-sens.

§ III. — De quel se composent les travaux de l'industrie.

41. L'exécution d'un produit exige le concours de plusieurs connaissances. J.-B. Say y retrouve : 1° le travail du *savant*, 2° celui de l'*entrepreneur*, 3° celui de l'*ouvrier*. — Le *savant découvre*, l'*entrepreneur applique* et l'*ouvrier exécute*.

Les *savants*, en découvrant et en accumulant les connaissances, sont perpétuellement nécessaires, bien qu'un ouvrier ou un chef d'atelier, par exemple, n'aient la plupart du temps pas besoin d'être chimistes, ou physiciens, ou mécaniciens. Si les savants et les livres que nous possédons étaient anéantis, les arts iraient quelque temps par leur propre impulsion, mais ils tomberaient bientôt dans une routine aveugle ; les méthodes, cessant d'être rectifiées, dégénéreraient graduellement ¹. L'avantage de consommer serait

¹ Ce n'est pas là une supposition gratuite : on ne sait plus faire des ciments inaltérables comme les anciens, des peintures à fresque comme à Thèbes ; le travail des obélisques, le feu grégeois et les miroirs d'Archimède incendiant la flotte ennemie, sont autant de procédés oubliés. La perte des sciences entraînerait la non-satisfaction de certains besoins au même prix.

successivement ravi tantôt à une classe, tantôt à une autre. Cette quantité d'utilités qui, en s'échangeant les unes contre les autres, sont la vie du corps social, disparaîtraient par degrés, et l'on retomberait dans la barbarie.

Mais il faut que la science soit appliquée, et cette application, qu'elle soit ou non indiquée par le savant, est l'ouvrage de l'*entrepreneur*. Celui-ci doit savoir apprécier les besoins physiques de l'homme, ses passions, ses goûts et ses richesses.

Comme un entrepreneur ne peut tout faire de ses mains, la tâche de l'*ouvrier* consiste à exécuter les diverses opérations avec ses forces musculaires. Ce n'est alors qu'un simple manouvrier; mais sa tâche peut exiger, avec le travail manuel, de l'intelligence, de l'adresse et même du talent.

42. On comprend que la même personne peut remplir ces trois rôles différents. D'un autre côté, il n'y a pas de produit où l'on ne puisse découvrir les traces des trois genres de travaux. Un fruit, par exemple, paraît être uniquement le produit de la seule fécondité du sol; mais on a dû recueillir les procédés de culture; apprécier les moyens de les appliquer et les avantages qui en résulteraient; enfin, les exécuter ou les faire exécuter.

Par ce qui précède, on voit bien que l'entrepreneur est l'agent principal¹ de la production. Pour créer des produits, c'est-à-dire pour utiliser les recherches des savants et les travaux des ouvriers, en appréciant les besoins, en trouvant les moyens de les satisfaire et en constituant une bonne administration, il doit avoir pour qualité principale (en sus des connaissances techniques spéciales relatives au travail qu'il dirige) le jugement, et un ensemble de capacités constituant le *talent des affaires*, tout autre que le *talent*

¹ « L'action intellectuelle est aussi nécessaire au phénomène de la production que l'action physique. » Gioja, *Nuovo prospetto delle scienze economiche*, II^e partie, livre II, chap. III.

des applications ¹. Il peut ne pas approfondir la science, puisqu'il emploie celle des autres; il peut éviter de mettre la main à l'œuvre, en se servant des mains d'autrui; mais, sans jugement, il se ruine, en produisant à grands frais des non-valeurs. Aussi, tout ce qui tend chez un peuple à rectifier le jugement, à donner des idées justes sur chaque chose, est défavorable à la production des richesses ².

43. Les trois opérations dont nous venons de parler se retrouvent dans la création des produits *immatériels*. Un homme étudie le droit; il se fait *savant*; il devient *entrepreneur* en se faisant avocat, et *ouvrier* en plaidant ou en donnant des conseils.

§ IV. — Des instruments généraux de l'industrie : la terre, le travail, le capital.

44. L'industrie la plus grossière ne peut se passer d'instruments. Le sauvage a des armes, des filets, des outils pour façonner une hutte et des peaux pour se couvrir. Dans un État civilisé, ces instruments sont très-nombreux et très-variés.

De ces instruments, les uns, comme les routes liquides sur l'Océan et les rivières, l'action des vents, les forces physiques, etc., sont des instruments gratuits à la disposition de tout le monde. On peut les appeler instruments *natu-
rels communs* ou *non appropriés* ³.

La nature fournit encore à l'homme industriel le pou-

¹ M. Dunoyer traite complètement ce sujet; de la *Liberté du travail*, II^e vol., p. 47 et suiv.

² D'après ces considérations, il devient facile d'apprécier si l'instruction est bien ou mal dirigée chez un peuple où la plupart des citoyens sont entrepreneurs. A ce point de vue, la discussion du programme de l'enseignement appartient aussi à l'économiste.

³ Ne formant pas des propriétés.

voir productif de la terre cultivable; elle lui offre des métaux, des pierres de toute espèce, des houilles, etc., etc., dont quelques hommes se sont emparés à l'exclusion de tous les autres, et ont constitué des propriétés reconnues par tous. On peut leur donner le nom d'instruments naturels *appropriés*.

Parmi les instruments naturels appropriés, le plus important est la terre cultivable, divisée entre un nombre plus ou moins grand de propriétaires. Elle forme ce qu'on appelle les *fonds de terre*, les *propriétés foncières* ou simplement LA TERRE.

D'autres instruments ne sont pas de création naturelle, mais le fruit d'une industrie antérieure. Ce sont des produits tels que des marchandises, des outils, des bâtiments, des bestiaux, des sommes de monnaie, etc., qui servent à la reproduction et qu'on appelle *capitaux* ou simplement LE CAPITAL.

Lorsqu'il y a sur un fonds de terre des bâtiments, des clôtures, des améliorations en un mot, ces choses sont des produits de l'industrie, unis au *fonds naturel approprié*, mais constituant un *fonds capital*. Ces deux fonds, quoique divers par leur origine, appartiennent ordinairement au même propriétaire.

Mais ce ne sont pas là les seuls instruments de la production. Parmi les moyens naturels et appropriés, il en est un très-puissant, les forces de l'homme ou simplement LE TRAVAIL, dont Adam Smith a si bien démontré la fondamentale en économie politique.

45. En résumé, l'économiste désigne les fonds appropriés qui constituent essentiellement les trois instruments généraux, sous le nom de *Terre*, de *Capital* et de *Travail*, « dénominations, à vrai dire, peu heureuses; le mot de terre ne présentant pas à l'esprit l'ensemble des forces

naturelles appropriées, tandis que celui de travail indique plutôt l'acte que la puissance, ou, si l'on veut, plutôt l'effet que la cause. » (Rossi.) Quant au mot capital, la langue usuelle lui assigne un sens trop exclusivement monétaire.

Les dissemblances entre ces trois instruments sont profondes. Le travail et la terre sont des forces primitives ; le capital n'est jamais qu'un résultat : c'est l'épargne appliquée à la reproduction ; l'homme emploie comme instrument de production ce qu'il pourrait employer comme moyen de jouissance. Le travail, en tant que puissance, n'est point transmissible ; les possesseurs d'esclaves ne l'ont rendu tel qu'en le dénaturant. Le capital et la terre, au contraire, sont régulièrement et légitimement dans le commerce.

Le capital étant le fait de l'homme, c'est avec raison qu'on l'appelle du travail accumulé. En outre, les talents acquis sont évidemment une autre espèce de capital, qu'on peut nommer *capital moral*, et que J.-B. Say a reconnu sous le nom de *fonds de facultés industrielles*. Les capitaux, les terres peuvent être estimés par le prix qu'on en tirerait si on voulait les vendre. Quant aux facultés industrielles qui ne sont pas aliénables, elles ne peuvent avoir un prix courant, mais on peut les estimer par le loyer qu'elles peuvent rendre, par le revenu qu'on en peut tirer.

La différence entre les trois instruments sera plus nettement établie dans les chapitres spéciaux que nous y avons consacrés (chap. IV à X).

46. Après avoir divisé les instruments généraux de la production en instruments *communs* et en instruments *appropriés*, en instruments *naturels* et en instruments *obtenus* ; après les avoir divisés également en moyens *intellectuels* et en moyens *physiques*, en moyens *naturels* et en moyens *acquis*, on peut encore distinguer les moyens *directs* et les moyens *indirects*.

Les moyens directs sont les trois instruments : terre, capital et travail, dont il vient d'être question. Les moyens indirects (au point de vue des choses, car plusieurs sont directs au point de vue des hommes sur lesquels ils agissent) sont très-nombreux. On peut avec M. Rossi ranger sous ce nom tous ceux qui favorisent la production ; savoir : l'échange, la circulation des richesses, la monnaie (un des principaux agents de cette circulation), l'instruction publique, le travail gouvernemental qui procure au producteur justice et protection. De cette analyse découle la démonstration de tout ce qui est dit au paragraphe des produits immatériels (§ II).

47. On peut dire, en résumé, que le fonds productif matériel d'une nation se compose :

1°

Des instruments *naturels communs* ou *non appropriés*, comprenant *la mer, les cours d'eau publics, l'atmosphère, la chaleur du soleil, les lois de la nature physique, etc., etc.*, qui sont à la disposition de tout le monde ;

2°

Des instruments *naturels appropriés*, comprenant :

LA TERRE	{ la terre exploitée, y compris les cours d'eau, les mines, etc., devenues des propriétés ;
	{ du <i>savant</i> , inventeur, dépositaire ou vulgarisateur des connaissances ;
LE TRAVAIL	{ de l' <i>entrepreneur</i> , métallurgiste, cultivateur, manufacturier ou commerçant ;
	{ des <i>ouvriers</i> , agents plus ou moins intelligents de l' <i>entrepreneur</i> ;

3°

Des instruments *artificiels* ou *acquis*, c'est-à-dire :

LE CAPITAL comprenant tous les produits : *marchandises, machines, bâtiments, bestiaux, monnaies, etc.*, résultant d'une industrie antérieure.

Ces deux derniers instruments sont plus particulièrement le sujet des recherches économiques ¹.

En suivant les considérations de M. Rossi, on peut aussi dresser le tableau suivant, qui complète ses savantes analyses :

Les moyens directs sont :

- | | | |
|--|---|--|
| 1° Les instruments donnés par la nature. | { | matériels, <i>la terre ou le travail</i> ; |
| | | intellectuels, <i>le travail</i> . |
| 2° Les instruments acquis par l'homme. | { | matériels, <i>les capitaux</i> ; |
| | | intellectuels, <i>les études ou le capital moral</i> . |

Les moyens indirects sont :

L'échange, la circulation, la monnaie, variété du capital, un des principaux agents de la circulation; le gouvernement, qui administre, protège et rend la justice, etc.; l'éducation et l'instruction, qui perfectionnent le travailleur.

§ V. — Comment les trois instruments fonctionnent pour produire.

48. En dernière analyse, la source de toutes les choses consommables, c'est la TERRE; le premier moyen par lequel l'homme puise à cette source, c'est le TRAVAIL intellectuel et physique. Pour travailler, l'homme s'aide ensuite du résultat d'un travail antérieur et accumulé, qui se présente sous forme d'outils, de constructions, de provisions, etc., et que l'on appelle CAPITAL.

Ce capital ou fonds social comprend deux grandes classes de forces : celles que le travail a réalisées *dans les choses*, et celles qu'il a développées *dans les hommes*, soit au *physique*, soit au *moral*.

¹ J.-B. Say a donné un tableau semblable dans son *Cours*. Nous avons cru pouvoir le modifier au profit de la clarté.

L'instrument-terre, l'instrument-capital et l'instrument-travail ¹, ont besoin d'être réunis pour produire, et il sera démontré, dans le cours de cet ouvrage, que la puissance du travail et du capital ne se développe tout entière que lorsque les deux instruments sont appliqués, sur une grande échelle, à de vastes entreprises ².

L'entrepreneur d'industrie loue une terre ou un capital. Le simple ouvrier, qui n'a qu'une capacité industrielle insuffisante pour créer un produit, la met aux gages d'un autre homme qui a la capacité industrielle de réunir les différents moyens de production, et qui, sous le nom général d'*entrepreneur*, ou sous les noms plus particuliers de *cultivateur*, de *manufacturier*, de *commerçant*, etc., les fait servir à un but commun, à la création des produits.

49. Le propriétaire d'un capital, ou le *capitaliste*, qui ne fait pas valoir son capital, jouit de sa faculté productive et en reçoit un profit qui porte le nom de *loyer*, lorsque la propriété se compose principalement de maisons, d'ateliers, de magasins, et celui d'*intérêt*, quand le capital est évalué en espèces, ou bien encore tout autrement.

Le *propriétaire foncier* qui ne fait pas valoir sa terre jouit néanmoins de la faculté productive qui est en elle, et en retire une *rente* par le moyen du *fermage*.

L'ouvrier qui loue ses facultés personnelles en tire une *rétribution* ou un *salaire*. Les *gages* d'un domestique, les *appointements* d'un employé, les *honoraires* d'un avocat sont des *salaire*s ³.

50. La création d'un produit est le résultat d'une pensée

¹ Les trois expressions que nous reproduisons sont de M. Rossi.

² Voy. ce qui est dit de l'*instrument-capital*, de la *division du travail* et des *machines*.

³ Le mot de *rétribution*, proposé par M. Rossi, comprend mieux ces diverses acceptions que celui de *salaire*.

unique qui fait concourir une foule de moyens à une seule fin. C'est, en général, l'entrepreneur qui a une idée et qui réunit tous les instruments pour l'appliquer. Il fait concourir à son but la volonté des travailleurs et celle des propriétaires fonciers ou capitalistes qui lui confient des fonds. Il perçoit un profit s'il est capitaliste, un salaire comme travailleur, un bénéfice comme entrepreneur intelligent.

Mais l'entrepreneur n'est pas seul producteur ; tous les travailleurs et tous les propriétaires d'instruments concourent à la production. Le travailleur et le possesseur de facultés industrielles font le sacrifice de leur peine, de leur temps et de leur talent pour contribuer à la production ; le propriétaire foncier pourrait faire de sa terre un parc d'agrément, et il la consacre à la culture ; un capitaliste pourrait dissiper son bien pour son plaisir, et il le livre à un emploi productif. Ainsi, les propriétaires fonciers et les capitalistes doivent être rangés dans la classe sinon des producteurs, au moins des ayants droit aux résultats de la production ; car le propriétaire foncier produit par le moyen des facultés productives de son fonds ; le propriétaire d'un capital produit par le moyen de son capital ; de même que l'industriel par le moyen de ses facultés industrielles. Mais, pour cela, il ne faut pas que la terre soit en friche ni le capital oisif.

Contribuer à la production par sa terre ou son capital, c'est évidemment faire un métier commode ; mais l'on n'a pas trouvé jusqu'à présent, et il n'est guère probable que l'on trouve une organisation sociale praticable sans propriétaires.

Il résulte toutefois de cette analyse qu'il y a des propriétaires plus intéressants que d'autres, et qu'il n'y a qu'un rapport éloigné entre la fonction du producteur travailleur et celle du producteur propriétaire.

Une même personne peut évidemment concourir à la production à différents titres, et être à la fois propriétaire ou capitaliste, entrepreneur et ouvrier. En général, l'entrepreneur est presque toujours plus ou moins capitaliste. L'ouvrier lui-même fournit à la rigueur une petite portion du capital qui se trouve employé : il est rare que le plus pauvre compagnon marche sans outils ¹.

51. Lorsque le fonds est un instrument naturel non approprié, c'est-à-dire lorsqu'il n'appartient à personne, comme dans la pêche du poisson, des perles, du corail, etc., on peut obtenir des produits avec du travail et des capitaux seulement.

Dans les industries manufacturières et commerciales, le travail et le capital suffisent également, et le fonds de terre n'est pas absolument nécessaire ou du moins il est de peu d'importance, puisqu'on ne doit donner ce nom qu'à l'emplacement occupé par les ateliers et les magasins. Mais il ne faut pas oublier que les matières mises en œuvre par ces deux industries ont la terre pour origine.

On a tiré de là cette conséquence que l'industrie manufacturière et l'industrie commerciale d'une nation ne sont point bornées par l'étendue de son territoire, mais bien par l'étendue de ses capitaux. Des exemples nombreux peuvent être cités à l'appui de cette proposition. Les Genevois, qui vivent dans l'abondance, ont un territoire borné qui ne produit pas le dixième de ce qui est nécessaire à

¹ J'extraits, des renseignements curieux puisés dans la comptabilité d'un comité de secours organisé à Paris, en 1820, par quelques jeunes gens, et publiés dans le *Magasin pittoresque* (année 1835, p. 18), l'évaluation du capital de quelques travailleurs de l'espèce la plus modeste. Tous les outils indispensables au cordonnier en vieux coûtaient vingt-quatre francs quarante-cinq centimes; le capital du chiffonnier (médaille, mannequin, lanterne et crochet) était de six francs vingt-cinq centimes; celui de la marchande de friture s'élevait à vingt-sept francs, etc.

leur subsistance ; l'aisance habite dans les gorges infertiles du Jura, près de Neuchâtel, parce qu'on y exerce plusieurs arts mécaniques. Au ^{xiii}^e siècle, Venise, sans aucune possession de terre en Italie, devint assez riche par son commerce pour conquérir la Dalmatie, les îles de la Grèce et Constantinople.

§ VI. — Comment on apprécie les frais de production et les progrès de l'industrie.

52. Les instruments dont nous venons de parler rendent des services dans la création des produits, chacun par une action qui lui est propre, et l'on comprend que l'on doit retrouver, dans la valeur du produit, le paiement de chacun de ces services, savoir (49) :

Le SALAIRE ou la RÉTRIBUTION du travail des ouvriers et des entrepreneurs ;

Le PROFIT des capitaux ;

La RENTE ou le *fermage* de la terre.

Suivant la judicieuse observation de M. Rossi, le profit doit comprendre les valeurs nécessaires au *remboursement des avances* faites par le capitaliste et à l'*amortissement* de son capital qui se détériore.

Il faut dire aussi que la rente territoriale n'entre dans les frais de production, selon Ricardo et les partisans de sa théorie, que dans certains cas ; et que le mot *fermage* est impropre, car il peut y avoir *rente*, que la terre soit affermée ou non (voy. le chapitre X).

53. La *production* peut être considérée comme un grand *échange* dans lequel tous les producteurs, entrepreneur en tête, donnent tout ce qui constitue les frais de production, pour recevoir les *produits* représentant une quantité quelconque d'utilité produite. Or, pour que cet échange soit nor-

mal, il faut que la valeur de tout ce qui est détruit soit balancée par la valeur de la chose produite.

En considérant la production comme un grand échange, il est facile de voir ce qui constitue les progrès de l'industrie chez un peuple. Ce progrès existe quand une nation multiplie ses produits sans multiplier ses frais, ou, ce qui revient au même, lorsqu'elle diminue ses frais sans diminuer ses produits, sans diminuer la quantité d'utilité produite. Car, en produisant, elle troque des frais de production qui ont une valeur moindre que les produits obtenus.

54. Ces progrès se font d'abord au profit du producteur, qui, pour la même valeur qu'il dépense, reçoit en échange une valeur plus grande ; et, lorsque la connaissance du procédé se répand, que la concurrence fait baisser le prix du produit au niveau de ses frais de production, c'est le consommateur, c'est le public, c'est le genre humain qui jouit de la découverte.

Nous venons de parler d'utilité produite ; on conçoit bien qu'un prix plus bas équivaut à une utilité plus grande. En effet, si, avec des frais de production qui valent trois francs, j'obtiens une paire de bas dont les frais de production montaient auparavant à six francs, c'est tout comme si, avec six francs, j'obtenais deux paires de bas au lieu d'une.

Ainsi, il est clairement démontré que les progrès de l'industrie sont avantageux pour les consommateurs, c'est-à-dire pour la société en général. D'un autre côté, lorsqu'un entrepreneur obtient *plus* de produits pour les mêmes frais, il peut, sans qu'il en résulte pour lui le moindre préjudice, donner le produit à meilleur marché. Plus il baissera ses prix, plus (comme nous le verrons mieux plus tard) il trouvera des consommateurs qui lui feront faire en plusieurs fois le bénéfice qu'il faisait en une. Il est évident que c'est perdre que se donner plus de peine pour le même profit ; mais

outre que le consommateur gagne, il arrive presque toujours que, par suite de l'amélioration des procédés, une grande production se fait aussi facilement qu'une petite.

55. On ne peut parvenir à diminuer les frais de production sans diminuer la production, que par l'un ou l'autre de ces deux moyens :

En tirant un meilleur parti des instruments de travail qui sont appropriés, et dont il faut acheter les services ;

En remplaçant des services qu'il faut acheter par les services gratuits des instruments naturels non appropriés.

56. PREMIER MOYEN. Prenons d'abord pour exemple le fonds productif de la terre. Il y aura progrès si on ne fait pas de *jachères*, c'est-à-dire si on ne laisse pas reposer un quart de terrain par an, et si on y plante, après les céréales, des turneps, des pommes de terre, etc., pour engraisser les bestiaux. De même, sans payer un plus fort intérêt, on peut tirer plus de parti d'un capital, si l'on supprime des chômages, des fêtes, si l'on a une série d'ouvriers pour le jour et une autre pour la nuit, afin d'obtenir plus de service des bâtiments et des machines. De même encore, avec la main-d'œuvre, on fait un échange plus avantageux des services personnels, lorsqu'on obtient plus de produits pour les mêmes dépenses, ou, ce qui revient exactement au même, lorsqu'on dépense moins en main-d'œuvre pour obtenir les mêmes produits. Aujourd'hui, pour les grandes largeurs, avec le système de la navette volante, un ouvrier, sans prendre plus de peine, sans être plus payé, fait l'ouvrage de deux.

Il faut remarquer qu'en tirant meilleur parti des instruments de travail, leurs propriétaires n'en sont pas moins bien payés. Que l'entrepreneur fasse ou non des *jachères*, le propriétaire n'en reçoit pas moins son fermage ; qu'il emploie plus ou moins bien son capital, qu'il tire un parti plus ou

moins avantageux du travail des ouvriers, le propriétaire foncier n'en perçoit pas moins le fermage convenu, le capitaliste n'en touche pas moins ses intérêts, et les ouvriers leurs salaires, pourvu toutefois que ceux-ci ne se fassent pas trop concurrence ¹.

57. SECOND MOYEN. Mais les plus grandes conquêtes réservées à l'industrie se trouvent dans l'emploi des fonds productifs non appropriés. La nature nous ouvre un inépuisable trésor de matériaux et de forces qui, n'appartenant à personne, sont à la disposition de tous. Il suffit à l'industrie d'apprendre à s'en servir. Le vent recueilli dans les voiles pousse les marchandises à travers les mers; la vapeur emprisonnée dans un cylindre, travaillant autant que des millions de chevaux, produit les merveilles auxquelles nous assistons, et a, au dire de Huskisson, permis à l'Angleterre de vaincre Napoléon. La lumière dessine comme l'artiste le plus habile, l'électricité se laisse appliquer à plusieurs arts, au grand avantage de la santé des ouvriers, etc. Ces forces existaient depuis la création, et longtemps elles n'ont contribué en rien à la satisfaction des besoins de l'homme.

§ VII. — Classification des Industries.

58. La *production* des produits matériels se réduit à prendre les matières premières et à les rendre dans un état où elles ont une valeur plus grande; ce qui s'opère par l'action de l'*industrie* ².

Il n'y a en réalité qu'une industrie avec une multitude

¹ Voy. le chap. IV, de la *Population*.

² Le mot *industrie*, avons-nous dit, est une traduction littérale du mot latin *industria* venant de *intus struere*, construire dans. Ce mot, d'après son étymologie, exprime l'idée d'action, et l'idée d'action exercée avec intelligence. Voy. les considérations de M. Ch. Dunoyer, de la *Liberté du travail*, t. I, p. 337.

d'arts différents; mais on a trouvé plus commode, pour étudier l'action industrielle, de former des groupes principaux, et de réunir, dans chaque groupe, les professions qui ont quelque analogie entre elles. Ainsi on distingue le plus généralement les travaux de *l'industrie agricole* ou de *l'agriculture*; de *l'industrie manufacturière* ou de *l'industrie* proprement dite, et ceux de *l'industrie commerciale* ou du *commerce*.

On classe ainsi, sous le titre d'*industrie agricole*, tous les travaux qui ont pour but de prendre à la nature les matières premières, même celles qui ne supposent pas la culture du sol : tels sont les produits du chasseur, du pêcheur et du mineur. On peut de même comprendre sous le titre d'*industrie manufacturière* tous les travaux qui s'exercent sur une matière première, même lorsqu'on ne la façonne que pour sa propre consommation. Tous les travaux de femme, qui se font dans l'intérieur des ménages, sont, à la rigueur, des travaux manufacturiers. Enfin, on range dans *l'industrie commerciale* tous les travaux qui ont pour objet de revendre ce qu'on achète, sans faire subir aux produits d'autre transformation essentielle que le transport et la division par parties, afin que le consommateur puisse se procurer la quantité dont il a besoin, et dans le lieu où il lui est commode de la trouver. On fait le commerce tout aussi bien dans de vastes comptoirs que dans les plus petites boutiques. Les hommes qui crient de l'eau dans les rues font un commerce.

59. M. Dunoyer ¹ a proposé de former une quatrième classe, celle de *l'industrie extractive*, qui comprendrait l'exploitation des mines, des forêts, des pêches, et en général toutes celles qui ont pour but une extraction, et qui ne

¹ *Journal des Économistes*, t. III, p. 1, et de la *Liberté du travail*, vol. II, p. 106.

rentrent qu'un peu forcément dans les trois grandes divisions classiques.

D'un autre côté, Destutt de Tracy, dans son *Traité d'économie politique*¹, après avoir établi que toutes les opérations de la nature et de l'art se réduisent à des transmutations, à des changements de forme et de lieu, admet seulement deux industries : celle qui est relative au changement de forme, l'*industrie fabricante*, y compris l'agriculture, et celle qui est relative au changement de lieu, l'*industrie commerçante*, et que M. Dunoyer appelle aussi *industrie voiturière* ou *voiturage*. Il nous semble qu'avec le développement qu'a pris l'industrie, il y a plus d'avantage à adopter le partage de M. Dunoyer en ne mettant à ces divisions que l'importance tirée de la nécessité de classer les considérations que nous avons à présenter ; la nature semble, dans l'ordre moral aussi bien que dans l'ordre physique, avoir cherché à effacer les classifications plutôt qu'à les marquer. Les manières dont elles peuvent être modifiées et appropriées à notre usage se fondent les unes dans les autres par des nuances imperceptibles. Le cultivateur est manufacturier quand il presse sa vendange pour en faire du vin ; le jardinier est négociant quand il porte ses légumes au marché ; le commerçant lui-même empiète sur les attributions du manufacturier, pour peu qu'il manutentionne les objets sur lesquels il exerce son commerce. Chaque ménage a un fonds de terre dans son potager et un atelier dans sa cuisine ; enfin, puisque les occupations de la société tout entière ne sont qu'une série continuelle d'échanges, nous sommes tous commerçants à divers degrés.

60. M. Dunoyer, en suivant l'ordre le plus simple et celui d'après lequel les grandes classes des arts agissent sur

¹ Cet ouvrage forme la 4^e partie de son *Idéologie*, 1 vol. in-18, 1823.

le monde matériel, les examine dans l'ordre suivant : l'industrie extractive ; l'industrie voiturière ; l'industrie manufacturière ; l'industrie agricole. « Je ne sais, dit-il, si, des arts qui agissent sur les choses, l'agriculture est le plus important ; mais il est probablement le plus difficile, puisqu'il est le dernier à se perfectionner. » En effet, la vie intervient dans les opérations de cette quatrième classe de travaux.

En analysant, avec plus de soin que ses devanciers, l'action de l'industrie commerciale, M. Dunoyer a été conduit à séparer en deux parties ce qu'on appelle un peu trop généralement le commerce ; il donne le nom particulier de *voiturage* à l'art de *déplacer* les choses, et réserve le nom de *commerce* à la fonction des *échanges*, qui est réellement commune à toutes les industries.

N'y aurait-il pas encore une lacune dans cette liste des industries. Si, par *commerce*, il faut entendre les échanges, de quel nom appeler l'industrie de ceux qui font des échanges, des achats et des ventes, des spéculations (en dehors de l'action importante du *voiturage*), leur profession habituelle ? Ne faudrait-il pas laisser à cette masse d'occupations le nom d'*industrie commerciale*, en en séparant, pour en faire une industrie à étudier à part, le *voiturage*, et en désignant sous le nom générique d'*échange* l'ensemble des trocs que font les hommes de toutes les classes, de toutes les industries ?

61. On a beaucoup disputé sur la prééminence des diverses industries matérielles. Aussi longtemps qu'on a cru que l'or et l'argent étaient les seules richesses, on n'a accordé la faculté de *produire* qu'aux mines de métaux précieux, et l'Amérique a été longtemps considérée comme le pays le plus productif de la terre. Suivant ceux qui soutiennent ce système mercantile ou de la *balance de commerce*, il n'y a

que le commerce, et même le commerce avec l'étranger qui puisse augmenter les richesses d'un pays qui n'a point de mines¹. Les physiocrates ou les économistes du XVIII^e siècle ont trop voulu prouver que les produits de l'agriculture étaient les seules richesses. Enfin, d'autres ont exagéré l'importance des manufactures. Mais nous savons maintenant que la valeur d'un produit quelconque est exactement de même nature que celle qui se trouve dans l'or et l'argent, puisqu'elle peut acquérir par l'échange les mêmes objets que l'on peut acquérir au moyen de ces métaux. Nous savons aussi que cette valeur qui constitue nos propriétés, nos richesses, peut être le résultat des opérations de l'industrie agricole, comme de l'industrie manufacturière et de l'industrie commerciale, de l'industrie matérielle comme de l'industrie immatérielle.

Ces grandes branches du travail humain sont diversement répandues dans chaque pays. L'on a dit avec raison que la France était plus particulièrement agricole, l'Angleterre manufacturière et la Hollande commerçante. Mais il sera désormais plus juste de spécifier, pour de pareilles appréciations, des localités plus circonscrites. Il n'y a pas de nation qui ne soit beaucoup agricole, manufacturière sur plusieurs points et forcément commerçante, ce mot s'appliquant aussi bien aux transactions intérieures qu'aux spéculations lointaines. Depuis un quart de siècle, toutes les nations d'Europe font des efforts plus ou moins intelligents pour acclimater chez elles tous les genres de travaux, et elles sont en ce moment à la recherche de leur assiette industrielle.

62. Les considérations que nous avons exposées dans le deuxième paragraphe de ce chapitre font rentrer dans le

¹ Voir le chap. XIII.

domaine de l'économie toutes les industries immatérielles dont l'étude lie cette science à la science sociale. Une observation attentive montre que les arts physiques, intellectuels et moraux, que toutes les fonctions qui agissent sur les hommes et perfectionnent leurs facultés, sont sur certains points régies par les mêmes lois économiques que celles qui agissent sur les choses. Les industries qui comprennent les arts qui agissent sur les choses ne sont pas exclusivement du domaine de l'économie politique; d'autres sciences en font l'objet de leurs études sous d'autres aspects. De même, en réservant à toutes les sciences morales le rôle qui leur appartient, l'économie peut, elle aussi, sans empiéter, et au point de vue de la production et de la distribution des produits immatériels, comprendre dans ses investigations les arts qui agissent sur les hommes. M. Dunoyer a traité ce sujet plus à fond qu'aucun autre économiste ¹. Voici la classification qu'il donne :

Les arts, qui ont pour objet la conservation et le perfectionnement de l'homme physique : la danse, l'escrime, l'équitation, la gymnastique, la natation, l'art du médecin, du chirurgien, du dentiste, de l'oculiste, du pédicure, etc., etc. ;

Les arts qui travaillent à la culture de l'imagination et des facultés affectives : la peinture, la sculpture, la musique, la poésie; en un mot, les beaux-arts ;

Les arts qui travaillent à l'éducation de nos facultés intellectuelles : les sciences, la littérature, l'enseignement ;

Les arts qui travaillent à la formation des habitudes morales : le sacerdoce, l'art de gouverner.

63. La culture d'à peu près tous ces arts est aujourd'hui comprise dans l'expression de *professions libérales*. On

¹ *De la Liberté du travail*. Voy. surtout le t. III.

pourrait donc dire, par opposition aux trois grandes industries agricole, manufacturière et commerciale, l'*industrie libérale*, si cet adjectif *libérale* n'avait vraiment trop de prétention en présence des avantages que présentent les entreprises plus particulièrement dites industrielles. Nous pensons également qu'on doit renoncer aussi à dire *industrie intellectuelle*, car il faut, en agriculture, en commerce, en manufactures, autant d'intelligence que dans les professions qu'on appelle plus volontiers intellectuelles. C'est d'ailleurs une étude qu'on n'a pas encore assez faite que celle de l'équivalence des fonctions. A défaut d'autre appellation, nous emploierons celle d'*industrie immatérielle*.

En résumé, l'on peut ranger toutes les branches du travail humain en six grandes classes :

L'*industrie extractive*, l'*industrie agricole*, l'*industrie manufacturière*, l'*industrie voiturière*, l'*industrie commerciale*, l'*industrie immatérielle*.

64. Pour compléter les fonctions des hommes dans la société industrielle, M. Dunoyer tient encore compte de trois grandes actions auxquelles ils se livrent à quelque ordre de travaux qu'ils soient occupés. Quelques produits qu'ils créent, les hommes peuvent à divers degrés *s'associer*, — *échanger*, — *tester*. Ils s'associent soit pour mieux produire, soit pour trouver plus de ressources dans la consommation. Ils échangent ce qu'ils produisent contre ce que les autres produisent. Ils testent pour transmettre à ceux qui les intéressent le fruit de leur travail ou l'héritage de leurs pères. Nous parlerons longuement de la fonction des échanges (voy. chap. XII, XIII et XIV); nous ne ferons que quelques réflexions au sujet de l'association (voy. aux notes), et nous laisserons de côté toutes les questions qui tiennent à la transmission des héritages et qui ne doivent pas tenir de place dans le cadre que nous nous sommes imposé.

DEUXIÈME SECTION.

DU RÔLE DES TROIS INSTRUMENTS DE PRODUCTION : LE TRAVAIL, LA TERRE, LE CAPITAL.

Maintenant que nous connaissons la nature de la valeur et de la richesse, ainsi que l'ensemble des phénomènes que présente la production, nous pouvons nous arrêter sur chaque instrument du travail, pour en préciser le rôle et l'importance, et pour approfondir les questions que chacun d'eux présente à l'économiste.

CHAPITRE IV.

DU TRAVAIL, PREMIER INSTRUMENT DE PRODUCTION. — DU PRINCIPE DE POPULATION.

I. De la notion du travail. — II. De la doctrine de Malthus. — III. Du principe de population.

§ I. — De la notion du travail ¹.

65. Le travail, avons-nous déjà dit, c'est l'application des forces de l'homme à la production. Il y a un travail physique et un travail intellectuel. Presque toujours, si ce n'est toujours, ces deux forces se mêlent dans une certaine proportion : donc le travail est un instrument mixte en économie politique ; le manouvrier travaille absolument comme le médecin, comme l'artisan, comme l'homme de science, comme l'artiste, comme l'homme d'État.

Mais travail n'est pas synonyme d'opération ; et bien qu'en

¹ Il n'y a pas en économie politique de notion plus importante ; elle est un des fondements de la science pour un grand nombre d'économistes, et le fondement principal pour plusieurs autres.

langage usuel on dise métaphoriquement que le bœuf, le navire, la machine à vapeur travaillent, ce bœuf, cette machine ne sont pour les économistes que des outils, des forces matérielles qui n'ont ni la moralité, ni l'intelligence, ni la liberté, ni les droits de l'homme, de l'ouvrier qui en dispose.

Cependant l'opinion contraire a eu des défenseurs, et le travailleur n'a plus été qu'une machine, une partie du capital. De là à l'esclavage il n'y a qu'un pas : ainsi le veut la logique. Quant à nous, nous ne confondrons pas ce que la main de Dieu a séparé par un abîme que la science n'a ni le droit ni le pouvoir de combler. (Rossi.)

66. Le travail comprenant celui de l'intelligence et des organes, est une force primitive comme la terre ; mais il est immatériel et non *transmissible*. La puissance réside dans l'homme ; et l'homme intelligent, libre, responsable, et constamment sous l'empire de la loi morale, devient non-seulement le moyen, mais encore le but de la production, car c'est à son profit que s'opère la distribution.

Ainsi la morale fait partie de l'économie et contrôle les conclusions qui découlent logiquement de prémisses mal posées. Si le calcul, ce qui n'est pas, montrait, par exemple, que l'esclavage et le travail des enfants sont très-avantageux dans la production, la morale interviendrait, tout comme elle intervient quand la médecine a condamné certaines existences désormais inutiles, et qu'on ne prive pourtant pas de la vie.

67. Le travail se manifeste par un effort. Or cet effort est presque toujours une peine ; mais cette peine trouve sa compensation, c'est-à-dire un plaisir ou une joie correspondant dans le résultat du travail, dans la valeur du travail fixée, accumulée, concrétisée sur l'objet qui retient cette valeur.

Beaucoup de gens s'égarent en confondant l'effort avec le

résultat, la cause avec l'effet, le moyen avec le but, la peine avec la récompense, le travail avec les produits du travail, et ils adoptent des théories qui aboutissent à la multiplication du travail, en dehors de sa productivité. C'est dans ce sens que se trompent ceux qui engagent un pays de prendre des mesures pour faire hausser le prix des choses; car ils lui conseillent de se donner une peine plus grande pour une satisfaction identique. Ces économistes, si on peut les appeler par ce nom, jugent de la fécondité du travail par son *intensité*, et non, comme il est rationnel de le faire, par sa *productivité*. C'est ici la racine d'une série d'erreurs et de sophismes que la science économique est appelée à combattre et dont la réfutation se trouve répandue dans le cours de ce volume ¹, et notamment dans les chapitres sur la division du travail, le capital, les machines, les débouchés et la liberté du commerce.

68. Dans les écrits d'économie politique, le travail signifie souvent l'industrie, c'est-à-dire l'action complexe du travail proprement dit, et du capital. Souvent aussi le sens de cette expression est circonscrit, et on ne l'applique qu'au travail manuel. Ces différentes significations jettent du trouble dans les discussions; il faut les avoir toujours présentes à l'esprit.

69. Si le possesseur de l'instrument-travail, le travailleur, est le but de la société, et si celle-ci, en sa qualité d'entrepreneur général, ne doit pas l'abandonner, le sort du travailleur résume la science, et toutes les questions de population sont des questions de premier ordre et interviennent pour ainsi dire dans toutes les autres solutions de la science. Or la population est régie par un principe dont

¹ Voir d'excellentes dissertations de M. Bastiat, dans un remarquable écrit, intitulé *Sophismes économiques*.

l'économiste doit tenir compte, qui influe sur le nombre et la multiplication des hommes, et dans l'exposition duquel nous trouverons l'occasion de découvrir l'origine de graves erreurs.

§ II. — De la doctrine de Malthus.

70. Malthus, préoccupé des questions sociales soulevées par les événements de 1789, a fait de laborieuses recherches sur la population de tous les pays du globe, à toutes les époques de l'histoire, et il a généralisé son système, en le formulant, pour la première partie, par deux propositions devenues célèbres ¹.

PREMIÈRE PROPOSITION. — La population, si aucun obstacle ne s'y opposait, se développerait incessamment, suivant une progression géométrique et sans limites assignables.

DEUXIÈME PROPOSITION. — Les moyens de subsistance ², au contraire, ne peuvent jamais se développer que suivant une progression arithmétique, comme un, deux, trois, quatre, etc.

En d'autres termes et d'après tout ce qui s'est passé en fait en Amérique, la population doublant tous les vingt-cinq ans, croîtrait comme

1,	2,	4,	8,	16,
en 25 ans,	en 50 ans,	en 75 ans,	en 100 ans,	en 125 ans,

etc., tandis que les moyens de subsistance ne croîtraient que comme

1,	2,	3,	4,	5.
----	----	----	----	----

¹ *Essai sur le principe de population. Collection des principaux économistes.* 1 vol. grand in-8°.

² Par *subsistances*, par *aliments*, il faut entendre tout ce qui est indispensable à l'homme pour vivre : la nourriture, le vêtement, l'habitation;

Le point de départ étant le même, une différence se révélerait dès le troisième terme, et serait bientôt incommensurable.

Ces deux propositions se démontrent facilement.

Abstraitement, il est évident que, si un donne deux (et nous allons voir que la population peut tripler ou au moins doubler, comme le prouve l'exemple de l'Amérique), par la même raison deux donneront quatre, quatre donneront huit. Si donc les obstacles matériels et la liberté humaine, que Malthus ne négligeait pas, ne contrariaient la reproduction de l'espèce humaine, elle couvrirait le globe, à l'instar de la première graine venue. L'homme peut reproduire à seize ans; mettons vingt ans; et la femme jusqu'à quarante-cinq; mettons quarante : un couple peut donc être apte à la reproduction de son espèce pendant vingt ans au moins. Déduisez, si vous voulez, la moitié de ce temps pour l'allaitement et tous les accidents possibles, vous trouverez encore que chaque mariage peut donner dix enfants. Mettez-en seulement six, soit trois couples nouveaux qui, au bout de vingt ans, peupleront de la même manière que le premier couple, en supposant qu'il soit *naturel* qu'environ la moitié des humains périssent avant vingt ans, comme cela a lieu maintenant. La population a donc *tendance à tripler* en vingt ans, ou du moins à s'accroître d'une manière prodigieuse. (Say.)

71. Mais voici des faits acquis à la science. La population des États-Unis a *doublé* plus d'une fois dans le courant du dernier siècle en moins de vingt-cinq ans; et en cinquante ans (1790 à 1840), elle a plus que quadruplé, déduction faite des émigrations européennes, et malgré une forte pro-

cibaria et vestitus et habitatio du jurisconsulte romain. Il serait donc plus clair de dire, avec D. de Tracy, *moyens d'existence*.

portion d'esclaves qui ne se reproduisent pas avec la même fécondité que les hommes libres ¹.

Or cette multiplication rapide est en harmonie avec les phénomènes analogues de la nature. Un seul pied de maïs fournit deux mille graines, un soleil quatre mille, un pavot trente-deux mille, un orme cent mille; une carpe fait trois cent quarante-deux mille œufs; une jusquiame couvrirait le globe en quatre ans; deux harengs rempliraient la mer en dix ans, l'Océan couvrirait-il toute la terre ².

Cet accroissement de l'espèce humaine est encore en harmonie avec ce qu'on remarque après les catastrophes qui ont fait un vide dans la population; les mariages sont plus fréquents et plus féconds, les naissances se multiplient.

72. La seconde proposition est exacte aussi; car, pour qu'elle ne fût pas vraie, il faudrait qu'il n'y eût pas d'obstacle au développement des céréales, du blé, par exemple. Or la terre qui donne les subsistances est limitée; de plus elle ne produit qu'à l'aide du travail et des capitaux, qui sont aussi limités (45). En second lieu, on peut admettre par hypothèse que, tant qu'on appliquera des capitaux aux terres de première qualité, la production pourra augmenter

¹ Voici le relevé de six recensements :

En 1790 il y avait 3,927,827 habitants.	1820	9,638,131	
1800	5,305,925	1850	12,866,020
1840	7,259,814	1840	17,062,566

Si l'on divise le chiffre de 1840 par celui de 1790, on trouve que la population a plus que quadruplé en cinquante ans. On compte plus de quinze pour cent d'esclaves. Malthus avait établi sa loi dans sa première édition de 1798 : les recensements postérieurs l'ont vérifiée.

² Les Hébreux entrés en Égypte n'étaient que soixante et dix; quatre siècles après, il y en avait six cent mille en état de porter les armes. Un homme et une femme, naufragés en 1590, à l'île des Pains, avaient produit douze mille individus, lorsque les Hollandais la découvrirent. (J.-B. Say.)

en proportion de la population ; mais cette proportion ne sera plus la même avec des terres de deuxième et de troisième qualité. Troisièmement, la puissance productive de la terre s'épuisant en quatre ou cinq ans, il faut la laisser reposer ou la bonifier par un excès d'engrais, c'est-à-dire par excès de capitaux. Quatrièmement enfin, quand la terre vieillit et produit moins, des hommes robustes n'en succèdent pas moins à d'autres hommes ; et ceux-là, plus nombreux et plus jeunes, ne tendent pas moins à se reproduire davantage.

75. Maintenant, pourquoi cette loi naturelle qui s'est réalisée plusieurs fois aux États-Unis sous nos yeux, avant et depuis l'ouvrage de Malthus, n'a-t-elle pas toujours eu, pourquoi n'a-t-elle pas partout son cours ? La Providence a donné à l'union des sexes l'attrait du plaisir et la joie de la paternité ; et c'est avec peine que la religion, la morale, la loi et l'autorité paternelle, peuvent contenir et diriger cet élan qui porte les deux sexes à l'union et à la propagation de notre espèce ! Quels ont été les obstacles plus énergiques que ces causes si puissantes ? De deux choses l'une : ou ces millions d'êtres ne sont pas nés, ou bien ils n'ont pas vécu.

Or voici ce qui se passe sur le globe. Dans certains pays de l'Amérique du Sud, de l'Europe même, il n'y a qu'une population hâtive qui ne vieillit pas ; à Nijni-Novogorod, six cent soixante et un enfants sur mille n'atteignent pas la sixième année ¹ ; ailleurs, au contraire, sur quelques points de la France, de la Suisse, de l'Angleterre, les naissances y sont proportionnellement moindres, la vie plus longue.

¹ Il n'en meurt en France que quatre cent soixante et seize, c'est-à-dire cent trente-cinq de moins par mille.

Donc il y a des pays où les hommes naissent inutilement pour mourir bientôt, après avoir augmenté la souffrance des autres.

74. Ces faits avaient été observés même dans l'antiquité; mais Malthus les a constatés d'une manière plus générale et plus scientifique, et c'est à lui que revient l'honneur de la découverte du principe de population. Car la découverte d'une vérité n'appartient pas tant à celui qui l'entrevoit qu'à celui qui la démontre et la vulgarise. Ce qui est nouveau dans le livre de Malthus, « c'est d'avoir, dit Étienne Dumont, fait du principe de population une application raisonnée et conséquente, d'en avoir tiré la solution de plusieurs problèmes historiques, d'avoir parcouru l'Europe ce principe à la main, et d'avoir montré qu'on ne saurait lutter contre lui sans produire de grands dérangements dans l'ordre social ¹. »

¹ Œuvres de Bentham, t. II, p. 305.

Les physiocrates avaient très-nettement entrevu le principe de population; mais aucun d'eux ne l'a démontré à fond. Quesnay a dit : « Qu'on soit moins attentif à l'augmentation de la population qu'à l'accroissement des revenus. » (XXV^e Maxime, *Collection des principaux économistes*. PHYSIOCRATES, p. 104). Smith écrivait en 1775 (*Richesse des nations*, liv. I, chap. VIII, p. 110) : « Naturellement, toutes les espèces animales multiplient à proportion de leurs moyens de subsistance, et aucune espèce ne peut jamais multiplier au delà. Mais dans les sociétés civilisées, ce n'est que parmi les classes inférieures du peuple que la disette de subsistance peut mettre des bornes à la propagation de l'espèce humaine; et cela ne peut arriver que d'une seule manière, en détruisant une grande partie des enfants que produisent les mariages féconds de ces classes du peuple. » — « Dans la majeure partie de l'Europe, il faut au moins, à ce qu'on prétend, cinq cents ans pour doubler le nombre des habitants, tandis que, dans plusieurs de nos colonies de l'Amérique septentrionale, il double, dit-on, en vingt ou vingt-cinq ans. » *Ibid.*, II^e vol., p. 513.

Stewart, quelques années avant la première publication de Malthus, posait ainsi le problème : « Un peuple ne peut pas plus s'empêcher de peupler qu'un arbre de pousser. Mais pour vivre il faut se nourrir, et comme tout accroissement a un terme, c'est là que la population s'arrête... C'est une

75. L'excès de population augmente la misère des classes pauvres, et empêche, quand elle n'est pas combattue par la liberté de l'homme, toute amélioration durable de leur condition. Si, par exemple, la nourriture d'un pays est à peine suffisante pour dix millions d'hommes, quand il en vient un million de plus, les pauvres vivent plus mal; leur nombre fait baisser les salaires par la concurrence et hausser le prix des subsistances.

76. Après avoir établi les deux propositions, Malthus a énuméré les obstacles qui se sont opposés, qui s'opposent encore, et dont l'un doit toujours s'opposer au développement de la population. Selon lui, quand les hommes n'usent pas de leur liberté pour limiter les naissances, la population tend à déborder les subsistances, et alors l'équilibre se rétablit par la mort. Il y a donc deux espèces d'obstacles au développement de la population : ceux qui empêchent les naissances, les obstacles *préventifs*; ceux qui détruisent les hommes nés, les obstacles *répressifs*¹.

77. Les obstacles *répressifs* sont toutes les calamités qui font périr les hommes avant le terme ordinaire : les lieux insalubres que les malheureux sont obligés d'habiter, la malpropreté, la mauvaise nourriture, l'insuffisance des vêtements, l'abus des liqueurs fortes, la débauche, etc. ; enfin la famine, qui engendre toutes les maladies. En disant que les obstacles répressifs sont le vice et la misère, Malthus

maladie politique accompagnée de beaucoup de misères... J'avoue que je ne connais point de remèdes à ce mal.» (*Éléments de la philosophie de l'esprit humain*, t. 1, p. 208 de l'édit. angl., in-4°, 1792.)

Herrenschwand a dit aussi : « La procréation de l'espèce humaine paraît être sans bornes ; sa nourriture au contraire a des limites. Tant que la procréation n'a pas atteint les limites de la nourriture, l'espèce humaine est susceptible de multiplication. » Discours sur la population, cité par J.-B. Say (*Cours complet*, IV^e partie, chap. 1).

¹ Malthus les nomme *positifs* ; le mot n'est pas heureux.

a résumé la nomenclature précédente des obstacles qui agissent directement ou indirectement par les germes qu'ils laissent après eux, et, partant, les douleurs morales qu'ils occasionnent.

L'action homicide de la famine est incontestable. Les enfants, les vieillards, les malades, les êtres faibles, en un mot, succombent les premiers ; quant aux êtres forts, s'ils résistent, ils se ressentent toujours plus tard des privations qu'ils ont endurées.

De la misère résultent les complications politiques, qui ont presque toujours amené les guerres qui tuent directement, et, par suite, les dévastations qui tuent encore. Malthus fait sur ce point des recherches complètes, et la lecture de son livre est indispensable aux historiens pour expliquer une foule d'événements anciens et modernes.

78. *Les obstacles préventifs*, selon Malthus, peuvent se réduire à deux fort opposés, un vice et une vertu : la *débauche*, qui détruit la fécondité, et la *contrainte morale*, qui s'efforce de la proportionner aux besoins de la société.

La débauche, qui est toujours le vice et presque toujours la misère, et que nous avons vue agir comme moyen répressif, comprend l'incontinence et la promiscuité, dont on constate les effets dans l'état d'esclavage, la polygamie et la prostitution de notre pays, qui est un des restes de l'esclavage ancien.

Par CONTRAINTE MORALE (*moral restraint*), Malthus a entendu le célibat réfléchi, les mariages tardifs et la prudence dans le mariage. C'est une branche du grand arbre de la Prévoyance.

• § III. — Du principe de population.

79. En résumé, Malthus a prouvé :

Premièrement, *que la population a partout et toujours*

une tendance naturelle à dépasser les moyens d'existence ;

Deuxièmement, *que si l'homme, par sa prudence, ne parvient pas à contre-balancer cette loi, c'est la mort qui s'en charge, la mort précédée du vice et de la misère.*

Tel est le principe de population professé, après Malthus, par la plupart des économistes ¹. La notion élémentaire de ce principe nous suffit quant à présent. Reste à tirer les conséquences pour l'amélioration des classes pauvres ; à combattre la discussion des exagérations et des illusions dans lesquelles sont tombés les adversaires de cette doctrine de sens commun ; à fortifier enfin les réflexions de ceux qui trouvent dans la liberté de l'homme un contre-poids suffisant à la tendance de la population à dépasser les subsistances.

80. Jusqu'au commencement de ce siècle, jusqu'à Malthus, les législateurs, les hommes d'État, les philosophes, portaient de cet aphorisme : *Là où est la population, là est la force*. Personne ne contestait cette proposition, et toutes les institutions sociales s'entendaient pour faire grossir le chiffre de la population. On ne se doutait pas qu'il faut que les hommes se proportionnent au capital disponible, afin que le travail et le capital produisent le meilleur effet possible ; et l'on croyait que, s'il était constaté que mille travailleurs produisent un million, il fallait se hâter de se procurer dans l'État deux mille travailleurs pour avoir deux millions.

¹ Voir surtout la VI^e partie du *Cours complet* de J.-B. Say ; le *Cours d'économie politique* de M. Rossi, et son *Introduction* à l'édition de l'ouvrage de Malthus, dans la *Coll. des princ. Écon.* ; le *Discours d'ouverture* au nom du Collège de France, 1846-1847, par M. Michel Chevalier, la *Liberté du travail*, par M. Dunoyer, etc., etc. Sismondi lui-même, dans ses *Nouveaux Principes d'économie politique*, tout en faisant quelques réserves, n'en est pas moins le disciple reconnaissant de Malthus.

Nos lois ont pris naissance sous l'impression de ces idées, et aujourd'hui législateurs et publicistes, prêtres et philosophes, moralistes et poètes, invoquent cette doctrine. Tout le monde croit encore que c'est le propre d'un bon gouvernement et d'un législateur éclairé de faire tout ce qui est en son pouvoir pour augmenter la population ¹. Enfin quelques économistes n'ont jamais cherché à savoir s'il fallait suivre les idées reçues ou les combattre.

81. Dans cet état de choses et en présence du développement effrayant que prend, sur certains points, la misère des classes pauvres, il est important de creuser cette question jusqu'au tuf, de déterminer nettement le principe de population, de le vulgariser, et s'il n'en ressort pas qu'il faut prêcher les conseils de Malthus, on verra au moins qu'il est absurde, dangereux et inhumain de prêcher la théorie contraire.

CHAPITRE V.

DU TRAVAIL (SUITE). — DE LA DIVISION DU TRAVAIL.

I. Ce qu'est la division du travail et sa puissance. — II. Utilité de la division du travail dans les différentes professions. — III. De la division du travail entre les nations. — IV. Origine de la division du travail; des limites qu'elle rencontre. — V. Des inconvénients reprochés à la division du travail.

§ I. — Ce qu'est la division du travail et sa puissance.

82. Un emploi judicieux des instruments de travail augmente de beaucoup leur faculté de produire.

¹ On répète tous les jours avec approbation la réponse assez brutale

Il se présente un exemple célèbre et une confirmation frappante de cette vérité dans les effets qui résultent de la *division du travail*. On désigne ainsi, depuis Adam Smith, cette séparation des occupations, au moyen de laquelle chaque personne en particulier fait toujours la même opération ou du moins un petit nombre d'opérations. Selon la belle expression de M. Rossi, c'est là le grand levier de l'industrie moderne, aperçu par quelques personnes de l'antiquité, mais que l'on n'a pu perfectionner qu'à l'aide du *capital*. Adam Smith, qui, le premier, a analysé les avantages de la division du travail avec une grande sagacité, ne craint pas de dire que c'est à cette seule cause qu'il faut attribuer la supériorité des peuples civilisés sur les sauvages ¹.

83. Observons la division du travail dans une industrie spéciale, la fabrication des cartes à jouer, par exemple; ce ne sont pas les mêmes ouvriers qui préparent le papier dont on fait les cartes ni les couleurs dont on les empreint. En ne faisant attention qu'au seul emploi de ces matières, on

faite à madame de Staël par le vainqueur de l'Italie : « Quelle est, aurait dit l'illustre écrivain, la femme du monde, morte ou vivante, que vous préférez ? — Madame, celle qui a fait le plus d'enfants ! »

¹ Ou a objecté que Smith n'avait pas inventé la division du travail; personne n'a jamais eu cette prétention pour lui. Ce que Smith a *inventé*, c'est l'analyse savante des avantages de la division et des grands résultats qui en découlent. Il est néanmoins juste de rappeler que Beccaria avait entrevu les phénomènes de la division du travail, et que ce mot, ainsi que quelques idées qu'il embrasse, se trouvent à l'article *Art* de l'Encyclopédie. Il est également curieux de lire le passage suivant de Xénophon, cité par M. Robert, dans son *Essai de ploutonomie* : « Il est impossible que l'ouvrier qui s'occupe de tant de choses se réserve à toutes également; au contraire, dans les grandes villes, où une multitude d'habitants ont les mêmes besoins, un seul métier suffit pour nourrir un artisan; quelquefois même il n'en consomme qu'une partie : tel cordonnier ne chausse que les hommes, tel autre les femmes; l'un gagne sa vie à coudre, l'autre à couper des cuirs; entre les tailleurs, celui-ci coupe l'étoffe, celui-là ne fait qu'en assembler les parties. Nécessairement un homme dont l'ouvrage est borné à une seule espèce d'ouvrage y excellera... » (*Cyropédie*, liv. VIII, chap. II.)

trouve qu'un jeu de cartes est le résultat de plusieurs opérations dont chacune occupe une série distincte d'ouvriers et d'ouvrières, qui s'appliquent toujours à la même opération.

En somme, chaque carte ne subirait pas moins de *soixante et dix* opérations; et s'il n'y a pas soixante et dix séries d'ouvriers dans chaque manufacture de cartes, c'est parce que la division du travail n'y est pas poussée aussi loin qu'elle pourrait l'être, et que le même ouvrier est chargé de deux, trois ou quatre opérations distinctes.

84. L'influence de ce partage des occupations est immense. Voici des chiffres cités par J.-B. Say : Trente ouvriers en un seul jour produisaient quinze mille cinq cents cartes, ce qui fait cinq cents cartes par ouvrier. Or un ouvrier, même habile dans son art, en le supposant obligé de faire à lui seul toutes les opérations, ne ferait peut-être pas deux cartes par jour ou la deux cent cinquantième partie.

Dans la fabrication des épingles, dix ouvriers faisant dix-huit opérations, produisaient déjà, du temps de Smith, qui choisit cet exemple pour faire sa démonstration, quarante-huit milliers d'épingles, environ quatre mille huit cents chacun; tandis que, si un seul homme devait dresser le fil, le couper, faire la pointe, faire la tête, blanchir, etc., il aurait de la peine à achever une vingtaine d'épingles.

Pour tirer les fils d'archal qui servent à faire les aiguilles, pour les mettre en bottes, les tremper, les couper, les calibrer, les aiguiser, pour *palmer* les aiguilles (faire les têtes), les percer, les canneler, etc, etc., on compte cent vingt opérations. Or il n'est pas rare de voir des fabriques qui produisent cent mille aiguilles par jour avec quelques hommes.

On a calculé qu'un kilogramme de coton de l'Inde, qui est transformé en tissus dans le comté de Lancastre et qui retourne dans l'Inde pour être vendu, a passé par cent cin-

quante mains, et que sa valeur augmente de deux mille pour cent ¹.

85. Ces exemples pourraient être multipliés à l'infini. Nous n'en citerons plus qu'un, à l'adresse de certains écrivains qui, n'ayant pas compris la portée de la belle loi d'Adam Smith, ont cru pouvoir rire des économistes et des « quarante-huit mille épingles de leur maître. » Se moquer n'est pas toujours comprendre et encore moins prouver. Un jour, l'illustre Prony, l'une de nos gloires mathématiques, se promenait dans les rues de Londres, se laissant aller, selon son habitude, à ses réflexions, peut-être mieux à ses distractions, lorsqu'en passant devant l'étalage d'un libraire, ses yeux furent attirés par le titre du livre qu'Adam Smith venait de publier quelques années auparavant. Ce titre éveilla son attention. Prendre le livre et le parcourir furent l'affaire d'un instant ; et tout naturellement il lut le chapitre sur la division du travail, qui inaugure ce grand ouvrage. Ce fut pour le savant français comme un trait de lumière. Il s'était chargé de dresser des tables logarithmiques et trigonométriques pour la nouvelle division centésimale du cercle, plus une table des logarithmes des nombres de 1 à 200,000 ; et l'érection de cet immense monument mettait en peine son génie créateur. Il en avait pour un siècle, même avec d'habiles coopérateurs. L'exemple des épingles vient le tirer d'embarras. Il forma une section de cinq ou six savants pour la recherche des nouvelles formules ; une seconde section de sept à huit autres savants mettait les formules en chiffres, une troisième section calculait. Dans chacune de ces sections, la besogne fut divisée ; dans la troisième, par exemple, des sous-sections faisaient les additions, d'autres

¹ Il fait un trajet de trente mille kilomètres, et met quatre ans à revenir au pays de production.

les soustractions, etc., d'autres les preuves. De cette façon, l'illustre géomètre parvint à manufacturer en quelques années dix-sept gros in-folio en chiffres. La division du travail peut donc aussi être employée avec succès aux travaux de l'esprit.

86. Adam Smith attribue cette puissance prodigieuse à trois causes. *Premièrement*, les ouvriers ne perdent pas de temps à changer d'occupation, de place, de position ou d'outils, et l'attention, toujours plus ou moins paresseuse, n'a pas besoin de se préoccuper d'objets nouveaux.

Deuxièmement, l'esprit et le corps acquièrent une habileté extraordinaire dans les opérations simples et souvent répétées. « Qu'un forgeron, dit-il, accoutumé à manier le marteau, mais novice dans l'état de faire des clous, soit obligé d'en fabriquer, ce ne sera qu'avec une peine extrême qu'il en fera deux ou trois cents dans un jour, même de mauvaise qualité. Un autre forgeron qui sera accoutumé à ce même travail, mais qui n'en aurait pas fait son métier unique et principal, ne donnerait guère que huit cents à mille clous par jour; tandis que les jeunes gens au-dessous de vingt ans, qui font constamment ce travail, peuvent en fabriquer plus de deux mille cinq cents dans un jour; et ce, bien entendu, sans le secours des machines qui ont été inventées pour faire certaines espèces de clous. » Dans la fabrique des aiguilles, que nous venons de citer, ce sont les enfants qui *marquent* (percent) les aiguilles palmées à l'aide d'un poinçon sur lequel ils frappent. Cette opération se fait avec une rapidité extrême et une adresse incomparable, et il n'est pas rare de voir ces petits travailleurs percer le cheveu le plus fin et faire passer un autre cheveu à travers pour provoquer la générosité des visiteurs.

A la longue, l'adresse d'un travailleur devient prodigieuse; voyez les évolutions d'un pianiste, la rapidité d'une plieuse

de journaux, d'un compositeur d'imprimerie, d'un calculateur, et de tous ceux enfin qui répètent souvent la même opération.

Troisièmement, la séparation des travaux fait découvrir les procédés les plus expéditifs; elle réduit chaque opération à une tâche fort simple et toujours répétée. Or, ce sont de pareilles tâches qu'on parvient aisément à faire exécuter par des outils ou des machines. Une partie des mécanismes employés dans les métiers où le travail est le plus subdivisé a été originairement trouvée par de simples ouvriers dont toutes les pensées étaient tournées vers les moyens d'alléger la tâche qui faisait leur unique occupation. Dans les premières machines à vapeur, on avait coutume de se servir d'un petit garçon dont l'unique emploi était d'ouvrir au moment convenable le robinet par où s'injectait l'eau froide dans la vapeur. Un d'eux, tourmenté du besoin d'aller jouer avec ses camarades, remarqua qu'en liant un cordon au manche du robinet, et qu'en attachant l'autre bout du même cordon au même levier, le robinet s'ouvrirait et se fermerait sans qu'il s'en mêlât, ce qui lui laisserait la liberté de jouer à son aise. Ainsi fut inventé l'un des plus ingénieux perfectionnements de la machine à vapeur ¹.

87. C'est encore au moyen de la division que les procédés de toute espèce arrivent à la plus grande perfection possible. Dans la teinture, par exemple, et dans un pays comme Lyon, il y a des industriels renommés pour les noirs, d'autres pour les roses, etc., et qui ne font exclusivement que les noirs ou les roses.

88. Ce n'est pas seulement dans une manufacture, dans des ateliers que nous pouvons admirer les effets de la divi-

¹ Wyatt, Lewis, Arkwright, Hargreaves, Crompton, dont les noms se rattachent à l'invention de la filature du coton, étaient tous des ouvriers.

sion : c'est dans le monde entier, c'est partout. Les sciences elles-mêmes n'atteignent un haut degré de perfection que lorsque ce sont des hommes différents qui se livrent aux innombrables recherches dont elles se composent. Les naturalistes, par exemple, sont classés en astronomes, en physiiciens, en chimistes, en géologues, en minéralogistes, en botanistes, en zoologues, etc. ; et chaque branche de l'histoire naturelle peut encore se subdiviser en plusieurs rameaux : ainsi la pesanteur, le calorique, l'électricité, l'optique, le magnétisme, l'acoustique, sont autant de parties diverses qui occupent la vie entière de physiciens très-actifs.

89. S'agit-il, pour entrer dans un autre ordre d'idées, de l'industrie commerciale on y trouve non-seulement le commerce en gros, le commerce de détail, celui d'exportation, celui d'une province à l'autre, de la Méditerranée, de l'Océan, des Indes, des États-Unis, etc., mais encore celui de chaque espèce et de chaque variété de marchandise. Il y a des commerçants dont toute l'industrie consiste à recevoir et à payer pour les autres (les banquiers), à mettre les acheteurs et les vendeurs en communication (les courtiers), etc. C'est au moyen de cette subdivision que les produits arrivent plus facilement et à meilleur marché à la portée des consommateurs. Comment se fait-il, en effet, que nous ayons des vêtements si bien appropriés à nos besoins et à si bon marché ? C'est parce que ce sont des producteurs différents qui font nos chapeaux, nos habits, notre linge, nos bas, nos chaussures. Combien de professions diverses ne concourent-elles pas à la production d'un habit : le cultivateur-nourrisseur de moutons, le laveur de laine, le fabricant de drap (dans lequel se résument dix ou douze professions), le tailleur, les fileuses qui ont fait son fil, le boutonnier, les producteurs de toutes les autres fournitures

et de tous les outils qui servent à tous ces travailleurs? Combien ne faudrait-il pas d'années pour terminer un habit, à un seul homme chargé de toutes les opérations, en admettant même qu'il fût assez habile et assez savant pour cela?

§ II. — Utilité de la division du travail dans les différentes professions.

90. Ce qui précède nous montre quel pauvre calcul on ferait en voulant cumuler les fonctions de plusieurs industries pour s'en attribuer les profits. Nul ne peut exécuter une partie de la production à meilleur compte que celui qui s'en occupe exclusivement. Un tailleur se procure ses chapeaux, s'il les prend chez son voisin, à bien meilleur marché que s'il voulait les confectionner lui-même.

Le même raisonnement peut s'appliquer à beaucoup d'autres cas, où l'erreur du calcul ne paraît pas tout à fait si ridicule, sans être moins réelle. C'est surtout la façon que donne l'industrie commerciale que l'on cherche à remplacer. Le commerce ne faisant en général que transporter les produits, les diviser et les tenir en dépôt à la portée du consommateur, chacun, sans être négociant par état, se croit volontiers le talent et les moyens de suppléer à l'espèce de façon que le négociant donne à une marchandise. Mais, en calculant rigoureusement, on voit qu'il est rare de retirer de semblables opérations l'avantage qu'on s'en était promis : 1° on est victime de son inexpérience, et l'on paye pour les fautes que l'on fait dans un métier qu'on ne connaît pas ; 2° on est exposé non-seulement à être trompé sur les qualités, mais à perdre par les avaries ; 3° si la marchandise ne convient pas tout à fait, il faut néanmoins la garder, tandis qu'un marchand a plusieurs moyens de

placer, chez certaines pratiques, une marchandise qui ne convient pas à d'autres; 4° il faut un local spécial pour une marchandise qu'on a fait venir en provision, et qui ne peut être consommée qu'au bout d'un certain temps; 5° l'avance du prix coûte, en général, un intérêt qui est une augmentation de prix; 6° on consomme quelquefois d'une marchandise dont on a une provision un peu plus qu'on n'aurait fait, si l'on eût toujours attendu que le besoin eût forcé d'acheter; 7° on ne compte pas les faux frais et les risques, toutes choses qui, pour n'avoir pas été rigoureusement appréciées dans le calcul économique qu'on a cru faire, ont néanmoins une valeur qui renchérit ce qu'on s'est imaginé acquérir à meilleur compte; 8° enfin, pour faire cette opération on a souvent négligé des affaires bien autrement essentielles. Et finalement qu'a-t-on égaré? Le plus souvent, on a évité de payer à un commerçant un bénéfice réduit à n'être tout juste que le salaire d'une façon productive qu'il a fallu donner également, et qui a coûté bien plus cher. L'attention et les soins que l'on consacre à son affaire principale sont généralement les mieux récompensés, parce que ce sont les plus éclairés, les mieux dirigés, ceux où l'on est le mieux servi par son expérience. Lorsqu'on veut au contraire courir après plusieurs sortes de bénéfices, on risque de les voir s'échapper tous ¹.

91. En résumé, *diviser le travail*, c'est l'*abrégé*, le *simplifier*, et, par conséquent, obtenir vitesse et économie. « La division du travail, a dit Carli, c'est du travail prêté d'une manière et rendu de toutes les autres ². »

¹ Les publicistes qui traitent le commerçant de travailleur *parasite*, ont-ils bien réfléchi à la vérité de ces détails?

² Carli, *Économie nationale*, chap. XIII; belle définition citée par M. Scialoja (*Principes d'Économie sociale*, p. 63).

§ III. — De la division du travail parmi les nations.

92. Les diverses nations du globe ne produisent pas toutes les mêmes choses : la France a surtout du vin, la Russie du chanvre et du goudron, la Pologne du blé, l'Espagne des laines ; et s'il est préférable pour un cordonnier d'acheter ses meubles à son voisin l'ébéniste, et réciproquement pour celui-ci de se faire habiller par son voisin le tailleur, de même, la Russie ne doit pas vouloir faire du vin dans ses steppes, et la France du goudron avec ses vignes. Ces deux nations agiraient au rebours de leurs intérêts ; le sens commun leur indique la voie des échanges comme une conséquence naturelle de la différence des climats.

93. Cependant la question n'est pas toujours aussi simple et tous les produits n'ont pas une origine si nettement tranchée ; il y en a même que divers pays peuvent réclamer comme indigènes, et qui laissent à plusieurs peuples l'espoir d'une nationalité souvent trompeuse. De ce nombre sont, par exemple, le fer et la houille : le fer, que réclament à des titres différents l'Angleterre, la Belgique, la France, l'Allemagne, etc. ; la houille, que réclament aussi avec les mêmes droits la France, l'Angleterre, la Belgique, etc. On rirait sans doute si l'on voyait des producteurs vouloir faire du vin savoureux en Sibérie ; mais on ne serait pas étonné de les voir fabriquer du fer en France, s'ils savaient se passer de la protection des douanes, qui imposent des sacrifices aux consommateurs et engagent la production dans une voie artificielle.

94. La différence du sol et du climat n'est pas la seule cause qui diversifie les industries : le passé, les lois, les mœurs d'un peuple modifient également les conditions du travail. On peut remarquer aujourd'hui en Europe que, soit

par hasard, soit par des circonstances particulières, la plupart des peuples sont parvenus à se faire, d'une industrie commune à plusieurs, une spécialité nationale pour laquelle ils lutteront longtemps avec avantage. Il est en outre peu d'industries que chaque population ne cherche à introduire chez elle. Il découle de cette tendance une série de phénomènes très-complexes, sur lesquels les administrateurs et les hommes d'État veulent agir sans trop se rendre compte des effets économiques qui en résultent, obéissant ainsi à des préjugés qui s'abritent derrière des sophismes économiques. Mais ce n'est pas ici le lieu d'approfondir cette question pratique, dont les éléments varient avec chaque industrie, et dont la solution n'est d'ailleurs possible que lorsque l'on a étudié la monnaie et d'autres notions qui seront traitées dans le courant de cet ouvrage. (Voir tout ce qui est dit sur la *circulation*.) Constatons seulement que la division naturelle du travail entre les nations a été contrariée jusqu'ici par l'application de la doctrine *mercantile* et de la doctrine *protectioniste*; et rappelons à l'avance que les divers peuples ne trouveront leur véritable assiette industrielle que sous le régime de la liberté qui laissera se développer leurs intérêts naturels.

§ IV. — Origine de la division du travail ; limites qu'elle rencontre.

95. La division du travail, de laquelle naissent tant d'avantages, n'est pas le résultat d'une combinaison humaine ; elle s'est introduite naturellement, et l'on peut remonter aux causes qui l'ont produite.

L'animal le plus industrieux ne travaille qu'aux produits qu'il peut consommer par lui-même, sa jeune famille comprise. L'homme sait faire d'une seule chose beaucoup au

delà de ce qu'il faut pour satisfaire le besoin qu'il a de cette chose, et échanger le surplus contre d'autres objets que la civilisation lui rend nécessaires. L'intérêt de chaque individu lui fait une loi de choisir une seule occupation, et de s'y tenir, afin de produire le plus possible d'objets échangeables. Ainsi l'échange est la première cause de la division du travail. Or la faculté d'échanger ne peut se rencontrer qu'avec le principe de la propriété. L'existence des *frères moraves* et des sociétés coopératives, où les occupations sont séparées et les produits communs, n'est point, pour J.-B. Say, une objection à cette assertion. Premièrement, parce qu'ils existent dans des lieux policés qui leur garantissent leurs propriétés ; en second lieu, parce qu'ils admettent un certain échange mutuel des travaux de leurs sociétaires, et enfin parce qu'il n'est pas prouvé que ce mode d'association puisse se généraliser et se perpétuer, faute de ce stimulant qui naît du droit de chaque individu à posséder ce qu'il produit par ses moyens personnels, et à en jouir exclusivement ¹.

96. De ce que la division du travail est fondée sur la possibilité d'un échange, nous pouvons conclure qu'elle est nécessairement bornée par l'étendue du *marché*. On entend par ce mot, en économie politique, toute ville, tout pays où l'on peut trouver l'écoulement, le *débouché* des produits fabriqués. Ainsi l'Europe est devenue un marché pour les théés de la Chine, pour les sucrés de l'Inde, pour les cotons d'Amérique. En effet, si trente ouvriers, avec une division de travail bien entendue (83), peuvent fabriquer quinze mille cinq cents cartes dans un jour, c'est que le fabricant trouve à vendre ce nombre : car s'il ne pouvait écouler que cinq mille cartes, il emploierait deux ou trois fois moins

¹ Voy. aux notes ce qui est dit sur le principe de propriété.

d'ouvriers, et par conséquent chacun de ses ouvriers serait chargé de plus d'opérations différentes. Dans une petite ville où l'écoulement des produits est difficile, où le marché est peu considérable, plusieurs travaux d'une nature différente sont exécutés par la même main. Un homme y est, par exemple, à la fois médecin, chirurgien et pharmacien; tandis que, dans une grande ville, la fonction de chirurgien se subdivise en plusieurs autres; et c'est là seulement qu'on trouve des dentistes, des oculistes, des accoucheurs beaucoup plus habiles qu'ils ne pourraient l'être sans cette circonstance. Aussi voyons-nous que c'est dans les villes que les arts se perfectionnent pour se répandre ensuite sur toute la surface d'un pays.

97. On peut faire une observation pareille dans ce qui a rapport à l'industrie commerciale. Considérez un épicier de village : la consommation bornée des denrées qu'il débite l'oblige à être en même temps barbier, mercier, faïencier, cabaretier, souvent même écrivain public et sonneur de cloches, tandis qu'à Londres, à Amsterdam, à Paris, il y a des magasins spéciaux pour les thés, les huiles, les vinaigres, etc. Il en résulte que ces marchands connaissent mieux chaque denrée, ses diverses qualités, ses variétés, tous les usages auxquels elle peut s'appliquer, et les différentes contrées d'où l'on peut en faire venir; et que leur boutique est finalement bien mieux assortie pour le consommateur.

98. Il y a en général moins de division dans les travaux délicats : on en fabrique peu; et par leur prix élevé, il ne sont à la portée que d'un petit nombre d'acheteurs. La division se réduit à peu de chose dans la bijouterie fine; et, comme nous avons vu que cette division est une des causes de la découverte et de l'application des procédés les plus ingénieux, c'est précisément dans les productions d'un

travail exquies que de tels procédés se rencontrent plus rarement.

99. Nous avons dit que l'étendue de la division du travail est en raison directe de la facilité des débouchés. Ajoutons que la facilité des débouchés est elle-même en raison directe de la facilité des transports. En effet, la division du travail est peu avancée dans la fabrication des produits dont le transport est difficile ou coûteux (ces expressions sont synonymes); or, si la division du travail est peu avancée, c'est que souvent l'industrie elle-même est en retard. Les poteries sont dans ce cas en France. Elles sont lourdes, grossières, et chaque localité est obligée d'avoir les siennes, partout où les nouvelles voies de communication ne sont pas encore venues corriger le défaut que nous signalons.

Il suit de là que les pays maritimes sont plus favorables à la division du travail; car le transport par mer est le moins dispendieux de tous. Aussi est-il à remarquer que les pays les plus avantageusement situés auprès de la mer sont ceux qui ont non-seulement fait le commerce les premiers, mais encore cultivé avec succès les autres arts industriels : c'est ainsi que les premiers grands exemples d'industrie et de civilisation se rencontrent chez les nations qui entouraient autrefois la Méditerranée.

La découverte de la boussole a facilité d'une manière prodigieuse la division du travail, en permettant à un grand nombre de pays de perfectionner leur navigation et d'étendre leur marché, surtout lorsqu'on a su lier par des canaux l'intérieur des terres avec les fleuves et les côtes. L'application de la vapeur et les chemins de fer auront les mêmes résultats.

100. La division du travail semble éminemment compatible avec les travaux manufacturiers en général, à cause de la nature même de ces travaux, et aussi parce que la plupart des produits sont d'un transport facile. Mais l'industrie

agricole est celle des trois qui admet le moins la division du travail, à cause de la variété des façons qu'il faut donner à la terre et du changement des saisons ¹. Un homme ne peut pas semer ou récolter toute l'année ; aussi une grosse ferme occupe-t-elle moins d'ouvriers qu'une petite manufacture d'épingles : sauf les moments de récolte, elle n'a guère plus de dix ouvriers qui vont aux champs quand il fait beau, qui travaillent dans l'intérieur quand il pleut, et qui, tous, peuvent être chargés de plusieurs genres d'occupations.

101. La division du travail est encore limitée par l'étendue des capitaux. Car, pour que la division soit grande, il faut un grand nombre de travailleurs, et, pour cela, il faut un local spacieux, un approvisionnement considérable en matières premières, des machines nombreuses, etc., c'est-à-dire de grands capitaux. Il faut excepter le cas où l'industrie s'exerce sur des matériaux de peu de valeur, et au moyen d'outils peu dispendieux, et surtout si les travaux sont répartis dans plusieurs entreprises. Il y a, par exemple, une assez grande division dans la confection d'une paire de gants : le nourrisseur de bestiaux, l'équarrisseur, le mégissier, le corroyeur, le coupeur de peaux, le couseur, ne sont pas les mêmes personnes, et chacun exerce sa profession avec un capital assez restreint. Il est à remarquer aussi qu'une grande entreprise où l'on tenterait de réunir ces diverses opérations ne pourrait probablement pas les exécuter avec la même économie.

¹ La division du travail s'applique davantage à la grande culture, soutenue par un capital suffisant qui exige un plus grand nombre de travailleurs.

§ V. — Des inconvénients reprochés à la division du travail.

102. Un auteur français ¹, Lemontey, et plusieurs personnes après lui, ont parlé de l'influence que la division du travail peut avoir relativement aux travailleurs en particulier, et relativement aux travailleurs en général. Plusieurs des observations qui ont été faites méritent d'être méditées, parce qu'il convient de connaître toutes les conséquences des faits qu'on observe, sauf à balancer les inconvénients par les avantages.

Première objection. Avec la division du travail, un homme finit par ne représenter toute sa vie qu'un levier ; tel autre, qu'une cheville ou une manivelle. Le sauvage disputant sa vie aux éléments, et subsistant de sa pêche et de sa chasse, est au moins un composé de force, de ruse, de sens et d'inagination. Le laboureur que la variété des saisons, des sols, des cultures et des valeurs, forcée à des combinaisons incessantes, reste un être pensant ; mais l'ouvrier, qui n'a jamais levé qu'une soupape ou fabriqué que la vingtième partie d'une épingle, perd son intelligence et sa moralité ; son intelligence, parce qu'il ne sait faire que le vingtième d'un produit ; sa moralité, parce qu'il n'a pas l'occasion de réfléchir à ses devoirs ni d'élever son âme à Dieu.

On ne peut pas nier qu'il n'y ait une dégénération dans

¹ *Influence morale de la division du travail.* C'est un article qui fait partie d'un volume in-8° publié en 1801, sous le titre *Raison et Folie*. On donne généralement à ce travail plus d'importance que l'auteur n'y en a mis. Lemontey n'a pas positivement affirmé les inconvénients de la division. Il s'est seulement demandé, sans trop résoudre la question, si cette division ne pourrait pas avoir des inconvénients.

les facultés de l'individu, lorsque *toute* son occupation, *toute* son attention, *tous* ses soins, *tout* son temps, sont dirigés vers une opération de détail constamment répétée. Cependant on aurait tort de croire qu'une opération de ce genre entraîne un abrutissement nécessaire, si le travailleur a quelques loisirs et un salaire convenable. Un homme a beau être scieur de pierres, par exemple, une partie de son temps est consacrée à sa femme, à ses enfants, à ses camarades, à ses plaisirs, à des relations, en un mot, où la partie intelligente et sensible de son être trouve quelque aliment ¹; et même, pendant son travail, plus la besogne sera simple, plus son esprit reposé pourra s'occuper de ses affaires et de ses idées personnelles, aussitôt que le sommeil aura reposé ses forces, si ce n'est même pendant que son corps agit mécaniquement. Il ne faut donc pas confondre les effets de l'excès du travail et de la médiocrité des salaires, qui proviennent de l'excès de population, avec ceux de la division du travail. Ce sont là deux questions bien différentes.

On peut encore ajouter que ceux qui, dans les arts, se vouent aux opérations les plus machinales, ne sont pas en général les sujets les plus distingués. Celui qui a l'étoffe pour faire un bon appareilleur, dit J.-B. Say, ne reste pas scieur de pierres. A ce sujet, nous ferons même observer que tous les travaux productifs sont, par l'effet de la répétition forcée, un peu mécaniques. Faire des calculs, résoudre des équations, corriger des épreuves ou des fautes de

¹ J.-B. Say rappelle Sedaine, l'un des plus agréables auteurs dramatiques du siècle dernier, qui avait commencé par être scieur de pierres. L'examen attentif de ce qui se passe dans les ateliers où le travail est divisé conduit aux conclusions que nous donnons ici. Il y a souvent, il est vrai, division du travail et dépravation en même temps; en y regardant de près, on s'apercevra toujours que l'une n'est pas la cause de l'autre.

grammaire, préparer des médicaments, etc., c'est faire des travaux analogues au polissage des corps ou à toute autre besogne considérée comme moins relevée. D'autre part, quand un travailleur intelligent concentre son attention sur une opération, cette opération, quelque simple qu'elle soit, se divise et se ramifie. Le champ étant moins vaste, les recherches sont plus profondes. De là ces observations qui conduisent aux découvertes. « Comment, disait quelqu'un à Newton, avez-vous fait pour découvrir votre principe de l'attraction? — En y songeant sans cesse, » répondit-il. On est loin, répétons-le, d'avoir suffisamment réfléchi à l'équivalence des fonctions.

Rien ne prouve jusqu'à présent que la séparation des travaux déprave le moral.

Nous ne voyons pas que dans les campagnes, où la division est moins avancée, la supériorité morale ou intellectuelle (abstraction faite des autres causes de démoralisation) soit plus marquée chez l'ouvrier des champs que chez celui des ateliers. L'ouvrier des campagnes est-il moins routinier, plus loyal et moins dupe des charlatans, et le sauvage peut-il être un argument? Ajoutons, avec M. Droz ¹, qu'en fait, depuis que l'industrie se perfectionne en Europe, on a vu s'accroître parallèlement la division du travail et le développement de l'intelligence dans les classes inférieures de la société.

Seconde objection. Comme le travail devient d'une extrême simplicité, l'ouvrier peut y être remplacé par le premier venu. De plus, il ne retrouve pas facilement ailleurs une place analogue; il reste vis-à-vis du maître dans une dépendance aussi absolue que décourageante, et l'on diminue le prix de la main-d'œuvre, sans qu'il puisse s'y opposer.

¹ *Économie politique*, seconde édit., p. 41.

On répond à cette objection en développant le principe de population : il faut toujours que le nombre des hommes soit proportionné au travail disponible. Que l'ouvrier soit plus ou moins habile, il est rare qu'on ne puisse le remplacer, et ce n'est pas là un inconvénient particulier aux travaux simples ; il n'y a de vraiment assurés contre la concurrence que les ouvriers qui ont un talent hors ligne, un véritable monopole.

On peut aussi dire, jusqu'à un certain point, que la division du travail lie le sort de l'ouvrier à celui du fabricant, et rend sa position plus stable. Car la suspension des travaux nuisant au fabricant, celui-ci ne se décide qu'à la dernière extrémité à laisser chômer ses machines et ses capitaux. Tandis que l'ouvrier, qui fait tout par lui-même et a des outils qui lui appartiennent, est plus facilement congédié par celui qui l'occupe ; à moins, toutefois, que les autres travailleurs ne se fassent, par leur nombre, une trop grande concurrence.

103. La division du travail tend encore à transformer le travail individuel en un travail d'association, et la loi découverte par Adam Smith, qui a fait faire tant de progrès aux industries, aura encore dans l'avenir une immense influence ¹.

104. Dans cette question, il ne faut pas non plus confondre l'influence de la séparation des opérations avec l'influence des machines dont il est parlé plus loin à propos du *capital*. Le travail des machines peut rendre superflu l'emploi de beaucoup d'ouvriers, mais ne simplifie pas le travail de ceux qu'elles occupent. Avec la tondeuse actuelle, deux ouvriers font dans une manufacture de draps autant

¹ Voyez à ce sujet le livre de M. J. Proudhon : *de l'Ordre dans l'humanité*, chap. *Economie politique*, p. 337 et suivantes.

d'ouvrage que quinze ou vingt hommes ; mais ces deux ouvriers ont au moins autant d'intelligence que des tondeurs ordinaires.

105. Nous remarquerons que la division du travail, étant favorable à l'invention des machines, sert, par cela même, à relever la dignité humaine. Car, du moment qu'un homme n'a plus à faire que la fonction d'une cheville ou d'une manivelle, on le décharge de cette fonction pour en charger un nouveau mécanisme. Le progrès ne doit pas s'arrêter, et si aujourd'hui la division du travail, encore incomplète, laisse faire à l'homme une besogne stupide qui le réduit aux fonctions de machine, elle tend à le dispenser de jour en jour d'une foule de travaux écrasants qui le rendent, quelquefois encore, roué, volant ou bête de somme.

CHAPITRE VI.

DU TRAVAIL (SUITE). — DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL.

I. Position de la question. — II. Exemple des corporations ; inconvénients de ce système. — III. De la division officielle des professions et de l'apprentissage forcé ; bases de toute organisation artificielle du travail. — IV. Le travail doit être libre.

§ I. — Position de la question.

106. Le principe de liberté, encore tant controversé, a été proclamé par l'école de Quesnay, et victorieusement démontré par Adam Smith, J.-B. Say, et tous les économistes vraiment dignes de ce nom.

Cette question est susceptible de division, et, pour la

facilité de l'exposition, nous la considérerons d'abord sous le point de vue du travail proprement dit, de la production de la richesse; plus tard, nous parlerons de la liberté de circulation, de la liberté du commerce.

En ce moment, dit M. Rossi, la question est encore purement scientifique pour ainsi dire, car elle n'a point pénétré dans la direction générale des affaires, si ce n'est dans quelques États secondaires. La plupart des gouvernements croient qu'il faut réglementer l'industrie, permettre certaines choses et en défendre d'autres. Il en est résulté que certaines branches de travail ont pris une direction artificielle dont l'industrie et la société souffrent, mais dans laquelle des intérêts sont engagés, intérêts qui se groupent, se défendent et s'organisent en systèmes soi-disant économiques et gouvernementaux.

L'économiste a donc pour mission de montrer la vérité dans ces intérêts qui s'entrelacent, d'indiquer les moyens de remplacer, par cette vérité, l'erreur suivie jusqu'à ce jour, et de demander l'application de ces moyens à ceux qui dirigent les affaires.

107. Pour prendre à partie chaque industrie factice, il est bon de légitimer le principe de liberté que nous invoquons dans le domaine économique¹.

Les défenseurs des règlements ont prétendu qu'il fallait discipliner le travailleur par un *apprentissage* forcé, pour développer toutes ses facultés; le surveiller par une bonne *organisation*, pour avoir des produits plus beaux et meilleurs, pour limiter la concurrence et pour maintenir le taux des salaires; enfin, ils ont prétendu que l'autorité de l'histoire était pour eux.

¹ On a combattu le principe de liberté en montrant l'absurdité en morale et en politique. « Le tour peut être spirituel, l'argument n'est pas sérieux. » (Rossi.)

108. Débarrassons-nous d'abord de ce dernier argument : il est sans force. Le travail, nous l'avons déjà dit, a été méprisé jusqu'en 1789 ; au fond il l'est encore dans les trois quarts du monde, et il n'est réellement émancipé que dans les livres. Tant qu'il a été servile, on a naturellement eu peur de lui ; on a cru qu'il fallait le comprimer, le diriger, et, par contre, le réglementer ; de sorte que les restrictions n'avaient point un sens économique ; c'est-à-dire qu'elles n'avaient nullement pour but une production plus féconde, une circulation plus active, une distribution plus équitable. Or, c'est de ce point de vue qu'il faut discuter la question aujourd'hui en faisant un appel à l'expérience.

Pour mieux préciser les assertions des organisateurs prohibitifs, restrictifs, etc., nous examinerons le système des corporations, tel que l'a trouvé la révolution de 1789. Nous en démontrerons en peu de mots l'inutilité et les inconvénients, et, si l'on peut voir ensuite que les nouveaux systèmes réglementaires proposés pèchent par les mêmes points, nous aurons prouvé que la liberté est encore le meilleur procédé de rendre le travail utile, et de mettre la population en état de s'équilibrer avec les moyens et les produits du travail ¹.

§ II. — Exemple des corporations ; inconvénients de ce système.

109. Pour compléter notre réfutation de l'autorité de l'histoire, constatons qu'au fur et à mesure que les travailleurs des communes s'émancipèrent, ils se groupèrent sous l'invocation d'un saint pour se défendre contre le pillage ;

¹ Cette proposition sera vraie tant qu'on ne viendra pas avec une organisation plus exempte de défauts et mieux basée sur la nature humaine.

car il faut, suivant les belles expressions de M. Rossi, se représenter les classes des hommes libres paraissant au milieu des lances féodales comme des herbes et des fleurs bien tendres et bien jeunes poussant parmi des ronces et des épines.

Leur organisation avait un but politique ¹, et non un but industriel; l'apprentissage n'était qu'une initiation. Aujourd'hui, les travailleurs sont suffisamment protégés, et il serait au moins maladroit de vouloir leur faire perdre un temps précieux et des frais d'administration inutiles. Après 1789, les corporations eussent été une anomalie. D'ailleurs, jamais l'agriculture n'a pu se plier à un classement; la nature du commerce ne l'y a pas trop portée non plus, et même plusieurs parties de l'industrie s'y sont montrées rebelles. D'autre part, et comme contre-épreuve, au fur et à mesure que les dangers politiques cessaient, et que la royauté, de plus en plus puissante, put protéger tous les sujets, les tiraillements se firent sentir au sein des corporations. Le génie protesta le premier, et, si on avait besoin de preuves, il suffirait de citer les déboires et les tribulations des inventeurs. Ami Argant, pour nous donner la lampe à double courant d'air, eut à lutter avec les lampistes, les potiers, les chaudronniers, les serruriers de fer, les serruriers de laiton, dont il utilisait les outils avec ses procédés. Réveillon, l'inventeur des papiers peints, ne serait pas arrivé à son but, s'il n'avait eu assez d'influence pour faire déclarer son établissement *manufacture royale* : il put ainsi lutter, avec un caractère officiel, contre les industries et les manufactures anciennes, qui l'accusaient de

¹ Le livre d'Estienne Boyseau, qui, de concert avec saint Louis, organisa le premier les corporations, ne contient guère que cent cinquante professions réglementées. Cette organisation fut une œuvre de simple police.

vol et d'usurpation de privilèges ¹. D'autres exemples seraient inutiles : à ceux qui ne seraient pas suffisamment éclairés, il faudrait faire plus d'histoire ².

§ III. — De la division officielle des professions et de l'apprentissage forcé; bases de toute organisation officielle de travail.

140. Pour arriver au nœud de la question, nous distinguons deux résultats économiques importants dans le système des jurandes et des maîtrises, ou dans un système analogue : la division officielle des métiers et l'apprentissage ; or nous posons en fait :

Que la division officielle des professions est impossible, et que l'apprentissage est impuissant et tyrannique.

La démonstration de la première proposition est facile. Aujourd'hui, le génie de l'invention se sert de la vapeur, demain de l'électricité ; ici, de la lumière, là-bas, du calorique ; tantôt il découvre des vérités nouvelles, tantôt il montre une meilleure application des vérités anciennes. C'est une décomposition et une recombinaison constantes des combinaisons de l'esprit et des réactions de la nature. Dans cet état de choses, est-il permis de songer à classer les travaux humains, à mettre des barrières dans telle ou telle

¹ A la veille de 1789, cette fabrique, établie rue Montreuil-Saint-Antoine, où le travail avait été émancipé par ordonnance royale, fut saccagée dans une émeute, tant l'innovation avait déplu à ceux-là mêmes à qui elle devait le plus servir.

² Je lis dans un écrit de M. Golowine : « Les lampes Carcel ont trouvé à Saint-Petersbourg les difficultés qu'avaient rencontrées, à Paris, les lampes d'Ami Argant, et n'ont échappé aux tracasseries des corporations que lorsqu'on les a déclarées produits de fabrique, les fabriques étant, en Russie, exemptes de maîtrises. » (*Esprit de l'Économie politique*, in-8°, p. 205. Paris, 1843.)

voie ? Laissons faire le génie ; il plane sur nous : lui seul, ministre de la Providence, régit le travail.

Passons à la seconde proposition. L'apprentissage est, dit-on, la garantie du savoir de l'ouvrier, de la bonne foi du producteur, et il préserve de la concurrence.

Au point de vue de l'instruction, la liberté est un excitant plus actif. La bonne foi était, avec les corporations, moindre qu'aujourd'hui, à n'en juger que par les interminables peines prononcées contre les fraudes.

Quant à la diminution de la concurrence, c'est un singulier moyen, il faut l'avouer, que de proscrire les travailleurs. Et que pouvaient-ils faire, chassés qu'ils étaient de toutes les confréries ? Une pareille tyrannie est possible quand il y a des professions qui manquent de bras ; avec une plénitude universelle, comment la caractériser ? Mais alors même qu'il y a des professions qui manquent d'hommes, de quel droit me forcerez-vous à m'y livrer ? Vous croyez que la cordonnerie a besoin de bras, occupez-vous-en ! Moi, je veux courir le risque de la boulangerie, c'est mon goût, c'est le seul travail qui me convienne.

444. Il faut chercher ailleurs le moyen de pallier l'excès de concurrence dont on ne peut nier les avantages. Mais on a dit que la difficulté d'aborder un métier, un gagnepain, rendait et rendrait encore les classes ouvrières plus prévoyantes. Ceci est un hommage à la doctrine de la prévoyance, en ce sens qu'on avoue la nécessité de maintenir la population dans de certaines bornes. Outre que rien ne prouve que le travailleur artificiellement enrégimenté voulût être prudent, pour que l'argument eût de la valeur, il faudrait que toutes les professions fussent parfaitement classées, ce qui a été démontré impossible, et que le nombre des travailleurs fût limité dans chaque profession. Que ferait-on de l'excédant ? Ne faut-il pas au

moins laisser à ceux qui sont de trop la satisfaction de frapper aux portes, et l'espoir d'en trouver une qui pourra s'ouvrir?

112. Maintenant ne parlons que pour mémoire des niaiseries que le temps avait accumulées et accumulerait de nouveau dans ces organisations artificielles. Il fallait des années pour passer maître en l'art du rôtisseur; le boucher faisait un apprentissage, et le boulanger n'en faisait pas; les femmes étaient exclues des broderies! Les uns n'avaient le droit d'employer que la graisse de bœuf, les autres que celle de mouton; ceux-ci avaient le privilège du chanvre, ceux-là ne devaient filer que le lin. Malheur aux savetiers, s'ils empiétaient sur les cordonniers! Où en serions-nous donc aujourd'hui pour cette industrie, qui aurait eu un élément de discorde de plus, les bottiers? et qui donc emploierait le cuir verni ou le cuir imperméable?

113. Nous ne nous sommes occupé que des travailleurs; quant au consommateur, il était rançonné impitoyablement. Nous voulons bien admettre (par hypothèse) que les syndics faisaient une police suffisante sur le poids et la qualité des produits; mais pour les prix, on comprend bien que les fabricants ne les baissaient jamais. Nous nous bornerons en ce moment à cette observation; plus loin, nous prendrons plus vivement en main la cause du consommateur¹.

§ IV. — Le travail doit être libre.

114. La conclusion de l'économiste politique est que le travail doit être libre, entièrement libre; et que les lois qui ordonnent ou permettent aux gouvernements ou à l'admi-

¹ Chap. XIV, de la Liberté du commerce.



nistration de le diriger, de le modérer, de le limiter, de le réglementer enfin, agissent contre la nature des choses, ce qui ne veut pas dire que les pouvoirs publics n'ont pas à intervenir pour rendre la justice, maintenir la sécurité et lever les obstacles. Mais où commence l'intervention nuisible? où s'arrête la bonne?... Ce n'est pas dans des *Éléments* que l'on peut préciser la solution de ce problème complexe. Toute notre ambition est d'en faire saisir l'énoncé et d'en indiquer les notions élémentaires. Mais si nous ne donnons pas directement à cette proposition fondamentale de l'économie politique, que le travail doit être libre, tout le développement qu'elle comporte, nous devons cependant faire remarquer qu'elle est le corollaire forcé de beaucoup d'autres propositions démontrées dans cet ouvrage. En dernière analyse, le lecteur sera conduit à penser avec tous les économistes et avec M. Dunoyer, qui a récemment publié un bel ouvrage pour démontrer ce grand théorème, que *la liberté résume les conditions dans lesquelles les forces humaines s'exercent avec le plus de puissance, non-seulement dans les arts qui s'appliquent aux choses, mais encore dans ceux qui ont pour but de perfectionner soit les facultés affectives, soit les facultés intellectuelles, soit les mœurs, soit les habitudes morales des hommes*¹.

En outre, l'expérience a sanctionné cet autre théorème, que, dans l'ensemble des hommes et dans un état de lumières donné, chaque classe d'hommes voit bien plus clairement ce qui est avantageux à ses intérêts, que ne peut le faire un seul homme ou une réunion d'administrateurs; et par conséquent il est sage, il est juste, *il est légitime de laisser chaque individu se livrer au travail qui lui convient et que lui conseillent ses goûts, ses facultés et ses besoins.*

¹ *De la Liberté du travail*, 5 vol. in-8°, Paris, 1845.

CHAPITRE VII.

DU CAPITAL, DEUXIÈME INSTRUMENT DE PRODUCTION.

- I. De la nature du capital. — II. Des différentes espèces de capitaux. — III. Comment se forment les capitaux. — IV. De la possibilité d'évaluer le capital d'une nation.

§ I. — De la nature du capital.

115. Nous avons déjà vu (chap. III, § 14) que le capital diffère des deux autres instruments de la production, en ce qu'il est artificiel, obtenu par l'homme, et que sa puissance peut s'augmenter presque indéfiniment : « Il est presque, dit M. Rossi, la vie matérielle des États, la mesure de leur civilisation et de leur progrès... Le capital, sous cent formes diverses, met en mouvement, anime et double les forces sociales; c'est à l'aide du capital que les hommes se rapprochent,... que les goûts se multiplient, et que peu à peu l'homme s'élève dans l'échelle de ses besoins et de ses jouissances. »

Le capital, nous l'avons dit, ce sont les instruments appropriés dont l'industrie a besoin; les bâtiments, les outils, les bestiaux, les marchandises, les monnaies ¹, etc., et encore la clientèle, la chalandise d'un magasin, d'un cabinet, d'un journal, etc., que l'on peut vendre ou louer; et les capacités, les talents acquis, dont on tire aussi un profit en les louant. (Voy. chap. III, § 11.)

Donc à un certain point de vue, *l'homme est un capital*.

¹ Deux chapitres spéciaux sont consacrés aux machines et aux monnaies, VIII et IX.

Mais ici M. Rossi fait une distinction importante. On est, selon lui, inexact, quand on dit que l'enfant capitalise tout ce qu'il consomme, comme le chien et le bœuf, instruments qu'on peut briser à plaisir. L'homme est tenu de vivre et on est tenu de le nourrir, comme il est tenu de travailler. Mais, lorsque le moment du travail *naturel* est venu, si on lui fait faire un apprentissage quelconque, il épargne, il capitalise tout le travail naturel dont il est capable, et dont on se prive pendant l'apprentissage. Le petit pâtre, l'enfant des manufactures dépensent tout leur travail, ils ne capitalisent pas, ou presque pas ; l'apprenti capitalise bien davantage, puisque son père, se privant d'une partie de son travail, lui laisse acquérir et cumuler des connaissances dont il pourra disposer plus tard.

116. Pour bien saisir quelle est la nature des capitaux et les fonctions qu'ils remplissent dans les opérations productives, il faut comprendre deux expressions : *avance* et *consommation*, dont nous allons nous servir. Une avance est une valeur employée de telle sorte qu'elle se trouvera rétablie plus tard. Ce n'est pas une valeur perdue, comme si elle servait à satisfaire nos besoins, ceux de notre famille, ou ceux des personnes auxquelles nous la donnons ; c'est une valeur consommée et qui cependant rentrera dans nos mains. De même que *produire* signifie, en économie politique, non pas créer de la matière, mais créer de la valeur, *consommer* signifie, non pas détruire de la matière, mais détruire de la valeur ; car l'homme est aussi impuissant à détruire un atome de matière qu'à le créer. Ainsi, par consommation, il faut entendre la destruction partielle ou totale de l'utilité, de cette qualité morale ou plutôt économique qui donne à la matière la valeur qui en fait une richesse. Bien que la valeur capitale soit conservée, les produits dont le capital se compose sont véritablement

consommés selon toute la rigueur du mot, car l'utilité qui se trouvait en eux est détruite. Quand la couleur de l'indigo a passé dans du drap bleu, l'indigo, comme drogue de teinture ayant une valeur, a été véritablement consommé, puisqu'il n'a plus conservé aucune valeur échangeable.

Si donc nous observons de quoi se compose l'opération d'un entrepreneur, nous remarquons : 1° qu'elle consiste à consommer les objets sur lesquels s'exerce son industrie, des outils et des journées d'ouvriers ; 2° que toutes ces *consommations* ne sont que des *avances*, puisqu'il en sortira un produit dont la valeur le remboursera. Ces avances et ces consommations semblent moins faciles à remarquer dans l'industrie commerciale que dans les deux autres ; mais ne peut-on pas regarder les marchandises achetées comme la matière première sur laquelle s'exerce notre industrie ? Nos expéditions ne sont-elles pas des consommations analogues aux semences que nous confions à la terre ; et les marchandises qui nous arrivent en retour ne sont-elles pas des récoltes, des produits nouveaux résultant de cette consommation et nous remboursant nos avances ? Les fonctions d'un capital sont de fournir la valeur de ces avances, de se laisser consommer pour renaître sous d'autres formes, de se laisser consommer de nouveau pour renaître encore, et ainsi de suite, constamment, d'une manière productive. En moins de mots, un capital est une somme de valeurs consacrées à faire des avances à la production ; c'est l'entrepreneur qui le consomme et le reproduit, soit que le capital lui appartienne en propre, soit qu'on le lui prête.

Aussitôt que les avances faites en faveur d'une production sont remboursées par la réalisation du produit qui en est résulté, on peut les employer de nouveau ; de sorte que le même capital sert souvent à plusieurs productions dans

la même année. Un boulanger pourrait, à la rigueur, acheter, jour par jour, la farine dont il fait son pain et le bois avec lequel il chauffe son four; et comme il pourrait vendre son pain jour par jour aussi, cette portion de son capital serait alors avancée trois cent soixante-cinq fois par an, et rentrerait autant de fois. Dans le raffinage du sucre, les avances sont faites pour deux mois; elles le sont au moins pour douze dans le tannage des cuirs; elles le sont pour davantage encore dans le commerce d'exportation, etc.

117. La connaissance de la nature intime du capital est, selon M. Rossi¹, l'une des parties les plus épineuses de l'économie politique. Sur ce point, quelques auteurs se contredisent, émettent des propositions vagues, complexes et mal définies, qui jettent de l'obscurité dans les déductions et de l'incertitude dans l'appréciation des résultats pratiques.

D'après le même économiste, il faut définir le capital : *un produit épargné destiné à la reproduction*. Cette définition comporte trois notions : celles de *produit*, d'*épargne* et de *reproduction*. J.-B. Say n'a souvent fait entrer, dans sa définition, que les deux premières; il a entendu, par capital, *la simple accumulation des produits*. M. Rossi, pour bien expliquer sa pensée, analyse le travail du sauvage qui, après avoir tué une bête, fait trois parts : celle qu'il mange; celle qu'il garde pour le lendemain; celle dont il pourra se servir à la chasse : les cornes de l'animal, par exemple, qui seront un instrument de travail, un instrument de production, un capital enfin. Pour M. Rossi, l'économie en vue du lendemain n'est pas un capital : sans cela, il faudrait dire aussi que la fourmi capitalise.

De cette manière d'entrevoir la nature des choses, il résulte des conséquences importantes :

¹ *Cours d'Économie politique.*

1° L'épargne n'est pas, comme on l'a dit quelquefois ¹, un agent de la production, à moins qu'on ne parle au figuré, et qu'on ne veuille dire que l'épargne conduit au capital. L'épargne n'est qu'un fait négatif : ne pas consommer, ce n'est pas produire ². Quesnay avait déjà dit « que les propriétaires et ceux qui exercent des professions lucratives ne se livrent pas à des épargnes stériles, qui retrancheraient de la circulation et de la distribution une portion de leurs revenus ou de leurs gains. »

2° Le temps n'est pas, comme on l'a dit souvent, un capital. L'action du temps est une force naturelle, comme le soleil qui fait mûrir les fruits, comme le principe de vie qui anime la nature entière.

3° Connaître le montant des produits épargnés d'un pays, ce n'est pas connaître son capital, c'est-à-dire la portion des produits appliqués à la reproduction.

4° Les monnaies ne sont un capital que lorsqu'elles sont destinées à la reproduction, parce qu'alors la valeur des écus ne se dissipe pas et ne fait que changer de forme. Quant aux sommes d'argent qui nous viennent de nos profits, de nos revenus, et qui sont destinées à subvenir à nos besoins de famille, elles ne font partie d'aucun capital (voy. plus loin) : ainsi, s'il y a trois milliards de numéraire en France, et s'il y en a le tiers habituellement employé à l'entretien des familles, il n'y a sur le numéraire de France que deux milliards qui fassent partie de ses capitaux.

¹ M. Joseph Droz, dans son élégant écrit intitulé *Économie politique* (2^e édit., in-8°, 1846), emploie cette expression qui peut conduire à des conséquences erronées, si on la prend dans toute son acception.

Destutt de Tracy a dit en parlant des choses épargnées : « C'est ce que l'on appelle ordinairement des capitaux, et que moi je nomme tout simplement des *économies*. » *Traité d'Écon. pol.*, p. 99.

² Quesnay, xxi^e Maxime, *PHYSIOCRATES*, p. 401, *Collection des principaux Économistes*.

118. Il est peut-être encore utile de rappeler ici que, pour qu'une somme de valeurs porte le nom de *capital*, il n'est nullement nécessaire qu'elle soit en espèces : or, si on évalue un capital en monnaie, c'est pour se rendre compte de son importance et lui donner une dénomination commune à d'autres (6).

Ainsi, *les capitaux d'un pays sont différents de son numéraire*. En effet, toutes les fois que l'on emploie une valeur capitale, on la met sous la forme qui convient le mieux au but qu'on se propose. Veut-on faire des achats, on réduit son capital en espèces ; veut-on faire des spéculations, des envois, on le convertit en marchandises, en objets d'exportation ; veut-on établir une manufacture, on le transforme en machines, en bâtiments, etc. Cependant toutes les fois que l'on commence une entreprise, on est dans l'usage de *réaliser* ses valeurs capitales et de les échanger contre une somme de numéraire, parce qu'avec ce numéraire on effectue plus facilement de nouvelles transformations, et cela à cause des propriétés de la monnaie. Telle est la raison pour laquelle le public ne voit le capital que dans les valeurs métalliques ¹.

119. D'après la définition que nous adoptons, on ne peut pas appeler capital les comestibles, les habits, les meubles (à moins qu'il ne s'agisse de ceux d'un hôtel garni, de ceux d'un marchand, etc.), et tous les fonds de consommation qui servent à l'entretien des travailleurs et des capitalistes. J.-B. Say a bien classé ces fonds au rang des *capitaux productifs* d'utilité et d'agrément ; mais M. Rossi, suivant l'idée sur laquelle Smith ne s'est pas suffisamment arrêté, pense qu'il ne faut faire figurer ces fonds qu'avec les revenus,

(1) Ainsi, transformer ses capitaux en numéraire par une vente, c'est, dans un langage usuel, mais peu exact, *réaliser*, comme si une valeur était plus réelle en espèces qu'autrement.

pour ne pas pas faire double emploi. Selon lui, la nature du capital n'embrasse pas les salaires, qui sont de véritables revenus avancés aux travailleurs.

Les conséquences de cette manière de voir sont de la plus haute importance. L'homme n'est pas une machine; mais un instrument *sui generis*, qui doit être forcément nourri, logé, habillé. La machine à vapeur n'est destinée qu'à produire; elle n'est qu'un moyen; l'homme est à la fois le moyen et le but. C'est ce qui le distingue de l'esclave ancien; sans cela, il n'y aurait plus que deux instruments de production: la terre et le capital. (Rossi, 7^e leçon.)

On conçoit l'analogie des maisons d'habitation avec les comestibles, les habits, etc. Quand on s'en sert et quand on les loue, on ne fait qu'en retirer une portion du revenu de ceux qui les habitent. Ainsi, tout ce qui donne un revenu n'est pas un capital. Dix mille francs prêtés ne sont, à l'instar d'une maison, un capital que si l'emprunteur les fait produire. Sinon, les cinq cents francs qu'ils peuvent rendre sortent d'un autre capital dont la société est privée.

120. En étudiant la nature des capitaux, une question se présente, dit J.-B. Say: si la production, si la création de nouvelles valeurs ne sert qu'à rembourser l'avance faite par l'emploi des capitaux, il semble qu'il n'y ait point de production nouvelle; et alors l'action industrielle, remplaçant une valeur existante par une valeur tout à fait semblable, devient inutile. Sans doute; mais, en admettant l'hypothèse qu'une entreprise industrielle dans le cours d'une année rétablit seulement son capital, tel qu'il était au commencement de la même année, tous les producteurs qui ont concouru à cette production ont vécu durant le même espace de temps; et ils ont produit, outre la valeur capitale, la valeur de tout ce qu'eux-mêmes ont consommé pour leur entretien.

C'est ici le lieu de rappeler à l'avance, comme M. Rossi

nous l'enseigne, que le capital et le travail peuvent aussi donner un produit net, qu'il propose d'appeler *produit net industriel*, pour ne pas le confondre avec le *produit net territorial*. (Voir chap. XX.)

§ II. — Des différentes espèces de capitaux.

121. Adam Smith a divisé les capitaux en deux classes : les *capitaux fixes* et les *capitaux circulants* ¹.

Il entend par **CAPITAUX FIXES** ceux qui peuvent donner un revenu sans changer de maître : tels sont les *bâtiments* qui servent à la production, les *améliorations* faites sur la terre, les *machines* et les instruments qui facilitent ou abrègent le travail, ainsi que les *talents* utiles acquis par les travailleurs.

Il réserve le nom de *capitaux circulants* à ceux qui ne donnent des profits que par des échanges successifs, tels que les *monnaies* et autres *valeurs* de circulation ; tels que les *matières premières*, que la production doit transformer ; tels que les *travaux faits*, comme ceux de l'horlogerie, par exemple ; tels encore que les *approvisionnements* des boulangers, des bouchers, des fermiers, des brasseurs, etc., qui sont des *matières premières* destinées à servir à l'alimentation et aux autres besoins du travailleur.

122. Adam Smith fait observer que les professions différentes exigent des proportions très-différentes entre le capital fixe et le capital circulant qu'on y emploie. Ce serait là une indication bien utile à donner aux producteurs, qui souvent ne réussissent pas pour avoir fixé trop de capitaux

¹ *Richesse des nations*, liv. II, chap. I. Déjà les physiocrates avaient établi cette distinction, sans lui donner la même étendue et la même précision que Smith. Leurs *avances foncières* et *primitives* correspondent au *capital fixe*, leurs *avances annuelles* au *capital circulant*.

et trop appauvri les fonds de roulement. Mais cette indication ne pourra être donnée, ce nous semble, que par des producteurs intelligents et expérimentés, et après des enquêtes fort difficiles. On comprendra l'importance de cette observation, en réfléchissant au nombre de ceux qui bâtissent, par exemple, un palais là où un hangar eût suffi à l'exploitation; de ceux qui dépensent la grande masse de leurs capitaux à des travaux d'ostentation, trop peu productifs, quand ils ne sont pas complètement stériles.

Une autre observation, c'est que les capitaux fixes ou engagés, malgré les réparations qu'on peut y faire, tendent à se détériorer, et perdent même une bonne partie de leur valeur, lorsqu'on veut en changer la destination.

A ce sujet, J.-B. Say pense qu'en général la valeur des améliorations faites sur un fonds de terre est le capital le plus solidement acquis à une nation. Le commerçant peut fuir avec son capital, valeurs ou marchandises : le propriétaire foncier, au contraire, en desséchant et en défrichant, crée des valeurs qui restent. On ne voit plus de traces de la brillante existence de plusieurs villes, autrefois riches de leur grand commerce, tandis que la Lombardie, la Flandre, malgré les guerres prolongées dont elles ont été si souvent le théâtre, sont encore au nombre des contrées les mieux cultivées, les plus peuplées et les plus riches de l'Europe.

125. Une capacité acquise, un talent se détériorent aussi par l'usage, par l'âge surtout, et leur analogie avec les autres capitaux fixes est complète.

Il y a donc des *capitaux matériels* et des *capitaux immatériels*, ces derniers comprenant les clientèles, et toutes les capacités acquises, désignées sous le nom de *capital moral* dont on n'a pas toujours bien précisé le sens. Les capitaux immatériels ont été désignés par J.-B. Say sous le titre de

fonds de *facultés industrielles*, ou simplement de *fonds industriel*.

124. Au point de vue de la définition stricte, les matières premières, qui sont des *produits*, ne seraient pas des *capitaux*, c'est-à-dire des *instruments* ; mais, avec la distinction de capitaux fixes et de capitaux circulants, cette irrégularité disparaît, parce que les matières premières sont produites, épargnées et destinées à la reproduction, et forment un capital véritable qu'on pourrait, à la rigueur, appeler *capital-matière* par opposition au *capital-instrument*.

Il y a encore, par opposition aux choses appartenant spécialement aux citoyens, un *capital public* qui comprend surtout les voies de communication ¹. Le *capital national* est la somme du capital public et de tous les capitaux privés. Si l'on pouvait connaître le chiffre proportionnel du capital de chaque pays, on aurait une excellente mesure de sa situation économique et de ses dispositions morales.

Les capitaux sont aussi considérés comme *productifs* ou comme *improductifs*, selon les circonstances. Il y a des capitaux qui ne concourent à aucune espèce de production, au moment où on les considère : on leur a donné le nom de *capitaux improductifs*. Les rentrées, par exemple, demeurent oisives et improductives jusqu'au moment d'être employées de nouveau ; des sommes en caisse en attendant un paiement, des étoffes en magasin, restant sans teinture, faute de couleurs, d'ouvriers ou de fonds, etc., sont des capitaux improductifs.

125. Les capitaux engagés sont souvent improductifs : leur production se trouve arrêtée, soit par le défaut d'ouvrage, soit par des réparations, soit enfin par le défaut de

¹ J.-B. Say les classe dans ce qu'il appelle les *capitaux productifs d'utilité et d'agrément*.

demande. Cet inconvénient arrive fréquemment aux capitaux engagés, parce qu'ils ne sont guère propres qu'à une seule production ; il arrive plus souvent là où manquent la sécurité, la liberté et l'aisance. En effet, le défaut de sécurité et de confiance engage souvent les possesseurs de capitaux disponibles à ne pas les faire valoir, de peur de les compromettre, et à en perdre les intérêts plutôt que de hasarder le principal. La Banque de France a souvent des sommes considérables en dépôt, dont elle ne paye point d'intérêt, qu'elle garde en nature et qu'on lui laisse, simplement parce qu'on les croit plus sûrement gardées dans ses caves. Au temps où la sécurité était moins grande que de nos jours, au temps de la chevalerie et de la féodalité, on réduisait en argent et en or les valeurs qu'on amassait, et l'on enfouissait son trésor. Adam Smith dit que ce devait être, au milieu des rapines et des exactions du moyen âge, une pratique bien générale, puisque les souverains regardaient comme une branche de leur revenu la découverte des trésors, qui fit plus tard la base de beaucoup de romans et de comédies. Cette manie existe encore, mais elle a beaucoup diminué ; et il est à remarquer d'ailleurs que la sécurité est en raison de la capacité et des connaissances des capitalistes : plus ils savent, mieux ils jugent ce que font les hommes auxquels ils sont obligés de se confier, et moins ils risquent.

Il y a encore des *capitaux fictifs*. (Voyez à ce sujet le chapitre consacré AUX MONNAIES.)

§ III. — Comment se forment les capitaux.

125. Les capitaux se forment par l'épargne des profits et par l'accumulation d'épargnes successives, dans le but,

non de thésauriser, de mettre en tas, mais pour faire des avances à la production.

On épargne en dépensant de l'argent, aussi bien qu'en entassant des écus sur des écus, pourvu qu'on dépense à titre d'avance et pour une consommation qui sera remboursée par des produits. En un mot, il y a capital, quelle que soit la chose dans laquelle réside la valeur épargnée ; et si un intérêt, un appointement, un salaire, une épargne, sont conservés quelque temps sous forme de monnaie, c'est pour attendre, sous cette forme plus commode, que la somme, grossie par plusieurs accumulations successives, soit assez forte pour être placée. Il y a, de cette manière, dans chaque pays bien de petites portions de capitaux dont l'emploi est retardé, et dont la somme totale, chez un peuple nombreux, actif et économe, formerait un capital improductif très-considérable.

Une autre espèce d'épargne est celle qu'on fait en se procurant des talents, en élevant un enfant, etc. Si ces talents sont lucratifs, ils représentent un capital dont la valeur est dans les profits qu'ils peuvent procurer. Si ce sont des talents d'agrément, les profits n'en sont pas moins réels, puisqu'ils satisfont un plaisir. L'homme, fût-il un simple manouvrier, est, nous l'avons déjà dit, un capital accumulé obtenu par une suite de privations et d'épargnes. Lorsqu'il n'est bon à rien, c'est un capital improductif¹.

126. Les propriétaires fonciers et les capitalistes qui reçoivent leur fermage et l'intérêt de leurs capitaux en un ou deux paiements chaque année sont quelquefois embarrassés pour placer leurs épargnes. Les entrepreneurs d'industrie, au contraire, ont des facilités de toute espèce, car leur métier consiste à faire travailler des capitaux plus

¹ Il est bon de rapprocher ce qui est dit ici avec ce qui a été exposé, chap. III, §§ II et VII.

mobiles, et la moindre de leurs épargnes peut être employée incontinent à augmenter la matière sur laquelle s'exerce leur industrie. Il n'en est pas de même pour les petits producteurs, pour les ouvriers de tout genre dont les économies se font par petites sommes et souvent par fractions de franc. C'est à ces derniers que les caisses d'épargne sont venues rendre un grand service en facilitant la réunion des petites épargnes. Un ouvrier qui met de côté deux francs par semaine ne peut pas tirer parti de cette faible somme; il est obligé d'accumuler les économies de plusieurs semaines, de plusieurs années. Mais, s'il existe une caisse d'épargne qui mérite la confiance, l'ouvrier y porte ses deux francs; cent autres en font autant, et dès lors la caisse a deux cents francs à placer le même jour, et chacun de ces ouvriers profite, dès le même jour, de l'intérêt de ses deux francs.

127. Toute économie est difficile : l'épargne est par conséquent une vertu, car les producteurs ne peuvent épargner que la portion de leurs profits qui excède leur nécessaire et qu'ils ravissent à leurs plaisirs et à leurs passions. Lorsqu'un genre d'industrie donne d'assez gros profits, la concurrence s'y précipite et les réduit. Des procédés secrets, des positions exceptionnelles sont des cas rares, et les accumulations des nations se composent plutôt d'une multitude de petites épargnes que d'un petit nombre de grandes, qui sont elles-mêmes l'ouvrage des années. Quant aux accumulations faites à la faveur de gains abusifs par suite de monopoles, de sinécures, de jeux, etc., elles ressemblent à toutes les fortunes qui sont le fruit de la spoliation; elles exercent une grande action dissolvante sur le moral des nations : ce ne sont pas leurs profits annuels que les accumulateurs ajoutent à leurs capitaux, c'est une partie des profits des producteurs légitimes.

128. D'après la manière dont se forment les capitaux, il est facile de voir que les épargnes ne diminuent pas les dépenses, et que, dans une ville industrielle où l'on épargne beaucoup, on dépense encore plus que dans une résidence princière où l'on dissipe énormément. Toutefois, les dépenses sont autres. Un peuple économe (ce qui ne veut dire ni avare ni parcimonieux) et observateur dépense tous ses revenus à produire les objets les plus demandés, et, comme ces objets les plus demandés sont tout juste ceux qui se vendent le mieux, on voit la production se diriger alors vers les produits qui sont propres à la consommation reproductrice.

129. Si l'intelligence de l'homme est la cause de sa supériorité, cette intelligence se révèle par les procédés qu'elle emploie, surtout à rassembler les moyens de production, à créer d'un produit beaucoup plus que nous n'en pouvons consommer, et à troquer le surplus contre ce qui nous manque. « Les peuplades qui ne connaissent pas ces moyens, dit J.-B. Say, se rapprochent des animaux, et elles tendent à disparaître de la surface de la terre, si la civilisation ne vient à leur secours. »

§ IV. — De la possibilité d'évaluer le capital national.

130. Nous avons dit, avec M. Rossi, que si l'on pouvait connaître le chiffre proportionnel du capital d'un pays, on aurait une excellente mesure de sa situation économique et de ses dispositions morales. Mais cette connaissance est impossible d'une manière exacte. Supposons d'abord que la statistique fût assez bien faite pour que l'on connût tous les produits français, nous serions encore loin de savoir la somme des produits *épargnés* et la somme de ceux qui sont *destinés* à la reproduction. Or le rapport du capital avec la

«richesse totale varie selon les mœurs, les habitudes, les circonstances du pays, et on comprend que ce sont là des éléments difficiles à préciser par des chiffres. Ensuite il est encore de la nature du capital de varier d'un jour à l'autre, selon les événements. Une crise, une catastrophe, une bonne nouvelle, influent sur l'esprit des capitalistes, qui guident la direction des épargnes, préférant souvent l'inaction sans gain à un emploi productif, mais dangereux. Il y a bien un rapport entre le taux des profits et l'accroissement ou la diminution des capitaux qui se font concurrence; mais ce rapport n'est jamais connu que d'une manière fort vague, d'autant plus qu'il dépend encore du nombre des travailleurs qui sollicitent le capital. Voyez plus haut la théorie de l'offre et de la demande (25).

Il ne faut donc songer à évaluer le capital national que d'une manière très-approximative; et J.-B. Say aurait encore raison en disant qu'aucun livre de statistique n'offre une appréciation tolérable sur ce point. Pour arriver à un résultat passable, il faudrait, selon le même économiste, interroger tous les entrepreneurs d'industrie, depuis le gros armateur jusqu'au plus petit carreleur de souliers. Comment connaître les fortunes individuelles? qui a jamais eu le temps et la possibilité de faire un semblable inventaire? Qui donc peut obtenir des gens la connaissance exacte de leur avoir, de leurs dettes, etc.? Même quand il s'agit d'un fonds de terre, les amendements peuvent-ils être appréciés à leur juste valeur?

Et puis, pour faire un pareil travail, on serait obligé d'additionner des unités d'inégales grandeurs, et nous savons que le numéraire d'une époque et d'un lieu donnés ne vaut pas celui d'une autre époque ou d'un autre endroit (18, et chap IX, § III). En France même, les francs ou les grammes d'argent de deux localités ou de deux époques ne sont pas

des unités de valeurs pareilles. Ainsi, quand Ganilh dit ¹ que la somme des capitaux français s'élevait, en 1789, à quarante-sept milliards deux cent trente-six millions cent cinq mille sept cent vingt-neuf francs; quand Becke, auteur anglais, fait monter les capitaux anglais à cinquante-cinq milliards six cents millions, rien ne nous prouve qu'ils ne se sont pas trompés du simple au double (Say) ². Cependant J.-B. Say estimait trop peu ce genre de travaux; car toute la question est dans le degré d'exactitude. Si les calculs sont faux, ils valent moins que rien; si, au contraire, on venait un jour à les faire vrais ou simplement approximatifs, ils pourraient servir de base à l'économiste. Tous les travaux consciencieux doivent converger vers ce but; se montrer, en attendant, sobres de conséquences, et indiquer surtout avec précision les bases des évaluations.

CHAPITRE VIII.

DU CAPITAL (SUITE). — MACHINES ET INVENTIONS.

I. Rôle et avantages des machines. — II. Les machines n'ont qu'un inconvénient. — III. L'introduction des machines est toujours inévitable. — IV. Des circonstances qui contre-balancent les inconvénients des machines. — V. Des machines de l'industrie voitiurière. — Des chemins de fer, et autres inventions.

§ I. — Rôle et avantages des machines.

151. Il faut entendre par *outils* et *machines* les instruments dont l'homme arme sa faiblesse pour agir sur les

¹ *Théorie de l'Économie politique*, tome 1^{er}, p. 206.

² *Cours complet*, 1^{re} partie, chap. XI.

objets matériels. Les outils sont des machines fort simples ; les machines sont des outils plus compliqués. Pour l'économiste, il n'y a pas entre ces deux instruments d'autre différence.

Les machines augmentent la puissance de l'homme dans la production ; elles font partie des capitaux, elles sont la conséquence de la division du travail et de l'accumulation des capitaux. C'est donc le moment d'en étudier le rôle dans l'économie générale de la société.

152. *Les machines suppléent au travail des hommes, en mettant en jeu des forces naturelles, soit qu'elles procurent un meilleur emploi du travail des hommes, soit qu'elles fassent obtenir une même quantité de produits par le moyen d'un moins grand nombre de travailleurs* ¹.

C'est en ceci même que consiste leur principal avantage, qui passe pour un grand inconvénient aux yeux de tous ceux qui regardent le malheur de simplifier le travail des ouvriers comme supérieur au léger inconvénient de payer un produit plus cher. Mais ce que ces personnes regardent comme un *léger* inconvénient, dit J.-B. Say, est le principal obstacle qui s'oppose aux progrès des sociétés. Supposez

¹ On a compté en France, en 1844, trois mille six cent quarante-cinq machines à vapeur, qui, avec une force de quarante-cinq mille chevaux-vapeur, représentent une population d'un million d'hommes. M. Michel Chevalier (*Cours d'Économie politique*, in-8°, 1842, t. I, p. 80) a rapproché quelques faits saillants capables de faire apprécier le rôle et la puissance des machines, ainsi que la fécondité de la production de nos jours comparée à celle d'autrefois. — Autrefois, un ouvrier travaillant, comme on le fait encore dans les Pyrénées, obtenait cinq ou six kilogrammes de fer. Aujourd'hui un ouvrier, travaillant à l'aide de hauts fourneaux, en produit 150 kilogrammes, ou trente fois plus. — Du temps d'Ulysse, un homme faisait, en un jour, de la farine pour vingt-cinq. A Saint-Maur, près l'aris, un seul moulin a pu produire de la farine pour soixante et douze mille personnes avec le travail de vingt ouvriers, soit de la farine pour trois mille six cents personnes avec le travail d'un ouvrier. Le progrès est donc de cent quarante-quatre

en effet que les produits ne coûtent aucune peine, et qu'on les obtienne pour rien : les travailleurs ne trouveront, il est vrai, pas d'ouvrage, mais aussi ils n'auront pas besoin de travailler. Or toute économie de travail est un pas vers ce but. Ce but, on ne l'atteindra évidemment jamais ; mais l'économie de travail amène progressivement le bon marché des produits au profit de la société. Qui donc pourrait considérer comme un malheur la découverte qui produirait le pain cuit dans les champs, le vin coulant de la vigne, les tissus confectionnés sur le dos des animaux et les instruments sortant tout faits des mines ? Or, si les machines n'opèrent pas ces merveilles, elles remplissent une partie de nos vœux, qu'on prenait jadis pour des utopies, en économisant le temps et la peine du genre humain.

Les effets des machines vont être rendus plus apparents par un exemple de J.-B. Say. Un moulin à eau ordinaire peut moudre chaque jour trente-six hectolitres de blé ; avec des moulins à bras, il faudrait cent soixante-huit hommes pour faire le même travail. En mettant ce chiffre à cent cinquante pour notre appréciation, nous avons cent cinquante ouvriers à deux francs coûtant, dans les environs de

pour un sur le temps d'Ulysse. — Avant 1769, il aurait fallu trois cent vingt fileuses pour faire autant qu'un ouvrier qui conduit aujourd'hui (en compagnie de quatre autres) deux métiers de huit cents broches. Une fileuse faisait juste la moitié de la besogne d'une broche. D'après un document récent publié dans le *Journal des Économistes* (t. XVI, p. 177), il y avait en 1843 vingt-sept à vingt-huit millions de broches filant le coton (quinze millions en Angleterre, sans compter l'Écosse et l'Irlande, trois millions et demi en France, deux millions et demi aux États-Unis, etc.), faisant par conséquent le travail de cinquante-cinq millions d'anciennes fileuses ! — Pour le lin, une fileuse de Bretagne fait également de l'ouvrage comme une demi-broche, deux cent quarante fois moins qu'un ouvrier dans une filature mécanique. — Sur un chemin de fer, un homme des États-Unis transporte autant de produits qu'une armée de onze mille cinq cents hommes mexicains au temps de Montézuma.

Paris, trois cents francs. Dans le même canton, l'usage d'un cours d'eau, non compris le local et les machines pour lesquels la dépense se compense dans les deux systèmes, peut coûter trois mille francs. Or trois mille francs, répartis sur trois cents jours de travail, donnent une dépense de dix francs par jour, au lieu de trois cents francs qu'aurait coûté le travail des hommes. Le tout sans tenir compte des interruptions résultant de la lassitude ou de la mauvaise volonté des ouvriers, sans tenir compte de l'horrible fatigue qu'a si longtemps occasionnée la nécessité de tourner la meule.

On a donc économisé deux cent quatre-vingt-dix francs pour trente-six hectolitres de blé, ou huit francs par hectolitre : c'est la moitié du prix du blé lui-même ; de plus, la dépense que chaque ménage a faite en pain a pu être réduite au moins aux deux tiers de celle que l'on faisait chez les anciens.

On ne nie pas cette économie ; mais on prétend d'abord, c'était l'objection de Montesquieu, qu'elle a été obtenue aux dépens des tourneurs de meule, dont les profits sont diminués d'autant, et en second lieu que les richesses ne sont que déplacées. On ne peut nier qu'en payant deux cent quatre-vingt-dix francs de moins aux tourneurs de meule, on leur laisse la disposition de leur temps et de leur travail, qui dès lors peuvent être employés à la création de nouveaux produits. « Qui achètera ces nouveaux produits ? » persistera-t-on à dire... Les mêmes qui ont épargné deux cent quatre-vingt-dix francs sur la farine. Ainsi la farine est devenue plus abondante et moins chère, plus d'hommes ont pu en faire et en acheter.

155. *En outre, les machines multiplient les produits intellectuels et émancipent le travail.* Si les diverses façons que réclame le sol ne pouvaient se donner que par le moyen de la bêche ou d'autres instruments aussi peu expéditifs ;

si nous ne pouvions faire concourir à ce travail la charrue et les animaux, qui sont aussi des machines, il est probable qu'il faudrait employer à la production des denrées alimentaires la totalité des bras qui s'appliquent actuellement aux autres travaux. La charrue a donc permis à un grand nombre d'hommes de se livrer aux sciences, aux arts, à la culture de toutes les facultés de l'esprit et du cœur.

154. Grâce aussi à l'intervention des machines, l'ouvrier est successivement débarrassé des travaux les plus pénibles et les plus dégoûtants, de ceux enfin qui peuvent l'abrutir, le ravalier davantage. L'état duquel il faut constamment se rapprocher, c'est celui d'une société où toute action machinale serait exécutée par des animaux ou encore mieux par des machines, et où tous les travailleurs ne seraient que des inspecteurs de ces moteurs aveugles.

§ II. — Les machines n'ont qu'un inconvénient.

155. Ces faits ne sont pourtant pas aussi décisifs qu'on pourrait le supposer, et plusieurs publicistes ont combattu l'introduction des machines. Sismondi¹ surtout a insisté sur leurs funestes effets. Partant de ce principe que les besoins des nations sont une quantité fixe, cet auteur dit que toutes les fois que la consommation dépasse les moyens qu'on a de produire, toute découverte nouvelle est un bienfait pour la société, et que, lorsque la consommation suffit pleinement à la production, toute découverte semblable est une calamité. En réponse, J.-B. Say n'admet pas que les besoins d'une nation soient une quantité fixe et assignable, parce que la population augmente et parce que l'on fait tous les jours usage de produits inconnus à ceux qui

¹ *Nouveaux Principes d'économie politique.*

sont venus avant nous, tout comme nos neveux feront usage de produits dont nous ne nous formons aucune idée. Il fait remarquer en outre que les produits créés par un producteur lui fournissent les moyens d'acheter les produits créés par un autre; qu'à la suite de cette double production, ils sont mieux pourvus tous deux, et qu'en général, s'il y a excès dans un genre, c'est qu'il y a défaut dans un autre. Si on lui objecte que certains besoins ont des bornes nécessaires, et qu'il ne faut pas dans un pays plus de chapeaux, par exemple, que de têtes, il répond d'abord que la multiplication des produits autres que les chapeaux peut, jusqu'à un certain degré, augmenter le nombre des têtes. Nous pouvons à peine indiquer ces diverses propositions ici. Mais elles seront reprises plus loin, en parlant des *débouchés* qui s'offrent à la production et en traitant de la consommation (chap. XII et XXI).

156. Sismondi a encore dit, et on a souvent répété après lui qu'il vaut mieux qu'un pays soit peuplé de citoyens que de machines. La réponse est péremptoire : les machines ne diminuent pas la quantité des aliments; si donc il y a des hommes qui en manquent, c'est un vice de distribution qui n'a rien à voir avec le rôle des machines.

157. Mais il faut avouer que les machines obligent les hommes à changer d'occupations, ce qui ne s'opère pas sans inconvénients. On ne fait pas un nouvel apprentissage sans peine; on ne peut pas le faire à l'instant même, et on ne trouve pas immédiatement non plus l'occasion de faire valoir son travail, son industrie. De là des déchirements et des souffrances auxquels on n'a su remédier jusqu'à présent que par des palliatifs trop peu efficaces. C'est là encore un problème complexe à résoudre, qui intéresse les classes pauvres et la société tout entière. L'inconvénient est d'autant plus grand que l'introduction est plus soudaine. C'est

ainsi que la découverte de la filature mécanique et celle de la machine à vapeur, faites coup sur coup vers la fin du XVIII^e siècle, ont amené plusieurs complications, en changeant tous les systèmes de fabrication.

Cependant, comme ces inconvénients ne sont en général que passagers, et qu'ils ne peuvent d'ailleurs pas arrêter les progrès au moyen desquels les nations arrivent à la civilisation, à l'abondance, c'est une raison de plus, puisque la société y trouve son avantage, pour qu'on cherche un moyen de dédommager ceux qu'une nouvelle invention déshérite. On n'a trouvé jusqu'à présent que la création de travaux publics pour y déverser le superflu momentanément des ouvriers, et des conseils d'économies, en prévision de la crise. Mais, hélas ! il n'est pas toujours facile d'économiser, quand on n'a que le nécessaire. Quant aux travaux officiels, on ne peut guère y pourvoir qu'avec l'impôt, et l'impôt c'est surtout le pauvre qui le paye. D'ailleurs, ces travaux ne peuvent être qu'une ressource très-bornée et très-provisoire. On arrive donc à cette conclusion, que les mauvais effets d'une machine seront d'autant moins sentis que la société sera mieux organisée et que les membres déclassés pourront plus facilement y retrouver une occupation lucrative (139).

Mais il ne faut pas rendre les machines responsables des crises et des engorgements produits, soit par la fièvre des spéculations, soit par une mauvaise législation douanière, soit par l'impéritie des entrepreneurs, c'est-à-dire par l'ignorance. (Voy. chap. XII et XIX.)

§ III. — L'introduction des machines est toujours inévitable.

138. On a tout simplement songé à proscrire les machines ; mais qui ne voit que cette introduction est inévi-

table, et que le pays qui les repousserait ne ferait qu'en aggraver les inconvénients? Si la France n'avait pas adopté les machines à filer le coton, les cotonnades auraient été fabriquées ailleurs, et l'on aurait changé un mal pour un autre. En y réfléchissant, on voit que la question n'est pas là. Il ne s'agit pas de savoir si l'on fera ou non refluer un fleuve vers sa source; mais de prévoir les ravages de ce fleuve, de se prémunir contre ses écarts, et surtout de profiter du bienfait de ses eaux.

Une autre considération domine aussi la question. Si l'on admettait la prohibition des machines, il y aurait impossibilité d'établir une distinction entre les machines qu'il faut permettre et celles qu'il faut prohiber : la poulie, les tenailles, le rabot, la charrue, la charrette, la machine à filer, la roue hydraulique, la machine à vapeur et toutes les découvertes chimiques et physiques sont plus sœurs qu'on ne pense.

On a encore proposé de ne garder que les plus nécessaires, les moins compliquées, celles qui ôtent le moins d'ouvrage aux ouvriers; enfin, on a proposé de ne proscrire que les nouvelles. Mais, en abordant ces divers systèmes de classifications, on ne tarde pas à voir l'impossibilité d'agir. Il est curieux de parcourir la liste des machines que sont forcés d'admettre les ennemis les plus déclarés des machines, soit parce que leur construction nourrit des milliers de travailleurs, soit parce qu'elles font ce que les hommes ne sauraient faire : de ce nombre sont les pendules, les presses, les pompes, les armes, etc., qui occupent tant d'ouvriers; les scies circulaires, les moulins, toutes les machines de marine et jusqu'aux machines à vapeur, dont on ne peut plus se passer pour pousser les navires, épuiser les mines, etc., etc. Et la charrue surtout, comment la remplacer?... Nous venons de nommer l'instrument qui

résume tous les arguments. Que de progrès dans cette machine ! que de services ! que d'intelligences rendues à la liberté (135) !

§ IV. — Des circonstances qui contre-balaencent les inconvénients des machines.

139. Fort heureusement, plusieurs circonstances atténuent les inconvénients qui peuvent résulter momentanément, pour la classe ouvrière, de l'introduction des machines expéditives.

Premièrement, les machines sont en général chères, et il faut de grands capitaux pour les mettre en œuvre. Si cette difficulté n'empêche pas leur adoption définitive, elle en retarde du moins l'époque. On en trouve la preuve convaincante dans l'histoire des développements de la plupart des industries.

Deuxièmement, l'esprit de routine, la crainte des innovations, la peur de perdre les capitaux, retardent l'application des inventions nouvelles, rendent la transition graduelle et font quelquefois disparaître les inconvénients.

Troisièmement, à mesure que les arts se perfectionnent, l'invention des machines devient plus difficile. Il y a tel art où l'on fait exécuter par une force aveugle tout ce qu'il est possible de lui faire exécuter, et où l'homme ne remplit plus qu'une fonction vraiment intellectuelle.

140. Autres considérations. Le défaut d'ouvrage n'est pas moins funeste là où il n'y a pas de machines : ce ne sont point les suppléments au travail des bras qui occasionnent la misère des peuples, mais bien l'excès de population, le défaut d'industrie et d'activité, la pénurie des capitaux, une mauvaise administration, etc. On ne voyait guère de machines en Angleterre au temps de la reine

Élisabeth, et cependant c'est de cette époque que date la loi sur l'entretien des pauvres, qui les a tant multipliés. Et de nos jours les ouvriers ne sont nulle part si malheureux que dans les pays où l'on n'a pas encore introduit les moyens expéditifs : ils meurent de faim en Pologne, en Irlande et en Chine. Une autre vérité, c'est que les produits manufacturés sont exposés à de grandes vicissitudes de modes ou autres, quel que soit le procédé de fabrication.

141. Dans plusieurs cas, les machines nouvelles, loin de supprimer le travail, l'ont multiplié. En effet, tout procédé expéditif, en réduisant les frais de production, met le produit à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs. L'expérience prouve même que les consommateurs augmentent dans une proportion plus rapide que le prix, surtout quand le procédé améliore le produit. On a vu la baisse d'un quart dans le prix doubler la consommation ¹.

Nous ne citerons que deux exemples : l'imprimerie et la filature de coton.

Quoique l'imprimerie et la presse mécanique permettent à chaque travailleur de faire autant d'ouvrage que deux cents hommes, la multiplication des livres, les arts qui en dépendent, tels que la gravure des poinçons, la fonte des caractères, la fabrication du papier, les professions d'auteur, de correcteur, de relieur, de libraire, etc., occupent mille fois autant de travailleurs que le même genre de production en occupait autrefois. Et quelle différence de forme et de prix entre les manuscrits d'autrefois et les livres d'aujourd'hui!

Quand on observe la perfection des machines à filer le coton et l'admirable rapidité avec laquelle les bobines se

¹ Voir au chap. XXI le § II relatif à la loi statistique de la consommation.

couvrent de fils, on serait tenté de croire qu'elles ont dû laisser sans ouvrage la plupart des ouvriers et des ouvrières qui filaient auparavant : or, c'est précisément le contraire qui est arrivé. On ne comptait en Angleterre, avant l'invention des machines et d'après des relevés officiels, que cinq mille deux cents fileuses au petit rouet et deux mille sept cents tisseurs, en tout sept mille neuf cents ouvriers, tandis qu'en 1787, dix ans après, on comptait, suivant l'enquête, cent cinquante mille fileurs et deux cent quarante-sept mille tisseurs, ou trois cent cinquante-deux mille ouvriers !

Depuis, la mécanique s'est transformée : on a fait la même besogne avec beaucoup moins d'ouvriers, et la vapeur a remplacé l'homme dans une foule de travaux. Cependant le nombre des travailleurs a augmenté. M. Baines ¹ a établi qu'en 1853 il y avait deux cent trente-sept mille ouvriers fileurs ou tisseurs à la mécanique, et deux cent cinquante mille tisserands à la main, en tout quatre cent quatre-vingt-sept mille personnes. En groupant les ouvriers des industries latérales, telles qu'impressions sur étoffes, fabrications de tulles, de broderie, de bonneterie, etc., M. Baines arrive au chiffre de huit cent mille, puis au chiffre de quinze cent mille en tenant compte des vieillards, des femmes et des enfants nourris par les ouvriers ; puis enfin au nombre de deux millions, en comprenant dans son calcul les menuisiers, les maçons qui bâtissent les fabriques, les menuisiers qui font les métiers, et sans compter les enfants et les vieillards. C'est au même chiffre que l'on arrive en comparant le coton importé en 1769 et celui importé de nos jours. Quoi qu'il en soit des exagérations statistiques possibles, nous ne pourrions manquer de reconnaître l'accroissement considérable du travail cotonnier produit par

¹ *History of the cotton manufactory*. Londres, 1853.

l'invention de machines destinées à le suppléer, sans mettre en ligne de compte les matelots, les voituriers, les négociants, les commis, les courtiers, et les détaillants, qui s'en occupent chacun à leur manière. Les documents manquent pour la France ; mais tout porte à croire qu'on arriverait à des résultats analogues ¹.

L'histoire de l'industrie du coton fournirait matière à des développements considérables, si nous devions analyser le prodigieux accroissement de consommation en cotonnade dans le monde entier, les travaux accessoires de toute espèce qui ont été créés dans l'ordre manufacturier, commercial et agricole, et les produits de toute espèce qu'il a fallu fabriquer (comme cela sera démontré plus tard) pour acquérir ces immenses valeurs en fils et tissus de coton ².

Ainsi, s'il est vrai que les machines, à un moment donné, déplacent certains travailleurs, elles ne tardent pas à susciter de la besogne à un nombre bien plus considérable, et à compenser le mal individuel par un bienfait social, c'est-à-dire par l'augmentation des produits et la diminution de leur prix, par l'augmentation de la consommation, par la multiplication des jouissances qui accroissent le capital disponible et la demande du travail.

¹ Plusieurs personnes compétentes admettent environ six cent mille ouvriers en coton pour la France. Voy. le Cours de M. Blanqui au Conservatoire des arts et métiers, recueilli par MM. Blaise et Joseph Garnier, 1837-38, p. 39.

² Les chiffres suivants, ajoutés à ceux de la population cotonnière, cités ci-dessus, peuvent servir de jalons dans cette appréciation. Déjà, en 1834, M. Moreau de Jonnés, dans sa *Statistique de la Grande-Bretagne*, 1^{er} vol., p. 281, résumait ainsi la situation de l'industrie du coton de la Grande-Bretagne et de la France. — Production annuelle des fabriques : en Angleterre neuf cents millions de francs ; en France, deux cent cinquante millions ou plus d'un quart. — Consommation intérieure générale : en Angleterre, quatre cents millions ; en France, cent quatre-vingt-treize millions, ou plus de moitié. — Consommation individuelle : en Angleterre, seize francs

142. Le développement de ces faits est aussi une réponse à cette autre allégation que les machines font baisser les salaires ; car la demande de travail ne peut augmenter sans que ceux qui peuvent l'exécuter se trouvent dans de meilleures conditions pour se faire payer.

Les machines à filer le coton, loin de réduire le salaire des ouvriers, l'ont au contraire fait monter dans les dix premières années de l'invention. Une femme gagnait deux francs cinquante centimes au lieu d'un franc, et un homme gagnait cinq francs au lieu de deux. Plus tard la main-d'œuvre a baissé par l'accroissement disproportionné de la population ; mais il est bon de remarquer qu'en 1855 M. Baines établissait par des calculs fort plausibles que si les sept mille neuf cents ouvriers de 1769 avaient trois à quatre millions de salaires à partager (trois à quatre cents francs par ouvrier), les huit cent mille de nos jours avaient quatre cent cinquante-cinq millions à se partager (cinq cent soixante francs par tête).

Les chemins de fer offrent des faits analogues. Ils devaient supprimer tous les charretiers, palefreniers, conducteurs, etc., et rendre les chevaux moins utiles et moins chers ! C'est justement le contraire qui est arrivé, et rien

soixante-six centimes ; en France, six francs quatre-vingt-six centimes, ou un tiers. On a calculé que la longueur des étoffes exportées d'Angleterre en 1835 était suffisante pour faire dix fois et demie le tour de la terre. Dans un document cité plus haut (p. 118, note), l'exportation des tissus est évaluée dans ce pays pour 1845 à quatre cent soixante et dix-neuf millions de francs, celle des fils à cent soixante et seize millions, la consommation pour 1845 à deux cent soixante-trois millions.

Nous trouverions des chiffres curieux en constatant les progrès de certaines villes dans la Grande-Bretagne, à la suite de l'industrie cotonnière. Manchester avait quarante et un mille habitants en 1775, et cent quatre-vingt-quinze mille en 1835. En France, les industries de Saint-Quentin, Tarare, Lille, de l'Alsace, de la Champagne, de la Normandie, ont prospéré en partie pour la même cause.

n'est plus simple à expliquer : les chemins de fer ne multiplient-ils pas les voyageurs et les échanges, et par conséquent le mouvement dans les voies de communication latérales, et par conséquent encore l'emploi des chevaux sur les routes ordinaires?

§ V. — Des machines de l'industrie voitiurière. — Des chemins de fer et autres inventions.

145. Le perfectionnement des voies de communication diminue les frais de production et fait avancer l'industrie d'un peuple. Il y a un rapport intime entre le développement des machines de l'industrie voitiurière et celui des débouchés, qui sera caractérisé à propos de la circulation de la richesse.

Notre époque sera surtout remarquable par le perfectionnement des voies de communication : fleuves, canaux, routes, chemins de fer. Ces derniers surtout semblent devoir contribuer à changer la face du monde¹.

A la suite et à l'aide de cette formidable vapeur, qui fut au monde physique ce que la révolution française était, à peu près à la même époque, au monde moral, les résultats que produisent et doivent produire ces nouvelles communications sont incalculables ; la statistique nous les apprendra quelque jour. Attendons-nous à les trouver imprévus, extraordinaires. Les voyages deviendront mille fois plus nombreux : certains villages prendront l'importance des villes, et plusieurs villes perdront certainement de la leur.

¹ Bien que le développement des voies de communication ait fait surgir dans ces derniers temps de grands problèmes de travaux publics et de finances, ces questions au point de vue de la science ne sont pas encore suffisamment élaborées, et c'est ce qui légitime la brièveté de nos considérations dans ces *Éléments*.

Une agitation universelle est déjà imprimée aux industries locales ; les unes seront ravivées, les autres s'évanouiront ; des joies, des douleurs inattendues, seront le résultat des phases nouvelles que suivra la production, si radicalement modifiée par ces nouveaux et puissants organes circulatoires. En somme, il y aura dépérissement dans quelques détails, mais révivification dans l'ensemble. Mais rien ne peut donner une idée de la révolution mystérieuse qui va s'accomplir, pas même les effets grandioses qui, vers la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci, ont été produits dans la filature de coton et dans toutes les industries dépendantes et similaires : ce qu'il y a de remarquable, c'est que la vapeur est encore la cause première, et avec la vapeur l'application si simple de deux rails.

L'impulsion est donnée ; les États-Unis, l'Angleterre et la Belgique sont, depuis plusieurs années, sillonnées par ces nouvelles voies de communication ; l'Allemagne et la Russie y ont déjà entrevu une énorme influence ; la France a doublé le pas, à la tête de ce mouvement des idées, car ce sont les idées surtout qui rasant la terre avec la vapeur des locomotives : les produits ne viennent, pour ainsi dire, qu'en seconde ligne ; et pour bien des problèmes réputés inabordables, l'on trouvera des solutions inattendues dans les résultats obtenus par les nouvelles voies de communication. Au moment où nous écrivons, l'Italie septentrionale possède déjà de nouveaux chemins, et le reste de la péninsule travaille à s'en procurer ; il en est de même de l'Espagne, du Portugal, de la Suède, etc. Faisons remarquer encore et pour mémoire que la vapeur appliquée à la navigation des fleuves et des canaux ainsi qu'à la navigation maritime change en ce moment toute l'économie de l'industrie voitiurière.

144. M. Michel Chevalier a mesuré l'influence des voies

de communication perfectionnées par des faits de statistique recueillis aux États-Unis. Le canal qui lie le lac Érié au fleuve Hudson à Albany, et qui a cent quarante-deux lieues de long, fut commencé en 1817 et achevé en 1825. Voici les résultats obtenus. Les propriétés productives de l'État de New-York, qui valaient, en 1817, près de seize millions, avaient acquis, vingt ans après, une valeur de cent dix-huit millions. A cette dernière époque, son revenu s'était élevé de deux millions deux dixièmes à sept millions six dixièmes en même temps que l'impôt direct avait été supprimé. L'évaluation de la fortune particulière, faite tous les ans pour l'établissement de l'impôt, légèrement diminuée dix ans avant la construction du canal, avait augmenté d'un milliard quatre cents millions après cette construction. Dans la ville de New-York, les fortunes tant mobilières qu'immobilières étaient évaluées, dix ans avant, à sept millions six cents francs, et dix ans après, à sept cent vingt-trois millions. M. Michel Chevalier ajoute avec raison : « Ces chiffres parlent sans commentaires ¹. »

145. Tout ce que nous avons dit des *machines* s'applique aux *découvertes* de toute espèce, à tous les *procédés*, de quelque nature qu'ils soient, et qui ont pour but de faire mieux, plus vite, et, en définitive, à meilleur marché.

Les observations de ce chapitre se rapportent encore à tous les progrès, à tous les effets résultant de l'application d'une vérité économique, jusque-là ignorée ou méconnue. Si un jour, comme tout le fait espérer, avec le secours des chemins de fer on triomphe des préjugés qui ont présidé à l'organisation des douanes, et si l'on enlève cet obstacle qui arrête les produits, les hommes et les idées aux frontières, il s'ensuivra des phénomènes économiques analogues à ceux

¹ Cours d'Économie politique, t. 1^{er}, p. 257.

d'une grande invention ; car l'importation à bon marché d'un produit étranger ne diffère nullement des services rendus par une machine nouvelle.

CHAPITRE IX.

DU CAPITAL (SUITE). — DE LA MONNAIE.

I. — Rôle et qualités de la monnaie. — II. Qualités des métaux précieux. — III. Considérations sur la valeur des monnaies ; — la monnaie n'est ni un signe des valeurs ni la mesure exacte des valeurs. — IV. Comparaison de la valeur des différents métaux monnayés. — V. Considérations sur la forme, la composition et le nom des monnaies. — VI. Du numéraire. — VII. Des signes représentatifs de la monnaie. — VIII. De la monnaie de papier, du papier-monnaie, des monnaies de cuivre, etc.

§ I. — Rôle et qualités de la monnaie.

146. Nous avons dit (chap. I^{er}, § 11) que personne ne pouvant créer tous les produits, on a recours à l'échange pour se procurer tout ce dont on a besoin ; et que cet échange direct étant presque toujours impossible, on commence par échanger les produits qu'on fait contre la monnaie (c'est vendre), pour échanger ensuite la monnaie contre les autres produits qui sont nécessaires (c'est acheter).

Plus un pays est civilisé, plus la division du travail et les échanges y sont nombreux, et plus la monnaie joue un rôle important. Ce rôle et la nature intime de cette partie du capital, instrument puissant de circulation, n'ont été bien analysés que vers la fin du siècle dernier par l'école des physiocrates ¹ et par Adam Smith. Cette ignorance, qui

¹ Boisguillebert et Law entendaient déjà cette question. Turgot l'a traitée de main de maître.

n'est plus dans la science, mais qui n'a abandonné ni le public ni l'administration, est la cause première d'une foule d'erreurs, de mauvaises doctrines et de dispositions funestes de la part des gouvernants et des gouvernés. Il n'y a donc pas, selon nous, d'étude plus indispensable que celle de la monnaie, quand on veut juger sainement les questions d'économie politique. C'est pourquoi nous avons donné à ce sujet un assez grand développement.

147. D'après ce que nous savons de la valeur et de la fonction que la monnaie joue dans les échanges, il est facile de voir que chaque marchandise peut servir d'échelle ou de mesure commune pour la comparaison de la valeur de toutes les autres, de sorte que l'on peut poser en principe avec Turgot ¹ :

Que toute marchandise est monnaie, et réciproquement, que toute monnaie est marchandise.

Mais toute marchandise ne présente pas une échelle des valeurs également commode. Pour qu'une marchandise soit propre à servir comme moyen d'échange et qu'elle devienne *monnaie* ², il faut qu'elle ait plus que toutes les autres les propriétés suivantes :

Il faut qu'elle ait une certaine *utilité*, d'où découle une *valeur* propre naturelle (8) ;

Qu'elle ait cette valeur, pour ainsi dire, *stable* ; c'est-à-dire qu'elle la conserve pour tout le monde, depuis l'instant où on la reçoit en vendant, jusqu'à celui où on la donne en achetant. Il faut donc qu'elle conserve autant que possible la même utilité, et que la quantité existante, ainsi que les obstacles à sa production, soit toujours la même. Il faut donc aussi qu'elle résiste le plus possible au frotte-

¹ *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses.*

² Du latin, *moneta*, de *monere*, avertir.

ment et à l'action chimiques de l'air, de l'eau, etc.;

Qu'elle puisse être *divisée*, fractionnée de telle sorte qu'on achète avec elle des objets de toute valeur; c'est-à-dire qu'elle doit être d'une telle uniformité et d'une telle homogénéité que chaque fragment ait les mêmes qualités, sans qu'il en résulte une altération dans la valeur;

Qu'elle soit *transportable* avec la moindre dépense et le moindre danger possible, c'est-à-dire qu'elle ait une grande valeur sous un petit volume et qu'on puisse l'enfermer dans un petit espace;

Que sa valeur soit facile à *constater* par tout le monde; c'est-à-dire qu'elle reçoive facilement une empreinte indiquant cette valeur.

De toutes ces qualités il en résulte une sixième : par suite de la confiance publique, cette marchandise connue et appréciée de tous circule encore avec plus de facilité d'une province à l'autre, d'une nation à l'autre.

Avec toutes ces qualités, tous les vendeurs acceptent, dans la plupart des cas, plus volontiers de la monnaie que toute autre marchandise. Mais ceci n'est pas toujours vrai : si un teinturier, par exemple, a besoin de cochenille, ce produit lui convient mieux que des espèces.

148. Nous venons de parler de la valeur des monnaies; constatons bien, sauf à nous répéter, que *la valeur des monnaies n'est point arbitraire, et qu'elle ne peut jamais dépendre d'une autorité quelconque*; mais qu'elle est uniquement le résultat du libre accord qui a lieu entre le vendeur et l'acheteur. Aussitôt que la monnaie est altérée, le prix des choses s'élève : c'est une loi naturelle. L'expérience a démontré que nul pouvoir au monde ne saurait forcer à recevoir une monnaie pour plus qu'elle ne vaut : car, dans ce cas, ou l'on cache sa marchandise, ou bien on traite secrètement, ou bien encore on stipule des conditions qui

déguisent une partie du prix. En d'autres termes, la valeur des monnaies est sujette comme toutes les autres aux oscillations de l'offre et de la demande (25), et se règle aussi sur les frais de production (26). Quand, les besoins de la circulation restant les mêmes, la quantité des monnaies s'accroît, leur valeur diminue, et le prix des choses augmente en proportion.

Il existe deux marchandises qui possèdent au plus haut degré l'utilité, la constance dans la valeur, la divisibilité et les autres qualités que nous venons d'énumérer. Ces deux matières sont depuis les temps les plus anciens l'or et l'ARGENT, que l'on désigne sous le nom de métaux précieux. Le diamant et les pierres se rapprochent de ces deux marchandises, mais il leur manque le caractère de divisibilité et la possibilité de recevoir des empreintes. Avec un diamant de soixante mille francs, on ne fera pas soixante morceaux d'une valeur de mille francs. Voyez au paragraphe suivant (152) ce qui est dit sur le platine, qui a un instant servi de métal monétaire.

149. Les monnaies *idéales, imaginaires ou de convention*, prises pour unités d'évaluations moyennes ne sont employées par les hommes que parce qu'elles expriment des quantités réelles de telle ou telle marchandise. Quand le nègre qui vend de la poudre d'or aux Arabes rapporte toutes les denrées à une mesure appelée *macule* et que les voyageurs disent *fictive*, il n'y a nul doute qu'il comprend par ce mot un poids ou un volume quelconque de poudre d'or ou de toute autre marchandise, parfaitement bien déterminé dans son esprit; absolument comme le négociant hollandais acceptait et donnait le florin de banque, monnaie imaginaire, en parfaite connaissance de cause; absolument comme le brocanteur forain qui compte par écus, par pistoles, par pièces, par têtes ou de toute autre façon.

150. L'histoire nous apprend que différents peuples ont eu des monnaies faites avec des matières diverses. Aux époques où les métaux maintenant les plus communs étaient rares, on les employait à cet usage : les Lacédémoniens ont eu des monnaies de *fer* ; les premiers Romains en avaient de *cuivre* ¹. Le *sel* a servi de monnaie en Abyssinie (Montesquieu) ; la *morue*, à Terre-Neuve ; les *clous*, dans un village d'Écosse (Smith) ; les *coquillages*, aux Maldives et dans quelques parties de l'Inde et de l'Afrique ² ; les grains de *cacao*, au Mexique ; le *cuir*, en Russie, jusqu'à Pierre I^{er} (Storch) ³, etc.

Mais ces marchandises prises pour monnaies, parce qu'elles avaient chacune quelques-unes des propriétés que nous venons d'indiquer, n'ont pu avoir longtemps cours, lorsque les nations qui les ont employées ont été conduites à trafiquer au delà d'une certaine limite ; parce qu'elles étaient d'un maniement peu commode ; et enfin parce que, hors d'un certain territoire, les raisons qui les avaient fait accepter comme monnaies n'existaient plus.

§ II. — Qualités des métaux précieux.

151. Les nombreuses propriétés que possèdent l'*or* et l'*argent* ⁴ leur donnent le privilège d'être, sous un petit

¹ Elles avaient, dit-on, la valeur d'un mouton, et portaient l'empreinte de cet animal : d'où l'expression *pecunia*, monnaie, de *pecus*, troupeau.

² Ces coquillages, appelés *cauris*, servent à faire des parures, des colliers, des bracelets, etc.

³ Les historiens de l'époque saxonne, en Angleterre, parlent souvent, dit-on, d'une monnaie vivante (*living money*), qui était autorisée par la loi et qui consistait à payer en esclaves et en bétail (*cattle*) toute espèce de marchandise mise en circulation.

⁴ L'*or* est inoxydable à la température ordinaire et à une haute température, à l'air sec et à l'air humide ; il ne s'altère pas dans l'eau et dans le feu peu ou presque pas dans les acides, les alcalis, les sels et les composés de

volume, aptes à une foule d'usages, soit pour des objets de luxe, soit pour des objets d'une utilité scientifique ou industrielle. A ces propriétés qui les font rechercher, ces deux métaux joignent l'avantage d'être rares et d'une production coûteuse et bornée. L'or est celui des deux qui possède toutes ces qualités au premier degré; c'est aussi celui qui vaut davantage, c'est-à-dire celui pour lequel on consent à donner en échange une plus grande quantité de marchandises quelconques. Cette rareté et cette difficulté d'extraction paraissent au premier abord un mal, en ce qu'elles privent beaucoup d'individus de l'usage des métaux précieux pour les ustensiles et pour les meubles; mais c'est là un fort petit inconvénient, qui devient même nul quand les métaux précieux sont employés comme monnaie. En effet, leur rareté, en donnant une grande valeur à un petit objet, permet de transporter à peu de frais, d'un endroit à l'autre, des valeurs considérables.

152. On a songé, il y a vingt-cinq ans, à faire du platine¹ un métal monétaire à l'instar de l'or et de l'argent : ce corps jouit en effet (à l'éclat métallique près) des mêmes propriétés physiques et chimiques, et se trouve aussi dans les mêmes conditions de rareté et de cherté de production

toute espèce. Ce métal est employé pour faire des bijoux, des ornements et des ustensiles. On en fait aussi le pourpre de Cassius et la poudre d'or pour peindre sur porcelaine. L'argent a les mêmes propriétés chimiques, mais à un degré moindre; il s'oxyde un peu plus facilement, et il est plus attaqué par les agents chimiques, notamment par l'hydrogène sulfuré qui se dégage des fosses d'aisances, des œufs, de certains estomacs et des objets putréfiés, et qui le couvre d'un sulfure d'argent noir et pulvérulent. Ce métal a aussi des usages nombreux et bien connus.

¹ De l'espagnol *platina*, petit argent. Ce métal a été découvert vers le milieu du XVIII^e siècle. C'est un produit très-utile dans les arts : on en fait des creusets, des capsules, des appareils pour la concentration de l'acide sulfurique; on en a fait des lumières de fusil; il entre dans les alliages pour les miroirs de télescope. On en tire aussi du sud de l'Amérique.

que les métaux précieux. La Russie a fait frapper quelques pièces de platine, mais cette monnaie a dû être abandonnée pour les échanges ; car la fabrication du nouveau métal a fait en peu de temps beaucoup de progrès, et sa valeur n'a pas eu la durée et la constance de celle de l'or et de l'argent. Le platine vaut en ce moment deux ou trois fois plus que l'argent seulement, après avoir eu une valeur égale à celle de l'or. Cette difficulté que l'on a rencontrée pour inaugurer les monnaies de platine, on la rencontrera toutes les fois que la chimie ayant fourni les moyens d'obtenir un métal beau, rare et utile, on voudra s'en servir pour remplacer l'or et l'argent.

Le cuivre est employé pour les monnaies en France et dans toute l'Europe ; mais son rôle, que nous expliquons plus loin, n'est pas celui de marchandise-monnaie (161).

153. C'est une chose bien digne de remarque, que l'or et l'argent ne se soient jamais rencontrés avec une plus grande abondance, et que les frais d'extraction, d'autre part, en aient régulièrement soutenu la valeur, contrairement à ce qui est arrivé aux autres métaux. A mesure que l'on est parvenu à tirer de la terre une grande quantité de fer ou de cuivre, les monnaies faites avec ces métaux ont eu les inconvénients attachés aux produits de trop peu de valeur, qui sont encombrants et d'un transport fort difficile, inconvénients capitaux pour un produit sans cesse destiné à changer de possesseur. On nous dit que Lycurgue voulut que la monnaie fût de fer, précisément pour qu'on ne pût pas en amasser ni en transporter aisément une grande quantité ; mais, comme sa loi contrariait un des principaux usages de la monnaie, elle dut être violée. Jusqu'à présent, l'or et l'argent ne sont pas assez rares, et par conséquent assez chers, pour que la quantité d'or ou d'argent équivalant à la plupart des marchandises échappe aux

sens par sa petitesse; ils ne sont également point encore assez communs pour qu'il faille en transporter une grande quantité pour représenter une grosse valeur. Ils seront peut-être un jour sujets à ces inconvénients, si l'on découvre des filons nouveaux et abondants. Alors comment fera-t-on?... On refera peut-être de la monnaie avec du platine ou avec d'autres métaux que nous connaissons encore fort peu, tels que le palladium et le titane, etc., ou enfin avec des produits que nous ne connaissons pas. Toujours est-il que la solution du problème de la pierre philosophale jetterait une grande perturbation (probablement momentanée) dans les relations commerciales de l'Europe; et, en somme, bien que l'or et l'argent pussent être employés à une foule d'usages d'où leur cherté les éloigne aujourd'hui, il est à désirer que leur production continue à être bornée, afin qu'ils rendent toujours les mêmes services dans la circulation. Les physiiciens et les chimistes qui espèrent de si brillants résultats de leurs procédés galvaniques se font donc illusion au point de vue économique. Il est vrai que, dans l'hypothèse d'une pareille découverte, les pièces d'or et d'argent ayant une moindre valeur, le jeu des banques et la circulation de leur papier viendraient compenser jusqu'à un certain point les effets de l'abondance métallique.

Les monnaies d'or et d'argent sont remplacées en partie chez beaucoup de nations modernes par des *monnaies de papier* ou plutôt par des *signes* en papier, dont nous parlerons plus loin (chap. X).

§ III. — Considérations sur la valeur des monnaies. — La monnaie n'est ni un signe des valeurs ni la mesure exacte des valeurs.

154. On dit généralement que les monnaies sont les

signes représentatifs des valeurs. Mais cette expression est loin d'être juste. Quand on troque un cheval contre un cabriolet, lequel des deux est-il exclusivement le signe de l'autre ? Pourquoi six cents francs seraient-ils plutôt le signe de la valeur du cabriolet ou du cheval, que l'un de ces derniers le signe des six cents francs ? Cette expression ne peut donc pas être prise d'une manière absolue. La valeur des monnaies sert fréquemment à apprécier tout autre bien et à donner une idée de sa valeur ; car tout le monde est familiarisé avec la marchandise-monnaie, tout le monde est marchand de monnaie, et la valeur de la monnaie, quoique variable, n'est pas aussi considérable que celle de la plupart des autres marchandises. En disant qu'un chapeau vaut quatre kilogrammes de café ou six kilogrammes de sucre, nous nous faisons bien moins comprendre que si nous disons qu'un chapeau vaut quinze *francs* ; il n'y a personne qui n'ait le plus souvent échangé des francs que des livres de café ou de sucre contre d'autres objets.

Toutefois, la monnaie, pas plus qu'une autre marchandise, ne peut servir, en raison de sa valeur, à mesurer *exactement* (absolument, mathématiquement) la valeur d'un autre objet, car elle ne conserve pas elle-même la même valeur dans tous les temps et dans tous les lieux (16). Il est facile de comprendre que la découverte de nouvelles mines ou de nouveaux procédés d'extraction peut faire varier la valeur de la monnaie actuelle. Il y a plus : depuis quarante ans, on n'a trouvé aucune mine importante, et cependant mille francs d'il y a quarante ans ne sont pas la même chose que mille francs d'aujourd'hui. Les communications sont assez bien établies entre Londres et Paris, et cependant une pièce d'or de Londres, arrivée à Paris, dans la poche d'un voyageur, vaut un peu plus dans cette seconde ville. Une famille pauvre à Paris avec mille écus,

et qui va les dépenser dans une petite ville de province, peut acheter plus d'objets et s'y trouver plus à son aise.

Mais on a donné à la marchandise-monnaie encore plus de privilèges qu'elle n'en a réellement, et on lui a attribué un caractère de fixité absolue. Partant de ce principe complètement faux, les gouvernements ont souvent pu changer la valeur sans changer le nom, et faire ainsi de la *fausse monnaie*.

S'il existait un type invariable des valeurs, nous rapporterions à ce type les valeurs dont il est fait mention dans tous les temps et dans tous les lieux ; mais, jusqu'à présent, il faut renoncer à cet avantage et se borner à *voir dans les évaluations monétaires des évaluations qui se rapprochent plus de la vérité que les évaluations exprimées avec d'autres objets, mais en définitive des évaluations purement relatives*.

155. Beaucoup de personnes, faisant consister la richesse publique exclusivement dans la quantité d'or ou d'argent qu'un État possède, prétendent encore qu'un gouvernement intelligent doit constamment attirer ces métaux au sein du pays national. Ces personnes poursuivent une chimère. Supposons que la France ait besoin de deux milliards pour le service des échanges qu'elle est appelée à faire ; si, par un coup de baguette, il était possible de jeter deux milliards de plus dans la circulation, qu'arriverait-il ? La France n'ayant toujours à offrir contre la monnaie que la même quantité de marchandises, la seule différence qu'il y aurait consisterait à donner *dix* francs au lieu de *cinq*. L'expérience a encore démontré ce fait, et toutes les fois qu'on a augmenté la quantité des instruments monétaires, leur valeur a baissé en proportion, et elle a augmenté à mesure qu'on en a diminué le nombre. En un mot, la monnaie obéit, comme les autres produits, à la loi de l'offre et de la

demande (26) ¹. Ajoutons que, lorsque, par une raison ou par une autre, les métaux précieux baissent de prix, les mines en fournissent moins, et finissent même par n'en plus fournir quand les filons ne payent plus ce que coûtent les journées d'ouvriers, la nourriture des chevaux, le mercure et le combustible employés à l'affinage, etc.

156. On a souvent paru redouter que les bouleversements politiques des républiques de l'Amérique du Sud n'anéantissent tôt ou tard l'approvisionnement des métaux précieux. Sans combattre cette crainte de peu de valeur (car les États possesseurs des Cordillères seront toujours vivement intéressés à exploiter leurs richesses naturelles), admettons la possibilité d'une production arrêtée. Qu'arriverait-il? On consommerait moins d'or et d'argent pour les objets de luxe; d'un autre côté, la déperdition des monnaies existantes serait très-lente, parce que chacun est intéressé à la conservation des métaux précieux, et parce qu'on pourrait les garder en dépôt et se servir, pour les représenter, des signes métalliques ou en papier (billets de banque). (Chap. X.) Il en résulterait seulement une augmentation de valeur dans une faible progression, et l'on voit qu'au fond l'or et l'argent, dont on aurait toujours pu se passer jusqu'à un certain point, sont encore dans notre société au nombre des produits dont on se passerait avec le moins d'inconvénients.

157. Nous avons parlé du cas où l'accroissement serait subit (155); examinons ce qui arrive tous les jours pour contre-balancer ou au moins diminuer les effets de cet accroissement. Il se détruit de l'or et de l'argent par l'usure que subissent les ustensiles (cuillers, fourchettes, gobelets, etc.), par l'usure considérable des pièces monétai-

¹ Voyez au chap. XII ce qui est dit sur la théorie des échanges.

res ¹, par la perte des métaux employés aux broderies, à la passenterie, etc.; par la perte annuelle des sommes enfouies par les avarés ou par les habitants des pays exposés aux invasions et aux commotions intestines; par la perte des sommes qui sont dans les maisons qui brûlent, ou que l'eau inonde, et dans les navires qui périssent au nombre de plusieurs milliers par an; enfin par la perte d'une petite quantité de ces métaux employés aux préparations chimiques et pharmaceutiques. Toutefois, il est impossible que ces différentes causes de destruction absorbent les trois ou quatre cents millions de francs d'or et d'argent qu'on suppose actuellement fournis par les mines ². Le surplus augmente la masse des monnaies et des objets en or et en argent qu'on emploie dans le monde entier, et pourvoit aux besoins progressifs d'une population également croissante.

158. D'après ce que nous savons, il est permis de supposer que les métaux précieux, l'argent surtout, ne sont

¹ On a évalué à douze millions l'usure des pièces de vingt-quatre sous, de douze sous et de six sous frappées de 1726 à 1794, et valant cinquante millions (Say). Il résulte des recherches et des expériences récentes de MM. de Colmont et Dumas que les espèces frayaient, dans le XVIII^e siècle, à raison de vingt-six millièmes par cent grammes et par an, tandis que le frai ne paraît être aujourd'hui que de seize millièmes, par suite des perfectionnements introduits dans la fabrication des espèces, et peut-être aussi par suite du développement de la circulation des billets, qui réduit davantage les espèces aux fonctions de réserve. La dernière fraction correspond sensiblement à un six-millième, ce qui donne, sur huit milliards d'espèces que l'on suppose en circulation dans le monde, une perte annuelle d'un million et un tiers. Mac-Culloch, au contraire, serait d'avis de porter cette perte à un centième, soit à quatre-vingts millions! au dire de M. Michel Chevalier. (*Des mines d'argent et d'or*, p. 113.)

² Ce dernier chiffre résulte d'un relevé cité par Mac-Culloch, dans le *Dictionnaire du commerce*. Il s'accorde avec celui qu'obtient M. Michel Chevalier, dans l'écrit cité ci-dessus. Les deux cent trente-quatre millions cités (p. 13, note), d'après M. de Humboldt, représentent la production au commencement de ce siècle. Cette production a subi de grandes fluctuations depuis cette époque. Voy. une note complémentaire sur les MONNAIES.

pas près de nous manquer. Selon M. de Humboldt, en cent ans les produits des mines du Mexique se sont accrus dans le rapport de vingt-cinq à cent dix, et les mines des Cordillères étaient, d'après ce voyageur, à peine entamées. D'ailleurs, qui nous dit que les montagnes du Thibet, d'où l'on exporte de la poudre d'or et d'autres minerais, que les mines du Japon ne seront pas quelque jour aussi productives que les Cordillères? Qui nous dit que l'application des nouveaux procédés scientifiques à l'exploitation de l'argent ne produira pas en Amérique une révolution analogue à celle que produisit, il y a trois siècles, la découverte de l'Amérique elle-même? Quant à l'or, le chiffre de sa production en francs égale maintenant celui de l'argent ¹. Mais ce n'est pas ici le lieu de raisonner sur le problème que nous réserve l'avenir; bornons-nous à constater que la valeur des métaux précieux suit une dépréciation lente, mais continue. En 1750, selon Hume, on achetait trois et quatre fois plus cher qu'à l'époque de la découverte de l'Amérique; aujourd'hui il y a lieu de croire, avec J.-B. Say, qu'on achète au moins six fois plus cher. C'est ainsi qu'il faut expliquer en partie le renchérissement des baux et la diminution de la valeur des rentes à longs termes.

§ IV. — Comparaison de la valeur des métaux monnayés.

159. Chaque nation a choisi l'un des deux métaux précieux pour en faire son étalon (*standard*) de la valeur, sa monnaie type à laquelle se rapportent les autres. De cette manière, la plupart des gouvernements ont cru pouvoir fixer

¹ Sur une production totale de trois cent trente-neuf millions, l'argent entre pour cent soixante et douze millions de francs, et l'or pour cent soixante-sept millions de francs. (Michel Chevalier, *Des mines d'or et d'argent*, p. 111.)

par la loi le rapport de l'or à celui de l'argent. En France, où l'argent sert d'étalon, on a établi qu'un gramme d'or vaudrait $15\frac{1}{2}$ grammes d'argent. Mais l'or et l'argent, en vertu de la diversité de leur nature et de la diversité de leurs usages, sont deux marchandises qui ne peuvent point avoir entre elles un rapport invariable et exact. « Et lorsqu'on fait dire à nos lois que quatre pièces de cinq francs valent autant qu'une pièce d'or de vingt francs, on leur fait dire un mensonge. » (Say.) Ainsi s'explique l'agio qu'il y a presque toujours, dans les divers pays, entre la monnaie de l'or et celle de l'argent. En France, comme un gramme d'or vaut un peu plus que $15\frac{1}{2}$ grammes d'argent adoptés dans le rapport légal, on paye plus facilement en argent : c'est le contraire en Angleterre.

160. On n'a point encore expliqué le choix spontané que diverses nations ont fait, à diverses époques, d'un métal plutôt que de l'autre. Adam Smith pense simplement qu'elles ont donné la préférence « au métal qui leur a le premier servi d'instrument de commerce. » Comment se fait-il, par exemple, que, de nos jours, l'or afflue vers l'Angleterre, et que l'argent se concentre en France? Sans doute que la plus grande richesse des Anglais opulents ou de la classe moyenne, et la plus grande circulation monétaire qu'engendrent leurs affaires, ont contribué à amener ce résultat et à faire préférer celui des deux métaux qui jouit au plus haut degré des qualités que nous avons assignées à la monnaie. Le système monétaire anglais semble être supérieur, il est évidemment plus commode, mais c'est une question de savoir s'il y aurait avantage à l'adopter législativement dans tous les pays civilisés; si la diversité dans les métaux-monnaies ne contribue pas à maintenir une certaine régularité dans l'approvisionnement des États; si, enfin, il y aurait assez d'or dans le monde pour subvenir aux besoins de la circulation métallique, au-

jourd'hui que les affaires ont pris un si grand développement¹.

161. Après l'or et l'argent, les autres métaux-monnaies ont jusqu'à présent donné lieu à des considérations peu importantes. Nous nous sommes suffisamment expliqué sur le platine (§ 11); nous n'ajouterons plus que quelques mots pour indiquer le rôle du cuivre. Les pièces de cuivre, nous l'avons dit, ne sont point une marchandise-monnaie avec une valeur intrinsèque suffisante, correspondant à la valeur des choses qu'elles achètent. Elles ne sont, à proprement parler, que des signes représentant les fractions de l'unité monétaire trop exigües pour qu'on les fasse en argent. Or un signe n'a pas besoin de valoir ce qu'il représente, quand on trouve toujours à l'échanger de confiance contre une même valeur d'or ou d'argent. En France, on n'est pas tenu de recevoir au delà de cinq francs en pièces de cuivre ou de billon (cuivre et un peu d'argent). Ces pièces, tout en faisant fonction de monnaie, ne sont pas des monnaies véritables, et il y aurait quelque inconvénient à ce qu'il en restât dans les mains du public plus qu'il n'en faut, et à ce que les particuliers en accumulassent dans leurs caisses².

§ V. — Considérations sur la forme, la composition et les noms des monnaies.

162. Le métal en lingots pourrait, à la rigueur, servir de

¹ On peut lire sur cet intéressant sujet une brochure de M. Léon Faucher, intitulée : *Recherches sur l'or et l'argent*; divers écrits de Ricardo dans ses *Oeuvres*, traduits par M. Alcide Fonteyraud; celui intitulé : *Treatise on the coin*, by Charles Earl of Liverpool, 1803; l'ouvrage de M. Jacob sur les métaux précieux, 2 vol. in-8°; deux rapports faits à la chambre des communes : *The report of bullion committee*, 1810, et *Report from the committee on the Bank Charters*, 1832; enfin le rapport de MM. de Colmont et Dumas, 1841.

² Le cuivre n'est monnaie légale, en Angleterre, que jusqu'à concurrence

monnaie; il est permis de croire qu'originellement les échanges ont dû être faits avec des métaux en barres non travaillées, sans empreintes et sans coin. Plinc rapporte, d'après un auteur ancien, que, jusqu'à Servius Tullius, les Romains se servirent de barres de cuivre sans empreintes; mais, sans remonter si haut, M. Horace Say nous a appris ¹ qu'il n'y a pas bien des années, dans l'intérieur du Brésil, on se servait encore, comme monnaie, du simple métal lui-même. Chacun avait alors un petit sac de cuir pour contenir la poudre d'or, et portait en même temps une petite balance pour constater le poids donné ou reçu de cette monnaie. Il est peut-être inutile de dire que l'usage des métaux, dans cet état d'imperfection, était sujet à deux grands inconvénients, l'embarras de les peser et celui d'en faire l'essai. Il n'est pas facile de peser des métaux précieux, où une petite différence dans le poids en fait une grande dans la valeur. L'opération de l'essai, toute chimique, est encore plus impraticable pour le commun des hommes. Que de peine et de temps on a dû perdre avant d'arriver à l'empreinte des monnaies! Que d'erreurs et que d'embarras dans les transactions commerciales! L'empreinte a suffi pour garantir à l'acheteur de la monnaie la finesse et la quantité du métal précieux.

165. Toutefois, les pièces n'indiquent point encore clairement leur poids et leur titre. Quand on voit les mots *un franc* sur les pièces de ce nom, cela ne dit pas qu'elles contiennent quatre grammes et cinq décigrammes d'argent pur

d'un schelling. Un fait caractéristique des mœurs de ce peuple, c'est que, depuis la réforme postale, les petits papiers d'affranchissement des lettres (*postages*) servent de monnaie, et remplacent le cuivre, que les marchands ne vous remettent depuis longtemps que sous une enveloppe de papier.

¹ *Histoire des relations commerciales entre la France et le Brésil, 1839, 1 vol. in-8°.*

et cinq décigrammes de cuivre ; ce n'est qu'indirectement qu'on le sait : c'est là un inconvénient qui a constamment embrouillé les idées sur la monnaie et contribué à propager ce préjugé que la valeur de la monnaie consiste dans le nom et non dans la valeur intrinsèque de la marchandise que ce nom représente. Cette imperfection est sans doute facile à faire disparaître, et bien qu'une pareille réforme de noms soit demandée depuis longtemps par les économistes ¹, il se passera probablement encore beaucoup d'années avant que l'on consente à donner à un franc, par exemple, le nom de *cinq grammes d'argent*, à *neuf dixièmes de fin*. Bien micux, si l'on n'arrête pas son esprit sérieusement sur ce point, on peut croire au premier abord que ce changement aurait une importance tout à fait secondaire.

On a dit que si l'on refusait un nom aux pièces de monnaie, l'usage leur en donnerait un, comme cela a déjà eu lieu pour les *florins*, à cause d'une fleur qui s'y trouvait représentée ; pour les *louis*, à cause du nom des rois qui y faisaient mettre leur effigie ; pour les *couronnes*, etc. ; mais il est facile de voir qu'un nom imposé par l'usage est perpétuellement ramené à sa signification par les contrats et les actes publics, et que dans aucun cas il n'est possible d'oublier le poids écrit de la pièce de monnaie.

164. Nous avons vu qu'un des avantages de la monnaie était de pouvoir se subdiviser pour acheter de petits objets ou des fractions d'objets. On n'a point assigné de limites au nombre de ces coupures. On conçoit que, s'il y en a une trop grande quantité, les particuliers perdent du temps à

¹ Déjà, en 1792, Clavière, ministre des finances, avait proposé de faire des pièces appelées une once d'or, une once d'argent. Il les voulait dégagées de tout alliage et ayant un poids juste. La loi du 28 thermidor au III voulait que le poids et le titre fussent indiqués. Cette loi ne fut pas exécutée : on la remplaça par la loi du 7 germinal an XI.

les compter, et le fabricant est chargé d'une façon plus chère : dix pièces de cinquante centimes, par exemple, nécessitant dix coups de balancier, tandis qu'une pièce de cinq francs n'en nécessite qu'un. D'un autre côté, il est nécessaire qu'il en circule un assez grand nombre, et en raison directe du nombre et de la valeur des choses que la société achète ou vend le plus communément. Mais nous ne saurions indiquer le chiffre exact de la proportion qui doit exister à cet égard ¹.

165. On a admis, sur le conseil des chimistes, qu'un dixième d'alliage était nécessaire pour donner aux monnaies d'or et d'argent plus de durée, et aussi pour se dispenser d'un affinage complet, qui augmenterait beaucoup les frais de consommation. Cette addition de cuivre ne donne aucune valeur aux pièces, et l'on n'attache de prix qu'aux neuf dixièmes d'or ou d'argent fin : à la proportion d'alliage près, il en est de même dans toutes les parties du monde.

166. On se demande si, lorsqu'une pièce est usée, le gouvernement, qui est assez généralement seul fabricant de la monnaie, doit reprendre l'ancienne monnaie sur le même pied que si elle était neuve. On se prononce pour l'affirmative, en disant que la pièce s'étant usée au service de la société tout entière, le gouvernement, représentant de cette même société, doit la reprendre, à moins qu'elle ne soit fausse ou altérée. Dans ce dernier cas, c'était naturellement au porteur à s'assurer qu'elle était bonne.

On pense aussi que le gouvernement doit se réserver ce genre de manufacture, non pas tant pour avoir un bénéfice (jadis appelé *seigneurage*) sur cette industrie, que pour offrir au public plus de garanties que n'en donneraient des manufactures particulières.

¹ Voy. quelques passages d'un mémoire intéressant de M. L. Costaz, dans l'article ARGENT du *Dictionnaire du commerce et des marchandises*.

§ VI. — Du numéraire.

167. Les mots *numéraire*, *espèces*, *argent*, *argent comptant*, désignent les pièces de monnaies métalliques.

Il faut à un pays, pour subvenir à ses échanges, une certaine masse de numéraire; cependant, s'il est vrai, comme dit Genovesi ¹, que le numéraire soit l'huile qui graisse l'essieu du char du Commerce, il n'en est pas moins vrai que cette huile ne doit pas dépasser une certaine proportion : or, cette proportion, qui doit être bien déterminée par la nature des choses, n'est pas économiquement formulée ².

Elle est d'autant plus difficile à trouver, que la même quantité de numéraire s'échange plus ou moins, suivant la richesse, la consommation et les mœurs. Un million qui se renouvelle mille fois produit le même effet qu'un milliard qui ne se renouvelle qu'une fois; et il faut bien se persuader que les millions qui restent dans les coffres ne sont pas plus utiles à un État que ne seraient des pierres. Ce sont les propres expressions de Boisguillebert, qui comprenait déjà cette question, vers la fin du xvi^e siècle.

On ne sait même pas quelle est au juste la quantité de numéraire en circulation, utilisé ou non, et tous les

¹ *Leçons de commerce*, conclusion.

² Germain Garnier (*Abrégé des principes élémentaires de l'économie politique*, Paris, 1796, p. 136) dit qu'elle était généralement évaluée à un dixième de la circulation. Schmalz admet *Économie politique*, traduit de l'allemand par M. Henri Jouffroy, revu par M. Frittot, 2 vol. in-8°; Paris, 1823, t. 1^{er}, p. 275), que chaque peuple ne possède en argent comptant qu'une valeur égale à ce qu'il dépense dans l'intervalle d'un mois; que le plus grand nombre des habitants ne possèdent pas, en espèces, une somme égale à ce qu'ils consomment dans une semaine, et que beaucoup d'autres n'ont pas même ce qu'ils consomment dans un seul jour.

chiffres cités par les publicistes peuvent être révoqués en doute.

Les documents administratifs sur la fabrication, l'exportation et l'importation, la refonte, les pertes et l'usure des pièces, ne sont pas encore suffisamment explicites. Je serai donc fort court sur ce sujet, et je me bornerai à dire, d'après M. Moreau de Jonnés, qui fait autorité en pareille matière, et qui a traité ce point de statistique avec un grand soin, qu'il y a en France pour deux milliards huit cent soixante millions de numéraire, dont (en poids) un tiers en or, deux tiers en argent, et cinquante-deux millions de cuivre sur la masse. Le même auteur ¹ porte le numéraire de la Grande-Bretagne à deux milliards, dont un quinzième seulement serait en argent; le cuivre entrerait à peine en ligne de compte. On n'a, pour les autres nations, que des chiffres fort anciens et fort vagues, qui ne représentent évidemment plus la réalité. La somme de ces chiffres donnerait, pour l'Europe, sept milliards et demi ².

Au reste, ce point de statistique est devenu plus secondaire de nos jours que la circulation emploie des masses considérables de signes représentatifs de numéraire, comme il sera expliqué dans le chapitre suivant.

Le numéraire a cela de remarquable qu'il disparaît fantastiquement, comme la rosée par un beau soleil, quand la tranquillité publique éprouve quelques oscillations. Pendant la barbarie et les pillages du moyen âge, c'était une pratique usuelle que l'enfouissement des valeurs numéraires, et plus tard on fit longtemps entrer dans le budget des recettes la découverte des trésors. Cette pratique est encore usitée dans les pays où la propriété n'est pas suffisamment pro-

¹ *Statistique de l'Angleterre*, 1837, 1^{er} vol., p. 336.

² Voyez pour plus de détails sur le numéraire un article que j'ai publié dans le *Dictionnaire du commerce et des marchandises*.

tégée, et surtout en temps de guerre. Aujourd'hui même que la France jouit de la liberté et de la paix, en pleine civilisation, on prétend (un peu vaguement, il est vrai), qu'un bon tiers du numéraire chôme inutilement entre les mains des avarés et des poltrons ¹.

§ VII. — Des signes représentatifs de la monnaie.

168. Nous savons maintenant que les monnaies sont une véritable marchandise et non un signe ; que les monnaies d'or et d'argent ont une valeur intrinsèque et échangeable, tandis qu'un signe n'a pas de valeur par lui même (ou n'en a que fort peu, comme le cuivre), et tire toute sa valeur de la chose qu'il représente.

Les billets à ordre, les billets de banque, les mandats, les lettres des change, sont des signes représentatifs de la monnaie ².

Ils rendent les mêmes services que la monnaie elle-même ; ils sont même d'un usage plus commode qu'elle : en effet, un des avantages de la monnaie, c'est d'être transportable ; et, cette qualité, on la trouve dans un papier à un plus haut degré que dans un sac d'écus.

¹ Il y a en France, dit M. Michel Chevallier dans son *Cours d'économie politique*, t. 1^{er}, p. 217, un amour invétéré de la richesse métallique ; Necker s'en plaignait, il y a plus d'un demi siècle. Nous sommes encore, à cet égard, dans les mêmes conditions : le goût des économies métalliques est universel parmi nous. « Tel a parlé du crédit et de la magie de ses effets, qui rentre chez lui, compte ses écus, et, l'esprit frappé des risques du prêteur, laisse au fond de son coffre son argent monnayé, aussi inutile que s'il reposait au sein des mines du Potosi. » (James Fazy, *Principes d'organisation industrielle*, p. 2, in-8°, 1850.)

² Tous les effets de commerce sont des signes représentatifs de la monnaie, c'est-à-dire tous les titres payables au porteur, tels que les *factures*, les *connaissances*, les *obligations* facilement transmissibles, les *actions*, les *coupons d'emprunt*, etc.

Les billets, les mandats, les lettres de change, sont les instruments avec lesquels les banquiers payent les dettes et recouvrent les créances de leurs clients ; ils évitent ainsi, par un commerce bien entendu, le transport des espèces d'un pays à l'autre, ainsi que les frais et les risques qui accompagneraient ce transport. Ce commerce porte le nom de *change*, mot qui sert aussi à désigner le prix auquel on vend les effets de commerce, c'est-à-dire les monnaies dont ils sont les signes ¹.

169. Les effets de commerce sont des instruments qui ne tirent pas, comme la monnaie, leur utilité d'une valeur qui leur est propre : on ne consent à leur en reconnaître une que parce qu'ils sont des titres assurant à ceux qui les possèdent une richesse positive. En d'autres termes, les effets de commerce ne sont des valeurs que parce qu'ils représentent des capitaux réels, et donnent droit à la propriété de ces capitaux. Les traites ou billets qui ne sont pas acquittés, mais indéfiniment renouvelés à l'échéance, ne représentent aucune propriété, et sont des capitaux fictifs. Cependant, dira-t-on, ces effets peuvent être escomptés. Dans ce cas, c'est un prêt sans garantie, et la valeur n'existe que dans la propriété de l'escompteur.

Mais on ne peut avoir une idée suffisante de l'utilité et de la nature des effets de commerce et des signes représentatifs de la monnaie qu'en étudiant l'ensemble des phénomènes

¹ Plusieurs ouvrages d'économie politique traitent longuement la question du change ; mais les principes généraux de la science s'appliquant à ce commerce comme aux autres, je n'ai pas cru devoir faire une semblable digression dans un ouvrage élémentaire. Il faudrait d'ailleurs entrer dans des détails techniques qui sortent évidemment de notre sujet. Voyez également ce qui est dit au chap. XIII, à propos des importations et des exportations. Voy. l'article *CHANGE*, dans le *Dictionnaire du commerce et des marchandises*, et une note finale sur le *Commerce des changes et sur les effets du commerce*.

auxquels ils se rattachent et que l'on désigne sous la rubrique générale de *crédit*. (Voy. chap. XI.)

§ VIII. — Du papier-monnaie. — De la monnaie de papier. —
De la monnaie de cuivre, etc.

170. Ces deux expressions de *papier-monnaie* et de *monnaie de papier* désignent jusqu'à présent une seule et même chose. L'usage a cependant quelque préférence pour la première, qui semble être la traduction littérale du *paper-money* des Anglais.

Nous avons dit, à propos de la monnaie, que l'or et l'argent conservent, à l'état de monnaie, leurs qualités essentielles de marchandise ; nous avons montré ensuite comment plusieurs autres marchandises ont pu et peuvent au besoin remplir les fonctions de monnaie. Jusqu'à présent nous ne nous étions donc occupé que des monnaies faites avec une matière ayant une certaine valeur intrinsèque. Mais on en a fait avec des matières, qui, par elles-mêmes, n'ont aucune valeur, ou une valeur moindre que celle indiquée sur ces monnaies. Telles sont les monnaies de papier, les monnaies de cuivre et les monnaies de *billon* (alliage d'argent et de cuivre), quand l'argent ne vaut pas la somme portée sur la monnaie.

Au premier abord, lorsqu'on n'analyse pas profondément la nature du papier-monnaie, on est porté à le confondre avec les signes représentatifs de la monnaie, qu'on peut accepter ou refuser, c'est-à-dire avec les billets des banques, beaucoup d'effets des gouvernements, et les effets de commerce en général, tels que les billets à ordre et les lettres de change, presque toujours préférables à la monnaie elle-même, au moins pour les affaires importantes, et dans un pays où la circulation est bien entendue. Ce n'est pourtant

pas la même chose. Un billet de banque de cinq cents francs représente cinq cents francs en pièces métalliques, échangeables toutes les fois que le porteur en manifeste le désir. Un billet à ordre, une lettre de change ou un bon quelconque de la même somme, payable à une époque fixée, et pour laquelle on a une garantie, a souvent une valeur aussi stable que celle qu'offrent les billets de banque. Dans ce cas, la propriété d'acheter dont jouit un effet semblable n'a rien d'étonnant : c'est un signe représentatif de la monnaie, et nous savons que ces signes sont d'un grand usage dans l'économie des sociétés. Quant au papier auquel on a réservé le nom générique de papier-monnaie, son cours est *forcé*, et les gouvernements ordonnent, sous des peines plus ou moins graves, qu'on le reçoive en paiement des ventes et des créances stipulées en monnaies. Au fond, pourtant, ce sont des *obligations*, mais ces prétendues obligations *n'obligent pas* effectivement le pouvoir qui les émet à un remboursement immédiat au gré des porteurs, et, jusqu'à présent, elles ont contenu la promesse d'un remboursement à vue qui ne s'effectuait pas, ou d'un remboursement à terme sans garantie, ou d'un remboursement en terres d'une valeur plus équivoque, comme les mandats territoriaux du Directoire. Il est donc facile de comprendre comment l'on s'est habitué à considérer le papier-monnaie comme le dernier terme de l'altération des monnaies.

La monnaie de cuivre ou de billon, qui a été mise en circulation en Autriche et dans d'autres pays, a un nom fort supérieur à sa valeur intrinsèque. Un tel numéraire est un signe *forcé*, et rentre dans la catégorie du papier-monnaie. Dès lors, le papier des banques de Suède et de Russie, dont le cours est forcé, est un papier-monnaie, bien qu'on le paye à bureau ouvert, car ce paiement s'effectue en pièces de cuivre. En France, le cours du cuivre n'est forcé que dans

certaines limites : cette monnaie n'est qu'un signe représentant les fractions du franc, qui seraient impalpables si on les faisait en métaux précieux.

171. Un grand inconvénient est inhérent à la nature du papier-monnaie tel qu'on le comprend aujourd'hui, c'est la facilité avec laquelle l'autorité peut le multiplier. Comment résister quand on est embarrassé ? Il est si facile de fabriquer des monnaies avec une presse, de l'encre et du papier ! De là des dépréciations précipitées et des catastrophes effroyables.

Mais n'est-il pas possible d'asseoir la monnaie de papier sur des bases plus solides ? C'est ce qu'a pensé Ricardo, c'est ce qu'affirme un autre économiste, M. Cieszkowski, qui a fait sur ces matières de profondes études. Ricardo a proposé un papier-monnaie dont la circulation serait *volontaire* ; qui, néanmoins, circulerait *nécessairement*, et dont la valeur ne pourrait pas tomber au-dessous de celle de l'argent. Pour cela, il a imaginé un papier remboursable au gré du porteur, non en espèces, mais en lingots qu'on ne demanderait qu'au moment où la valeur du papier tomberait au-dessous de celle du lingot. De cette manière, on serait sûr que le gouvernement ne pourrait pas en fabriquer une quantité supérieure aux besoins de la circulation, car ce qui excéderait ces besoins viendrait se convertir en lingots¹.

M. Cieszkowski formule ainsi le problème :

« L'agent spécial de la circulation est le numéraire. Celui qui existe actuellement se divise lui-même en deux classes : le numéraire métallique et la monnaie de papier... Quel est le caractère substantiel de la monnaie métallique ? C'est d'être *gage parfait*. Et celui de la monnaie de papier ?

¹ Voir son écrit *Proposals for currency*, 1816, traduit par M. Fonteyraud dans ses *OEuvres*.

C'est d'être signe parfait. Il nous faut donc une nouvelle monnaie qui soit en même temps *gage* et *signe* parfait, c'est-à-dire qui réunisse la garantie intrinsèque des espèces à la circulation parfaite du papier. » M. Cieszkowski propose ensuite ses vues à cet égard.

Arrivé à ce point, la question de la monnaie touche intimement à celle du crédit qui sera examinée au chapitre XI dans la section que nous consacrerons à la circulation.

La théorie de la monnaie étant fondamentale, elle doit être exposée avec tous ses détails, même dans un ouvrage élémentaire. C'est pourquoi nous la compléterons aux notes par quelques considérations sur des questions accessoires, à propos desquelles le lecteur sera obligé de faire l'application des véritables principes ¹.

CHAPITRE X.

DE LA TERRE, TROISIÈME INSTRUMENT DE TRAVAIL.

- I. Notion de la terre. — II. Du meilleur emploi de la terre : grande et petite propriété territoriale ; grande et petite culture. — III. Théorie de la rente. — Théorème de Ricardo.

§ I. — Notion de la terre.

172. Nous avons vu sommairement, dans le § iv du chapitre III, quel est le rôle de la terre cultivable, et l'analogie ainsi que la différence qu'il y a entre cet instrument

¹ Voyez des notes complémentaires sur l'histoire, la variation et l'altération des monnaies ; sur le papier-monnaie et les assignats.

et les autres instruments généraux de la production ; mais nous avons encore besoin d'insister sur ce sujet, maintenant que nous avons une notion complète du travail et du capital.

On trouve quelquefois confondus, dans les appréciations économiques, le capital et la terre ; mais il ne faut pas réfléchir longtemps pour voir que la terre est un capital *sui generis*, dont il faut avoir, en beaucoup de points, une notion séparée, pour arriver à la solution de plusieurs questions fort délicates. « Rêvez, dit M. Rossi ¹, l'égalité absolue des partages ou la mise en commun de tous les fonds de terre ; détruisez la propriété particulière, pour ne reconnaître qu'un seul propriétaire, l'association générale ; enlèverez-vous à la terre ses propriétés économiques ? En ferez-vous un instrument de production autre que la nature n'a voulu nous le donner ? Son étendue sera-t-elle jamais illimitée, sa substance homogène, également productive, également facile à exploiter ? »

Des agents naturels compris sous le nom de *terre*, c'est le sol qui attire plus particulièrement l'attention de l'économiste. Le sol se trouve ordinairement à l'état de propriété individuelle ; c'est là un des traits caractéristiques de toute société civilisée. Cette assertion, basée sur l'ensemble des faits historiques, nous suffit quant à présent ; nous ne croyons pas devoir aborder les objections soulevées à propos du droit de propriété, et qui se sont toujours bien moins adressées au principe de l'appropriation de la terre qu'à la distribution du sol ; car, au lieu d'arriver à l'appropriation individuelle, les adversaires de la propriété se sont arrêtés à l'appropriation collective.

La terre ne livre tout le produit qu'elle peut donner qu'à

¹ *Cours d'économie politique*, 7^e leçon.

l'aide des deux autres instruments de production, le travail et le capital. Ses produits spontanés sont sans importance, comparés à ceux qu'un travail habile et un capital suffisant peuvent lui arracher. Aussi n'est-ce qu'une façon de parler qui, malheureusement, a donné lieu à plus d'une erreur, que d'appeler tous les produits de l'industrie agricole des produits de la terre (Rossi).

Le capital s'incorpore avec la terre sous forme de nivellements, de canaux, de fossés, de clôtures, de bâtiments, de plantations, etc. ; il s'y attache sous forme d'outils, d'instruments aratoires, de machines, de bétail, d'engrais, de semences, etc.

Le travail se combine, pour ainsi dire, avec la terre, non-seulement sous forme de travail musculaire, mais encore sous forme de travail intellectuel, d'observations et de science.

175. La terre, jusqu'à un certain point, peut être considérée comme une machine ou plutôt comme une collection de machines de forces inégales. En effet, personne n'ignore qu'il existe une grande différence entre une terre et une autre, soit à cause de sa fertilité naturelle, soit à cause de sa position climatique, soit encore à cause de sa proximité du lieu de la vente des produits, soit enfin à cause de toute autre circonstance favorable ou défavorable. Un hectare dans le département du Nord et un hectare dans les Alpes ; une propriété isolée dans les terres et un champ dans la banlieue d'une grande ville, près du centre de consommation, sont autant de machines de forces très-diverses et très-inégales.

Ricardo, et après lui Malthus, ont fait sur cette différence des terres des études profondes, et ont pensé qu'il y avait lieu de subdiviser les biens-fonds en terres de première, de seconde, de troisième, de quatrième, etc., qua-

lité. Ricardo est ainsi parvenu à éclaircir sa théorie de la *Rente* et à donner d'utiles préceptes pour l'assiette de l'impôt.

174. Il est un caractère non moins important à étudier, c'est que le produit de la terre, passé une certaine limite, n'est pas proportionnel à la quantité de capital et de travail.

Supposons, en effet, pour établir cette proposition, une terre fertile. Cette terre, inculte, donne un; légèrement remuée, elle donnera deux; cultivée à la bêche, elle donnera dix; vingt avec la charrue, trente avec une agriculture plus savante, c'est-à-dire avec un emploi judicieux du travail et des capitaux suffisants. Mais ici, s'il est encore possible d'augmenter le produit, il n'est pas du moins permis d'espérer qu'on le doublera, qu'on le triplera avec un travail et un capital doubles ou triples. On n'en obtiendra peut-être que la moitié ou le quart; puis on retrouvera à peine les avances; puis enfin on ne couvrira plus les frais ¹. En d'autres termes, il faut dire avec M. Senior ², qui le démontre si bien : *Quoique chaque augmentation de travail fasse augmenter le produit, en agriculture, cette augmentation n'est pas en proportion de celle du travail.*

C'est sur ce caractère fondamental de la terre qu'est établie la seconde proposition de Malthus (72).

Ainsi donc, s'il y a entre les autres productions et la production agricole des ressemblances, il y a aussi des dissemblances profondes que l'analyse ne doit pas négliger, et

¹ Il résulte de ce qui précède que le cultivateur intelligent doit avoir une bonne comptabilité agricole qui l'éclaire non-seulement sur ses avances et ses produits en général, mais encore sur les résultats de chaque qualité de terre, et sur chaque partie du capital et du travail appliqués à chaque erre.

² *Principes fondamentaux de l'économie politique*, 5^e proposition; traduction de M. le comte Arrivabene; in-8°, 1836.

ce sera l'honneur de l'école de Quesnay d'avoir démêlé cette dissemblance et compris qu'il devait en résulter de grands effets. En effet, dans la production agricole, le sol joue le rôle principal et y développe toutes ses qualités d'agent naturel, limité, approprié, inégalement productif et pouvant seul fournir les denrées indispensables au maintien et à l'accroissement des populations.

§ II. — Du meilleur emploi de la terre. — Grande et petite propriété. — Grande et petite culture.

175. Plus on avance dans les études économiques, et plus on voit que le concours de la terre dans la production devient une cause de phénomènes et de résultats économiques les plus compliqués et les plus graves. Nous aurions donc encore de nombreuses questions à traiter ici ; mais n'oublions pas que nous étudions des éléments, et que nous ne pouvons entrer dans la discussion des questions qui, n'étant point encore suffisamment éclairées, nécessiteraient de trop longs développements.

Les économistes, recherchant quelles sont les conditions requises pour l'emploi le plus utile de la terre, comme instrument producteur, ont été conduits à considérer la grande et la petite propriété territoriale sous le rapport de la puissance productive du sol. Il résulte de l'ensemble de leurs travaux qu'il n'y a rien d'absolu dans la notion de la grande et de la petite propriété.

Comme la puissance du travail et du capital ne se développe tout entière que lorsque ces deux instruments sont appliqués sur une grande échelle à de vastes entreprises (l'intelligence de l'entrepreneur étant toujours admise par hypothèse), on peut en conclure que les conditions exigées par l'emploi le plus productif de la propriété territoriale ne

peuvent se réaliser que dans les exploitations d'une certaine étendue.

Mais, pour déterminer cette étendue, il ne peut y avoir une mesure unique. Cette mesure variant avec les pays, avec les climats, avec le caractère des habitants, et les conditions morales et économiques au sein desquelles leur industrie s'est développée, l'étendue des exploitations doit être subordonnée aux circonstances, et l'on ne peut établir à cet égard non-seulement une règle absolue, mais même une règle générale (Rossi ¹).

L'exploitation de la terre est indépendante de la propriété. Grande propriété et grande culture, petite propriété et petite culture ne sont pas des idées qui se traduisent nécessairement l'une par l'autre. L'Irlande, pour ne citer qu'un exemple, est un pays de grande propriété et de petite culture; et, d'autre part, la propriété pourrait appartenir à deux mille propriétaires et être l'objet d'une grande exploitation. Ceci conduit à une des phases de la société, à l'association.

176. L'exploitation du sol donne lieu à un autre problème, celui du meilleur système de l'amodiation du sol, au point de vue de la production. Le propriétaire peut exploiter lui-même ou louer son bien; or, cette location, ou amodiation des terres exploitables, se fait pour un bail plus ou moins long, moyennant un fermage fixe payable en espèces, ou moyennant un fermage mobile basé, par exemple, sur le prix des grains, ou moyennant un fermage payable en nature et égal à la moitié ou à toute autre partie des fruits. Dans ce système, qui prend le nom de *métayage*,

¹ *Cours d'économie politique*, 3^e leçon. Il faut lire aussi sur ce sujet important, J.-B. Say, Sismondi (*Nouveaux Principes*), et le Mémoire publié par M. Passy, dans le *Journal des Économistes*, 1844-45, et séparément sous le titre *Des systèmes de culture*, in-8°, 1846.

le propriétaire du sol fournit tout ou partie du capital nécessaire à l'exploitation de la terre. Quand le bail est à long terme, il est dit *emphytéotique*. L'*emphytéose* peut être de quatre-vingt-dix-neuf ans : elle a pour but, comme son nom l'indique, de laisser jouir le fermier des améliorations (et *plantations*) qu'il peut faire. La détermination du meilleur système d'amodiation du sol, soit au point de vue de la production, soit au point de vue de la répartition, est un problème qui n'est point encore résolu, et la discussion des questions qui s'y rattachent nous ferait sortir du cadre de ces *Éléments* ¹.

177. Une grande expérience, qui se poursuit en France depuis la révolution, doit aider puissamment à l'instruction du monde, à la marche de la civilisation. Elle a déjà contribué à mieux poser toutes ces questions de grande et petite propriété, de grande et petite culture, du meilleur mode d'appropriation, d'amodiation et d'exploitation pour le sol. Nous voulons parler de la division des héritages remplaçant dans les lois modernes le droit d'ainesse, les majorats et les substitutions établis pour maintenir la grande propriété et l'éclat des familles. Avant de bien connaître les faits, on a redouté les résultats du trop grand fractionnement de la propriété et on a cherché les moyens de s'opposer à ce qu'on appelait la *pulvérisation* du sol. Mais il résulte d'un examen attentif fait par M. Passy ² de la statistique des propriétés foncières et des propriétés bâties, et des effets constatés par le cadastre, que la liberté illimitée d'acquérir et de vendre n'a pas été suivie d'un morcellement progressif, et que la marche des propriétaires ne s'est pas même accrue dans le rapport que semblait indiquer le développe-

¹ Voir une *note complémentaire* sur les amodiations du sol.

² Voir l'Appendice de l'ouvrage cité ci-dessus.

ment de la population ¹. M. Passy conclut ainsi dans son curieux travail : « C'est que le droit commun, en matière de propriété, suffit à toutes les exigences de la prospérité sociale. Le droit commun est la justice dans les relations des hommes, soit entre eux, soit avec les choses ; et la justice franchement appliquée n'a que des résultats conformes au bien général. Sans doute le désir d'obtenir les avantages attachés à l'acquisition de la terre est d'une extrême vivacité au sein des classes rurales ; mais ce désir n'a pas l'aveuglement qu'on lui suppose, et avec lui se forment naturellement des habitudes de prévoyance et d'économie qui finissent par l'éclairer et le contenir dans de justes bornes... Ce sont les genres mêmes des travaux auxquels les circonstances locales assurent la préférence, qui tantôt décident les progrès du morcellement, tantôt, au contraire, les arrêtent en provoquant un mouvement de concentration. Le temps ne fera que confirmer et étendre les résultats qui, malgré leur opposition apparente, tendent également à mettre la propriété en harmonie plus intime avec les exigences mobiles et variées des cultures ; car plus les populations s'éclairent, plus se répandent dans leur sein les lumières à l'aide desquelles elles apprennent à tirer tout le parti possible des moyens de richesse dont elles disposent. »

§ III. — Théorie de la rente. — Théorème de Ricardo.

178. Nous avons dit que la terre était un monopole natu-

¹ Il y avait en France, en 1815, dix millions de cotes foncières, et vingt-neuf millions d'habitants ; en 1842, onze millions et demi de cotes foncières, et trente-quatre millions et un tiers d'habitants. M. Passy a fait voir l'erreur qu'il y a à prendre le nombre des cotes foncières pour celui des propriétaires. Un propriétaire paye deux ou plusieurs cotes suivant que ses biens sont dans la circonscription de deux ou plusieurs perceptions. En second lieu, une partie des cotes foncières se rapportent à des propriétés bâties appartenant à des artisans ou journaliers qui n'ont pas de terres.

rel, le plus important de tous les monopoles de ce genre. Nous avons montré que les terres cultivées et cultivables présentaient entre elles des différences tranchées. Entrons maintenant plus avant dans l'analyse de la production agricole, et cherchons à déterminer la véritable nature de la *rente* qui revient économiquement au propriétaire ou possesseur de ce monopole.

Supposons que toutes les terres de première qualité, c'est-à-dire les plus fertiles et les mieux placées, aient été mises en culture, sans que les récoltes qu'elles donnent suffisent à la population existante, que feront les cultivateurs? Ils cultiveront des terres également fertiles, mais plus éloignées, ou des terres également voisines, mais moins fertiles; ou bien ils emploieront sur les terres déjà en culture une plus forte quantité de travail et de capital; c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'ils cultiveront des terres de seconde qualité; c'est-à-dire encore qu'ils produiront plus chèrement que s'ils continuaient à cultiver des terres de première qualité.

Il y aura donc alors sur le marché des produits (matières premières et comestibles) qui auront été obtenus les uns avec moins, les autres avec plus de frais de production. Le blé venant de la terre de première qualité aura coûté moins que le blé provenant de la terre de seconde qualité.

Cela étant, y a-t-il deux prix ou un seul prix? Il y aura un seul prix, si vous supposez le même marché, la même époque et la même qualité de blé; car il est constant que les prix se nivellent entre deux qualités, toutes choses égales d'ailleurs, quelle que soit la différence des frais de production.

Maintenant, quel est le prix qui domine? C'est celui du blé qui a été produit le plus chèrement, du blé qui provient de la terre de seconde qualité; car si le producteur qui

produit le plus chèrement n'obtenait pas le remboursement des avances et un profit, il ne produirait pas. Il peut bien y avoir mécompte de la part de tel ou tel cultivateur ; mais il est physiquement impossible que cette erreur agisse longtemps et sur un grand nombre de producteurs.

Le possesseur de la terre de première qualité, jouissant d'un monopole, ne redoute d'ailleurs pas la concurrence ; car les bonnes terres ne s'improvisent pas, et le commerce est obligé de dépenser des frais pour aller chercher les produits qui pourraient faire cette concurrence.

Le régulateur général du prix du blé est donc le prix du blé obtenu avec le plus de frais, et on est en droit de dire que le blé de la terre de première qualité tend à se rapprocher du blé de la terre de seconde qualité.

Nous avons supposé seulement deux qualités de terre. Nous aurions pu en supposer davantage, quatre, par exemple, avec du blé coûtant à produire dix, douze, quatorze et seize francs. Il résulterait de ce qui précède que le prix vers lequel toutes les qualités oscilleraient sur le marché serait celui de seize francs, donnant ainsi au possesseur du sol, tous frais déduits, un bénéfice de six, quatre, deux et zéro francs.

Ce que nous disons du blé s'applique à toutes les denrées agricoles, et suffit pour montrer la marche de la production agricole.

Ce qui est vrai de deux terres est également vrai de deux portions de capital appliquées à la même terre.

Nous venons de démontrer qu'il y a une différence entre la valeur des produits d'une terre et la valeur des produits d'une autre terre. C'est cette différence entre le prix naturel et le prix courant des produits, entre les frais de production et le prix du marché, entre les frais exigés par le produit le moins coûteux et le prix du marché réglé par

les frais de production nécessaires à ceux qui ont produit le plus chèrement, qui forme la *rente* de la terre, le revenant-bon de celui qui la possède.

Cette rente fait partie du *fermage* payé par le fermier ou locataire; mais ce fermage peut aussi être plus fort ou moindre que la rente.

La rente rationnelle, on le voit, est l'*effet* et le résultat du prix du marché, et n'en est nullement la *cause*. Quant au fermage, il est évident qu'il doit, jusqu'à un certain point, agir sur ce prix; car il peut, s'il est supérieur à la rente, transformer momentanément une terre de première qualité en une terre de qualité inférieure; et réciproquement, s'il est inférieur à la rente, mettre une terre de seconde qualité dans les conditions d'une terre de première qualité, à moins que, dans ce cas, le fermier ou locataire ne bénéficie la différence, ce qui est toujours le plus probable, les acheteurs de subsistances étant le plus souvent assez nombreux pour se faire concurrence. Cette manière de considérer la production agricole a été entrevue par Adam Smith, méditée par James Anderson, Malthus et sir Edward West; mais nous en devons la démonstration complète à Ricardo ¹.

¹ Malthus a développé ses idées dans un écrit intitulé *Recherches sur la nature et les progrès de la rente*, qu'il a publié en 1815, et qu'il refondit plus tard dans ses *Principes d'économie politique*. La même année, West publiait son essai sur l'*Application du capital à la terre*. La première édition des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* ne parut qu'en 1817. Dès la première ligue, Ricardo y fait mention des deux ouvrages précédents. Quant au docteur James Anderson, dont M. Mac Culloch analyse avec soin les idées, son premier écrit remonte à 1777. C'est une brochure intitulée : *An inquiry into the corn laws*. Anderson, qui était cultivateur, a encore développé ses vues en 1797 dans un ouvrage périodique intitulé : *Récréations d'agriculture, d'histoire naturelle, d'arts, etc.* (vol. V, p. 401). Ces écrits sont passés inaperçus. Adam Smith ne parle pas, dans sa deuxième édition (1778), de la brochure de 1777. Malthus et West semblent avoir ignoré aussi tous deux les études d'Anderson (voy. Mac Culloch, *Principles of political economy*. 3^e édition, 4 gros vol. in-8°, Londres, 1843, p. 439).

Elle a été adoptée par les principaux économistes qui ont porté leurs investigations sur cette partie de la science ¹; et les diverses objections qui y ont été faites ne nous semblent pas l'avoir ébranlée.

La connaissance de la vérité, sur ce point délicat de la science économique, jette un jour nouveau sur les rapports qui lient le propriétaire au fermier, les possesseurs de terre au reste de la population; enfin, elle éclaire le gouvernement sur l'assiette de l'impôt.

Elle nous servira à approfondir les notions importantes de liberté commerciale du produit brut et du produit net de la société.

Elle nous démontre, dès à présent, que la rente du propriétaire n'étant que l'effet du prix du marché, n'entre pas forcément dans la somme des frais de production (52).

¹ Voir la fin de la 8^e leçon du Cours de M. Rossi et le chap. V des *Principes* de M. Mac Culloch.

TROISIÈME SECTION.

CIRCULATION DE LA RICHESSE.

En économie politique, nous l'avons déjà dit, tous les phénomènes se touchent, s'enchaînent et réagissent les uns sur les autres. Arrivé au point où nous sommes, nous avons déjà eu occasion de parler de la circulation, de la distribution et de la consommation de la richesse produite. En ce qui touche plus particulièrement la circulation de la richesse, nous en avons déjà indiqué quelques phases importantes en parlant des voies de communication et des monnaies qui aident à la production, en facilitant la circulation, le déplacement, la mobilisation des choses produites.

Cette simultanéité de phénomènes qui s'offrent en même temps aux regards de l'observateur attentif constitue à la fois le caractère et la difficulté de toute physiologie en général et de la physiologie sociale économique en particulier. Dans les trois chapitres qui suivent nous ferons plus particulièrement ressortir les phénomènes relatifs à la circulation se confondant d'un côté avec ceux de la production, et de l'autre avec ceux de la distribution et de la consommation de la richesse. Nous déterminerons la nature du crédit et le rôle des institutions auxquelles il a conduit. Nous compléterons les théorèmes fondamentaux de l'échange, et nous montrerons comment la production amenant la production, celle-ci se sert de débouché à elle-même, en provoquant la consommation, et en étant provoquée par elle. Nous signalerons en second lieu la racine des erreurs que l'on objecte à l'entière liberté des échanges dont l'adoption allégerait la production des charges artificielles qui pèsent sur elle, et lui laisserait suivre son libre développement. C'est ensuite dans la seconde partie de ces *Éléments* que le lecteur devra chercher le complément de ce système d'idées, que l'on ne peut d'ailleurs apercevoir dans son ensemble qu'après des études sérieuses et avec une attention soutenue.

Nous employons le mot de *circulation* dans son sens le plus général. Quelques économistes l'appliquent le plus souvent dans le sens spé-

cial de la circulation des monnaies ou des effets de commerce, et en font l'équivalent du *currency* des Anglais, dont nous n'avons pas tout à fait le correspondant ¹.

CHAPITRE XI.

DU CRÉDIT.

I. De la nature du crédit. — II. Du crédit privé, commercial et industriel. — III. Des banques. — IV. Des virements de parties. — V. Des warrants. — VI. Des institutions du crédit foncier.

§ I. — De la nature du crédit.

179. Le mot de *crédit* ² est une de ces expressions dont le sens varie encore sous la plume des économistes. Nous allons tâcher d'en indiquer les principales acceptions, et surtout l'acception plus exacte que le progrès de la science tend à lui imposer tous les jours davantage. En écartant d'abord les significations littéraires ou même de pure comptabilité (2), nous nous trouvons en présence de trois définitions : une plus ancienne et plus usuelle, mais incomplète ; une seconde, moins générale encore, et une troi-

¹ Les Anglais disent surtout *currency*, de l'agent de la circulation : papier ou métal.

² *Crédit*, dans les livres de commerce, indique ce qui est dû par la maison, comme *débit* indique ce qu'on lui doit. — Ouvrir un crédit, c'est autoriser un client à se constituer débiteur pour une somme, et à des conditions données. — Une *lettre de crédit* autorise le porteur à toucher une somme chez des correspondants indiqués. — *Prêter son crédit*, c'est donner sa garantie. — *Faire crédit*, c'est donner un délai pour le paiement d'une fourniture. — *Avoir du crédit*, c'est avoir une bonne réputation, inspirer de la confiance pour obtenir un pareil délai, ou d'autres conditions favorables. Le mot de *crédit* devient, dans le langage, synonyme de confiance : on dit d'une valeur et même d'une nouvelle, qu'elle a ou qu'elle acquiert du crédit. — En s'appliquant aux personnes, il exprime l'idée d'importance : on dit d'un homme influent qu'il a du crédit, qu'il est en crédit, etc., etc.

sième plus nouvellement proposée et qui nous semble mieux comprendre l'ensemble des phénomènes. En examinant ces trois définitions, nous percevrons chronologiquement, pour ainsi dire, quelle est la notion du crédit, rarement indiquée dans son ensemble dans les ouvrages d'économie politique.

180. *Première définition.* Le crédit est la facilité d'emprunter, facilité qui est due à la confiance qu'on inspire.

En pénétrant dans l'analyse, on ne tarde pas à s'apercevoir que cette manière de voir du plus grand nombre des écrivains n'explique qu'un côté de la question; qu'elle ne réfléchit qu'un des accidents de la production, et qu'elle ne traduit réellement dans sa totalité que les questions qui se rattachent aux emprunts des États, au CRÉDIT PUBLIC (chap. XXIII).

181. *Deuxième définition.* Le crédit est une anticipation de l'avenir.

Cette définition ou plutôt cette appréciation est encore plus exceptionnelle que la précédente; elle ne comprend guère que l'abus du crédit, entendu dans la sphère partielle de l'emprunt et de l'emprunt hypothéqué sur des valeurs futures et incertaines. Sismondi a la plupart du temps ¹ envisagé cette opinion, et s'est donné beau jeu dans ses critiques.

182. *Troisième définition.* Le crédit est la transformation des capitaux *fixes* et ENGAGÉS en capitaux *circulants* ou DÉGAGÉS.

C'est la définition que propose M. Cieszkowski dans son remarquable livre sur la circulation et le crédit, que l'on comprendra bien en se reportant à la division qu'Adam Smith a faite des capitaux (voy. chap. VII, § 11), et qui nous

¹ *Nouveaux Principes d'économie politique*, 2 vol. in-8°, 1827.

semble heureusement formulée ¹. Elle traduit bien le rôle des institutions du crédit ; elle comprend, complète et rectifie les notions que laissent dans l'esprit les deux autres définitions qui ont souvent conduit à des conséquences fausses et dangereuses. « Si du premier abord, dit M. Cieszkowski, elle ne paraît pas rentrer absolument dans les idées qui ont cours en matière de crédit, c'est au progrès de celui-ci qu'il faut attribuer cette circonstance ; car parallèlement au développement des idées et des institutions, les expressions qui correspondent à celles-ci sont obligées de se développer à leur tour, et c'est ainsi que la signification des unes change par le changement de la nature des autres. Or la nature du crédit n'est plus aujourd'hui la même qu'elle était dans sa première enfance, et certes elle n'est pas encore ce qu'elle sera dans l'avenir. »

Nous avons vu qu'il fallait à toute industrie une certaine quantité proportionnelle du capital fixe et du capital circulant. On sait aussi quels sont les avantages du capital roulant ou disponible sur celui qui est immobilisé. Donc tout moyen nouveau de *dégager* les capitaux *engagés*, bien entendu, sans leur faire perdre leur caractère de fixité indispensable pour la production, c'est-à-dire tout moyen de faire jouer aux capitaux engagés en même temps le rôle de capitaux fixes et celui de capitaux roulants, est un grand progrès qui multiplie les usages d'un des trois instruments généraux de travail, et augmente la production sociale. Or l'ensemble de ces moyens connus constitue le *crédit*.

¹ *Du crédit et de la circulation*, par Auguste Cieszkowski, in-8°, première édition, 1839 ; deuxième édition, 1847.

Les expressions de M. Cieszkowski sont exactement celles-ci : « Le crédit est la transformation des capitaux *stables* ou *engagés* en capitaux *circulants* ou *dégagés*. »

183. Ainsi le crédit a pour but de rendre tous les capitaux, fruits d'un travail antérieur, disponibles pour le travail présent, faisant ainsi concourir la richesse acquise à la création d'une richesse nouvelle. Les institutions de crédit ont pour objet de rendre les propriétés de toute nature facilement échangeables, si bien que toute propriété réelle, mobilière et même immobilière, puisse être offerte, comme un gage certain, presque à l'égal de la monnaie métallique.

« Le crédit, a dit M. Michel Chevalier, offre au faible une ressource précieuse, au puissant un levier pour changer l'équilibre commercial des cités et des royaumes... Il établit une association entre le riche et le pauvre, entre celui qui a reçu de ses pères ou a tiré de son travail un beau patrimoine, et celui qui débute dans la vie sans autre ressource que son intelligence, sa moralité, son application ; et qui peut arriver à son tour à l'aisance... Une bonne constitution du crédit affermira l'indépendance des travailleurs... Déjà il a exercé une influence magique sur les déserts du nouveau monde... C'est lui qui aidera l'homme à maîtriser la matière, à exploiter le globe et à l'embellir pour son propre usage ¹. » Ces propositions formulent bien les avantages de ce puissant auxiliaire du travail qui, au fur et à mesure qu'on parviendra à l'employer normalement, facilitera la distribution du capital et deviendra l'auxiliaire de la liberté, de cet état vraiment naturel vers lequel tendent tous les instruments de production pour fonctionner au plus grand avantage de tous.

184. Mais il s'en faut qu'en constatant les avantages et les effets du crédit, on se soit toujours tenu en dehors de l'illusion. De ce que le crédit met en circulation des valeurs

¹ Ouverture du cours d'économie politique au collège de France, 1843-44.

fixes, engagées, de ce qu'il fait passer entre les mains des travailleurs, qui les rendent productifs, des capitaux restant oisifs et infructueux entre les mains de leurs possesseurs, on a été conduit à cette proposition féconde en abus que *le crédit multiplie les capitaux*. Il y a bien une chose que le crédit multiplie, c'est l'action, c'est la force, c'est la fécondité du capital qui, d'abord engagé ou oisif, prend les caractères et les fonctions du capital circulant, devient, dans ce dernier cas, positif de neutre qu'il était, et, dans le premier cas, acquiert une action positive de plus, l'action de capital roulant qu'il cumule avec celle de capital engagé. Mais cette transformation, en améliorant l'instrument, n'en a fait ni deux, ni trois instruments; en un mot, elle n'a pas multiplié le capital. Quand un emprunteur jouit de ce qu'il n'avait pas, le prêteur en est privé; quand un escompte est effectué, il n'y a que les rôles qui sont changés : celui qui avait l'effet de commerce l'a donné contre des espèces; celui qui avait des espèces les a données contre l'effet. Il peut se faire que celui-ci tire un meilleur parti de l'effet, et celui-là un meilleur parti des espèces; mais en définitive il n'y a rien là qui ressemble à la multiplication dans le sens littéral du mot.

En disant que le crédit multiplie les capitaux, on a d'abord fait une figure de rhétorique. Cette figure a ensuite été prise au pied de la lettre, et des esprits sérieux ont été conduits à penser qu'en créant des signes de valeurs, des engagements, des papiers de commerce, on créait aussi les valeurs réelles correspondantes, au lieu de voir que ces dernières n'étaient obtenues en échange que pour une véritable tromperie; ils ont pensé qu'en engageant un avenir incertain, on créait un capital futur, au lieu de voir que ce capital n'était obtenu qu'à l'aide du mensonge ou de l'illusion.

Sans doute, les individus, si on les admet surtout en petit nombre, qui signent des effets de commerce fictifs ou de *complaisance*, et qui font, comme on dit, *de la circulation*, se procurent des capitaux à l'aide desquels ils peuvent créer des valeurs réelles et faire face à l'échéance de leur engagement. Mais outre qu'il est exceptionnel de voir une production assez féconde pour suffire en peu de temps au remboursement du capital emprunté et au capital nécessaire à l'entreprise, circonstance indispensable si l'on ne veut pas la voir crouler, supposez qu'une quantité notable de membres de la société courent cette aventure, et vous comprendrez le danger auquel le papier de complaisance et le crédit d'anticipation exposent le travail.

185. Pour entrer plus avant dans la notion du crédit, nous allons jeter un coup d'œil sur ce qui se passe le plus communément dans les transactions des particuliers et des commerçants, sur le rôle des institutions du crédit, connues sous le nom de *banques*.

Le crédit privé se dit par distinction des opérations de ces grandes institutions et du CRÉDIT PUBLIC des États. On l'appelle *crédit commercial* lorsqu'il se rapporte plus particulièrement aux transactions de commerce et d'industrie manufacturière; dans ce second cas, il prend aussi, quoique rarement, le nom de *crédit industriel*; enfin on l'appelle *crédit foncier* ou *territorial*, et *crédit agricole* lorsqu'on a en vue l'application du crédit aux affaires concernant la mobilisation du fonds de terre et l'exploitation rurale.

§ II. — Du crédit privé, commercial et industriel.

186. Les individus qui font un appel au crédit s'égarent faute de faire les distinctions nécessaires. Certes, le crédit normalement entendu, le crédit qui a pour effet de déga-

ger une valeur engagée, de la mobiliser pour en mettre l'utilité à la portée du producteur, le crédit par emprunt qui met au pouvoir d'un travailleur un capital oisif ou moins productif, le crédit même qui engage l'avenir pour féconder le présent, sont utiles et recommandables à deux conditions essentielles : la première, que le capital dégagé ou emprunté serve à la production ; la seconde, que l'intérêt payé pour ce dégagement ou cet emprunt n'absorbe pas les profits qu'il doit produire entre les mains de l'emprunteur.

A propos de cette seconde condition, on dira que c'est là un calcul très-facile à faire : l'expérience démontre pourtant que l'emprunteur ne sait pas toujours s'arrêter à temps, et comme il n'y a pas de limite positive à lui indiquer, son jugement l'abandonne quelquefois, et il abuse de la facilité qu'il avait jusqu'alors rencontrée. C'est ainsi que plusieurs propriétaires, par une gloriole qui leur est funeste, s'obstinent à emprunter à cinq ou six pour cent (quand ce n'est pas davantage), pour améliorer des immeubles qui ne leur donnent que deux ou trois pour cent ; c'est ainsi que des industriels font pour une affaire plus de sacrifices qu'elle ne vaut.

Ce n'est qu'à la dernière extrémité, et par suite de considérations dont l'économie politique n'est pas juge, qu'il faut emprunter pour consommer d'une manière improductive, pour subvenir aux dépenses quotidiennes et à l'entretien de la famille. C'est là une anticipation sur l'avenir qui ne peut être que pernicieuse, et qui n'a rien de commun avec le crédit normal, bien qu'on le confonde avec lui dans le langage ordinaire.

C'est bien à tort encore qu'on a donné le nom de *crédit* et de *circulation* à cette opération frauduleuse qui consiste à simuler des affaires réelles pour créer des effets de com-

merce, lancer dans la circulation des valeurs imaginaires, aléatoires et de pure complaisance. C'est le faux crédit, suite des fausses idées répandues sur la matière et contre laquelle réagira la vulgarisation d'une notion plus normale et plus vraie.

C'est pour avoir confondu ce crédit de consommation, ou les faux calculs de l'emprunteur, ou encore le crédit purement circulatoire, avec le crédit normal, que plusieurs écrivains ont embrouillé la question générale du crédit, et que beaucoup de producteurs se trouvent lancés dans la ruine, quand ils croient faire usage d'un instrument de prospérité.

187. Le crédit se produit de deux manières : par le prêt direct de l'argent, ou des valeurs équivalentes, et par la vente à terme de marchandises ou d'objets quelconques. Au moyen du crédit, le créancier peut avoir de nouveau en sa possession le capital dont il s'était dessaisi avant l'époque fixée pour le remboursement de son prêt, ou avant le paiement de l'objet vendu. Il obtient du débiteur un *billet à ordre* (promesse de payer), ou bien il tire sur lui une *lettre de change* (ordre de payer), ou bien encore son débiteur lui transmet (par endossement) soit un billet souscrit par un tiers, soit une lettre de change relative à une autre affaire, l'un ou l'autre effet passé à son ordre. Le créancier vend ou négocie ce billet ou cette lettre de change, et transporte sa créance à une troisième personne, qui peut la céder à une quatrième, et ainsi de suite ¹. De cette manière, la confiance s'endosse, si l'on peut dire, et le crédit se propage de négociant à négociant, de ville à ville, de pays à pays, avec une intensité croissante, puisque tous les en-

¹ Voir une note finale sur le *Commerce du change* et les *Effets du commerce*.

dosseurs sont responsables. Le crédit intervient ainsi dans la plus grande partie des affaires commerciales, et l'on comprend le service qu'il y rend. Un fabricant d'étoffes, par exemple, travaille constamment sans attendre que ses premières étoffes soient vendues et payées, parce que le teinturier lui fait crédit; celui-ci ne chôme pas non plus, parce que le droguiste lui fait également crédit, et ainsi de suite. Multipliez cette action par la quantité des branches de travaux auxquels se livre l'espèce humaine, et vous pourrez vous faire une idée de l'action que le crédit privé imprime à la circulation et à la production.

Ce crédit est encore facilité dans les grands centres par l'emploi des billets de banque et des warrants, dont nous parlerons plus loin (§§ III et V). Mais il faut qu'il soit manié avec sagesse, c'est-à-dire que le billet ou la lettre de change ne doivent s'appliquer qu'à des affaires réelles, que les emprunts doivent servir au travail et non à la consommation improductive, et que le négociant doit bien apprécier la nature de ses ressources pour ne pas se trouver au dépourvu quand arrive l'échéance.

188. C'est ici le moment de citer l'opinion de J.-B. Say : il avoue qu'il est heureux pour la société que le crédit soit généralement répandu ; mais il y a, selon lui, une situation bien plus favorable encore, c'est celle où personne n'a besoin de crédit, parce que la nécessité de faire des emprunts et d'obtenir du terme multiplie les occupations des travailleurs sans multiplier les produits, les force à des sacrifices qui sont une augmentation de frais de production ; expose enfin les capitalistes à des pertes non méritées, et élève ainsi le prix des capitaux ou le taux de l'intérêt. On peut à ce sujet faire deux observations : la première, c'est qu'un pays où personne n'a besoin qu'on lui fasse crédit se trouve dans les meilleures conditions pour organiser les instru-

ments de crédit; la seconde, c'est que travailler à crédit n'est pas la même chose que travailler à l'aide des instruments de crédit. En parlant ainsi, J.-B. Say ne pouvait avoir en vue que l'emprunt fait par le producteur; mais les effets de commerce, en mobilisant les valeurs, en compensant les dettes réciproques des pays et des nations, en évitant le transport du numéraire, en suppléant à la monnaie, n'ont aucun des inconvénients signalés par J.-B. Say, et dès lors le développement et la plus grande extension du crédit indiquent une situation de plus en plus prospère.

189. En ne considérant que le crédit au point de vue de la vente à terme, il y a à signaler un abus qui manque rarement d'amener des catastrophes; c'est le crédit accordé pour les marchands de détail et les petits producteurs qui sont en rapport direct avec le consommateur. Par ce procédé, les vendeurs obtenant des prix élevés peuvent prêter à gros intérêts; mais ils éparpillent leur capital et il leur est souvent impossible de le faire rentrer à temps, quand toutefois ils peuvent le faire rentrer. D'autre part, le consommateur provoqué à la dépense se laisse glisser sur cette pente facile, achète plus que ses moyens ne le lui permettent et se met dans une position déplorable. Vendeur et acheteur se laissent ainsi aller aux charmes de l'illusion et abusent du crédit. C'est à l'esprit de prévoyance à réagir contre ce mal vraiment épidémique dans plusieurs classes de la société ¹.

¹ L'expérience prouve que l'emprisonnement n'est pas un remède à ce mal. Une enquête faite en Angleterre, et citée par M. Michel Chevalier dans le *Dictionnaire du commerce*, article *crédit*, d'après M. Mac Culloch, apprend qu'il a été reconnu à Londres que de simples bottiers ou chapeliers avaient accordé des crédits pour cent mille francs. Les cinq sixièmes de ces créances étaient au-dessous de deux cent cinquante francs; la plus grande partie était irrécouvrable; mais les bonnes suffisaient pour indemniser les marchands de

190. En résumé, le crédit, au point de vue de l'emprunt ou de l'escompte, suppose chez l'emprunteur un travail productif capable de payer le profit du capital et au moins l'entretien du travailleur, sans quoi ce serait une piperie. Il suppose chez le prêteur un capital préexistant et la confiance dans l'emprunteur. Or, cette confiance est ce je ne sais quoi qui fait croire par le prêteur non-seulement à la moralité de l'emprunteur et à son intelligence, mais encore à son bonheur, à son étoile, et enfin, condition *sine qua non*, à sa richesse ou au moins à sa position sociale, qui est aussi un capital, c'est-à-dire, en d'autres termes, aux garanties que peut offrir l'emprunteur. Il suppose dans les deux contractants une instruction convenable et appropriée à la nature du travail que doit aider le capital. Hors de toutes ces conditions, il y a leurre, vol, exploitation ou félonie.

Tout ce que nous venons de dire se rapporte au crédit privé, au crédit commercial et au crédit industriel, tant manufacturier qu'agricole. Toutes ces divisions ne désignent que des catégories de travaux qui procèdent en matière de crédit comme le commerce proprement dit, attendu que, considérés au point de vue de l'échange et de la circulation des produits, ils ne sont qu'une seule et même fonction. Seulement c'est dans le commerce que les phénomènes du crédit se manifestent à un plus haut degré. Nous parlons plus loin du crédit foncier.

§ III. — Des banques.

191. Dans l'ordre des travaux commerciaux, les ban-

la part des mauvaises. Ces faits expliquent bien la cherté des objets achetés à crédit.

*quiers*¹ ont la spécialité du commerce des monnaies, et des valeurs facilement échangeables. Ils reçoivent et payent sur place et au loin par des correspondants ; ils conservent des fonds en dépôt ; ils escomptent les effets de commerce, c'est-à-dire qu'ils achètent, moyennant une retenue, le droit de les toucher à l'échéance ; ils font des spéculations sur le change, sur les matières d'or et d'argent, sur les actions de compagnies industrielles, sur les emprunts publics ; enfin ils commanditent les producteurs qui ont besoin de capitaux. Le banquier remplit un rôle mixte, celui d'*intermédiaire* et celui d'*assureur*, garantissant par ses engagements personnels l'emploi des capitaux qu'on lui confie, et de ceux qui sont représentés par les effets qu'il escompte et qu'il garantit par sa signature.

192. Pour la garde des fonds en dépôt, les encaissements, les escomptes, les *banques* font en grand ce que les banquiers font en petit. Ce sont des établissements de crédit, plus ou moins constitués en monopoles, et destinés à recevoir en dépôt le numéraire et les métaux précieux des particuliers, et à prêter des capitaux aux travailleurs.

Pour bien comprendre le rôle des banques, il faut les classer suivant l'ordre chronologique, en *banques de dépôt* et en *banques d'escompte ou de circulation*.

Les *banques de dépôt* sont celles qui reçoivent en dépôt des monnaies ou des lingots, et donnent leurs *reconnaisances* en échange. Les *banques d'escompte* reçoivent en outre des effets de commerce et donnent en échange leurs propres *billets*. Cependant les banques modernes, et notamment les banques de France, à Paris, et la banque d'Angleterre, à Londres, réunissent les deux systèmes.

193. *Des banques de dépôt.* Les banques de dépôt ont

¹ De l'italien *banco*, banc, comptoir.

pris naissance dans les grandes villes commerçant avec l'étranger ; elles recevaient plusieurs espèces de monnaies de titres différents. Les variations auxquelles ces monnaies donnaient lieu jetaient de la perturbation dans les affaires, et l'on imagina des dépôts où l'on reçut, sous la garantie et la surveillance des municipalités, toutes les valeurs métalliques mobiles à titre de lingots, et où l'on donna en échange la monnaie nationale, de titre et de poids définis, ou une monnaie officielle de banque, au moyen de laquelle les transactions acquirent un caractère plus régulier. Ces avances étaient toujours un peu inférieures aux matières déposées, et on comprend bien comment les certificats de dépôt purent obtenir une valeur supérieure à celle de l'argent courant, et comment un *agio* ou différence put s'établir en faveur de la monnaie de banque.

Au moyen de ces banques, les paiements se firent avec la plus grande facilité. Un négociant ne déplaçait point les espèces qu'il avait déposées à la banque, mais il donnait une délégation sur son compte, et, par un simple *transfert* ou *virement*, la somme changeait de propriétaire. Le public s'habitua ensuite à faire des transactions sans numéraire avec le secours des *certificats* sur le gage desquels on était parfaitement rassuré. Les banques percevaient un droit sur ces transferts ; elles bénéficiaient aussi sur les dépôts qu'elles faisaient sur les lingots et sur certains objets précieux.

Les banques de dépôt qui ont eu le plus d'importance sont celles d'Amsterdam, de Venise, de Gènes, de Hambourg ; elles ont puissamment contribué à la fortune commerciale de ces opulentes cités ¹.

¹ La plus ancienne est celle de Venise, fondée en 1171. Elle périt en 1797 avec la république. — La banque de Gènes date de 1407. Elle a obtenu plus

194. *Des banques de circulation.* Nous venons de dire que les banques de dépôt avaient habitué le commerce aux certificats qui évitaient le déplacement du numéraire. Le premier germe de ce grand perfectionnement, qui fut plus tard développé par la banque d'Angleterre, se trouve dans les obligations imaginées par la banque de Stockholm. Cette banque avait été fondée en 1557. De là, aux billets émis par les banques avec la faculté du remboursement immédiat, il n'y avait qu'un pas, et comme l'expérience vint prouver que ce remboursement n'était demandé que dans une certaine proportion, on osa bientôt avoir plus de billets en circulation que de numéraire en caisse, surtout lorsqu'au lieu de donner ces billets en échange de lingots ou de monnaies, on se hasarda à les donner en échange de lettres de change, garanties simplement par leurs signatures.

Telle est l'origine naturelle des banques de circulation et d'escompte, inventions puissantes qui caractérisent le commerce moderne, et qui sont, suivant l'heureuse expression de Gioja, des trésors confiés aux soins d'une administration, pour servir de garantie à des billets dont le but est de faciliter les paiements ¹.

Les banques de dépôt ne pouvaient donc opérer que sur une masse de certificats ou de billets, égale au montant des valeurs déposées, tandis que les banques de circulation peuvent émettre des billets pour une valeur double,

de célébrité que la précédente : c'était un grand mont-de-piété commercial destiné à faire des avances aux citoyens. Elle a cessé d'exister avec la république de Gènes. — La *banque d'Amsterdam* fut établie en 1609, et a duré jusqu'au commencement de ce siècle. En 1814, elle fut réorganisée sur des bases analogues à celles des principales banques modernes. — La *banque de Hambourg* fut fondée six ans après celle d'Amsterdam, et fonctionne encore sur les mêmes bases.

¹ Gioja, liv. II, sect. II, chap. II.

triple, quadruple, etc., du montant des espèces qui composent leur encaisse. Ainsi une banque de circulation bénéficie les escomptes sur les billets et les lettres de change du commerce, comme si elle avait un capital triple et quadruple. Si elle ne prend que de bonnes signatures et du papier à courte échéance, on comprend tous les bénéfices qui peuvent résulter de sa position et tous les services qu'elle doit rendre aux négociants n'ayant besoin d'espèces que pour payer les petites sommes, et employant immédiatement, avec intérêt, le papier de banque qui se trouve ainsi transformé en un capital monétaire.

195. Au premier abord, on peut craindre qu'une banque qui émet son papier non-seulement pour la somme du numéraire qu'elle a en caisse, mais encore pour le double, par exemple, ce qui fait en circulation une somme triple de ce numéraire, doive souvent suspendre ses paiements en espèces. L'expérience prouve au contraire que c'est là le cas le plus rare; que jamais une banque n'a péri après un événement semblable, quand elle a pu montrer au grand jour ses opérations, prouver que ses escomptes et ses avances étaient faits sur des valeurs de bon aloi, et expliquer que son embarras n'était dû qu'à la panique des porteurs de billets venus en foule pour en demander l'échange en espèces. Ces paniques ¹ ne sont jamais l'effet d'un besoin instantané d'écus; elles n'éclatent que dans des temps exceptionnels de révolution ou de calamité publique, et la raison ne tarde pas à les calmer. Si on admet qu'elles durent, voici ce qui se passe : Les caissiers de la banque payent avec plus de lenteur qu'à l'ordinaire, s'il le faut, les premiers venus au moyen du numéraire en dépôt; un tiers des billets se trouve ainsi retiré de la circulation. Pendant

¹ En anglais *run*; — *run upon the bank*, irruption sur la banque.

ce temps, les effets de commerce, dont l'époque commune est à un petit nombre de jours et qui sont munis de bonnes signatures, arrivent à échéance, et, en peu de temps, les deux autres tiers des billets sont payés en espèces, et le dépôt reconstitué en entier : c'est tout au plus si les non-valeurs absorbent les bénéfices de l'escompte.

196. La proportion du triple est généralement admise dans la pratique, sans qu'on sache trop se rendre compte de la raison qui la recommande (204). En fait, la banque d'Angleterre a admis en principe qu'elle ne dépasserait pas ce chiffre, qu'elle a cependant dépassé plus d'une fois sans danger. En France la même proportion, ordonnée à la banque de Paris par la loi de 1805, et positivement prescrite par les lois qui ont accordé le privilège aux banques départementales, est admise comme règle et a été rarement atteinte. Quant à l'encaisse métallique, il peut être composé des sommes appartenant en propre à l'établissement et de celles qu'on y dépose. La plupart du temps, ce sont celles-ci qui en forment la presque totalité ; car le capital primitif des banques est placé, pour produire, en rentes sur l'État ou en autres valeurs mobiles, très-susceptibles d'être vendues, mais non sans secousse si on les mettait immédiatement sur le marché.

197. Pour bien comprendre ce mécanisme des banques et apprécier les avantages et les dangers des émissions, arrêtons-nous un instant pour constater les propriétés du billet de banque. Ce billet, toujours échu et toujours à échoir, remplace des valeurs à une seule échéance fixe, et fait les fonctions de la monnaie, mille fois plus encombrante. Il satisfait donc si bien les besoins de ceux qui le reçoivent, qu'il reste naturellement dans la circulation jusqu'à ce que la vétusté l'en chasse, de telle façon que, pour la banque qui l'émet, il devient billet à échéance lointaine. « Admi-

nable réunion, dit M. Coquelin ¹, des propriétés en apparence les plus contraires. » Comme l'a fort bien fait observer le même écrivain, le billet de banque remplace les effets de commerce ordinaires dont la forme en entrave le cours; mais il n'est pas exact de dire qu'il remplace la monnaie. Celle-ci est une *marchandise* douée de valeur intrinsèque; le billet est un *signe* qui n'a de valeur qu'autant qu'il peut donner droit à des pièces métalliques. Si le billet de banque, comme les autres effets, diminue l'emploi de la monnaie et déprécie un peu son prix (147. 6°), il n'attaque en rien les qualités intrinsèques du métal. Celui-ci conserve les propriétés qui le font rechercher de tous les hommes, et la spéculation se hâte de le ramener aux lieux où elle l'avait rendu plus rare et plus cher.

198. En tête des banques modernes nous devons signaler la banque d'Angleterre et la banque de France.

La *banque d'Angleterre* est, en même temps qu'établissement de crédit, un des rouages de l'État : elle encaisse les revenus publics et paye la plus grande partie des sommes dues aux créanciers de l'État; elle négocie les billets de l'échiquier (du trésor), et avance au gouvernement le montant annuel de l'impôt territorial et de celui de la drèche, qui ne rentrent que fort tard; elle fait l'escompte et le commerce des matières d'or et d'argent; elle fait des prêts sur marchandises; elle accepte des dépôts sans intérêts ².

¹ Du *Crédit et des Banques*, extrait de la *Revue des Deux Mondes*, in-8°, 1842.

² La banque de Londres, dont la fondation remonte à 1694, a été reconstituée sur de nouvelles bases en 1844, acte du 19 juillet. L'État lui doit onze millions sterling; elle a en outre trois millions en billets de l'échiquier ou autres valeurs, en tout quatorze millions sterling ou trois cent cinquante millions de francs. C'est le fonds de réserve (*securities*). L'acte de 1844 a fait deux divisions dans l'administration de la banque; il a créé un bureau d'émission de billets surveillé par le gouvernement, et un bureau de ban-

C'est l'institution de crédit la plus colossale et la plus puissante.

La banque de France escompte, comme la banque d'Angleterre, le papier du commerce qui lui convient; elle fait des avances sur les effets publics, les lingots et les monnaies; elle prend en dépôt les rentes, les monnaies, les bijoux, etc.; elle est aussi, mais par circonstance, un des rouages de l'État, et elle vient notamment au secours du trésor en escomptant ses *bons* ou billets ¹.

que, où la compagnie fait ses escomptes et ses avances comme elle l'entend. Elle a le droit d'émettre des banknotes pour quatorze millions sterling; au-dessus, le bureau d'émission exige le dépôt d'une somme égale de valeurs métalliques. La banque suspendit ses paiements en espèces en 1797 sous le ministère de Pitt; elle les reprit en 1821 sous le ministère de Peel. Voir une note finale sur cette remarquable expérience. — Les *joint stock banks*, très-répandus en Angleterre, sont des sociétés dispensées de toute autorisation; mais rien n'y limite la responsabilité des associés.

¹ La banque de France a été fondée en 1803. Son capital, porté à quarante-cinq millions, et à quatre-vingt-dix millions en 1806, fut réduit, à partir de 1816, à soixante-sept millions neuf dixièmes, en rentes sur l'État. Elle a escompté en 1843 huit cent soixante-neuf mille effets, pour plus d'un milliard de francs; elle a avancé sur actions de canaux, sur rentes, sur bons du trésor, sur lingots, etc., environ quatre-vingt-dix-sept millions, sans compter les trois cent quatre-vingt-dix-huit millions des opérations de onze comptoirs ou succursales. Pendant la même année, le mouvement des espèces a été dans cet établissement de huit cent trente-huit millions; celui des billets, de cinq milliards cent quatorze millions; les virements ont été de neuf milliards cent quarante-trois millions. La banque a dépensé pour tous frais douze cent mille francs; elle n'a eu que cinquante-sept mille effets en souffrance. Elle n'a perdu que trente mille francs. Je prends les chiffres de 1843, bien que j'aie aussi sous les yeux ceux de 1846, parce que ces derniers ont été affectés par la crise financière et la disette. — La banque de France a fait suite à la *caisse d'escompte*, qui a fonctionné comme institution de crédit de 1776 à 1793. Cette caisse fut instituée par un arrêt du conseil (24 mars 1776), et supprimée par un décret de la Convention (4 août 1793).

Bien que la banque de France n'ait été constituée que par la loi du 24 germinal an xi (14 avril 1803), son origine remonte au 28 juin 1796, époque où fut fondée, sous la forme d'une société en commandite, la *caisse de comptes courants*, émettant des billets à vue et au porteur. Cette caisse ne tarda pas

Ces deux banques émettent des billets à vue et au porteur, et sont à la fois des banques de dépôt et des banques de circulation.

199. La question des banques et de l'organisation du crédit est une des plus étendues de l'économie politique pratique; il n'entre pas dans notre plan de la traiter, et nous n'avons pu que l'indiquer. Ceux qui voudront la connaître à fond étudieront l'histoire des banques anciennes de Gènes, de Hambourg, d'Amsterdam, de Venise, etc., l'histoire de la fameuse banque de Law¹, des deux grands établissements dont nous venons de parler, des banques

à avoir des relations avec le gouvernement consulaire. Au commencement de 1800, elle était autorisée à prendre le titre de banque de France, et elle se constituait au capital de trente millions. La loi de 1803, en la reconstituant de nouveau, lui concéda pour quinze ans le monopole qui a été successivement renouvelé jusqu'en 1853. — La banque de France a onze succursales ou comptoirs; il y a en outre, dans les principales villes de France, neuf banques dites *départementales*, constituées en sociétés anonymes par des lois, ayant fait en 1847 pour sept cent vingt-deux millions d'affaires. Ce sont là des chiffres vraiment exigus pour un si grand pays.

¹ Voir un remarquable écrit de M. Thiers sur le système de Law. — Voir aussi une analyse moins enthousiaste d'Eugène Daire, dans l'introduction aux *Œuvres* de Law. ÉCONOMISTES FINANCIERS DU XVIII^e SIÈCLE, tome I de la collection de Guillaumin. — Le système de crédit que Law avait conçu, dit M. Gauthier, consistait dans l'établissement d'une banque nationale fondée et régie par le gouvernement, et faisant à la fois les affaires de l'État et celles des particuliers; ayant des établissements dans tous les lieux de quelque importance, chargée de la recette des revenus publics comme du mouvement des créances privées; payant les dépenses de l'État comme les dettes des négociants; escomptant l'impôt comme les effets de commerce; maîtresse de la fabrication des monnaies, substituant en tous lieux ses billets aux espèces, et dominatrice de la circulation; appelant partout la compensation des dettes avec les créances; simplifiant les liquidations entre les localités, comme entre les personnes; offrant à tous, selon leurs besoins, l'intérêt du capital, ou le capital à charge d'intérêt; faisant à peu près exclusivement le commerce d'outre-mer, en vertu de monopoles, en un mot, *faetotum* presque universel. (*Des Banques et des Institutions de crédit en Amérique et en Europe*, page 41, 1830). Cet écrit se trouve aussi dans l'*Encyclopédie du droit*, deuxième volume.

d'Angleterre et d'Amérique, à propos desquelles il a été fait, dans ces dernières années encore, de si douloureuses expériences ¹, et l'histoire des banques d'Écosse, qu'on dit assez bien organisées pour être à la fois caisses d'épargne et banques commanditaires des entrepreneurs intègres et capables.

200. Il y a en Écosse trois grandes banques organisées par une loi d'incorporation ²; mais les banques qui portent plus particulièrement le nom de *banque d'Écosse* sont des banques libres, montant au nombre de trente-six. La loi ne limite ni le nombre des établissements, ni celui des actionnaires, ni le fonds social, ni l'étendue des opérations. Ces banques jouissent d'une remarquable solidité, qu'on attribue : à la supériorité du système hypothécaire en Écosse; au caractère national; à l'habitude que ces banques ont de faire, chaque semaine, à Édimbourg, une compensation de leurs billets et des soldes de leurs comptes créant entre elles une surveillance réciproque et une sorte de solidarité morale. Remarquons que toutes ces causes sont le fruit du régime libre. De plus les actionnaires y sont solidaires et responsables jusqu'à concurrence de leur fortune entière, comme c'est le cas en Angleterre dans la plupart des compagnies commerciales, non incorporées par une loi.

201. Cette question des banques est immense et il y a de grandes choses à faire dans cette voie. Presque toutes les banques actuelles sont plus particulièrement industrielles et commerciales, et surtout commerciales; il reste donc à

¹ Voir le livre de M. Condry-Raguet, 1839, traduit de l'anglais par M. Lemaitre : *Traité des Banques et de la Circulation*, in-8°, 1840; le livre de M. Carey, *Credit system in France, Great Britain and the United States*, in-8°, 1840, etc.

² La banque d'Écosse fondée en 1693, la banque royale d'Écosse fondée en 1737. Le *British linen company*, fondé en 1746, est demeuré simple institution de crédit.

établir des institutions plus appropriées au crédit agricole, ou mieux, au crédit foncier ou territorial. Mais la notion du crédit a besoin d'être élucidée. C'est le hasard, a très-bien dit M. Faucher, qui jusqu'ici a fait les frais des règles suivies en matière de banques ¹. Peu d'hommes ont des idées nettes sur le vaste sujet de la circulation monétaire, et nous nous bornerons ici à rappeler l'énoncé des grands problèmes dont on cherche la solution ².

L'industrie des banques sera-t-elle entièrement libre, ou soumise, comme par le passé, à des restrictions? Si elle n'est pas libre, quelles seront les conditions du monopole; quelles seront l'intervention et la responsabilité de l'État? Comment se réglera l'émission des billets? Où commence et où finit ce qu'Adam Smith appelait vaguement *la sagesse* d'une banque? Des recherches que nous avons faites sur ce dernier point, il résulte pour nous que la proportion entre l'encaisse métallique d'une banque et les billets qu'elle émet ne peut point être assignée en vertu d'un principe théorique; qu'elle varie suivant les temps, suivant les lieux, et suivant la nature de la clientèle, et qu'il faut par conséquent l'abandonner aux tâtonnements des directeurs des institutions de crédit, suffisamment habiles et responsables. Ajoutons, pour compléter notre opinion, que la liberté pleine et entière est dans l'avenir de ces établissements, qui trouveront naturellement dans la fécondité de ce régime la stabilité qu'on cherche en vain à leur donner par des combinaisons administratives.

¹ *Études sur l'Angleterre*, premier volume, page 179.

² Voir sur cette question l'écrit de M. Gauthier et celui de M. Coquelin que nous venons de citer, et les leçons de M. Michel Chevalier au Collège de France.

§ IV. — Des virements de parties.

202. Les banques, ainsi que tous les grands établissements auxquels aboutissent de nombreuses affaires, peuvent suppléer, pour ceux qui y entretiennent des dépôts de valeurs quelconques, à un grand mouvement de numéraire et de valeurs, au moyen de compensations de dettes et de créances, compensations qui prennent le nom de *virements de parties*. *A* met en dépôt cent mille francs, *B* en a cinquante mille. *B* devient en sept à huit fois débiteur de *A* de vingt-cinq mille francs; *A* devient en tout autant d'autres fois débiteur de *B* de quatre-vingt mille francs. Ils se donnent réciproquement des délégations sur leurs dépôts. La banque compare les deux comptes, et le dépôt de *A*, d'abord de cent mille francs, devient

$$100,000 + 25,000 - 80,000 = 45,000;$$

le dépôt de *B*, d'abord de cinquante mille francs, devient

$$50,000 - 25,000 + 80,000 = 105,000.$$

Nous avons dit (page 188, note) que la banque de France avait fait en 1845 pour neuf milliards de ces virements. C'est une nouvelle preuve que la monnaie métallique n'est qu'un instrument de l'échange, et qu'elle n'en constitue ni l'essence, ni le but.

203. La corporation des banquiers de la Cité de Londres nous offre un exemple remarquable de cette manœuvre financière, qui peut être aussi invoquée comme exemple de division du travail : en Angleterre, les banquiers sont encore plus qu'ailleurs les payeurs et les receveurs des particuliers. Les encaissements et les paiements s'y font au moyen de bons (*checks*) que se tirent réciproquement les divers banquiers. A la fin du jour, la liquidation ou compensation de ces divers bons se fait dans un hôtel à ce des-

tiné ¹, l'hôtel de liquidation (*clearing-house*). Des pupitres sont rangés par ordre dans une salle; à côté de ces pupitres, une boîte, avec le nom de la maison à laquelle elle appartient, reçoit les bons que les commis des autres maisons ont à recouvrer, et le commis, assis au pupitre, les enregistre. A quatre heures les boîtes sont fermées, le commis additionne le total des bons déposés et qui doivent être remboursés. Il reçoit en même temps de sa maison le registre additionné, sur lequel il a été tenu compte des effets déposés dans les autres boîtes; il établit la balance, et l'adresse à son patron qui lui fait parvenir le solde en billets de banque, si le solde est en débet. A cinq heures, l'inspecteur vient prendre place pour toucher contre sa quittance le versement de ceux qui doivent, et payer à ceux à qui il est dû sur leurs reçus. M. Babbage a évalué à deux millions et demi sterling par jour (soixante-trois millions de francs) le total moyen des virements pour lesquels on fait usage, seulement, de vingt mille livres ou cinq cent mille francs en billets de banque et de cinq cents livres en espèces ²!

§ V. — Des warrants de docks.

204. La création de ces magnifiques docks ou entrepôts, qui ont tant contribué à la prospérité du commerce de Londres et de Liverpool, a donné lieu à un phénomène de crédit que nous devons signaler ici. Disons d'abord que ces grands établissements se composent de bassins à flot, très-propices pour la manœuvre des navires, le chargement

¹ Le *clearing-house* est à Londres dans la rue des Lombards. Il y a des *clearing-houses* dans d'autres villes de l'Angleterre.

² J'ai sous les yeux la traduction de l'ouvrage de M. Babbage, par M. Isoard, sous ce titre : *Système économique des manufactures*. Paris, in-8°, 1834. Doudey-Dupré.

et le déchargement des colis, et de magasins où l'administration des docks reçoit et surveille la marchandise, sans que le propriétaire ait besoin de s'en occuper. Celui-ci peut donc faire des affaires considérables avec un simple cabinet dans la Cité, et l'aide d'un ou de deux commis.

Lorsque les marchandises sont en magasin, les compagnies des docks remettent à chaque propriétaire, après les justifications nécessaires, un certificat ou *warrant*¹, qui constate qu'elles ont en magasin à la disposition du porteur telle marchandise, de telle qualité, de tel poids, et qui indique en même temps les numéros des colis et ceux des échantillons déposés dans un endroit de la Cité, au centre des affaires. Si la marchandise, inscrite au nom d'un seul, appartient à plusieurs, le négociant en nom délivre des ordres de livraison aux autres, et ceux-ci se font remettre des *warrants* pour leur part. Les ordres de livraison sont transmissibles par endossement; le *warrant* est toujours remis au dernier porteur.

Les *warrants* sont aussi transmissibles par endossement; la compagnie les fractionne au gré des porteurs. Lorsqu'un *warrant* est perdu, la compagnie en délivre des duplicata après sept jours, pendant lesquels des avis sont publiés et insérés dans les journaux. Toute irrégularité dans les endossements et dans la transmission des *warrants* est rendue publique.

Par ce procédé simple et fécond, les marchandises sont échangées avec la même facilité que les effets de commerce; un capital immense est mobilisé, en même temps que les frais de manutention, d'administration et de commerce sont réduits pour la plus grande commodité des négociants et au grand avantage du consommateur.

¹ *Warrant* signifie brevet, justification, titre.

On voit que le warrant est aux marchandises déposées dans les docks ce que les certificats de dépôt furent, dans l'origine, aux monnaies confiées aux banques de dépôt.

205. Les *reconnaisances* des monts-de-piété seraient de même ordre que les *warrants* si elles étaient plus facilement transmissibles et si d'ailleurs les conditions du dépôt étaient moins onéreuses.

On s'est élevé de cet élément rudimentaire du crédit aux conceptions les plus hardies. On a dit que tout fonds matériel représenté par un certificat hypothécaire pour les immeubles, soit par une police d'assurance pour les meubles, soit enfin constituant un dépôt en nature, pourrait servir de gage à des lettres de crédit, à des warrants émis par un établissement central où toutes les valeurs pourraient venir se faire *monnayer*, se transformer en titres valables comme *espèces*. La valeur du travailleur pourrait elle-même être matérialisée au moyen d'une assurance sur la vie. C'est en partie ce que font les banques d'Écosse : des combinaisons nombreuses de cette nature sont essayées dans différentes affaires. On voit ici quel rapport rattache le développement du crédit matériel, et même personnel, au développement des assurances ¹.

§ VI. — Des institutions de crédit foncier.

206. Le crédit agricole n'est qu'une variété du crédit industriel en général. Par crédit foncier ou territorial on peut entendre plus particulièrement le *dégagement* du sol, c'est-à-dire la possibilité de faire servir ce sol de gage à des

¹ *Du Crédit et de la Circulation*, par M. Cieszkowski. Voir chap. Ier. — Une conception analogue est indiquée en style d'apocalypse dans une brochure traduite de l'allemand, chez Guillaumin, 1846, et ayant pour unique titre trois lettres grecques.

effets de commerce, c'est-à-dire la possibilité de doter un capital fixe par excellence de toutes les qualités du capital roulant; d'opérer ce qu'on a appelé la *mobilisation* du sol et qu'il ne faut pas confondre avec le *morcellement*; de faciliter les emprunts par et pour la propriété; de soustraire les détenteurs de la terre à l'exploitation des prêteurs à gros intérêts, et des hommes de loi qui les grugent; enfin d'améliorer la terre et de féconder la culture par l'action des capitaux.

Tout ou partie de ce problème a été inutilement tenté depuis cinquante ans, en France, par des établissements et des entreprises qui ont successivement pris les noms de *Banque territoriale* (en 1799), *Caisse de crédit réel* (en 1807), *Caisse hypothécaire*, *Caisse des propriétaires* (en 1814), *Caisse des avances mutuelles*, *Banque foncière*, *Banque agricole*, etc., et qui, soit par le vice de leur nature, soit par le fait de ceux qui les ont fondés, soit encore par l'ignorance publique, n'ont point prospéré¹.

207. Les seuls exemples de réussite que l'on cite en Europe sont ceux de quelques institutions qui fonctionnent avec avantage en Pologne et en Prusse depuis près d'un demi-siècle. Ce sont des établissements publics, créés sous les auspices de l'État, qui délivrent soit à la suite d'une expertise, soit sans expertise, comme en Pologne, mais dans des limites strictement calculées, des obligations foncières appelées *lettres de gage*, que le propriétaire peut négocier comme on négocie des actions ou des effets publics, qu'il peut employer à payer ses dettes hypothécaires ou garder en portefeuille pour faire face aux améliorations du sol.

¹ Voir des détails sur quelques établissements dans un écrit : *Nouveau système de crédit privé*, in-8°, 1826, 2^e édition, par M. Lambert, directeur de la caisse des avances mutuelles.

Il est à remarquer que dans cette combinaison l'institution n'avance rien et se borne à constater la valeur de l'immeuble. Le véritable *prêteur* est celui qui achète la lettre de gage, fonds réel rapportant intérêt et offrant aux capitaux un placement solide et avantageux. Ces lettres de gage diffèrent donc des *cédulas hypothécaires* ou des *mandats de propriétaire*, exposés à tous les abus du crédit privé et d'une valeur aussi variable que la solvabilité de ceux qui les émettent, solvabilité souvent impossible à constater pour les prêteurs.

« L'institution intermédiaire garantit aux porteurs le service régulier de l'intérêt attaché aux lettres de gage, et même leur remboursement successif par voie d'amortissement ; car elle est armée par la loi d'un privilège absolu sur l'immeuble pour le service de cet intérêt, et elle procède sommairement soit à la séquestration, soit à l'expropriation, c'est-à-dire à l'affermage ou à la vente aux enchères de l'immeuble qui ne satisferait pas dans un délai donné à ses engagements.

« Quant à ces engagements, les voici : Il ne s'agit plus d'un paiement intégral quelconque, il ne s'agit désormais que du service régulier des intérêts, augmentés d'une prime minime pour cause d'amortissement. Le propriétaire auquel l'institution délivre ces titres de crédit s'engage donc envers elle à servir l'intérêt des lettres de gage, soit à quatre pour cent, soit à trois et demi pour cent, intérêt qu'il perçoit lui-même, tant qu'il garde ces lettres de gage en portefeuille, ou qui revient aux porteurs de la lettre de gage, si celle-ci a été mise en circulation.

« Mais en dehors de cet intérêt courant alloué aux lettres de gage, de cet intérêt payé par le propriétaire de l'immeuble et perçu par le possesseur de la lettre, moyennant le détachement d'un coupon semestriel attaché à chaque

lettre de gage, l'agence intermédiaire qui opère ce virement d'intérêt perçoit en outre du propriétaire une redevance supplémentaire fixée, soit à un, soit à un et demi, soit à deux pour cent du capital engagé, et destinée à opérer dans un laps de temps qui varie de vingt-huit à quarante et un ans, selon les taux respectifs de cette redevance, l'extinction complète de cet engagement. De manière que, ce laps de temps une fois écoulé, le propriétaire se trouve complètement libéré, et peut, soit se retirer de l'association en cessant tout service d'intérêt, soit renouveler son crédit s'il le trouve bon, et se munir derechef du capital primitif, à la charge pure et simple de continuer le paiement des mêmes annuités.

« Il semble inutile d'expliquer que cette extinction totale de la dette contractée au moyen d'une redevance si minime et dans un laps de temps si restreint, est due au mécanisme bien connu de l'amortissement à intérêt composé, sans lequel il serait une impossibilité. Or cet amortissement ne peut agir qu'au moyen d'une association qui permet de réunir et de capitaliser dès l'abord toutes ces petites redevances, en les employant aux rachats successifs des lettres de gage jusqu'à concurrence des sommes versées à chaque semestre échu; de manière que le propriétaire éteint tous les six mois, pour ainsi dire sans s'en douter, une partie de cette dette, tandis que cette dette éteinte dont il continue à servir l'intérêt invariable sert elle-même à accélérer la libération absolue.

« L'amortissement, cette puissance que l'on a souvent révoquée en doute, pour le crédit public, parce que celui-ci emprunte toujours davantage qu'il n'amortit, est une puissance toujours réelle pour le crédit privé, parce que celui-ci ne peut plus emprunter jusqu'à ce qu'il soit entièrement libéré. Le propriétaire qui paye aujourd'hui cinq ou

six pour cent du capital qu'il a eu le bonheur d'emprunter à ce taux (et, dans les circonstances actuelles, il n'est pas encore le plus à plaindre), attend toujours avec anxiété le jour où il sera obligé de payer ce *capital* en totalité, et se trouve déjà heureux lorsqu'il peut seulement reculer ce remboursement, à la charge de continuer le service d'un intérêt aussi onéreux. Tandis qu'au moyen du système de lettres de gage, tout en payant moins, il n'a plus aucun remboursement de capital à redouter, ce capital s'amortissant de lui-même par la vertu de l'intérêt composé.

« Il suffit d'indiquer ce mode de *régénération* des fortunes privées pour en faire apprécier toutes les conséquences sociales ¹. »

208. En Allemagne et en Pologne, ce procédé de crédit a déjà opéré la liquidation des dettes hypothécaires sous le poids desquelles succombait la propriété foncière. En France, la propriété a bien besoin d'un remède analogue : un relevé officiel constate que (le 1^{er} juillet 1840) la dette hypothécaire s'élevait à onze milliards trois cents millions. Toutefois, avant que le crédit foncier puisse suivre dans ce pays les progrès qui se sont déjà produits ailleurs, il faut qu'une nouvelle législation améliore le régime hypothécaire, notamment en ce qui touche les hypothèques occultes et indéterminées qui protègent d'une manière plus apparente que réelle les biens des femmes et des mineurs qu'on a voulu privilégier.

209. Nous n'avons pu donner ici que quelques renseignements généraux sur une grande expérience qui se poursuit en Allemagne et en Pologne ; nous renverrons pour les

¹ Rapport fait au congrès agricole de Paris, de 1847, par M. Aug. Cieszkowski, délégué des Hautes-Alpes. Voir le *Journal des Économistes*, t. XVII, p. 263 ; *Traité de la Circulation*, 2^e édition, à l'Appendice.

détails d'application à un écrit de M. Royer ¹, et pour des nouvelles idées sur ces matières, à ceux de MM. Wolowski et Cieszkowski.

M. Wolowski a proposé d'attribuer directement à l'État, au lieu de la confier à des syndicats constitués sous ses auspices, l'émission des lettres de gage dont l'extinction s'opérerait par le tirage au sort. M. Wolowski pense que ces lettres pourraient être émises avec un intérêt de quatre pour cent, ce qui, pour douze milliards de dettes en France, faites au taux d'au moins six pour cent par les propriétaires, procurerait à ceux-ci une économie de deux cent quarante millions, chiffre supérieur à celui de l'impôt foncier ².

M. Cieszkowski, dans son ouvrage sur *le crédit et la circulation* ³, a voulu perfectionner le système des lettres de gage et le marier à la circulation monétaire. Il a proposé la création des *billets à rentes* comme pivot d'un système général et normal du crédit public et privé, vers lequel il voit graviter l'ensemble des éléments financiers.

La discussion de ces plans et d'autres encore n'est plus de notre compétence ⁴.

¹ *Des institutions de crédit formées en Allemagne et en Belgique*. 1 vol. in-8°, 1845.

² Voir le *Journal des Économistes*, t. IX, p. 105.

³ Publié pour la première fois en 1839.

⁴ Voir une brochure de M. d'Audiffret, 1844, intitulée : *La libération de la Propriété*. — Voir encore *Du crédit public et de son histoire*, par M. Marie Augier, in-8°, 1842; *l'Histoire des institutions de crédit*, par M. Rippert-Monelar, in-8°, 1848; et les leçons de M. Michel Chevalier au Collège de France.

CHAPITRE XII.

DES ÉCHANGES ET DES DÉBOUCHÉS.

I. De la production par voie d'échange. — Formule de J.-B. Say. — II. Conséquences de cette doctrine. — III. Des objections faites à cette doctrine. — Les crises. — IV. Des bornes de la production.

§ I. — De la production par voie d'échange. — Formule de J.-B. Say.

210. Ce qui est développé dans ce chapitre et le suivant a pour commencement naturel ce qui a été dit pour établir les notions élémentaires de l'échange (chap. I^{er}, § II), pour expliquer la nature de la valeur des choses, ainsi que les oscillations de leur prix courant (chap. II), et pour développer les effets de la division du travail (chap. V), ainsi que le rôle de la monnaie (chap. IX).

Nous avons vu qu'un homme ne fait bien qu'un certain nombre d'objets, et que c'est par la division du travail et l'échange qu'il parvient à jouir de tous les produits que peuvent faire les autres, le plus souvent au moyen d'une marchandise intermédiaire, *la monnaie*, ou bien encore au moyen de signes représentatifs de cette monnaie.

Il est nécessaire, avant d'aller plus loin, que nous insistions sur cette notion simple, mais bien importante et bien souvent méconnue par ceux qui ne sont pas familiarisés avec les études économiques.

211. Les hommes doivent se procurer, *par voie d'échange*, les produits qui leur coûteraient trop cher par *la production directe*. En fait, ils n'ont pas toujours l'instinct de leurs intérêts pour suivre cette tendance; et quand ils

raisonnent sur les questions de richesse, quand ils théorisent, il est rare que les législateurs n'aient pas méconnu cette règle fondamentale, et que les règlements et les lois qu'ils ont faits ne soient venus la contrarier.

Pour en démontrer la vérité et les avantages, il faudrait rappeler ici toutes les considérations que nous avons fait valoir en faveur de la séparation des occupations. Répétons seulement que c'est avec un certain nombre de coups de lime que l'ouvrier forgeron produit le pain et le vin qui le nourrissent ; que c'est en faisant du blé que les cultivateurs produisent les tissus qui les vêtent ; que c'est en donnant des leçons que le professeur produit sa part du café et du sucre que la nature a mis dans les tropiques, etc., etc.

Or, si l'obtention des produits par voie d'échange est la plus générale, tout travailleur est très-intéressé à la recherche des *débouchés*, c'est-à-dire des moyens d'effectuer l'échange de ses produits, c'est-à-dire encore des consommateurs à qui ses produits peuvent convenir ; car, nous l'avons vu, l'importance de la fabrication est en rapport direct avec la division du travail, et celle-ci avec l'étendue du *marché*. Ainsi, en langage économique, marché et débouché sont presque synonymes (167). Il est donc bien important de connaître ce qu'on sait à ce sujet, grâce surtout à Jean-Baptiste Say, qui a éclairci cette partie de la science peut-être avec autant de sagacité que Smith en avait mis à démontrer les prodigieux effets de la division du travail.

212. Si les produits ne coûtaient rien, la demande qu'on en ferait serait infinie ; car il est démontré (voir le principe de population) que les hommes arrivent très-facilement partout où ils peuvent obtenir les choses capables de les faire subsister. Donc, dans cette supposition des produits gratuits, les débouchés seraient immenses. Or, comme ce n'est jamais la volonté d'acquérir, mais bien le moyen qui

manque à l'homme, les débouchés ne sont réduits que par la nécessité où sont les consommateurs de payer ce qu'ils veulent acquérir.

Maintenant, avec quoi paye-t-on les produits dont on a besoin? — Avec de la monnaie, répondra-t-on. — Mais cette monnaie, avec quoi se l'est-on procurée? — Avec des produits. Donc, la monnaie n'est qu'une marchandise intermédiaire, une marchandise reçue par un producteur en échange de produits ou de services qu'il a créés, et avec laquelle il trouve dans la société des produits ou des services équivalents; et, en définitive, comme l'a dit J.-B. Say dans une saisissante formule : *les produits s'achètent avec des produits*.

Ce principe est incontestable et désormais incontesté dans la science. Le propriétaire, le capitaliste, le rentier, le pensionné n'achètent eux-mêmes des produits qu'avec des produits. Si le propriétaire foncier ne vend pas sa récolte, c'est son fermier qui la vend pour lui. Si le capitaliste ne vend pas les objets fabriqués avec ses capitaux, c'est le manufacturier qui les vend pour lui. Si un pensionnaire de l'État, qui ne produit plus rien, achète, c'est avec de la monnaie qu'on lui a donnée en échange de ses services antérieurs, des produits immatériels qu'il a fournis; mais cette monnaie n'en a pas moins été obtenue en échange d'un produit.

213. De ce principe résulte ce corollaire que, si c'est avec des produits qu'on achète des produits, *chaque produit trouve d'autant plus d'acheteurs que tous les autres produits se multiplient davantage*. En effet, le monde, au point de vue économique, est un vaste marché où chaque travailleur apporte ses produits matériels ou immatériels, pour recevoir en retour (comme cela vient d'être démontré) des produits équivalents. Or, la valeur créée par chaque produit

aura d'autant plus de valeur, d'autant plus de prix que le marché sera plus abondamment pourvu de produits offerts en échange.

Les faits viennent à l'appui de cette assertion et en sont comme la preuve mathématique. On vend et on achète aujourd'hui en France dix fois plus de choses qu'il y a cinq cents ans. Or il a été démontré au chapitre de la *Monnaie* que ce fait n'est pas le résultat de la découverte du nouveau monde et de la multiplication du numéraire qui s'en est suivie : en admettant que, par la rareté, l'argent valût quatre fois plus, par exemple, il s'ensuivrait qu'avec une pièce de cinq francs on achèterait et on vendrait comme avec une pièce d'or de vingt francs (155).

Si certains faits sont la preuve du principe posé, d'autres en sont comme la contre-épreuve, de sorte que la démonstration est parfaite. En effet, c'est si bien avec des produits que l'on achète des produits, qu'une mauvaise récolte nuit à toutes les ventes. Certes, la grêle, qui détruit la fleur de la vigne, ne fait rien aux chanvres ; cependant la vente des toiles souffre ; or, la vente des toiles souffre parce que les produits du maçon, du menuisier, etc., sont moins demandés, et que ces divers consommateurs achètent moins de vin aux consommateurs de toile ¹.

Ce qui se passe pour les récoltes agricoles se manifeste aussi quand la production manufacturière et commerciale vient à baisser.

214. Pour bien comprendre tout ce que renferme cette

¹ On a remarqué, pendant la crise alimentaire qui a frappé l'occident de l'Europe en 1846 et surtout en 1847, que l'extraction de la houille s'était sensiblement ralentie ; ce qui veut dire que les manufactures et le travail ont été moins actifs, c'est-à-dire que leurs produits ont été moins achetés par les populations exclusivement préoccupées de leurs subsistances. Voir ce qui est dit au sujet des profits et des salaires (V. la DEUXIÈME PARTIE).

formule que : les produits ne s'achètent qu'avec des produits, c'est-à-dire pour bien approfondir la théorie des échanges et des débouchés, il faut remarquer que ce qui fait l'objet du troc, que ce qui constitue la valeur en échange (8 et 11) (abstraction faite de la rareté), c'est la portion d'utilité qui est due à l'industrie humaine. Quant à l'utilité qu'y met la nature, elle tend à devenir gratuite si l'industrie est libre, si la force de la nature n'est pas l'objet d'un privilège et d'un monopole, c'est-à-dire si elle est sous le coup de la concurrence. Alors les deux termes du troc sont des frais de production. Nous ne payons pas l'air respirable, tellement *utile* qu'il est indispensable à notre existence, parce que nous pouvons nous le procurer sans aucun travail, sans l'emploi d'aucun capital. Nous ne payons pas dans l'eau l'*utilité*, la valeur en usage dont elle jouit, nous rémunérons le travail et l'industrie du porteur d'eau. Quand les houillères sont assez nombreuses pour se faire une concurrence suffisante, il n'y a dans le prix de la houille que la rémunération du travail et celle des capitaux employés à l'extraire, et rien pour la houille proprement dite ; à la longue, le profit d'une partie des capitaux disparaît aussi devant la concurrence.

Si la surface ou la fécondité des terres à blé était avec la population dans un rapport tel que le fermier n'eût pas de rente à payer aux propriétaires, et qu'il eût moins de travail et moins de capital à employer, le prix du blé se ressentirait de cet heureux concours de circonstances, et cette substance s'échangerait en plus grande proportion contre les autres produits.

Ainsi partout où le climat, le sol, la nature ont répandu la richesse naturelle, cette richesse tend à devenir, par la concurrence et par la voie de l'échange, le patrimoine du genre humain. C'est ainsi qu'avec les frais de production

appliqués à la houille, l'Angleterre solde ceux qui ont été appliqués au vin de Bordeaux, et que les habitants des deux pays jouissent à la fois de la libéralité de la nature qui a répandu la houille en Angleterre, et qui dote la France d'un vin généreux. C'est ainsi qu'avec un travail et une dépense sans cesse moindre, l'ouvrier de Paris peut se procurer le café, le sucre et les autres richesses des tropiques. C'est ainsi que l'échange étant le troc de cette espèce de valeur qui est donnée par l'industrie de l'homme (travail et capital), c'est-à-dire la valeur échangeable entraînant avec elle et sans frais la valeur en usage ou l'utilité, il s'ensuit que les échanges de localité à localité, de nation à nation, se réduisent, sous l'influence de la liberté, à un troc de frais égaux, de travaux égaux, et que les dons de la nature sont donnés gratuitement. — La conséquence de ces rapprochements est que les échanges sont d'autant plus avantageux qu'on les accomplit avec des pays les plus favorisés de la nature, ou avec ceux dont les capitaux sont plus abondants, ou avec ceux dont les travailleurs sont plus habiles.

215. Voilà le point de vue général ; voilà quel est l'intérêt de tous. Si maintenant on ne considère que les industries similaires, il est évident qu'à la longue, celle du pays favorisé l'emportera ; à moins que les consommateurs ne se fassent une telle concurrence qu'ils soient obligés de rémunérer même le travail de ceux qui sont dans de mauvaises conditions, auquel cas ceux qui se trouvent dans une bonne condition jouissent d'un monopole fructueux. Quant aux capitaux, leur tendance est au nivellement : la baisse des profits les fait fuir, la hausse les attire, et cette inégalité entre deux pays tend tous les jours à disparaître avec les occasions qui rapprochent les hommes. Le génie des travailleurs, la supériorité des procédés qu'ils emploient agit dans le sens d'un beau climat, d'une belle nature. Mais ici

il faut remarquer qu'il n'est jamais à désirer que les travailleurs se multiplient au point d'être obligés de livrer leur travail à un prix disproportionné avec leurs besoins ; car, en faisant alors le bien de tous ceux qui se procurent les fruits de leur industrie, ils font leur propre malheur ¹.

§ II. — Conséquences de cette doctrine.

216. Les conséquences de cette théorie, passées à l'état de vérité scientifique et réalisable, sont immenses, et viennent se lier à la grande loi de Smith, la division du travail, et aux enseignements qui en découlent pour l'industrie et le commerce des nations, et aussi pour la paix et la bonne harmonie qui doit exister entre elles.

1° Plus les producteurs sont nombreux, plus les productions sont multipliées, et plus les débouchés sont faciles ;

2° Chaque producteur est intéressé à la prospérité de tous les autres ;

3° Les villes sont intéressées à la prospérité des campagnes ; les peuples, à la prospérité des autres peuples.

Done l'économie politique s'accorde avec la charité chré-

¹ J'ai emprunté l'idée de cette démonstration à M. F. Bastiat, qui s'en est servi dans ses *Sophismes économiques*, 1re édition, 1846, page 33. Mais je dois dire que la réflexion m'a conduit à ne pas adopter complètement la manière de voir de ce brillant écrivain. M. Bastiat ne tient nul compte de l'action du monopole naturel sur le prix, et il affirme trop que l'utilité donnée aux choses par la nature devient toujours gratuite par l'effet de la liberté des échanges. Le même économiste a remplacé la formule de Say : *les produits s'échangent avec des produits*, par celle-ci : *les services s'échangent avec des services*. Je ne trouve pas ce changement assez légitime. Sans doute pour comprendre la formule de Say, il faut savoir que les *produits* comprennent les *produits immatériels*, les *services*, et j'avoue que c'est là un inconvénient. Mais l'expression de *services* ne comprend nullement les produits dont le prix est affecté de monopole, de sorte que la formule de M. Bastiat est plus séduisante que l'autre, mais ne traduit peut-être la nature des choses que d'une manière incomplète.

tienne ; elle est l'auxiliaire de la morale ; elle contribuera à réaliser la paix universelle.

Ces vérités sont encore neuves. Voltaire ¹ faisait consister le patriotisme à souhaiter du mal aux voisins ; il exprimait alors les idées d'à peu près tout le monde : idées qui sont encore aujourd'hui universellement répandues. Toutefois, il résulte de cette guerre faite par l'économie politique à la guerre, que la politique éclairée n'aura plus désormais recours à cet abominable moyen que dans le cas de légitime défense, ou lorsque l'intérêt de la civilisation en fera une triste et inévitable nécessité.

« Depuis longtemps, dit le vénérable M. Droz ², la religion et la philosophie disent aux hommes de vivre en paix, de s'entraider pour recueillir les biens que leur destine la nature, et dès longtemps on traite de chimériques leurs désirs généreux. Voici qu'une science, occupée des travaux les plus matériels, vient, en nous enseignant les moyens d'accroître nos richesses et nos jouissances, démontrer que notre intérêt doit nous porter à suivre les conseils pacifiques de la religion et de la philosophie. Plus les lumières se répandront, mieux on jugera que *le plus puissant auxiliaire de la morale est l'économie politique.* »

217. L'axiome barbare de Montaigne, que *le dommage de l'un est le profit de l'autre*, encore si universellement accepté entre les individus et les nations, se trouve radicalement réfuté par les idées que nous venons d'émettre. C'est parce que *les produits ne s'achètent qu'avec des produits*, que *le dommage de l'un ne profite jamais à l'autre*, et lui nuit au contraire. Il y a, dans ces deux théorèmes contradictoires, l'expression de deux phases de l'humanité : l'une conduit

¹ Dictionnaire philosophique, article *Patrie*.

² Économie politique, seconde édition, p. 3.

à tous les mauvais instincts de l'homme ; l'autre établit la fraternité sur les bases naturelles et solides de l'intérêt, et fortifie, par la voie de l'économie politique, les dogmes consolants de la religion et de la morale.

§ III. — Des objections faites à cette doctrine. — Les crises.

218. Si les produits s'achètent les uns par les autres, comment se fait-il, objecte-t-on, qu'il y ait des *crises*, ou, en d'autres termes, comment arrive-t-il qu'à certaines époques tous les produits surabondent à la fois, et qu'on ne trouve à vendre quoi que ce soit ?

Les crises commerciales qui n'ont pas pour origine la disette, c'est-à-dire les mauvaises récoltes, sont le résultat de l'entraînement qui s'empare de quelques branches de produits, leur donne la fièvre des spéculations trop aventureuses et d'un agiotage effréné. Cet entraînement amène alors des engorgements (*gluts*) dans certains canaux de la production qui ne peuvent plus suffire à l'écoulement de la valeur créée. Or le mal d'un parcel état de choses, c'est que l'engorgement est partiel ; car si les produits surabondaient à la fois, les échanges s'opéreraient. La surabondance de quelques produits seulement frappe l'attention, parce que les détenteurs s'en plaignent. L'avisement d'un produit suffit souvent pour qu'on dise partout : « Le commerce va mal ; rien ne se vend ; » et cela est vrai, à cause de la relation que nous venons de signaler entre les différentes industries ¹.

¹ L'histoire de l'industrie, surtout depuis la paix de 1814, est pleine d'entraînements funestes. En 1825, les spéculateurs amenèrent tant de coton en Angleterre, qu'il y eut sur cet article seul une perte de plus de soixante-deux millions. Lorsque la reconnaissance des nouveaux États de l'Amérique du Sud eut permis de commercer plus librement avec le Brésil, la seule ville

219. Quand les crises proviennent de la rareté des subsistances dont le prix absorbe alors la totalité des salaires, diminue la consommation et ralentit la production, elles ne peuvent évidemment pas être invoquées contre la doctrine que nous venons d'exposer. Il en est de même des crises provenant de l'action des tarifs douaniers et des représailles commerciales au moyen desquelles les nations jugent quelquefois à propos de se ruiner réciproquement ; il en est de même des crises provenant d'une menace de guerre ou de toute autre circonstance qui effraye et paralyse l'industrie.

220. On a encore demandé, au sujet de la formule que *les produits s'achètent avec des produits*, pourquoi, malgré un prix élevé, certains produits ne sont-ils pas créés en quantité suffisante? Cette objection peut être faite, dit J.-B. Say, au sujet du peu de sucre que l'on produisait en 1812 et 1815, malgré son prix élevé, alors qu'on l'aurait bien vendu, et qu'il eût servi à acheter les calicots, qui

de Manchester envoya en quelques mois plus de marchandises que le Brésil entier n'en avait consommé pendant vingt ans. Au nombre des expéditions on a souvent cité une cargaison de patins! En 1826, la colonie de Sidney avait reçu assez de sel d'Epsom pour purger tous ses habitants pendant cinquante ans, une fois par semaine. L'Angleterre a eu la fièvre des canaux, et de nos jours la fièvre des chemins de fer. Il y a deux ans, le capital nécessaire à plus de douze cents compagnies en instance pour avoir des concessions s'évaluait à quatorze ou quinze milliards! En France, il y a eu : vers la fin de la restauration, la fièvre des bâtiments qui décapa la valeur de certains terrains ; en 1857 et 1858, la fièvre des entreprises industrielles, au point que des flibustiers purent mettre en actions, avec primes, des houillères qui n'existaient pas! la fièvre des chemins de fer, dont les actions ont été déprimées, pour les vingt et une lignes existantes, de quatre cent quatre-vingt-huit millions, différence entre la cote de la Bourse au 22 septembre 1845 et au 30 juillet 1846. Les deux pays liquident actuellement (automne 1847) ces fautes aggravées par le manque des récoltes en 1846, et par l'exportation subite et considérable (d'Angleterre surtout) du numéraire avec lequel il a fallu solder l'achat des blés.

étaient tombés dans un grand discrédit. A cette époque, le commerce était accompagné de tant de dangers, qu'on devait acheter en Europe, où l'on ne savait pas encore le produire, le sucre à dix francs le kilogramme; mais il se trouvait peu d'acheteurs à ce prix, par conséquent peu de vendeurs de sucre, et par conséquent encore moins d'acheteurs de calicot.

221. Les circonstances que nous venons d'indiquer altèrent le crédit; d'où la vérité de cette proposition, que les crises ont pour cause immédiate la disparition momentanée du crédit. Et ici il faut remarquer que le crédit ne peut s'arrêter que là où il fonctionne; que l'industrie ne peut être malade que là où elle existe; or mieux vaut la prospérité avec les chances de revers que l'absence du travail, qui a l'inconvénient sans les avantages.

§ IV. — Des bornes de la production.

222. La conséquence générale de la théorie des débouchés paraît être aussi *qu'il n'existe aucune borne à la production.*

Cependant, des discussions nombreuses se sont élevées sur ce point. Mais J.-B. Say a bien éclairé l'énoncé du problème en définissant le *produit* non pas seulement une chose pouvant servir aux besoins des hommes, mais encore *une chose dont l'utilité vaut et se vend ce qu'elle coûte.*

D'après cette définition qui s'accorde avec le sens commun, dépenser *six francs* pour obtenir un produit valant *cinq francs*, ce n'est pas produire, c'est détruire en pure perte un franc, et l'on comprend qu'un pays ne peut pas marcher longtemps dans une pareille voie. Donc on ne produit que lorsque l'on retrouve tous les frais de production (26), et pour cela il faut que la société, qui donne en

échange le montant de ces frais de production, trouve dans cet acte une satisfaction suffisante. Or jusqu'à présent le degré de cette satisfaction ne peut s'assigner positivement, car il dépend du temps et des lieux. Donc encore, s'il est vrai de dire qu'en principe la production doit tendre constamment à s'élever, il faut que chaque producteur ne cherche à produire que ce qu'il sait bien produire et vendre convenablement; en d'autres termes, la production, pour être réelle, doit être en rapport avec les besoins.

223. Cette règle importante n'est pas généralement comprise; de temps en temps elle est tout à fait méconnue; de sorte que des excès de production presque périodiques amènent des crises également périodiques. Ce n'est que par l'expérience, le coup d'œil, et l'entente parfaite de son industrie et de la situation générale, que le chef d'entreprise peut arriver à s'éclairer sur ce point délicat.

En résumé donc, une production prudente est celle qui se base sur les besoins des acheteurs, achetant d'autant plus que les produits sont à meilleur marché.

Cette proposition sera mise hors de doute, quand nous parlerons de la consommation (chap. XIV).

224. Ce principe admis, d'où provient la cherté des produits, qui limite leur consommation, ferme les débouchés, et nuit par conséquent à la production? Elle provient, selon J.-B. Say, de quatre causes : du manque de civilisation; du retard de l'industrie; des mauvais règlements administratifs; de l'excès de population.

Il n'y a pas besoin de démontrer la légitimité de cet énoncé. Là où il n'y a pas de civilisation, il n'y a pas de besoins, et alors personne ne fait des sacrifices pour acheter les produits capables de les satisfaire, et qui sont toujours trop chers.

Deuxièmement, dire que l'industrie est en retard, c'est

dire que le travail n'est pas divisé, que les machines sont peu employées, que le capital est ou petit ou inactif, que la monnaie ne circule pas, que le crédit n'existe pas; c'est dire que les produits sont obtenus lentement, à grands frais, et qu'ils ne sont pas à la portée de la masse des consommateurs. Les exemples abondent à l'appui de cette assertion. Voyez ce que nous avons dit à propos des machines, au sujet du progrès de l'imprimerie et de la fabrication des cotonnades. Voyez aussi ce qui se passe sous nos yeux dans les voies de communication : avec un bon système de voitures, le nombre des voyageurs est devenu le dédouble de celui d'autrefois; avec les rails et la vapeur, le nombre ne sera plus cent fois ni mille fois plus fort, il sera inappréciable.

Troisièmement : il est démontré en cent endroits de ce livre combien les mauvais règlements peuvent augmenter la cherté des produits, gêner l'écoulement de toutes choses, borner la production et produire des crises locales.

Quatrièmement : il est évident que, si la population est en excès, elle épuisera les denrées qui sont à un prix modéré, et qu'elle sera ensuite obligée de s'en procurer à des prix exorbitants. Voyez à ce sujet l'influence de la demande sur le prix des choses (25). Il arrivera même qu'elle ne pourra plus s'en procurer. (V. le chap. IX sur *le Principe de population*.)

225. Donc, si l'industrie n'est pas gênée dans ses progrès, si la législation s'améliore, si la population se moralise; en un mot, si la civilisation n'est pas entravée dans sa marche, il n'y a pas lieu à redouter l'excès de production. Il est bien nécessaire de fixer les idées du public sur ce point; car son opinion exerce une grande influence sur les consommations que font les particuliers et les gouvernements. Le mal que l'on croit être un bien s'enracine et grandit. J.-B. Say a

rendu un immense service en combattant ces préjugés par sa belle théorie ¹. J.-B. Say, a dit M. Rossi, faisait preuve à la fois de fermeté et de sagacité en soutenant hardiment ses principes au milieu des crises commerciales les plus violentes, et lorsque le public se trouvait secondé dans ses préjugés et ses erreurs par des hommes aussi illustres que les Malthus et les Sismondi.

CHAPITRE XIII.

DES ÉCHANGES (SUITE). — THÉORIE MERCANTILE, OU DE LA BALANCE DU COMMERCE.

- I. Faux point de départ de cette théorie. — II. Le système mercantile en opposition avec la véritable notion de la monnaie. — III. Les partisans de ce système méconnaissent le mécanisme des opérations commerciales. — IV. Origine de cette théorie. — Conclusion.

§ I. — Faux point de départ de cette théorie.

226. La différence entre les importations et les exportations est ce qu'on a appelé la *balance du commerce*.

Autrefois tous les auteurs qui avaient à parler de matières économiques parlaient toujours de ce principe, que la balance n'est favorable à une nation que lorsque ses exportations dépassent ses importations. Ils pensaient que cet

¹ La théorie des débouchés, dont le lecteur peut avoir une idée complète en rapprochant les principes développés dans les chapitres XIII et XXI, de ceux que nous venons d'exposer et dont J.-B. Say a su tirer parti pour renverser les objections des économistes, avec lesquels il souligna une savante controverse au sujet des questions que soulève la *balance de la production avec la consommation*.

excès d'exportations était soldé pour les autres nations en espèces, et que ce surcroît d'espèces venait augmenter la masse du numéraire circulant, auquel ils croyaient une valeur absolue, invariable, et qui était, selon eux, la richesse par excellence. Ils étaient donc conduits à proclamer le commerce extérieur comme la branche de travail la plus productive pour une nation (d'où le nom du système *mercantile*), et l'appauvrissement des peuples voisins comme la seule voie de s'enrichir.

Si l'économie politique, à l'aide des travaux de l'école de Quesnay¹ et de celle d'Adam Smith, est parvenue à renverser ces erreurs, elles n'en sont pas moins encore suivies par tous les gouvernements et la plupart des publicistes qui raisonnent sur la richesse des particuliers et des nations. Tous les jours nous entendons recommander aux gouvernements que leur devoir est de veiller à ce qu'il entre beaucoup d'argent dans le pays, et à ce que la nation vende beaucoup à l'étranger et lui achète peu, à prendre, en un mot, les mesures convenables pour *rendre la balance favorable*.

227. En réfléchissant à la nature des échanges, on ne tarde pas à s'apercevoir que ce n'est que par exception, c'est-à-dire dans les cas de ruse, de dol ou d'ignorance, que l'une des parties contractantes peut se trouver lésée. En général, dans cette opération, les intérêts se balancent, les valeurs s'équilibrent. Il est donc difficile d'admettre qu'une nation, qui est la collection d'un grand nombre d'individus, cède la masse de ses produits pour des produits de valeur inférieure; de sorte que les relevés administratifs, qui indiquent les importations et les exportations d'un pays, ne devraient présenter aucune différence notable entre les

¹ La balance en argent, chose futile! (Quesnay, xxiv^e maxime.)

exportations de cette nation pour tous les pays et les importations de tous les pays au sein de cette nation. Il semble même que la différence, s'il pouvait y en avoir une, devrait être forcément en faveur des importations, car enfin les raisons qui portent à l'échange sont que l'on a plus besoin des produits que l'on reçoit que de ceux que l'on donne; que l'on accorde, par conséquent, plus de valeur à ceux-là qu'à ceux-ci; et même, à quantités égales, les produits exportés n'ont pas encore reçu toute la façon commerciale dont ils sont susceptibles, tandis que les produits importés peuvent être considérés comme achevés sous ce rapport.

En fait, la somme des importations doit forcément dépasser chez tous les peuples celle des exportations. J.-B. Say a admis cette proposition ¹, et on en trouve une explication très-plausible chez Necker lui-même, qui fut, par jalousie pour Turgot, l'avocat (habile d'ailleurs) de la prohibition et du communisme ². Si l'on évalue, disait Necker ³, les marchandises tirées de l'étranger, en raison de leur prix courant au sein des royaumes, on exagérera la dette contractée par l'État; car ce prix courant est composé non-seulement de la somme payée à la nation qui les a vendues, mais encore du bénéfice et de l'intérêt des avances des négociants, des frais de transport et du fret qui a pu encore être gagné par la marine nationale; d'où il résulte que la balance véritable penche toujours en faveur du peuple que l'on considère. D'un autre côté, Schmaltz ⁴ a expliqué l'excès des exportations, trouvé dans les tableaux des États allemands, par les marchandises qui périssent en

¹ *Cours complet*, t. I, p. 540, édition Guillaumin.

² *Du commerce des grains*.

³ *De l'administration des finances*.

⁴ *Économie politique*, trad. de Th. Jouffroy, 2 vol., p. 285.

chemin ou par le déficit qui résulte des faillites et des autres pertes.

Si donc il y a des relevés officiels qui indiquent une différence notable provenant d'un excès d'importation, tout porte à croire que ces relevés ne sont pas l'expression complète de ce qui se passe dans le commerce de la nation que l'on considère, soit que les employés de l'administration commettent des erreurs de faits ou de calculs, soit qu'ils prennent des bases d'évaluation qui ne sont pas justes, comme cela arrive notamment en Angleterre et en France ¹.

¹ En France, on prend pour base des évaluations un tarif de prix fixés en 1826. Depuis, la valeur du franc a varié; quant aux divers articles, s'il y en a un petit nombre dont la valeur soit restée stationnaire, il y en a un plus grand nombre dont la valeur a baissé ou haussé, même du simple au double, même dans une proportion plus considérable. — En Angleterre, le tarif qui sert à ces évaluations date de la fin du xviii^e siècle, de 1696!

Il faut dire que le poids est en général indiqué dans ces documents, auxquels nous reconnaissons, d'ailleurs, sinon une valeur absolue, au moins une importance relative. Mais, pour cela, nous n'entendons parler ici que des documents récents. Car, plus d'une fois, comme le fait observer J.-B. Say, les ministres et les directeurs des douanes, pour relever leur utilité et ce qu'ils regardaient comme des succès pour leur administration, ont compris ou n'ont pas compris dans ces tableaux des branches de commerce qui n'en faisaient pas partie ou qui en faisaient partie, selon ce qu'ils voulaient prouver dans les relations avec certaines colonies ou certaines puissances étrangères. On sait que les Anglais, afin de conserver les privilèges que leur commerce obtenait du gouvernement russe, et lui persuader que ce commerce était très-favorable à la Russie, prodiguaient les présents dans les bureaux et faisaient à volonté grossir les tableaux d'exportation et diminuer ceux d'importation. En lisant les anciens ouvrages de statistique allemands, on remarque que la balance du commerce est avantageuse à tous les États chez lesquels les auteurs de ces ouvrages ont pu se procurer les registres des douanes; les auteurs en avaient conclu que la balance était défavorable à ceux chez lesquels ils n'avaient pu se procurer de semblables registres. Mais chaque nouveau registre qu'ils parvenaient à découvrir constatait aussi un excédant des exportations sur les importations!

§ II. — Le système mercantile en opposition avec la véritable notion de la monnaie.

228. Jusqu'ici on peut encore nous objecter que cette différence n'existe pas non plus aux yeux des partisans de la balance, puisqu'ils pensent que cette même différence est forcément soldée en espèces importées ou exportées. Or c'est précisément cette croyance que nous voulons, sinon détruire, au moins ramener à ce qu'elle doit être en réalité.

D'abord on ne peut nier que les pays producteurs de métaux précieux ne soient constamment forcés de les exporter et d'avoir la balance contre eux ; et, d'autre part, que les pays non producteurs de métaux précieux n'aient plus de chances pour avoir cette prétendue balance en leur faveur. Mais faisons abstraction de cette circonstance, et supposons que la masse de numéraire est invariable dans le monde entier, et voyons ce qui doit se passer entre les nations.

Nous ne nions pas non plus qu'il n'y ait une circulation constante de numéraire entre toutes les nations du globe et de proche en proche, pas plus que nous ne contestons qu'il n'y ait une circulation en autres marchandises ; mais il s'agit de savoir si ce déplacement de numéraire est tel qu'on le dit, et si, dans ce qu'il est réellement, il a les inconvénients qu'on lui attribue.

On n'a pas fait et on ne peut guère faire le relevé des importations et des exportations de numéraire, car chaque voyageur qui passe la frontière est exportateur ou importateur ; mais la véritable notion de la monnaie nous fera apprécier, jusqu'à un certain point, quelle doit être cette proportion de numéraire importé ou exporté.

Nous avons démontré que la monnaie tirait toutes ses

qualités, en tant que monnaie, de l'excellence de ses qualités, en tant que marchandise (chap. IX).

Nous avons même établi que la masse du numéraire au sein d'une nation ne devait pas dépasser une certaine proportion ¹, parce qu'au-dessous, la difficulté de s'en procurer et la cherté arrêteraient la marche des transactions, et qu'au-dessus, le bas prix et l'avilissement de la valeur monétaire porteraient les possesseurs de numéraire à en faire un meilleur emploi, si c'était possible, ou les forceraient à subir une dépréciation dans le cas d'une abondance universelle. Les nations ne gagneraient donc à un excès de numéraire que la hausse nominale du taux des tarifs de toutes les valeurs.

Si ce que nous venons de dire est juste, il nous semble qu'il faut en conclure que, sous l'empire de la liberté, le numéraire, comme les eaux de la mer, trouve son niveau s'écoulant des pays où il est plus abondant, et moins cher dans les pays où il est plus rare et plus cher; sortant d'un centre qui en est saturé pour retourner dans un autre où il commence à manquer. L'observation attentive des faits prouve que toutes les fois qu'une localité, par suite d'événements politiques, de spéculations commerciales ou autres, vient à manquer de numéraire, l'or et l'argent s'y précipitent comme l'air dans le vide, jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli et que tout rentre dans l'ordre accoutumé; et cela est arrivé malgré les peines les plus terribles qui avaient été mises à la sortie du numéraire. C'est une marchandise si commode pour la contrebande, et l'excès de sa valeur est une prime si élevée, qu'il est facile de concevoir la circulation du numéraire en présence des tours de force de toute nature que les lois de douane font faire aux frontières.

¹ Cette proportion n'est pas connue. Nous avons donné (ch. IX, § 6) des chiffres avancés par Germain Garnier et Schmaltz.

Toutes les lois sanguinaires de l'Espagne et du Portugal ont été impuissantes pour retenir dans ces pays leur or et leur argent : comme les importations continuelles du Pérou et du Brésil excédaient la demande, le prix des métaux baissait dans ces pays, et les propriétaires de ces mêmes métaux trouvaient les moyens de les exporter pour leur redonner toute leur valeur. Pour montrer la facilité de cette exportation, malgré toutes les peines, Adam Smith eut la contrebande du thé de Hollande en Angleterre, uniquement parce qu'il était un peu à meilleur marché que celui de la compagnie des Indes anglaises ; et pourtant, dit-il, le thé, à valeur égale, a cent fois le volume de l'argent et deux mille fois celui de l'or !

229. L'or et l'argent n'ont une partie de leur valeur, ils ne sont richesses de première qualité, si l'on peut dire, que parce qu'ils sont doués de propriétés qui les rendent propres à la circulation. Où serait donc la richesse, si toute l'habileté consistait à lutter contre cette loi naturelle que traduit si bien un dicton populaire : « L'argent n'est rond que pour rouler. » Il va sans dire qu'ici, comme en toutes choses, le jugement intervient pour indiquer la bonne et la mauvaise circulation : la circulation économique et la circulation du joueur, de l'imprudent et du prodigue.

Si donc les particuliers aiment mieux être payés en argent qu'en nature, c'est qu'il est incontestable que, dans un pays, celui-là est au nombre des riches qui possède beaucoup de monnaie, parce qu'il peut acheter les travaux et les propriétés d'autrui ; mais, outre que, pour tirer parti de cette richesse, il est obligé de la transformer, de l'échanger et de devenir possesseur d'autres valeurs, il est évident que si tous les citoyens se trouvaient dans le même cas que lui, sa richesse baisserait en proportion de l'abondance générale. Encore y a-t-il ici lieu à faire plusieurs observations. Cet

avantage n'est général que pour les petites sommes ; dans les grandes affaires, il est individuel, et dans tous les cas il n'est que passager, tenant pour ainsi dire aux exigences de la comptabilité. On sait que les négociants spéculent sur les bénéfices probables des retours ; qu'ils sont toujours instruits du prix courant des marchandises dans les différentes parties du monde, et qu'ils ne sont jamais embarrassés, celui-ci de cent cuirs de Buenos-Ayres, celui-là de cinquante tonnes de fer, etc., parce qu'ils ont consacré leur industrie à connaître le mécanisme de ces transactions dont les détails seraient étrangers à un simple particulier. Le sucre entre raffineurs, les cuirs entre négociants de cette marchandise, les laines entre laveurs, sont des valeurs tout aussi échangeables, sauf les cas d'encombrement, que les effets de commerce et les monnaies entre banquiers. Nous parlons d'encombrement, mais n'y a-t-il pas aussi des encombrements de numéraire, et n'y a-t-il pas bon nombre de capitalistes qui ne voudraient pas qu'on leur remit leur propriété sous la forme métallique qui leur redonnerait les soins du placement ?

250. Ce n'est donc que parce qu'on ne veut pas se donner la peine d'étudier le rôle de la monnaie qu'on craint la sortie du numéraire nécessaire à la circulation. Cette étude est d'autant plus concluante que les faits observés sont d'accord avec les analyses de la théorie. Longtemps l'or et l'argent ont été des marchandises rares dans les Indes orientales ; on les y a transportés. Ce courant s'est ralenti depuis que l'Inde a commencé à avoir la proportion de numéraire qui lui est nécessaire pour ses échanges. S'il arrivait un jour que ce pays en fût complètement saturé, l'Europe y ferait ses paiements d'une tout autre façon, c'est-à-dire avec d'autres marchandises.

On peut objecter qu'il y a des pays, la Turquie, par exem-

ple, qui ont besoin de numéraire et qui n'en reçoivent pas, malgré la liberté grande qu'il y a de l'importer. Mais, pour que le numéraire émigre, il faut qu'il trouve des produits à acheter; or, la Turquie n'a rien; le génie du travail y sommeille, et nous n'avons pas dit que l'argent se précipitât dans le vide, à cause de l'horreur du vide; nous nous serions trompé tout comme les fontainiers de Florence, qui croyaient que l'eau avait horreur du vide jusqu'à trente-deux pieds. A propos de la Turquie, il y a une autre observation à faire : c'est que ce n'est pas précisément le numéraire qui lui manque, mais la sécurité qui fait naître l'industrie, qui crée la richesse, développe la consommation, et, par conséquent, la circulation qui diminue à son tour la masse du numéraire nécessaire.

En effet, les nations pauvres ont plus besoin de numéraire que les riches. Il suffit, pour être convaincu de cette vérité, de jeter les yeux sur ce qui se passe entre gens qui s'inspirent une confiance réciproque par leur fortune, c'est-à-dire entre gens qui ont du crédit. Il leur suffit souvent d'une lettre de change pour opérer plusieurs transactions. Les gens pauvres, au contraire, sont obligés de faire à chaque instant preuve de solvabilité, d'avoir, comme on dit, l'argent à la main; ils ne s'inspirent pas assez de confiance; ils n'ont pas assez de crédit pour que les paiements s'opèrent entre eux par une simple imputation de ce que l'un doit à l'autre. C'est ainsi que beaucoup de pays pauvres ont plus de numéraire que l'Angleterre et les États-Unis : premièrement, parce que, dans ces deux pays, le numéraire y circule plus souvent (167); secondement, parce que les billets de banque et les effets de commerce, le crédit enfin, y sont d'un usage plus fréquent.

251. Ainsi donc, la transmission naturelle du numéraire d'un pays à l'autre ne se fait qu'en vertu de l'offre et de la

demande de ce numéraire; elle se règle sur la nature des choses; elle n'affecte jamais le caractère de *glut* ou d'encombrement, ni celui de l'extrême disette¹; il serait impossible de l'empêcher; et si on parvenait à l'arrêter, on n'obtiendrait d'autres résultats que de priver le pays riche en espèces de tirer bon parti de cette richesse en s'approvisionnant à meilleur compte des autres produits dont il aurait besoin.

§ III. — Les partisans de ce système méconnaissent le mécanisme des opérations commerciales.

252. Nous venons d'établir que, prises en masse, les exportations et les importations s'équilibrent, et que, si les monnaies entrent dans cette balance pour une part quelconque, c'est encore à l'avantage de la nation que l'on considère, soit qu'elle importe, soit qu'elle exporte une certaine quantité de numéraire; attendu qu'elle n'en a pas assez pour ses besoins dans le premier cas, et qu'elle en a trop dans le second.

Examinons maintenant ce qui peut se passer d'une na-

¹ S'il n'y a rien dont on se plaigne plus que de la rareté de l'argent, cela tient à ce que l'argent est toujours rare pour ceux qui ne peuvent ni l'acheter ni l'emprunter, et le nombre en est grand. L'argent est rare aussi partout où la circulation est en léthargie. La crise financière de 1847, qui s'est surtout fait sentir en Angleterre et en France, n'a été causée qu'en partie par une exportation inaccoutumée de numéraire en Orient et en Russie, pour l'achat des céréales. D'autres circonstances, et notamment la grande quantité d'actions de chemins de fer souscrites, ont compliqué cette crise, qui eût certainement été atténuée si les lois douanières eussent été plus conformes à la véritable économie des nations. Mais la rareté du numéraire, en haussant le prix, n'a pas tardé à le ramener des pays où il était allé solder les achats de céréales, achats qui, n'étant pas réguliers, ne pouvaient être compensés par des exportations régulières en marchandises. Cet événement ne contredit donc pas la règle que nous établissons.

tion à l'autre. Trois cas peuvent se présenter : ou les exportations de la première chez la seconde dépassent les importations de la seconde chez la première, ou c'est le contraire, ou il y a équilibre parfait. Dans aucun cas la balance n'est défavorable.

255. Mettons-nous au point de vue de la première nation : dans le premier cas, nous sommes d'accord avec les partisans de la balance ; dans le second cas, le danger qu'ils signalent n'existe pas encore ; enfin prenons, pour apprécier le troisième cas, les chiffres des affaires du Brésil avec la France.

On remarquera que nous choisissons le cas le plus défavorable, celui d'un pays producteur de métaux, qui doit toujours forcément les exporter pour en tirer parti. L'examen des faits nous prouvera néanmoins que, si les métaux précieux sortent du Brésil, ce n'est pas pour solder la balance.

La France aurait une année, d'après le tableau de ses exportations et de ses importations, expédié au Brésil pour dix-sept millions, et le Brésil nous en aurait envoyé pour six millions ¹. Au dire des partisans de la balance du commerce, nous aurions donc reçu du Brésil un solde de neuf millions en espèces. Cette manière de voir est complètement fausse. Plus loin, aux notes complémentaires, en évaluant la production de l'or et de l'argent dans l'Amérique entière, nous verrons que le Brésil ne produit pas d'argent et que les mines réunies du Brésil, du Mexique, de la Colombie, du Chili et des États-Unis, ne produisent annuellement pas plus de vingt mille kil. d'or, soit environ soixante et douze millions de francs, ce qui donnerait à penser que le Brésil nous envoie à peu près tout l'or qu'il pro-

¹ 1842; des chiffres plus récents sont publiés. Cette année suffit à la démonstration.

duit, et qu'il lui en reste fort peu pour payer d'autres soldes de balance. Or il faut faire ici deux observations importantes : la première, que les soixante et douze millions dont nous parlons peuvent bien représenter la valeur de l'or produit, mais qu'il faut en déduire les frais de production, qui sont très-considérables ; la seconde, c'est qu'en ouvrant les tableaux de la douane, nous trouvons que le Brésil ne figure dans les importations en France que pour moins de cent kilogrammes (moins de trois cent mille francs) ¹ en or brut, c'est-à-dire en barres, en lingots, en poudre, en bijoux cassés, etc. Il est vrai que le Brésil pourrait prendre sur sa propre provision de numéraire de quoi solder la balance ; mais alors il faudrait admettre que le Brésil est abondamment pourvu de numéraire, ce qui n'est pas ; il faudrait, d'autre part, que les négociants qui sont en rapport avec le Brésil reçussent des espèces en retour, ce qui n'est pas non plus. Or voici comment se passent les choses :

Un fabricant de Lyon expédie des soieries à Rio-de-Janciro, et devient le créancier de son correspondant dans cette ville ; d'autre part, un négociant du Havre qui a besoin de recevoir du café pour alimenter son commerce avec Paris, s'adresse à un autre correspondant qui lui expédie le café, dont il devient le débiteur, et qui fait sur lui une traite payable au Havre. Qui peut acheter cette traite et en payer le montant à l'acheteur du café ? Le commissionnaire qui a vendu les soieries, et qui pourra ainsi faire passer au fabricant de Lyon un titre qui sera négocié sur cette place, et remboursera les produits lyonnais. Comme on le voit, il n'y a dans cette opération aucun transport de monnaie ; la lettre de change a servi à satisfaire les quatre intéressés dans cette affaire, et en dernière analyse le Brésil a payé

¹ Il en faudrait, pour les neuf millions de balance, deux à trois mille kilogrammes.

avec des cafés de son territoire les marchandises qui lui ont été expédiées d'Europe. On multiplierait ces exemples à l'infini, et c'est ainsi que l'on peut voir constamment des traites tirées de l'Amérique sur l'Europe, sans jamais, ou très-rarement du moins, voir des traites sur les négociants américains ¹.

D'après cet exemple, il est facile de comprendre que le Brésil peut aussi solder les marchandises qu'il fait venir de Paris avec celles qu'il expédie à Londres ou ailleurs. Il suffit pour cela que les négociants du Brésil tirent sur leurs correspondants de Londres et envoient leurs traites à ceux de Paris, qui les suivront en remboursement; ce qui d'ailleurs n'exclut pas l'envoi des métaux précieux sur un point quelconque, celui où ils se vendent le mieux; mais alors ce commerce, que nous avons réduit à sa juste importance, ne se fait pas fatalement et pour ainsi dire par force, comme le supposent les théoriciens de la balance, mais bien en vertu des règles générales de l'échange.

Ainsi, la France ayant expédié, en 1842, quinze millions de marchandises pour le Brésil, en a reçu six millions de marchandises, numéraire compris, et neuf millions en valeurs commerciales sur différentes places d'Europe; et il n'est pas permis de dire que la balance a été favorable à la France ou défavorable au Brésil. Le commerce a été favorable aux deux pays jusqu'à la concurrence des profits que les négociants ont trouvés dans ce mouvement d'affaires de trente millions, dont quinze allant de France au Brésil et quinze millions du Brésil à la France.

Il nous semble que toutes les preuves morales sont acquises à cette démonstration. On en aurait la preuve physique avec des chiffres exacts d'exportations et d'importations

¹ Voyez *Histoire des relations entre la France et le Brésil*, par M. Horace Say, in-8°, Paris, 1859, Guillaumin, p. 102.

du Brésil pour tous les pays du monde, et qui correspondraient avec ceux de ces mêmes pays, ce qu'il sera longtemps difficile d'obtenir.

§ IV. — Origine de cette théorie. — Conclusion.

254. Adam Smith explique ainsi l'origine du système mercantile : « La double fonction que remplit l'argent, et comme instrument de commerce et comme mesure de valeurs, a donné naturellement lieu à cette idée populaire que l'argent fait la richesse, ou que la richesse consiste dans l'abondance de l'or et de l'argent. L'argent servant d'instrument de commerce, quand nous avons de l'argent nous pouvons bien plutôt nous procurer toutes les choses dont nous avons besoin, que nous ne pourrions le faire par le moyen de toute autre marchandise. Nous trouvons à tout moment que la grande affaire c'est d'avoir de l'argent ; quand une fois on en a, les autres achats ne souffrent pas la moindre difficulté. D'un autre côté, l'argent servant de mesure des valeurs, nous évaluons toutes les autres marchandises par la quantité d'argent contre laquelle elles peuvent s'échanger. Nous disons d'un homme riche qu'il a beaucoup d'argent, et d'un homme pauvre qu'il n'a pas d'argent. On dit d'un homme économe ou d'un homme qui a envie de s'enrichir, qu'il aime l'argent ; et en parlant d'un homme sans soin, libéral ou prodigue, on dit que l'argent ne lui coûte rien. S'enrichir, c'est acquérir de l'argent. En un mot, dans le langage ordinaire, richesse ou argent sont regardés comme absolument synonymes ¹. »

Si on affirmait que la balance du commerce est d'autant plus favorable que le pays reçoit plus de richesses en

¹ Adam Smith. Tome II, p. 3.

échange de ses exportations, la proposition ne pourrait être contredite ; mais nous venons de voir que la formule a une tout autre signification. Comme Adam Smith ¹ l'avait déjà observé pour les écrivains anglais, il est arrivé que la plupart de ceux qui ont écrit ou écrivent sur le commerce s'oublient en raisonnant, après être partis du véritable principe, et finissent par conclure à la nécessité de multiplier l'or et l'argent comme formant l'objet capital de l'industrie et du commerce, tant on est habitué à prendre le mot *argent* comme expression de richesse, et le préjugé mercantile pour la vérité économique.

255. Nous pouvons donc nous résumer en disant :

1° Les partisans de la balance du commerce et des idées qui s'y rattachent n'ont pas une notion exacte des opérations du commerce et surtout de la monnaie.

2° Les nations n'ont pas intérêt à posséder chez elles de l'or et de l'argent au delà d'une certaine proportion.

3° Lorsqu'elles croient avoir intérêt à dépasser cette proportion, elles ne peuvent point y parvenir.

4° Le commerce extérieur n'est pas la seule branche d'industrie capable d'enrichir une nation.

5° La différence provenant des importations sur les exportations, ou des exportations sur les importations, n'existe pas au fond, dans le sens qu'on l'a entendu jusqu'à ce jour.

6° Les tableaux des exportations et des importations ne sont pas dressés avec assez d'exactitude pour qu'on puisse baser sur eux une appréciation bien concluante des différences ou soldes des balances soi-disant favorables et défavorables.

7° En admettant ces différences, ce n'est que par exception qu'elles sont soldées en espèces.

¹ Adam Smith. Tome II, p. 29.

8° Fussent-elles soldées en espèces, il n'y aurait en général ni avantage ni inconvénient pour une nation à recevoir ou à payer ces différences de cette manière.

9° Après l'analyse de la production, qui assigne au commerce sa véritable place, après la doctrine des débouchés, il est inutile d'insister sur la dernière proposition des théoriciens du système mercantile, et on peut avancer contre eux qu'il n'y a nullement besoin de dépouiller les voisins pour s'enrichir à côté d'eux.

10° La théorie mercantile de la balance du commerce et les conséquences qu'on en a tirées sont fausses et mortelles pour les peuples.

Elles ont, en effet, conduit à méconnaître la liberté du travail, les avantages de la séparation des occupations parmi les nations, à créer aux frontières des barrières, des douanes, pour protéger certaines branches de travail et qui nuisent à toutes, à pousser la plupart des industries dans une voie factice, à donner aux gouvernements une surveillance qui n'est pas de leur domaine, à fonder une législation barbare, à jeter la discorde parmi les peuples.

CHAPITRE XIV.

**DES ÉCHANGES (SUITE). — DE LA LIBERTÉ DU COMMERCE
ET DE LA PROTECTION DOUANIÈRE.**

- I. Légimité de la liberté des échanges ; illusion et injustice des obstacles douaniers. — II. Des exceptions que comporte la liberté du commerce. — III. Application de la liberté du commerce aux pays soumis au régime prohibitif.

§ I. — Légimité de la liberté des échanges ; illusion et injustice des obstacles douaniers.

236. Nous avons reconnu (§) l'absolue nécessité de l'échange dans le mécanisme social. L'analyse la plus simple montre l'évidence de cette proposition des physiocrates : *que la PROPRIÉTÉ est la BASE de toute société, et que l'ÉCHANGE est le LIEN de toute société*¹. De cette proposition découle encore évidemment celle de Turgot : *que la liberté des échanges ou du commerce est un corollaire du droit de propriété*. Ce corollaire est depuis cinquante ans reconnu et appliqué dans l'intérieur des nations qui ont successivement vu reculer aux frontières extérieures les empêchements douaniers qui étaient restés établis sur les limites des diverses provinces, au fur et à mesure qu'elles avaient été annexées aux États dont elles font partie. De nos jours, l'Allemagne entière, quoique composée d'une foule d'États restés indépendants, a compris qu'elle ne pouvait plus rejeter les bienfaits d'une pareille réforme, et, à la voix du docteur Listz, elle a formé une union douanière (Zollverein), par suite de laquelle tous les droits de douanes sont supprimés sur la lisière intérieure de tous les États, re-

¹ *Abrégé des principes d'Économie politique*, PHYSIOCRATES, p. 369.

portés sur la frontière générale, pour être ensuite répartis d'après des bases convenues. Mais il reste à faire pénétrer dans la politique commerciale des États entre eux le principe, dont personne ne conteste plus la légitimité et la fécondité, de l'union des provinces entre elles. Ce sera probablement l'œuvre de ce siècle.

237. S'il n'y avait dans le monde entier aucune barrière douanière ou politique pour l'entrée ou la sortie des marchandises, nous vivrions sous le régime absolu de la liberté du commerce, du *laissez faire, laissez passer*¹, appliqué à la circulation de la richesse, avec d'autant plus d'intensité que les communications seraient plus sûres, plus rapides et moins coûteuses.

Qu'arriverait-il à ce degré de liberté? Il s'opérerait une division spontanée du travail, selon les conditions particulières à chaque peuple; le capital se distribuerait selon la même loi naturelle. Chaque pays ferait donc mieux et à meilleur compte les produits de sa spécialité; la consommation, animée par l'abondance et le bon marché, exciterait la production, qui réagirait à son tour sur la consommation, et il y aurait le moins possible d'efforts perdus, de vaines tentatives et de capital aventuré.

¹ Formule adoptée par l'école physiocratique, et reproduisant une réponse pleine de sens faite à Colbert, qui s'enquérât des mesures favorables à prendre dans l'intérêt du commerce. « On sait, dit Turgot, le mot de M. Legendre à Colbert : *Laissez-nous faire*. » (*Éloge de Gournay*, t. I, p. 288 des *Œuvres de Turgot*, édition Guillaumin.) — « Qu'on maintienne l'entière liberté du commerce : car la police du commerce intérieur et extérieur la plus sûre, la plus exacte, la plus profitable à la nation et à l'État, consiste dans la pleine liberté de la concurrence. » (XXV^e maxime de Quesnay.) C'était aussi l'opinion de Sully. — On a beaucoup joué sur les mots de *laissez faire*. Faut-il dire que les économistes l'ont entendu dans le sens opposé aux règlements administratifs qui empêchent de faire les choses les plus naturelles, ou qui obligent de faire les choses les plus absurdes et souvent les plus iniques?

C'est là un axiome, c'est-à-dire une vérité basée sur le bon sens, que personne ne peut contester ; qui découle encore naturellement des principes de la division du travail ; qui est une conséquence de la liberté du travail ; qui s'accorde avec les mille emplois de la terre et du capital ; qui est enfin en harmonie avec l'intérêt général, avec l'expérience de la Suisse, de la Toscane et de l'Angleterre, et avec tous les faits que nous fournissent des réformes partielles dans tous les pays et dans toutes les industries.

Dans cette hypothèse, l'humanité, perdant le moins possible de ses forces productives, le niveau de la richesse publique s'élèverait rapidement, et la facile satisfaction des besoins physiques laisserait aux travailleurs les loisirs nécessaires à la culture de l'esprit, et leur inspirerait le goût des jouissances morales.

238. A ces assertions incontestables et vraiment séduisantes, on a fait cette première objection. On ne peut nier, dit-on, la diversité des nations, et alors il faut faire plier le principe radical du laisser faire aux besoins de chacune de ces nations.

Ce n'est pas ici le lieu de traiter cette grande question politique de savoir si les États individuels existent ou n'existent pas comme moyens indispensables à l'espèce humaine non-seulement de prospérité matérielle, mais encore de perfectionnement moral, et si les nations doivent ou ne doivent pas se confondre en une seule ; nous admettons la différence des peuples, des ateliers nationaux, des divers marchés du globe, et nous allons examiner si cette diversité doit modifier la doctrine que nous venons d'exposer. Si cette modification est inévitable, quelle en est la mesure ?

D'abord il y a des États nouveaux qui se constituent et des États qui ont des antécédents.

Supposons d'abord un État naissant, l'hypothèse n'est pas chimérique, car on peut prendre pour exemple tous les États du nouveau continent qui se sont formés sous nos yeux, les colonies qu'on rattache tous les jours à leur métropole, l'Algérie, par exemple, qu'on a tout récemment entourée d'une ceinture douanière. Pour tous ces pays, la question est résolue : avec la liberté du commerce, la production suivrait ses lois naturelles, et, comme cela a été démontré dans la théorie des débouchés, le pays, en achetant et en vendant, ne fait qu'échanger, contre des produits qu'il n'a pas, ses propres produits, c'est-à-dire les fruits de sa terre, de son travail et de ses capitaux.

Admettons maintenant que l'État qui nous sert d'exemple ressemble à ceux de l'Europe, et que, soi-disant, on y *protège* l'industrie, en prohibant les marchandises étrangères, ou bien en mettant sur ces marchandises des droits élevés pour les empêcher de faire concurrence aux marchandises du pays. On ne fera rien moins que protéger l'industrie nationale, le travail national.

Supposons, pour expliquer notre pensée, une prohibition, celle des cuirs, par exemple, et voyons ce qui se passe. D'abord si les cuirs sont prohibés, et si les nationaux ne les font pas payer plus cher que les étrangers, vous attirez artificiellement le capital et le travail dans la tannerie, au détriment de toutes les autres industries naturelles, et vous vous préparez des complications nombreuses en faisant pour une industrie ce qui est au désavantage de toutes les autres.

Mais si, comme cela arrive toujours, vous achetez les produits nationaux plus cher que ceux que vous prohibez, vous faites payer à tous les consommateurs, à tous les travailleurs une prime pour l'entretien d'une industrie factice, en faisant *affluer* les capitaux dans cette industrie que vous

appelez nationale, et qui n'est que privilégiée. Or comme les capitaux ne s'improvisent pas, vous les déplacez, vous ruinez les industries naturelles, l'agriculture, peut-être. Encore le mal ne se borne-t-il pas là. Les capitalistes, alléchés par le gain, se font concurrence, les bénéfices baissent au taux commun, et les travailleurs finissent par recevoir un salaire plus modique que dans les industries qui ne sont pas nationales.

Ainsi la prohibition est un artifice qui profite d'abord à quelques producteurs et qui ensuite ne profite plus à personne.

Les droits protecteurs, qui ne sont que des droits prohibitifs déguisés, agissent dans le même sens, suivant leur intensité. Ainsi les protecteurs fanatiques du travail national, en ne voulant pas *payer de tribut* aux étrangers, sont tout simplement des oppresseurs du travail national et des privilégiés dont les nationaux sont les véritables tributaires.

239. Mais il faut bien distinguer la protection en général de la protection douanière, que pour abrégér on appelle aussi simplement la protection. La nécessité de la protection générale par la sécurité, par l'ordre, par l'exécution des lois, par l'exercice de la justice, etc., a-t-elle jamais été mise en question par l'économie politique? Il serait puéril de le croire. Ce qui a été mis en question, c'est la protection de l'industrie par la réglementation préventive et la censure préalable; c'est la protection du commerce par les combinaisons de tarifs; c'est la protection de l'agriculture, des manufactures et des arts par les prohibitions douanières.

240. Les considérations qui précèdent attaquent le système protecteur au point de vue de la justice. Mais voici des considérations encore plus concluantes, que nous tirons

d'une argumentation pleine de clarté et de justesse ¹.

« Le monde, au point de vue économique, peut être considéré comme un vaste bazar où chacun de nous apporte ses services, et reçoit en retour des écus, c'est-à-dire des *bons* qui lui donnent droit à retirer, de la masse, des services équivalents à ceux qu'il y a versés. Chacun de nous comprend instinctivement que nos services seront d'autant plus recherchés, d'autant plus demandés, auront d'autant plus de *valeur* (10), d'autant plus de *prix* qu'ils seront plus *rare*s, *toutes choses égales d'ailleurs*, c'est-à-dire le grand réservoir commun, le *milieu* demeurant également pourvu. Et voilà pourquoi nous avons tous l'instinct du monopole. Tous nous voudrions opérer la rareté du service qui fait l'objet de notre industrie en éloignant nos concurrents. Mais il est bien clair que, si nous réussissions tous dans ce vœu, la rareté se manifesterait non-seulement dans l'objet spécial que nous présentons au grand réservoir commun, mais encore à l'égard de tous les produits qui le composent et qui forment, relativement à chaque service déterminé, cette atmosphère, ce milieu dont nous venons de parler. Et c'est là ce que fait précisément le régime protecteur. Il dit au maître de forges : « Tu n'es pas content de ta position, « tu ne trouves pas que tu t'enrichisses assez vite, mais j'ai « la force en main, et je vais élever la valeur du fer en le « rendant plus *rare*. Pour cela, j'écarterai le fer étranger. »

« S'il s'arrêtait là, il commettrait une injustice envers tous ceux qui échangent leurs services contre du fer. Mais il va plus loin. Après avoir opéré la rareté du fer, poussé par le même motif, il opère la rareté des bestiaux, du drap, du blé, des combustibles, de l'huile, en un mot de l'atmo-

¹ Discours de M. F. Bastiat, à la deuxième séance de l'Association pour la liberté des échanges de Paris, le 29 septembre 1846.

sphère dans laquelle le fer est plongé. Il en détruit les ressources, les moyens d'échange, les débouchés, la force d'absorption. Mais n'y a-t-il rien de changé cependant? n'y a-t-il que des compensations? Oh! si fait, il y a l'abondance changée en rareté. Les produits ont conservé leur valeur relative, mais il y en a moins, et par conséquent les hommes sont moins bien pourvus de toutes choses. »

De cette démonstration on peut tirer plusieurs conséquences. La première, c'est que le système protecteur est une déception, et qu'il trompe même ceux qu'il prétend favoriser. Il aspire à leur conférer le triste privilège de la rareté, dont le propre, il est vrai, est d'élever le prix d'un objet, quand elle est relative; mais opérant de même sur tout, ce n'est pas la *rareté relative*, mais bien la *rareté absolue* qu'il procure, manquant même son but immédiat. Une autre conséquence plus importante encore est celle-ci : pour chaque individu, pour chaque industrie, pour chaque nation, le moyen le plus sûr de s'enrichir c'est d'enrichir toutes les autres, puisque la richesse générale est ce *milieu* qui donne de l'emploi, des débouchés et des rémunérations aux services de chacun; et nous sommes ainsi conduits à reconnaître que la fraternité humaine n'est pas un vain sujet de déclamation, mais un phénomène susceptible de démonstration rigoureuse. Enfin, il s'ensuit encore que le régime protecteur est essentiellement *injuste*. Il est injuste même à l'égard des industries privilégiées, car il ne lui est pas possible d'accorder à toutes (il n'en a pas la prétention) la faveur d'une *rareté* exactement proportionnelle.

Mais que dire des nombreux services humains qui payent tribut au monopole et ne reçoivent, ne sont pas même susceptibles de recevoir aucune compensation par l'action des tarifs? Ces services sont si nombreux qu'ils occupent le fond même de la population. Pour qu'un service puisse rece-

voir la protection douanière, il faut que le travail auquel il donne lieu s'incorpore dans un objet matériel susceptible de passer la frontière; car ce n'est que sous cette forme que le produit similaire étranger peut être repoussé ou grevé d'une taxe.

Or il est un produit extrêmement précieux, la *sécurité*, qui n'est pas dans ce cas. Ce service absorbe les facultés d'une multitude de personnes, depuis les ministres du roi jusqu'aux gardes champêtres, magistrats, militaires, marins, collecteurs de taxes, etc., etc. Une autre classe qui ne peut pas être protégée, c'est celle qui rend des services immatériels : avocats, avoués, médecins, notaires, greffiers, huissiers, auteurs, artistes, professeurs, prêtres, etc., etc. Une troisième classe est celle qui s'occupe exclusivement de distribuer les produits : banquiers, négociants, marchands en gros et en détail, agents de change, assureurs, courtiers, voituriers, etc., etc. Une quatrième se compose de tous ceux qui font un travail qui se consomme sur place et à mesure qu'il se produit : tailleurs, cordonniers, menuisiers, maçons, charpentiers, forgerons, jardiniers, etc., etc.

Enfin il faut aussi compter comme radicalement exclus des faveurs de la protection tous ceux qui cultivent ou fabriquent des choses qui ne craignent pas la concurrence étrangère : en France, les vins, les soies, les articles si importants de Paris, etc. — Toutes ces classes *payent tribut* au monopole, et n'en peuvent jamais recevoir aucune compensation. A leur égard, l'injustice de ce système est évidente.

§ II. — Des exceptions que comporte la liberté
du commerce.

241. Voyons maintenant les exceptions qu'il y a lieu de faire au système de la *liberté commerciale*.

Au point de vue économique, demander si le principe de la liberté du commerce admet des exceptions, c'est demander s'il y a des circonstances où le système *restrictif* puisse augmenter la somme de la richesse nationale. Or cela n'est jamais vrai immédiatement, car on ne peut gagner à payer cher ce qui se vend à bon marché.

Mais il peut se faire, dit-on, qu'un sacrifice de quelques années puisse faire naître une industrie utile. C'était la pensée de Colbert, lorsqu'il a fondé le système protecteur qui serait un progrès aujourd'hui; qui devait avoir, selon lui, une durée limitée, mais contre lequel nous nous débattons pourtant encore.

Le gouvernement, voulant venir en aide à l'industrie particulière, aurait donc à choisir entre ces deux moyens : s'associer à l'entreprise et faire payer par l'impôt des profits ordinaires aux entrepreneurs, comme on l'a proposé récemment pour les chemins de fer; ou bien, sans s'associer, mettre des droits sur les denrées semblables à celles dont il veut activer la production. Dans le premier cas, il dit : « Vous payez dix francs d'impôt, vous en payerez douze pour les essais que je veux faire; » dans le second cas, il dit : « Ce que vous consommez pour dix francs vous en coûtera désormais douze. » Les deux moyens diffèrent par la forme et par les résultats administratifs; mais ils sont les mêmes au fond.

Ce point admis, il reste à calculer quels doivent être le taux et la durée du droit protecteur, taux et durée qui peu-

vent varier, surtout selon que l'industrie dont il s'agit exige plus ou moins de capital fixe, car c'est le capital fixe qu'il est le plus difficile de déplacer et qui est, par conséquent, le plus compromis (121).

On a soutenu la nécessité d'une autre exception. On a pensé que le système prohibitif serait un aiguillon pour des peuples tombés en léthargie industrielle, et qu'il leur donnerait l'envie du travail par l'attrait d'un gain assuré. L'efficacité de ce moyen est très-douteuse ; car enfin la richesse entoure l'Espagne et l'Italie, qui sont dans la catégorie que nous venons d'indiquer, et la nature leur fournit gratuitement encore plus qu'aux autres des agents d'une puissance étonnante. Avec M. Rossi, nous aurions plus de confiance dans les capitaux étrangers, qu'on peut toujours attirer par la liberté et la sécurité. Alors l'exemple, secondé par l'instruction et l'attrait du gain, redonnera aux populations engourdies l'énergie et la dignité du travail. Mais, dans tous les cas, que le moyen soit bon ou mauvais, ce qui n'est pas tout à fait éclairci ¹, la protection ne pourra être que *temporaire*.

242. Il peut y avoir aussi des *exceptions politiques*. Avant de savoir si on sera plus ou moins riche, il s'agit d'exister ; or, s'il est démontré que le système restrictif est nécessaire pour la production de telle ou telle marchandise indispensable à la défense nationale, il faut faire violence, sur ce point, aux conclusions de la science économique. Les armes, les munitions, les chevaux, sont *peut-être* dans ce cas, parce que les ennemis peuvent en interdire facilement l'exportation, et parce que l'intérêt personnel ne pourrait pas nous en approvisionner suffisamment par contrebande.

¹ Un jour, les enquêtes bien faites nous serviront à résoudre catégoriquement ce problème économique.

Fort heureusement, la plupart des pays peuvent se tenir constamment approvisionnés de ces produits, sans de trop grands sacrifices.

Mais il serait ridicule de craindre, en cas de guerre, une disette de sucre, de café, de cannelle, de châles, de mousselines, de soieries, etc. S'il nous plaît de recevoir ces denrées, l'ennemi lui-même nous les apportera. Mais ne pouvons-nous pas nous en passer à la rigueur ? La guerre n'a qu'un temps, fort heureusement ; et ce n'est pas le moindre service que la science ait rendu au monde que de démontrer aux peuples les tristes résultats de ce grand procédé de destruction réciproque.

245. On répond ainsi à une foule de producteurs et notamment aux maîtres de forge, qui, dans la crainte d'une guerre, voudraient nous faire payer leurs produits fort cher ; comme s'il fallait toujours se tenir à un régime pharmaceutique, de peur de ne pas savoir s'y mettre au moment de la maladie. Messieurs les maîtres de forge auraient tort de prendre le fer neuf pour une matière indispensable aux armes de guerre : dans un cas désespéré, on trouve du fer partout, dans les charpentes, dans les grilles, etc. C'est une question de savoir s'il ne vaut pas mieux l'ouragan conventionnel pendant la guerre que la féodalité du travail national pendant la paix ¹.

Les mêmes raisons ont aussi été invoquées pour les céréales. Certes, il est nécessaire qu'un pays tire parti de son sol et y cultive des plantes nutritives ; mais le prix naturel de ces plantes doit payer les frais de production ; dans le cas contraire, il vaut mieux qu'il les demande aux voisins, qui ne sauraient se coaliser tous pour l'affamer. C'est là une

¹ Un argument sans réplique, c'est qu'en France le fer n'a été protégé par un tarif douanier qu'après 1814, lorsque toutes les guerres avaient cessé.

combinaison qui ne se réalise pas en pratique et qu'il faut abandonner en théorie ¹. En ce qui touche l'exportation, Quesnay a dit : « Que l'on n'empêche pas le commerce extérieur des denrées du crû ; car *tel est le débit, telle est la reproduction* ². » Voyez à ce sujet comment l'illustre philosophe développe sa maxime. Voyez aussi les travaux de Turgot sur le commerce des grains ³.

244. Une seconde exception politique est celle qui résulte des besoins du trésor. La perception de certains droits de douane, tels par exemple que ceux que l'on prélève sur les denrées exotiques qui n'ont pas de similaires à l'intérieur, qui ne sont pas directement protecteurs, et qui sont assez bien calculés pour ne pas arrêter la consommation, ne semble devoir être abandonnée par un État qu'en présence d'une meilleure assiette de l'impôt.

§ III. — Application de la liberté du commerce aux pays soumis au régime prohibitif.

245. Par cela seul que le système prohibitif a existé jusqu'à ce jour dans tous les pays, plusieurs capitalistes et plusieurs travailleurs se trouvent engagés dans des voies artificielles.

En principe, d'après ce qui précède, et s'il était possible de ne nuire à personne ; on devrait proclamer immédiatement le laisser faire et le laisser passer : dans l'état actuel des choses, et surtout dans l'état actuel des esprits, il faut une transition. Mais les efforts des économistes doivent être

¹ Les rigueurs du blocus continental n'ont pas empêché l'Angleterre d'être constamment approvisionnée.

² Quesnay, II^e maxime. *Collection des principaux Économistes, Physiocrates*, p. 97.

³ *Œuvres de Turgot*, Collection de Guillaumin.

dirigés non-seulement contre ceux qui nient la légitimité du principe scientifique, ou contre les intéressés qui veulent ajourner sans cesse le commencement de la transition, mais encore contre ceux qui veulent cette transition trop lente et trop peu efficace.

Classons les intéressés. Les producteurs qui redoutent la liberté commerciale sont ou *propriétaires de terres* ou *capitalistes* ou *travailleurs*, et tous ces producteurs peuvent craindre ou pour les valeurs qu'ils possèdent ou pour leurs revenus.

Comme les propriétaires fonciers ont un monopole, la culture, par suite du système prohibitif, se porte sur des terres inférieures, et il en résulte une hausse dans la rente des bonnes terres. C'est là ce que comprenaient parfaitement les propriétaires anglais, qui avaient voulu abriter leur loi des céréales derrière les prohibitions qu'ils annonçaient comme protégeant les capitalistes et les ouvriers ¹. C'est encore ce qu'a démontré en France la loi protectrice du sucre national, qui a fait hausser les baux dans toutes les localités où l'on cultive la betterave. Ainsi donc, par la réforme des tarifs, plusieurs propriétaires fonciers verront baisser leur rente territoriale. Rien n'est plus juste, puisqu'il ne leur est dû que l'excédant du prix de revient sur les prix courants naturels (178). La science ne peut empêcher les effets funestes de l'erreur commise par ceux qui ont acheté la terre au taux d'une rente artificiellement élevée.

S'il est vrai que le système prohibitif devienne pour les capitalistes l'occasion d'une hausse de profits, nous avons vu que, par suite de l'affluence des capitaux vers les industries privilégiées, cette hausse n'était pas durable, et que d'ail-

¹ Dans cette question, les capitalistes tirent, comme on le dit proverbialement, les *marrons du feu*.

leurs elle n'était ni équitable, ni utile à l'économie nationale, puisqu'elle a toujours lieu au détriment des consommateurs et des travailleurs.

Ainsi, en passant au système de liberté, ce ne seront pas les profits qui seront compromis, mais le capital. Or, le capital est fixe ou circulant (124). Ce dernier se déplacera à peu près sans perte; quant à l'autre, il y en aura une partie de compromis, et pour apprécier l'importance de cette perte, il faudrait connaître ce capital et les chances auxquelles il serait exposé ¹.

246. En résumé, le passage du système prohibitif ou restrictif à la liberté commerciale peut :

1° Diminuer la rente de certains propriétaires ;

2° Compromettre une partie du travail engagé. Ce que perdent les propriétaires fonciers est épargné par les consommateurs. Le revenu général reste à peu près le même, seulement la distribution en est plus conforme à la raison et à la justice. « La dépréciation d'une partie du capital fixe, dit M. Rossi ², chose fâcheuse, sans doute, est un mal inévitable. En toutes choses nous ne pouvons pas nous engager dans les voies de l'erreur impunément. Mais si cette perte est certaine, qu'est-elle, comparée aux pertes incessamment renouvelées que le système prohibitif cause à l'État? Qu'est-elle, comparée aux profits annuels du système de liberté? La liberté fait promptement oublier, par ses

¹ En France, à en juger par l'habileté des entrepreneurs et des ouvriers, par la lutte que nos produits soutiennent avec ceux de l'étranger sur les marchés extérieurs, ce déplacement serait presque nul dans le cas d'une réforme générale, graduelle et fixée d'avance. Je dis générale, parce qu'il serait juste que le producteur profitât des autres réductions en même temps qu'il en subit une; je dis fixée d'avance, pour que le producteur pût faire ses calculs sur une base certaine. Ces réflexions s'appliquent à la Belgique, à l'Allemagne et à tous les pays régis par le système protecteur.

² 1^{er} volume, 12^e leçon, p. 523.

bienfaits et par la vive impulsion qu'elle donne à la puissance humaine, tout ce qu'elle nous a coûté d'efforts et de sacrifices. La liberté commerciale cicatrise, plus vite peut-être que la liberté politique, les blessures qu'elle a dû porter aux imprudents qui avaient méconnu ses droits ¹. Les valeurs perdues seront bientôt remplacées par les bénéfices d'une production plus active et moins coûteuse, et par les épargnes des consommateurs. Le capital national et la demande de travail ne tarderont pas à s'accroître. »

247. Ajoutons que l'affranchissement du commerce est une conséquence forcée des nouvelles voies de communication et de l'application de la vapeur. Après avoir triomphé des obstacles matériels, les hommes comprendront qu'il y a folie à maintenir les obstacles administratifs et douaniers, et ils aspireront après une réforme qui donnera plus de sécurité au maintien de la paix, et fera faire aux nations un grand pas vers l'époque où l'esprit de conquête sera considéré comme un préjugé odieux, où les nationalités n'auront plus rien à craindre, où les armées permanentes seront dissoutes, et où les capitaux et le travail qu'elles dissipent en pure perte ne seront plus employés à la destruction, mais à la production.

Alors on ne pourra plus admettre que le commerce intérieur est d'une plus grande importance pour un pays que le commerce extérieur. « Cette proposition, dit M. Senior ²,

¹ La consommation et les débouchés se développant par suite de la baisse générale des prix, la production s'accroîtra, les bras trouveront un emploi plus lucratif, et il arrivera même que les capitaux et les terres retrouveront dans cet accroissement un emploi capable de compenser la diminution provenant de la suppression du monopole. On a observé ce phénomène en Angleterre : en 1846, immédiatement après la réforme du tarif des céréales, les baux ont été passés à des conditions même plus avantageuses qu'auparavant. V. chap. XXI, DE LA CONSOMMATION.

² *Principes fondamentaux de l'Économie politique*, tirés des leçons

est peut-être vraie pour les grandes nations, et à l'époque actuelle; mais elle devient fausse si on la généralise; car si les causes spéciales qui détournent maintenant les choses de leur cours naturel venaient à disparaître, il en serait tout autrement. » Que l'on se représente en effet par la pensée la grandeur de tous les pays par rapport à celui que l'on considère, et l'on verra que l'avenir du commerce extérieur sera pour ainsi dire sans bornes le jour que les lois internationales seront faites par des hommes ayant les véritables notions des intérêts des peuples.

inédites de M. Senior, par M. le comte Jean Arrivabene, 4 vol. in-8°, 1856, page 560.

DEUXIÈME PARTIE.

DISTRIBUTION ET CONSOMMATION DE LA RICHESSE.

PREMIÈRE SECTION.

DE LA RÉPARTITION DU REVENU SOCIAL.

Après avoir distingué les diverses branches du revenu social, et le principe en vertu duquel ce revenu se répartit chez les peuples les plus avancés en civilisation, nous analyserons les diverses catégories que présentent les salaires et les profits; les lois qui les régissent, les oscillations auxquelles ils sont soumis, ainsi que l'influence réciproque qu'ils ont les uns sur les autres; nous entrerons ensuite dans quelques considérations sur les revenus de la terre, le revenu général, le produit brut et le produit net de la société.

CHAPITRE XV.

DE LA RÉPARTITION.

I. De la répartition chez les peuples civilisés. — II. Mécanisme de la répartition.

§ I. — De la répartition chez les peuples civilisés.

248. Rappelons d'abord quelques notions élémentaires déjà indiquées dans la première partie de cet ouvrage.

Les sources des revenus sont les instruments généraux de

la production : la *terre*, le *travail*, le *capital*. La terre est presque toujours réunie avec le capital ; il y a souvent aussi dans le travail, outre le travail proprement dit, un capital moral et intellectuel, le talent.

Les revenus provenant de ces trois instruments généraux de production portent différents noms ; nous avons appelé :

Le revenu de la terre, RENTE et *fermage* ;

Le revenu du travail, SALAIRE ou *rétribution* ;

Le revenu du capital, PROFIT et *intérêt*.

Le mot *fermage* n'est pas synonyme de *rente* ; le mot *rétribution* est plus générique que celui de *salaire* ; le mot *intérêt* l'est moins que celui de *profit*. Nous aurons occasion de bien préciser le sens de tous ces termes, dans le courant des chapitres consacrés aux trois espèces de revenus.

Les revenus sont actuellement répartis entre tous les producteurs par la voie de l'entrepreneur, qui est l'agent directeur de la production (41). Un produit étant le plus souvent le résultat de plusieurs entreprises successives, l'entrepreneur qui reçoit le produit non terminé des mains d'un autre entrepreneur lui rembourse toutes les avances faites jusque-là. Une paire de chaussures passe ainsi, sous diverses formes, par les mains de l'entrepreneur fermier, de l'entrepreneur boucher, de l'entrepreneur tanneur, de l'entrepreneur corroyeur et de l'entrepreneur cordonnier, et même de plusieurs entrepreneurs marchands qui se sont trouvés interposés dans les différentes phases de cette production complexe.

Les qualités de la monnaie sont telles, qu'on touche généralement ses revenus sous la forme de cette marchandise ; mais on conçoit qu'il est possible de les toucher de toute autre manière.

La constatation de la variabilité de la valeur en général,

de la valeur du franc, par exemple, suivant les temps et les lieux, nous a déjà permis de dire qu'il était impossible d'évaluer au juste le revenu d'un pays et de comparer les nations entre elles sous ce point de vue. Quand donc on dit que la France a un revenu de huit milliards, il ne faut pas oublier que cette somme est un composé d'unités d'inégales grandeurs, le chiffre fût-il d'ailleurs irréprochable aux yeux du statisticien le plus digne de confiance.

La production nécessitant des dépenses, des avances, des consommations, le producteur prélève, avant tout, sur le résultat de son industrie, ce qu'il a avancé. S'il ne retire qu'une valeur égale à celle qu'il a avancée, il a transformé de la richesse sans en créer, et il a, en général, manqué son but, car il a employé en pure perte son travail et son talent. Mais si sa production est plus normale, c'est-à-dire si, après avoir retiré de son revenu *brut* les avances de capital qu'il a faites, il trouve une différence en bénéfice, cette différence ne sera réellement suffisante que s'il peut y trouver deux choses bien distinctes : son salaire comme travailleur, et un *bénéfice net* qu'il pourra capitaliser, consommer ou employer de la manière qu'il jugera convenable. Il est bien entendu que, dans les avances qu'il doit reprendre d'abord et prélever avant tout, se trouvent : 1° le *salaire* des ouvriers, qui ne sont point ses associés, et qui n'ont point voulu ni pu attendre les éventualités de l'entreprise ; 2° le *fermage* qu'il a payé au possesseur du sol ; 3° le *profit* du capital qui lui a servi à faire les avances : ce fermage et ce profit comprenant l'amortissement du capital ancanti pour améliorer la terre, ou dans l'usure des bâtiments, le déchet des machines, etc.

249. Dans la société actuelle telle que l'ont faite la succession des événements passés, dont la tendance semble devoir être prise surtout comme la résultante du dévelop-

pement naturel des facultés de l'homme qui s'avance dans la civilisation, le partage des biens de ce monde se fait sous l'influence du droit de propriété. Deux parts sont faites sur la valeur du bénéfice *net* obtenu : une revenant au possesseur du sol, et une seconde au possesseur du capital, qui a fait les avances.

Plus on est propriétaire de terre et de capital, plus on est dit riche, et plus on a droit à un revenu supérieur à celui des autres hommes. Or, quand nous parlons de capital, nous comprenons dans ce mot générique le capital moral, embrassant lui-même le *capital intellectuel* ou le talent, et même tout autre *capital moral*, la vertu, par exemple, le courage, etc. Tout le monde est à même de constater la vérité de cette assertion en ce qui touche la terre et le capital matériel. Insistons pour montrer que la même proportion est de plus en plus observée à propos du capital moral. Entre deux avocats, n'est-ce pas celui qui donne de meilleurs conseils ou qui gagne le plus souvent ses procès qui peut exiger le meilleur salaire? Voilà pour le talent. Entre deux caissiers, n'est-ce pas celui qui a la conduite la plus régulière qui inspire le plus de confiance et pour lequel on fait de plus grands sacrifices? Voilà pour la vertu. Ce que nous disons de l'avocat ne peut-il donc s'appliquer aux artistes, aux savants, aux littérateurs, etc.? Ce que nous disons du caissier ne s'applique-t-il pas aussi à toutes les professions où il faut de la fidélité, du dévouement, de la droiture, de la tempérance, etc.? Telle est la règle; les exceptions, fort nombreuses d'ailleurs, qu'on pourrait citer, seraient le plus souvent empruntées aux industries et aux professions organisées d'une manière anormale, en monopole, en dehors du droit commun et du principe de liberté.

Mais, pour que le capital moral soit récompensé en raison directe de son utilité et de sa valeur économique, il faut

que sa valeur soit reconnue par la société ou par les membres de la société qui en ont besoin. Nous disons valeur économique, parce qu'il y a tel talent qui peut avoir une haute valeur dans son genre et n'avoir pas une grande valeur en échange, uniquement parce qu'il n'a pas une grande utilité. Un grand connaisseur en tulipes, un savant en langue malgache, l'auteur d'une cathédrale gothique en plumes de coq, sont très-peu salariés, parce que ce qu'ils savent produire satisfait peu les besoins de la société et ne possède qu'à un degré inférieur le premier fondement de la valeur des choses, l'utilité (8). Analysez bien la position des talents méconnus, et vous verrez que là est souvent tout le secret de leur position précaire au milieu des autres hommes. Il est rare que des vérités vraiment utiles et fécondes soient nettement formulées en naissant, et que leurs auteurs sachent et puissent en faire sentir les avantages réels et positifs; de sorte que ces derniers tardent à trouver avec elles une valeur en échange convenable. Ce phénomène économique tient à la marche de toutes choses ici-bas et à la nature de l'homme : si l'homme de génie meurt pauvre et ignoré, ce n'est pas la faute du milieu social au sein duquel il se produit; c'est qu'il était venu trop tôt. Pourquoi? Dieu le sait. Toutefois, il est à remarquer que ces injustices du sort diminuent en proportion de la diffusion des lumières.

En recherchant le fondement de la valeur en échange des produits du talent, c'est-à-dire des revenus qu'ils peuvent et doivent procurer, il faut se rappeler que la valeur de ces produits, dont le premier fondement est dans leur utilité, se règle aussi par la loi de l'offre et de la demande combinée avec celle des frais de production ¹. Toutes choses égales

¹ Un paysan de notre connaissance ayant apporté, chez un chirurgien, son fils qui s'était cassé la jambe, fut fort surpris que, pour un travail de vingt minutes, le docteur lui demandât 30 francs, quand il ne gagnait, lui,

d'ailleurs, c'est le talent qui a le plus coûté ; c'est le talent le plus demandé et le moins offert qui se fait encore rétribuer davantage. Quand vous verrez un grand talent à bas prix, l'une des trois choses suivantes sera vraie : ou le possesseur de ce talent voudra en faire don aux hommes par dévouement, par amour de la gloire, etc., ou bien les produits de ce talent seront offerts en grande quantité par des savants ou des artistes du même ordre, ou bien encore ils ne satisferont qu'à une très-petite quantité de besoins ¹.

Nous avons vu que l'utilité qui était à la portée de tout le monde n'avait pas de valeur échangeable. Dans le domaine de l'intelligence, il en est de même de l'utilité qui ne peut pas ne pas se produire. Supposez une invention si claire, si précise, si facile à comprendre, qu'il suffise de la montrer pour que tout le monde la connaisse et puisse s'en servir, sans être obligé de se la procurer par voie d'échange, il est évident que personne ne voudra faire de sacrifices pour une chose si facile à obtenir. C'est alors que la société intervient et vote des récompenses nationales. Un acte d'un grand courage qui a sauvé un pays, un acte de vertu qui l'honore et le moralise, n'ont pas de valeur en échange, bien que doués d'une immense utilité. C'est ainsi que l'air, utile au point d'être indispensable, n'est acheté par personne.

250. Au fur et à mesure que la civilisation marche, la

cette somme qu'en un mois de labeurs. Le chirurgien répondit à ses observations : « Si je comptais bien ce qu'a coûté à mon père le talent dont je me suis servi pour ton fils, et les dépenses que je suis obligé de faire pour tenir ma maison, il est fort probable que je devrais te demander davantage ; ce qui m'en empêche, c'est que dans notre pays la concurrence de mes confrères a fait baisser le prix de leurs soins. Mais tu es plus riche que moi ; tu as de l'argent placé, et je vis à peine avec le patrimoine de mon père. » Ce chirurgien expliquait en peu de mots au paysan l'influence des lois de la variation de la valeur sur les produits de son industrie.

¹ Un chanteur vaut 100,000 francs ; s'il y avait dix chanteurs du même ordre, ils ne vaudraient peut-être pas 10,000 francs chacun.

société s'enrichit en choses et en sciences, c'est-à-dire que le capital s'élève, l'égalité de choses, l'égalité de talent, l'égalité de sentiments, s'introduit parmi les hommes ¹. La terre ne grandit pas, il est vrai, mais sa culture et son exploitation s'améliorent sans cesse. Enfin le travail se perfectionne, devient plus simple et plus facile, et produit plus avec moins de sucurs. Tous ces résultats sont immanquables, si la population se modère de manière à ne pas déborder la limite des subsistances. Au moment où nous sommes arrivés, les propriétaires des terres, des capitaux et de quelques talents dominent la plupart des marchés, et les hommes qui n'ont en leur possession que l'instrument du travail, plus nombreux, trop nombreux, sont forcés de subir les conditions que leur font les autres hommes.

§ II. — Mécanisme de la répartition.

251. En résumé le partage des bénéfices sociaux se fait dans la société actuelle sous l'influence du principe de propriété, et conformément aux lois qui règlent la variation de la valeur.

Voici un tableau qui rappellera synoptiquement le mécanisme de la répartition.

¹ Avec les progrès, les grandes personnalités disparaissent, toutes les petites s'élèvent : le génie seul planera toujours sur l'espèce humaine et sera mieux compris.

Répartition du bénéfice social.

INSTRUMENTS GÉNÉRAUX.	REVENUS.	SUBDIVISION DES REVENUS.
TERRE	<i>Rien</i>	
	<i>Rente</i>	
TRAVAIL	<i>Fermage</i>	égal à la rente, ou plus petit ou plus grand que la rente, et contenant : l'amortissement du capital anéanti pour l'amélioration de la terre.
	<i>Salaire</i>	pour le travail manuel ; pour le talent ; pour l'amortissement du capital anéanti pour acquérir ce talent. pour des connaissances usuelles ; pour du talent ou du génie ; pour l'amortissement du capital anéanti pour acquérir ce talent.
CAPITAL	<i>Profit</i>	pour une gestion ordinaire ; pour du talent ; pour l'amortissement du capital anéanti pour acquérir ce talent. l'intérêt courant ; les risques plus ou moins exagérés ; l'amortissement du capital anéanti.

Nous étudierons dans les chapitres suivants les questions qui se rattachent :

AU SALAIRE, part du revenu général qui va au travailleur ;

AU PROFIT, part qui va aux capitalistes ;

A LA RENTE, part qui va aux propriétaires terriens ;

A L'IMPÔT, part que s'alloue le gouvernement, dépositaire du pouvoir social, en dimant en proportions plus ou moins équitables sur les trois autres parts.

En outre de cet impôt, les nations en payent sans s'en douter une foule d'autres, qui sont à l'état latent, quoique très-réels, très-iniques et très-oppressifs. C'est la part du

bénéfice que prélèvent les monopoles et les privilèges que nous avons signalés toutes les fois que l'occasion s'en est présentée.

Les parts respectives qui reviennent soit au travailleur, soit au propriétaire de terre, soit au propriétaire du capital, subit d'incessantes oscillations, suivant les progrès de la production, suivant le développement des voies de communication, suivant la disparition des obstacles douaniers, administratifs et politiques, suivant l'accroissement des hommes, suivant le progrès des lumières et l'amélioration des mœurs; elles tendent vers une égalisation générale et universelle sur toute la surface du globe ¹.

CHAPITRE XVI.

DES SALAIRES OU DU REVENU DES TRAVAILLEURS.

I. De l'ouvrier. — II. Du taux du salaire ou prix du travail. — III. Loi générale des salaires. — IV. Des circonstances qui diversifient le taux des salaires. — V. Du salaire du savant, de l'entrepreneur et de l'artiste.

§ I. — De l'ouvrier.

252. L'ouvrier est celui qui apporte à la production le concours de son travail moral ou intellectuel et plus ou

¹ Il y a toutefois une immense diversité des conditions d'existence qui sont faites aux masses vouées à la production. Je lis dans un écrit de M. de Molinari (*Études économiques*, 1846, 1 vol. in-32, p. 34), le relevé suivant donné par M. Carey, économiste américain très-estimé : « En supposant que le produit est 100, il revient aux États-Unis 72,75 au travail, 25 au capital, 2,25 au gouvernement; en Angleterre, 56 au travail, 21 au capital, 23 au gouvernement; en France, 47 au travail, 36 au capital, 17 au gouvernement; »

moins matériel, et qui reçoit jour par jour, semaine par semaine, quinzaine par quinzaine, mois par mois, ou autrement encore, le prix de ses labeurs et de ses peines ¹ (41).

L'ouvrier, cet agent de la production qui exécute fidèlement un ouvrage courant tel qu'il lui est commandé par son maître, et suivant des procédés connus qui ont été l'objet d'un apprentissage plus ou moins long ; cette désignation comprend l'ouvrier qui travaille en atelier ou en boutique, ou chez un maître, et celui auquel on confie une certaine quantité de matières premières qu'il façonne chez lui. Mais on peut distinguer les simples manouvriers et les hommes de métier doués d'une capacité plus relevée, les manouvriers étant ceux qui font un travail qui ne nécessite qu'un peu ou point d'apprentissage, comme de broyer des drogues, de transporter du mortier, de piocher la terre, etc.

On peut encore faire une autre distinction : dans chaque profession, il y a un travail ordinaire que tous les ouvriers savent faire et divers degrés de travaux plus délicats qui nécessitent des talents divers, des aptitudes particulières. Il est évident que ces derniers ont à leur disposition un capital moral que ne possèdent pas les premiers ; mais, comme il serait impossible de séparer nettement dans le salaire la part du travail courant et celle du travail plus intelligent, nous les laisserons confondus, nous bornant à signaler que ces deux éléments existent à l'état latent. De même certains ouvriers travaillant chez eux fournissent

dans l'Inde, 45 au travail, 55 au capital et au gouvernement. » M. Carey, évaluant ensuite la production relative de ces divers pays, porte cette production à 100 pour les États-Unis, à 83 pour l'Angleterre, à 40 pour la France, à 10 pour les États-Unis. J'ignore la base de ces calculs.

¹ Le contenu des trois chapitres qui suivent est le résumé d'un mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques, publié dans le *Journal des Économistes*, tomes XVIII et XIX, et à part sous le titre : *Études sur les profits et les salaires*, in-8°, 1842, chez Guillaumin.

souvent la matière première ou une partie de la matière première, comme dans la fabrique des tissus de toile, de la mercerie, des boîtes, des éventails, etc. Ces ouvriers sont à la rigueur de petits entrepreneurs ; mais leurs *profits* comme capitalistes sont pour ainsi dire microscopiques, et nous pouvons très-bien les confondre avec les *salaires*. A plus forte raison peut-on négliger le capital du compagnon qui possède ses *outils* et qui a des *avances* ou du crédit pour son loyer et sa nourriture, en attendant sa paye.

§ II. — Du taux du salaire ou prix du travail.

253. Les économistes se sont servis de diverses appellations qui jettent de la confusion dans la notion du taux des salaires ou du prix du travail.

On a cru utile d'admettre le *prix courant* et le *prix naturel* ou *nécessaire* du travail. Par *prix courant*, on entend la quantité de monnaie avec laquelle on paye le travail ; par *prix nécessaire* ou *naturel*, on désigne celui qui fournit positivement aux ouvriers les moyens de subsister. Ricardo a dit : « Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers en général les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce, sans accroissement ni diminution. » Rien ne paraît d'abord plus satisfaisant que cette définition ; mais, quand on cherche à déterminer quel est le taux nécessaire du travail, on se trouve en présence d'une impossibilité. Il faut avoir égard aux conditions diverses de temps, de lieux et de travail. Il faut calculer les vivres, le vêtement, le loyer, les outils. Il faut tenir compte de l'entretien naturel de l'homme, de l'entretien naturel de la femme et des autres membres de la famille, et surtout du *nombre naturel* des enfants.

Cent éléments entrent dans le *quantum* des choses qui

constituent les substances indispensables aux salariés ; mille circonstances influent sur le prix de ces choses ; de sorte que la définition de Ricardo, irréprochable dans sa généralité, ne dit et ne peut dire qu'une chose fort simple et très-peu instructive.

D'autre part, il est impossible de préciser quel est le *strict nécessaire* à l'entretien d'une famille d'ouvriers, sur lequel se réglerait, a-t-on dit, le prix des salaires. Car ce strict nécessaire sera quelques châtaignes et un verre d'eau pour cet estomac, et un repas dix fois plus copieux pour un autre ; ce sera la moindre guenille ou un vêtement chaud ; un chenil misérable ou une habitation propre. Une pareille détermination dépend à la fois de la physiologie anatomique et de la physiologie sociale.

Il y a donc lieu de rejeter ce mot de *prix naturel* du travail, que Ricardo donne au prix indispensable dont le prix d'indispensabilité est inappréciable, ainsi que le mot de *prix normal*, adopté par d'autres écrivains. Pourquoi, par exemple, le salaire du terrassier, qui lui permet quelques douceurs, ne serait-il pas aussi naturel et aussi normal que celui qui les rend impossibles ? L'illusion des mots est fort dangereuse, et l'on ne saurait trop y prendre garde. Ne serait-il pas plus scientifique de prendre le nom de *prix naturel* pour désigner le *prix courant* tel que le font ressortir naturellement l'ensemble des circonstances du marché ?

254. Outre le prix courant, le taux naturel et nécessaire du travail, on a encore distingué le *prix réel* et le *prix pécuniaire*.

Le *prix réel* est la garantie des choses achetées pour le prix courant. Le *prix pécuniaire* est simplement synonyme de prix courant. Ainsi un ouvrier pouvant ne pas mourir à un taux donné avec cent cinquante centimes, valeur de dix litres de blé, cent cinquante centimes est le taux du strict

nécessaire ou le *prix nécessaire et naturel* de Ricardo ; à la même époque, le prix auquel les ouvriers louent leurs bras étant de deux cents centimes, ce chiffre constitue le *prix courant* ou *pécuniaire* ; enfin deux cents centimes achetant treize à quatorze litres de blé ou toute autre chose en proportion, l'ensemble des choses achetées constitue le salaire ou le *prix réel* du travail.

255. Le salaire d'un ouvrier doit comprendre, pour être, non pas *normal* et *naturel* (car tout salaire qui n'est pas établi par la force de la loi, chose identique, est naturel ou normal), mais suffisant :

1° Ce qu'il faut pour vivre dans le milieu où l'ouvrier se trouve et veut rester, sans monter ni descendre dans l'échelle sociale ;

2° L'entretien et le renouvellement de ses outils ;

3° L'amortissement du capital employé pour ses parents, avec lequel il peut alimenter son enfant qui le remplacera un jour dans la société ; en admettant par hypothèse que sa compagne se suffise à elle-même ;

4° Le déchet de sa vieillesse, c'est-à-dire de quoi parfaire à ses besoins au fur et à mesure que l'âge engourdira ses membres, et de quoi les satisfaire, en entier, le jour où il sera obligé de cesser le travail et de chercher un abri, soit dans un établissement de retraite, soit dans une famille, soit partout ailleurs que dans un hôpital ou un dépôt de mendicité (si toutefois l'hôpital n'est pas plein, et si la charité publique n'est pas sourde) : toutes ces circonstances peuvent se présenter et doivent entrer dans ses calculs, s'il est lui-même charitable et s'il ne veut pas se mettre à la charge de ses semblables ;

5° Un produit net de son travail, avec lequel il augmentera sa famille ou son bien-être, avec lequel il soutiendra sa mère ou son vieux père, avec lequel il fera la charité à ses

semblables, avec lequel il montera dans l'échelle sociale, etc.

Il doit y avoir tout cela dans sa recette pour qu'elle soit vraiment normale ; et s'il y manque une fraction par suite de son inconduite, de son imprévoyance ou des crises sociales dont il est la victime, il souffre et dépérit en proportion correspondante.

§ III. — Loi générale des salaires.

256. La valeur d'un travail utile ou jugé tel par l'acquéreur est au point de vue de l'échange de même nature que la valeur de toute autre utilité, issue soit du service d'un instrument de travail, soit de la cession d'un produit quelconque ; en d'autres termes, la valeur d'une journée d'ouvrier s'apprécie et se troque de la même manière et dans les mêmes vues de la part des contractants que la valeur d'un kilogramme de sucre ou d'un décimètre de drap.

Ceci n'est pas contesté, ce n'est même pas contestable. Dès lors le prix courant en espèces de la journée d'un ouvrier se réglera, comme le prix courant de toutes choses, c'est-à-dire en raison directe des frais de production et conformément à la loi de l'offre et de la demande. C'est-à-dire encore : 1° qu'en dehors de l'action de la concurrence des ouvriers entre eux, ceux-là sont plus payés qui auront un métier plus difficile et plus coûteux à apprendre ; 2° qu'abstraction faite de la nature des travaux, les entrepreneurs seront disposés à payer plus si les ouvriers ne sont pas pressés de s'offrir, et à payer moins dans le cas contraire.

257. La loi générale des salaires n'est autre que la formule des oscillations de la valeur en général ; elle s'énonce ainsi :

Les salaires s'élèvent ou s'abaissent en raison inverse du nombre des ouvriers qui se présentent pour faire le travail,

et en raison directe de la quantité de travail disponible ¹.

La démonstration de cette loi rentre dans celle des variations de la valeur en général, et peu d'explications suffiront ici pour en compléter le sens. Ce qui fait la force économique du maître ou plutôt de l'entrepreneur, c'est ce que nous avons appelé la quantité de travail disponible. Quand ce même entrepreneur offre du travail, il tire le pouvoir de rémunérer ce travail du capital qu'il possède. Donc le travail est intéressé à l'accroissement du capital; il est intéressé à ce que cet accroissement se fasse plus rapidement que celui des travailleurs. Donc ceux-ci sont intéressés à la multiplication des possesseurs de capitaux; donc enfin, entre les travailleurs et les capitalistes, il n'y a pas forcément cette hostilité économique contre laquelle se sont élevés plusieurs publicistes de nos jours ². Si l'hostilité existe (ce mot dit trop), c'est chez les travailleurs entre eux et chez les capitalistes entre eux.

258. L'influence du nombre des travailleurs sur le salaire, exprimée par la loi de l'offre et de la demande, est celle qui domine, et qui en règle d'une manière suprême le taux au prix courant. Mais il y en a une autre qui exerce aussi son action dans certaines limites; c'est le *prix des vivres* qui rend l'ouvrier plus exigeant quand il s'élève, et moins exigeant quand il s'abaisse. Pour que cette seconde influence s'exerce, il faut que le nombre des travailleurs reste le même; dans le cas contraire, c'est lui qui devient cause déterminante. Admettons que cent est le nombre des

¹ M. Cobden, l'illustre orateur de la ligue (anti-corn-law League), a mieux traduit que personne l'idée simple contenue dans cette proposition. Il a dit : « Quand deux ouvriers courent après un maître, les salaires baissent; ils haussent quand deux maîtres courent après un ouvrier. »

² Voir surtout *Organisation du travail*, par M. Louis Blanc, et *Essai sur les relations du capital et du travail*, par M. Dupont White.

ouvriers occupés à un travail donné qui ont réduit les salaires à cinq francs. Pour que le salaire hausse proportionnellement au prix des vivres, il faut ou que le nombre d'ouvriers diminue, le travail restant le même, ou que le travail augmente, le nombre d'ouvriers restant le même. Pour que le salaire baisse proportionnellement au prix des vivres, il faut que le nombre d'ouvriers augmente, le travail restant le même, ou que le travail diminue, le nombre d'ouvriers restant le même.

En fait, et par suite de la facilité de multiplier les enfants, de la difficulté de multiplier les capitaux, de l'ignorance entretenue au sein des classes qui ne possèdent que leurs bras, il s'est établi entre elles une concurrence telle qu'elles ont été forcées de s'habituer à un salaire décroissant, qui ne s'est pas arrêté au taux du strict nécessaire ; et qu'elles ont moins profité qu'elles n'auraient pu, qu'elles n'auraient dû, de tous les progrès de l'industrie, qui a fait baisser le prix des moyens de subsistance et des autres moyens d'existence. Or, bien qu'il y ait eu progrès général, quand on compare l'état des classes ouvrières d'aujourd'hui et celui de ces mêmes classes sous Louis XIV ¹, par exemple, l'on peut bien dire que ce progrès n'a pas été en proportion des découvertes industrielles qui ont mis toutes choses à la portée du plus grand nombre.

Ainsi donc à la longue, la trop grande offre du travail, c'est-à-dire le trop grand nombre d'ouvriers courant après le même ouvrage force ces derniers à circonscrire leur bien-être vers les limites du nécessaire. Une fois descendus à ce degré d'avilissement et d'esclavage, les mêmes causes agis-

¹ Selon Vauban (*Dîme royale*, V. 1^{er} vol. de la COLLECTION DES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES), un dixième de la nation mendiait vers la fin du XVIII^e siècle, cinq dixièmes se rapprochaient de cet état, et trois dixièmes étaient fort mal aisés.

sant, ils s'y accoutument ; et c'est de ce point seulement qu'ils partent pour dresser leur maigre budget, et la rémunération qu'ils attendent de leur travail.

Ainsi il est permis d'établir en principe que le rapport entre le prix du travail et le prix des vivres est lui-même influencé d'abord par une cause première, l'offre et la demande, qui peut rabattre le salaire jusqu'au-dessous du strict nécessaire. Donc il n'est pas vrai de dire que le taux du salaire se règle *forcément* sur le prix des vivres et sur le strict nécessaire.

L'expérience de tous les temps confirme cette loi. Il arrive même que, par des raisons que nous dirons plus loin, dans les temps de disette, c'est-à-dire de hauts prix des subsistances, le taux des salaires non-seulement n'augmente pas, mais qu'il diminue.

Ils commettent donc une grande erreur ceux qui, pour légitimer des monopoles ou des impôts renchérissant les produits, avancent que ces monopoles et ces impôts élèvent aussi les salaires, de sorte que les ouvriers pourraient toujours se faire rembourser soit le montant de l'impôt, ou la plus-value des produits qu'ils achètent.

§ IV. — Des circonstances qui diversifient le taux des salaires.

259. Bien qu'une seule loi détermine le prix courant du travail, il n'y en a pas moins une très-grande diversité dans le taux des salaires. Cette diversité tient à cinq circonstances générales et naturelles, déjà analysées par Adam Smith :

1^o La nature du métier, c'est-à-dire les agréments et les désagréments qu'il comporte ;

2^o La longueur, la difficulté ou la cherté de l'apprentissage qu'il nécessite ;

3° Le chômage auquel il expose ceux qui s'y livrent ;

4° La confiance qu'il faut accorder à l'ouvrier, et la moralité qu'il doit avoir ;

5° La probabilité et l'improbabilité d'y réussir.

A bien prendre, la première de ces circonstances embrasse toutes les autres, et il est facile de voir que l'analyse de Smith suffit pour expliquer toutes les diversités de salaires dans une localité donnée et dans un moment donné, depuis le salaire du pauvre tourneur de meule jusqu'à celui de tel avocat ou de tel chanteur dont le public admire le revenu. Il faut toutefois bien constater si le nombre des ouvriers n'est pas en excès, ce que l'on reconnaîtra à leur bien-être ; car dans ce cas, la nécessité fait loi, et les travailleurs se portent en quantité vers une occupation même désagréable, même pénible, même méprisée. Ils sont forcés de ne plus tenir compte des frais d'apprentissage, des éléments de chômage, et des autres incertitudes qui tendent à faire élever le taux des salaires.

260. Les mêmes causes servent à expliquer toutes les autres variations du salaire, suivant que l'on considère le travail des champs ou le travail des villes, le travail des petits ateliers ou le travail des manufactures, le travail dans un pays depuis longtemps exploité ou dans une colonie nouvelle, par un temps d'abondance, de moyenne cherté ou de disette, et suivant les saisons.

En général les salaires sont plus hauts dans les villes que dans les villages et les campagnes. Les capitaux sont plus accumulés dans les villes ; ils y font une demande plus considérable du travail, et le prix de celui-ci s'élève toutes les fois que la population ne s'accroît pas plus vite que la demande du travail. Au contraire, les capitaux ne pénètrent que plus difficilement dans les campagnes éloignées, et il en résulte l'effet inverse ; d'où l'émigration des populations

agricoles dans les villes, émigration qui ne sera combattue que par une élévation des salaires, qui elle-même sera le résultat de l'application d'un plus grand capital et d'une industrie plus intelligente à l'exploitation du sol.

C'est également à cause du manque de bras dans une colonie nouvelle, dans un territoire nouveau ou nouvellement ouvert aux échanges et à la civilisation, que le prix courant du travail s'élève jusqu'à ce que l'immigration et la fécondité du principe de population aient amené l'équilibre avec les autres pays. Il est toutefois une condition indispensable : la sécurité, sans laquelle l'industrie ne peut avoir qu'une existence éphémère.

C'est encore le besoin d'hommes qui fait augmenter les salaires dans une industrie nouvelle. Les ouvriers sont détournés des emplois qu'ils occupaient par l'attrait des salaires élevés, et ceux-ci ne diminuent que lorsque l'accroissement des familles acclimatées autour de cette industrie permet aux entrepreneurs ou les force de réduire le prix du travail au taux de celui des autres industries produisant dans des conditions analogues.

261. L'abondance ou la disette des récoltes agissent très-puissamment sur le taux des salaires. Aux époques d'abondance, les vivres étant à plus bas prix, le salaire achète tout ce qui est nécessaire au travailleur ; d'un autre côté, les entrepreneurs agricoles trouvant plus avantageux de faire consommer une partie de la récolte, organisent des travaux et font encore renchérir le prix courant du travail. Tout concourt à rendre le sort de l'ouvrier plus prospère. Si cet état continuait, il prendrait des habitudes de propriété, d'aisance et de repos, et il avancerait d'un degré sur l'échelle de la civilisation. Les salaires étant élevés, tous les travailleurs qui forment la base de la pyramide sociale achètent des produits de l'industrie ; partout les commandes

activent les fabriques ; partout la prospérité se fait sentir, et les salaires augmentent encore par la concurrence que se font les maîtres. Aux époques de disette, on remarque les effets contraires. L'ouvrier, avec le même salaire, achète moins de vivres. Les cultivateurs préfèrent porter le blé au marché ; les ouvriers n'ayant aucun excédant disponible, se privent de tous les produits des manufactures où la vie se ralentit ; enfin le travail diminue, le nombre des ouvriers disponibles augmente, les salaires subissent des rabais meurtriers, et cela dure tant que Dieu veut.

C'est ici le lieu de faire observer qu'avec une population insouciance, imprévoyante et mal conseillée, le salaire ne tarde pas à tomber au-dessous du strict nécessaire, l'abondance des récoltes fût-elle continue. Car les ouvriers basent leurs prévisions sur cette donnée, et en quelques années, toutes choses égales d'ailleurs, l'abondance est devenue disette.

262. La variation des salaires par saisons tient aux mêmes causes que la variation en temps d'abondance et de disette. L'hiver est toujours affecté d'un peu de disette, comparativement à l'été et aux autres saisons où les besoins sont moindres et les travaux plus abondants.

§ V. — Du salaire du savant, de l'entrepreneur et de l'artiste.

263. Le *savant* et l'artiste sont des ouvriers de talent, percevant par leur travail un salaire, lié d'une manière intime avec le profit de leur capital moral. L'*entrepreneur* est également un ouvrier de la production, et il doit faire entrer en ligne de compte le salaire de son travail et le profit de son capital moral également réunis.

Le salaire de l'homme d'art ou de science et de l'entre-

preneur ne diffère du salaire de l'ouvrier qu'en ce que celui-ci est imprégné d'une moindre dose de profit, l'ouvrier étant le plus souvent moins savant et moins artiste. L'analogie est évidente; et tout ce qui a été dit sur le salaire des ouvriers s'applique au salaire des deux autres espèces d'agents.

L'entrepreneur qui ne rentre pas dans cette catégorie est un capitaliste ou un propriétaire qui a droit à un loyer de son capital ou de sa terre (voy. chap. XVII et XIX), mais qui n'a pas le moindre droit pour la propriété qu'il a d'être propriétaire.

Les savants sont de véritables ouvriers, soit qu'ils découvrent, soit qu'ils vulgarisent les découvertes et qu'ils frayent la voie aux entrepreneurs. Aux yeux de l'économiste, le savant est celui qui s'occupe, soit des sciences physiques et mathématiques, soit des sciences morales et politiques, soit de littérature, soit de beaux-arts.

264. La propriété intellectuelle du savant et de l'inventeur n'est pas nettement définie; et la société se borne à accorder un privilège temporaire à l'auteur d'un procédé, d'un ouvrage littéraire, d'un motif de dessin, etc. Quelquefois, cependant, elle achète cette propriété par une marque d'honneur, par une place lucrative, par une récompense pécuniaire; mais le plus souvent elle laisse le savant produire son œuvre et en courir toutes les chances. Nous constatons les faits; il n'entre pas dans notre cadre d'approfondir des questions aussi complexes.

Le travail du savant diffère de celui de tous les autres travailleurs en ce que chacun de ses services dure éternellement. Du moment qu'il a publié un fait, une loi, un procédé, l'acquéreur peut en faire usage autant de fois et aussi longtemps qu'il veut, sans être obligé d'avoir recours aux lumières du savant. En outre, l'idée scientifique tombe

toujours plus ou moins dans le domaine public. Il en résulte que, dans notre état social, rien n'est plus rare qu'un savant qui s'enrichit uniquement par les sciences, si ce n'est, toutefois, en considération. Notre société est donc en désaccord avec les doctrines de ceux qui voudraient récompenser les travailleurs en raison directe de leurs *capacités* ; mais, plus en harmonie avec la doctrine communiste, qui tend à limiter l'aristocratie du talent et à ne lui donner qu'une haute paye de considération, en vertu de ce principe qu'un Newton n'a pas besoin de manger plus que le premier producteur venu, et qu'il est déjà bien heureux d'exercer un si éclatant monopole. L'imprimerie et la liberté des sociétés modernes, en amenant une grande concurrence dans la classe des savants, ont réduit de beaucoup leurs profits ; et l'on remarque que ces profits ne se maintiennent à un taux élevé que dans les branches utiles où, par suite de difficultés ou de toute autre cause, le nombre des savants ou des artistes est encore restreint. Nous venons de dire que la considération entre en ligne de compte dans la fixation du salaire. C'est surtout dans les professions lettrées et savantes que ce phénomène se réalise, et tend à maintenir ces services à bas prix. L'attrait inhérent aux recherches scientifiques, l'honneur qu'on y attache, rend cette classe de travailleurs moins soumise au profit pécuniaire, et plus d'un travailleur se trouve suffisamment récompensé par l'honneur et le plaisir qu'il a à les vulgariser. Car, de même que les profits matériels développent ce que les phrénologistes appellent l'acquisitivité, de même aussi l'accumulation des éloges et des honneurs rend le savant avide de compléments.

Enfin il arrive souvent que le travail d'un savant, fort utile d'ailleurs aux progrès des lumières, n'a pas d'utilité directe, de valeur en échange. Alors il ne trouve aucun

salaire si le gouvernement ne donne pas, au nom de tous, une récompense pécuniaire capable de faire vivre le producteur de ce travail. C'est le cas d'un grand nombre de producteurs en Europe. Mais, quel que soit ce nombre, il est tout à fait exceptionnel en présence des millions de travailleurs plus modestes que l'on appelle simplement des ouvriers.

263. Nous avons vu que, pour être entrepreneur, il faut avoir à la fois un talent quelconque et des capitaux, c'est-à-dire un capital moral et un capital immatériel : ces deux conditions sont toujours difficiles à remplir. (Chap. III, § III.)

Outre les connaissances spéciales de sa profession, « il lui faut, dit J.-B. Say ¹, du jugement, de la constance, une certaine connaissance des hommes ; il doit pouvoir apprécier, avec quelque exactitude, l'importance de son produit, le besoin qu'on en aura, les moyens de production dont il pourra disposer. Il s'agit de mettre à l'œuvre un grand nombre d'individus ; il faut acheter ou faire acheter des matières premières, réunir des ouvriers, trouver des consommateurs ; il faut avoir une tête capable de calcul, capable d'estimer le prix de production, et de le comparer avec la valeur du produit déterminé. Dans le cours de toutes ces opérations, il y a des obstacles à surmonter, qui demandent une certaine énergie ; il y a des inquiétudes à supporter, qui demandent de la fermeté ; des malheurs à réparer, pour lesquels il faut de l'esprit de ressource. Enfin, le métier de l'entrepreneur veut qu'on ait de l'invention, c'est-à-dire le talent d'imaginer tout à la fois les meilleures spéculations et les meilleurs moyens de les réaliser. » La réunion de toutes ces qualités est moins com-

¹ *Cours complet d'Économie politique*, 12^e partie, chap. VIII.

mune que la réunion de celles nécessaires à l'homme qui exécute des ordres ¹.

Le capital n'est pas moins difficile à réunir par l'emprunt, l'association ou le crédit. Pour avoir du crédit, il faut que l'entrepreneur possède non-seulement toutes les qualités qui peuvent seules rassurer un prêteur, ce qui exclut déjà un certain nombre d'hommes de la possibilité d'en trouver ; mais il faut que ces qualités soient reconnues des gens qui ont de l'argent à placer, et cette condition en exclut peut-être un plus grand nombre encore. Il est beaucoup de gens qui auraient les talents et la probité propres à faire de bons chefs d'entreprise, mais leurs qualités demeurent ensevelies dans l'obscurité, ou du moins ne sont connues que des personnes qui se trouvent hors d'état de leur fournir des capitaux. Iront-ils vanter eux-mêmes ce qu'ils savent ? protesteront-ils de leur moralité ? Tous les charlatans, tous les intrigants peuvent s'exprimer de même (Say). Un homme de mérite et de probité se recommande par ses actions ; mais, pour agir, pour donner des preuves de ses intentions, de ses talents, il faudrait qu'il eût déjà ce qu'il a besoin d'obtenir : des fonds. Enfin le métier d'entrepreneur a un troisième inconvénient : l'entrepreneur court les risques et a le souci de la production, que n'ont point le savant et l'ouvrier recevant immédiatement le prix de leurs services.

Ces trois causes, toujours réunies, ont pour résultat l'élévation du salaire du travail et le bénéfice de l'industrie des entrepreneurs, qu'il ne faut pas confondre, nous le répétons, avec le profit des capitaux qu'ils emploient.

¹ Il faut aussi que l'entrepreneur soit arithméticien et comptable. Ce sont là des talents bien rares en France, et qui contribuent plus qu'on ne le croit généralement à développer dans un pays l'esprit d'ordre et le génie des affaires. Voir l'ouvrage de M. Charles Dunoyer, *De la liberté du travail*, tome II, p. 47.

CHAPITRE XVII.

DES PROFITS OU DU REVENU DU CAPITAL.

I. Du profit en général. — II. Loi générale des profits. — III. Des circonstances générales naturelles qui diversifient le taux des profits. — IV. Du profit appelé intérêt de l'argent.

§ I. — Du profit en général.

266. En traitant des *salaires* du travail dans le chapitre précédent, nous avons beaucoup élucidé les questions relatives aux *profits* du capital ; car la hausse et la baisse des profits dépendent en général des mêmes causes que la hausse et la baisse des salaires.

Le mot de *profit* n'est pas, dans le langage économique, synonyme de *bénéfice*. Quand les *salaires*, la *rente* ou *fermage*, et les autres *avances* sont déduits, il reste dans le résultat de la production le *profit* et le *produit net* de l'entreprise. Le profit est la part afférente au capital ; le produit net est le bénéfice qui revient à l'entrepreneur (ou à ses ayants droit ou commanditaires, etc.), lequel le cumule forcément avec son salaire d'entrepreneur. Le profit du capital et le produit net de l'entreprise (qu'on a appelé aussi salaire ou profit de l'industrie) marchent parallèlement. Cependant ce dernier, plus fugitif de sa nature, peut n'exister que dans la proportion nécessaire pour satisfaire aux besoins indispensables de l'entrepreneur. C'est le cas d'une entreprise qui fait à peine ses frais, et qui ne se soutient que par exception.

Au salaire de l'entrepreneur, en tant que travailleur, sont applicables toutes les conditions du chapitre précédent. Au produit net de l'entreprise ou profit de l'industrie sont

applicables toutes celles qui vont suivre ; de sorte que nous pouvons, pour simplifier, ne plus mentionner cette distinction (mais sans l'oublier), et ne nous occuper que du profit du capital, que ce capital soit affecté à une industrie agricole, manufacturière ou commerciale, ou autre.

267. Dans son profit brut, le capitaliste a besoin, quel qu'en soit le taux, de faire trois parts :

1° Celle qu'il affecte à son revenu personnel ;

2° La prime d'assurance pour les chances qu'il a de perdre son instrument, et cela bien qu'il ne l'aventure jamais sans garantie, à moins que ce ne soit dans le cas exceptionnel et très-restreint de pure amitié ou de charité ;

3° Une fraction affectée à l'amortissement de ce capital, qui se détériore par le temps. Cette dernière partie n'entre pas dans l'intérêt, profit des prêteurs de monnaies ou de valeurs numéraires, puisque l'emprunteur ou locataire leur rend des sommes identiques ou plutôt équivalentes.

Le taux du profit le plus bas doit toujours comprendre au moins la prime d'assurance et l'amortissement ; le capitaliste ne peut s'en passer sans entamer le capital, et fondre son instrument. Il peut, jusqu'à un certain point, se passer du profit net, partie virtuelle qu'il consomme à sa façon, d'une manière reproductive ou improductive.

268. La valeur réelle des profits, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent acheter positivement est, par les mêmes raisons, aussi difficile à déterminer que le prix réel du salaire. Le taux courant est également impossible à trouver exactement. Pour les salaires, on peut bien arriver, tant bien que mal, à constater directement leur taux, à un temps, dans un lieu et une industrie donnés. Mais pour les profits, l'entrepreneur n'en dit jamais le taux : lui-même ne le sait qu'à la fin de l'année, quand il le sait exactement. Il en résulte qu'il faut renoncer à toute évaluation précise et à toute

comparaison avec des résultats entièrement obtenus, si les statisticiens en ont donné dans le passé.

Toutefois, on peut mesurer le taux de tous les profits, en général, par approximation et par analogie, en les comparant au taux de l'intérêt, c'est-à-dire au taux du capital évalué en monnaie, qui est généralement plus uniforme et plus connu, surtout dans les pays où se négocient les emprunts publics, dont le prix finit par être, faute de mieux, la valeur thermométrique des autres valeurs. Ici nous nous empressons de faire remarquer que nous ne parlons nullement de l'intérêt maximum fixé par la loi, dit *intérêt légal*, qui n'a de légal que le nom et qui n'est que le taux apparent et non le taux réel du profit (V. le chapitre suivant).

§ II. — Loi générale des profits.

269. Nous pouvons maintenant indiquer la loi des profits. Pour cela, nous n'avons qu'à constater l'identité de leur valeur avec celle des salaires et mieux avec celle de toutes choses, et nous trouverons que la loi générale de la variation des profits est encore celle de l'offre et de la demande, c'est-à-dire que *les profits s'élèvent ou s'abaissent en raison inverse de la quantité des capitaux qui se présentent pour exploiter une industrie et en raison directe des emplois que l'industrie leur offre.*

Imitant la formule de M. Cobden (257), nous pouvons dire, en d'autres termes, que : « Lorsque deux capitalistes courent après un industriel, les profits s'abaissent, et qu'ils s'élèvent quand deux industriels courent après un capitaliste. »

Ces propositions sont évidentes par elles-mêmes ; mais il faut ajouter tout de suite que la loi qu'elles expriment n'agit pas seule sur les profits avec la même intensité que

sur les salaires, et qu'elle est aidée par une autre cause de variation que nous avons déjà énoncée (nous voulons parler des risques courus), et que nous allons développer.

§ III. — Des circonstances générales naturelles qui diversifient le taux des profits.

270. Nous avons reconnu cinq causes générales susceptibles de modifier le taux des salaires, tel qu'il résulte de la loi fondamentale de l'offre et de la demande. Ces causes agissent presque toutes, jusqu'à un certain point, sur l'emploi des capitaux, et, en définitive, sur les profits. Je vais les parcourir en les classant, autant que possible, par ordre d'importance. 1° Les chances de perte ou risques à courir par le capital ; 2° Le chômage auquel il est exposé ; 3° La moralité de l'emploi du capital ; 4° La nature de l'emploi du capital ; les agréments ou désagréments qu'il comporte pour le capitaliste.

On comprend que l'*apprentissage* n'intervienne pour rien ici. Ce n'est pas que ce soit un métier simple et facile que celui de locataire intelligent d'un instrument de travail ; mais comme nous ne pouvons pas mesurer à ce sujet les frais d'acquisition, je laisserai de côté toute analyse, et je me bornerai à dire qu'au fur et à mesure que les prêteurs s'éclairent, ils découvrent les meilleurs emplois ; ils se font une concurrence plus sensée ; ils ont moins de frayeur et moins d'engouement ; ils font des placements plus utiles à eux d'abord, à la société ensuite ¹. Mais ces considérations rentrent dans celles qui doivent toucher à la cause que nous avons placée en première ligne.

¹ C'est le propre du capitaliste d'être âpre au gain et crédule ; les promesses l'amorcent facilement ; mais, une fois sorti du piège, il est pour longtemps très-peureux : le capitaliste français est le type du genre.

Les *risques* courus par le capital, voilà donc une cause incessante, énergique, qui tend à modifier le profit, tel que le fait la loi de l'offre et de la demande. On peut formuler ainsi son influence : « *Plus le possesseur du capital court ou croit courir de risques, et plus les profits s'élèvent ; moins il court ou croit courir de risques, et plus les profits s'abaissent.* »

Du reste, cette proposition rentre à la rigueur dans la loi de l'offre et de la demande. Car un capital s'offre d'autant moins qu'il est plus effrayé, et d'autant plus qu'il l'est moins, et qu'il est plus affriandé par l'appât des gros profits.

Il est facile de concevoir pourquoi la concurrence agit moins sur les profits que sur les salaires. Nous l'avons déjà dit : les populations, les possesseurs du travail naissent plus facilement que les capitaux ne se forment ; d'autre part, les entrepreneurs ne surgissent pas aussi facilement que les ouvriers.

La sécurité du capital, c'est, en d'autres termes, la certitude des rentrées. Or le taux du profit varie comme cette certitude, laquelle est en général plus grande dans l'industrie agricole que dans l'industrie manufacturière ou commerciale ; plus grande dans l'industrie manufacturière que dans l'industrie commerciale ; et plus grande dans celle-ci que dans les autres, sauf nombreuses exceptions qui bouleversent souvent la règle.

Dans le commerce, cette indemnité est plus grande pour le commerce extérieur et lointain que pour le commerce intérieur ; plus grande dans le commerce licite que dans le commerce de contrebande ; plus grande dans les opérations prudentes que dans les opérations aventurées. Et ici nous devons rappeler de nouveau l'opinion de J.-B. Say, qui proclame le *jeu ruineux* en moyenne ; et celle d'Adam Smith,

qui proclame la contrebande comme le plus dangereux et le plus profitable des métiers, mais aussi comme conduisant infailliblement à la banqueroute ¹. Cependant, et cette circonstance n'a pas échappé à ce dernier, il y a une exception à cette règle. La fraude peut être très-lucrative en moyenne à toute entreprise qui a des rentrées ordinaires capables, par leur masse et leur puissance, de parer aux grandes pertes qui peuvent entraîner les maisons légèrement lestées, mais qui n'ébranlent pas des colosses. Ainsi s'expliquent bien des fortunes faites de nos jours par de puissants industriels. Tel est encore le cas des entreprises d'assurances, qui résistent généralement à des sinistres gigantesques, même imprévus.

A propos du *chômage*, l'on peut dire avec Adam Smith, que ces inconvénients pèsent sur les bénéfices de l'entreprise et sur le profit ou rétribution de l'entrepreneur, mais non sur le capital lui-même ; à moins que l'on ne tienne compte de la lacune existante entre le déplacement d'un capital et son remplacement, circonstance qui anéantit une partie de son profit, mais ne l'infléchit ni en plus ni en moins. Mais je me hâte d'avouer que cette distinction, admise par Adam Smith, peut paraître un peu subtile.

La nature de l'emploi du capital, l'agrément ou le désagrément qui accompagne le genre d'affaires auquel le capital est employé ne semble pas avoir une bien grande importance. C'est surtout le capital qui peut dire de ses profits ce qu'on dit vulgairement de l'argent, que, quelle que soit son origine, *il ne saurait sentir mauvais* ; cependant il y a évidemment des emplois qui répugnent et qui rendent le capitaliste exigeant. Ce sont souvent les capitaux étrangers, éloignés, qui prennent la spécialité des emplois honteux.

¹ *Richesse des nations*, p. 177, 1^{er} vol.

C'est le cas des capitaux qui prêtent à des conditions tombant sous le coup des lois d'usure, absurdes, il est vrai, mais soutenues par les mœurs (272). Aussi les voit-on exiger des profits au-dessus des profits communs. Jusqu'à un certain point, ce dernier emploi rentre dans la catégorie des capitaux aventurés ou des capitaux à emploi immoral.

Sur les cinq causes des variations qui affectent très-sensiblement les profits, il n'y en a qu'une qui agisse véritablement à un degré bien appréciable ; et je crois l'avoir assez caractérisée en en faisant une loi corrélative de l'offre et de la demande. Smith ne semble pas y mettre cette importance, car il dit : « Quant au risque, quoiqu'il fasse toujours hausser les profits d'un capital, il ne paraît pas que cette hausse ait toujours lieu en proportion du risque. » Mais cette cause de perturbation n'est pas la seule ; elle est même contrariée par le jeu de l'offre et de la demande, et cette non-proportionnalité entre le taux du profit et l'infériorité du risque ne prouve pas que l'influence du risque ne soit très-efficace.

En résumé donc, sur ces cinq causes de variations, une, la plus énergique, agit souvent dans le sens de l'offre et de la demande ; les autres agissent beaucoup moins ; de sorte que le taux ordinaire des profits, tel que le fait cette loi, ne doit pas être aussi diversifié, et n'est réellement pas aussi diversifié que le taux courant du salaire ; c'est-à-dire qu'entre le plus petit salaire courant et le plus fort, il y a une plus grande distance qu'entre le profit courant le plus bas et le profit le plus haut. Cette assertion ne semble vraie que pour les quantités moyennes ; mais cela suffit pour légitimer la proposition que je viens d'établir.

271. En général, dans une ville, le taux des profits se tient au-dessous de ce qu'il est dans un lieu moins impor-

tant. Nous avons établi le contraire pour les salaires. La même raison, l'accumulation des capitaux, explique ces deux phénomènes. Or les capitaux sont attirés vers les villes, parce que les industries y trouvent des bras à leur convenance, les ressources de la division du travail, la facilité des institutions du crédit, la connaissance des débouchés, et mille autres avantages que donnent une grande réunion d'hommes.

L'observation attentive du travail des capitaux dans les grands centres de population, comme Paris et Londres, dans d'autres villes de premier ordre, dans de plus petites villes, dans les villages et dans les campagnes, n'a point été faite, à ma connaissance, avec assez de détail pour qu'on puisse en tirer une lumière un peu vive. Je crois cependant que ce serait là une recherche fructueuse de statistique; mais il faudrait qu'elle portât sur un espace de temps assez étendu, et qu'on y tint compte des accidents tout à fait anomaux des événements politiques et des mesures financières ou administratives qui les ont suivies.

Une *industrie nouvelle* peut provoquer l'ambition des capitaux en général. Quand une industrie de cette nature se restreint dans les proportions d'une entreprise particulière, la chance des profits est très-incertaine. L'entrepreneur s'en promet de très-élevés, et il y compte sûrement, puisqu'il se lance dans l'affaire; mais en moyenne cet emploi du capital est de la variété des emplois aventureux qui conduisent à des profits médiocres ou nuls. Ici l'entrepreneur court après l'exception, et espère entrer dans la catégorie des *audaces fortuna juvat*.

§ IV. — Du profit appelé intérêt de l'argent.

272. En prêtant de l'argent, on prête un instrument.

Le profit de cet instrument est fixé par la nature des choses et par la libre discussion entre le prêteur et l'emprunteur. C'est ici 1 pour 100, là 5 ou 6, plus loin 15 ou 20 ; comme pour la terre, comme pour les autres capitaux, comme pour le travail, s'il était possible d'en estimer la valeur intrinsèque en numéraire.

En partant de ce point de vue naturel, il est facile d'apprécier le préjugé qui représente l'intérêt exigé par un prêteur comme une extorsion uniquement basée sur les besoins de l'emprunteur. La monnaie, dit-on, ne porte aucun fruit et l'intérêt n'est légitime qu'autant que l'emprunteur est tenu à ne pas rembourser le capital ; car dans ce cas l'intérêt est un remboursement partiel des fonds. — Il est vrai que les écus ne se reproduisent pas ; mais ces écus n'en sont pas moins un capital ; or un capital, quel qu'il soit, rendant des services, étant utile, a une valeur avec laquelle on produit d'autres valeurs ; et il est fort légitime que celui qui le loue paye la location de l'instrument qu'on lui prête. Le préjugé a une origine catholique. La majorité des théologiens l'ont soutenu dans des centaines de volumes ; et il faut reconnaître, avec M. de Sismondi, que cette doctrine a contribué à maintenir dans un état de richesse inférieur aux autres les pays qui l'ont pratiquée. Il est clair, comme nous l'avons dit, que l'épargne et l'accumulation des capitaux se trouvent limitées faute de stimulants, et que les capitalistes sont portés à la dissipation et au démembrement de cet instrument de travail ¹.

En France, on est encore redevable à la théorie de l'Église ² d'une loi réglementaire qui défend au prêteur

¹ Ce préjugé favorisait aussi les dons aux gens d'Église. — Nos lois, nos mœurs, en sont encore fortement imprégnées.

² Cette doctrine est néanmoins combattue par plusieurs ecclésiastiques. La cour de Rome ne s'est jamais prononcée d'une manière explicite sur cette question.

d'exiger plus de cinq pour cent dans les transactions civiles et plus de six pour cent dans les affaires commerciales. On flétrit sous le nom d'*usure* le prêt à un taux plus élevé que le taux dit légal.

Cette loi est vicieuse, parce qu'elle est, comme nous l'avons vu, contraire à la nature des choses; parce qu'elle favorise ce qu'elle veut empêcher. Beaucoup de prêteurs ne voulant point s'exposer aux peines de la loi, et ne voulant pas prêter au taux qu'elle limite, et qui est, selon eux, insuffisant, ne louent point leurs capitaux; alors les usuriers exercent un véritable monopole et se font payer en raison du peu de concurrence qu'ils rencontrent sur le marché et en raison des risques qu'ils courent.

Dans cet état de choses, l'*usure* est encore, il faut le dire, utile aux emprunteurs. Ne citons qu'un exemple: un commerçant comptait sur trois cents francs pour payer un billet; si cette somme ne doit lui être remise que quelques jours après l'échéance de son engagement, il est évident que celui qui vient à son secours, en lui prêtant et en lui évitant les frais et la déconsidération qu'un retard entraînerait, lui rend un plus grand service que celui qui lui refuse le service de son capital, quel que soit d'ailleurs le taux de l'intérêt qu'il réclame. C'est à l'emprunteur à calculer si le sacrifice qu'on lui demande vaut plus ou moins que celui qu'il ferait sans emprunter ¹.

Mais, dit-on, l'usurier peut connaître la position de l'emprunteur et en abuser. Cela est malheureusement vrai, et

¹ Ce calcul, tout le monde ne sait pas le faire. Ainsi, la plupart des propriétaires, en France, empruntent à 5, 6, et au-dessus pour améliorer des terres qui leur produiront 4, et même 3 et 2. C'est encore une question d'instruction, et ce n'est pas la faute du capitaliste usurier, si l'entrepreneur qui loue son instrument ne sait pas se rendre compte des ressources de son industrie.

il agit alors comme un homme qui, avant d'en sauver un autre qui se noierait, lui ferait promettre une forte somme. Toute la question est de savoir si la loi empêche ce brigandage. Or l'expérience prouve le contraire. Certains établissements publics, le mont-de-piété, par exemple, font l'usure; les banquiers font l'usure en prenant une commission et des bonifications en sus de l'intérêt; les notaires facilitent l'usure dans les contrats, et tous les particuliers la pratiquent entre eux. Encore une fois, le seul résultat que la loi produise, c'est d'effaroucher les capitaux, de laisser le marché à l'exploitation des plus hardis qui font l'usure d'autant plus forte qu'ils sont moins nombreux et plus susceptibles d'aller en police correctionnelle. Il y a plus, c'est qu'elle déverse un certain blâme sur toutes les nuances de prêteurs, et qu'ainsi elle exerce une funeste influence sur toutes les transactions commerciales. La liberté qui amènera les bons effets de la concurrence dans les affaires; l'instruction des travailleurs, qui leur permettra de découvrir la fraude, sont encore les meilleurs principes que la loi puisse consacrer pour *protéger* l'industrie.

En somme, il n'y a d'usurier répréhensible que celui qui exploite la légèreté d'un jeune fou ou la fâcheuse position d'un producteur : et, dans ce dernier cas, que d'acheteurs qui sont usuriers, en profitant de la détresse des vendeurs ! Turgot légitime le métier de *prêteur à la petite semaine*, qui consiste à prêter de petites sommes pour peu de jours, et à prélever quelques sous, par exemple, sur chaque pièce de cinq francs. L'intérêt doit être élevé en pareil cas, parce que le capital est aventuré; et il est légitime, parce qu'il permet à une série de revendeurs de faire des profits importants, qui deviendraient impossibles avec la rigidité des prêteurs se contentant de cinq pour cent, mais voulant des hypothèques.

Il nous aura suffi d'indiquer les principes; mais tout négociant, tout capitaliste, tout législateur doit approfondir ce sujet et lire les beaux mémoires de Turgot et de Bentham ¹ sur cette grave question, qui peut donner un échantillon des tristes résultats des réglemens dans le domaine de la richesse ².

CHAPITRE XVIII.

DES PROFITS ET DES SALAIRES.

- I. Cas où l'on confond les profits avec les salaires, et réciproquement. — II. Action réciproque des profits sur les salaires, et des salaires sur les profits. — III. Influence des salaires hauts et bas sur la condition des ouvriers, sur l'industrie et le commerce. — IV. Influence des profits hauts ou bas. — V. Des circonstances qui tendent à égaliser le prix courant du travail et du capital. — VI. Quel est le meilleur état de la société. — VII. Des causes artificielles qui influent sur les profits et les salaires.

§ I. — Cas où l'on confond les profits avec les salaires et réciproquement.

273. Jusqu'ici nous avons cherché à indiquer séparément les principales causes de variations qui influent, d'une part sur les profits, et d'autre part sur les salaires, tantôt dans le même sens, et tantôt dans le sens inverse. Pour compléter

¹ TURGOT. Voyez *Mémoire sur les prêts d'argent*, p. 106, tome I de ses *Œuvres*, dans la collection des principaux économistes de Guillaumin. — BENTHAM. Voyez *Défense de l'usure*. Paris, 1828, in-8°, Malher; ouvrage suivi du mémoire de Turgot. Le même écrit a été reproduit dans la même collection, tome XIV.

² En 1818, une enquête fut faite en Angleterre; mais le parlement maintint les vieilles lois. Une pareille réforme provoquée par M. Lherbette en 1836, à la chambre des députés, n'eut pas plus de succès.

la notion que nous étudions, il faut voir comment ces deux branches du revenu influent l'une sur l'autre. Nous commencerons encore cette troisième partie de notre sujet par des distinctions indispensables, quand on veut bien voir la nature des variations que nous avons précisées, et de celles que nous allons encore indiquer.

Quand on regarde les profits ou les salaires d'une industrie, il faut bien voir si réellement ce qui s'offre sous forme de profit est bien un profit et réciproquement.

Voici, par exemple, un agrée qui reçoit de ses clients soixante mille francs, cette somme est-elle tout profit ou tout salaire ? Elle n'est ni tout l'un ni tout l'autre, et voici ce que la loupe économique montre très-clairement au physiologiste social. Cet agrée a fondé ou acheté une clientèle ; voilà un capital immatériel qu'il a payé deniers comptants ou qu'il vendra de même. Il a de plus un matériel quelconque, outils de sa profession, deuxième capital. Peu ou beaucoup, il fait des avances à sa production, d'où un capital circulant quelconque, troisième source de profits. Il fait disposer ses dossiers et plaider par des employés ; il est entrepreneur et a droit à un profit industriel. Enfin, il met la main à l'œuvre ; il est ouvrier habile et renommé, et perçoit un salaire en conséquence. Je veux bien que ce salaire soit la principale fraction de son gain ; mais il n'est évidemment pas tout. — Prenons pour second exemple un maréchal ferrant, serrurier de village. Il a des outils et quelques matières premières ; il obtient du crédit, il fait crédit lui-même ; bref, il a un petit capital engagé et un petit capital circulant qui lui donnent évidemment un profit. Il ajoute à ce profit le prix courant de son travail et la rétribution de son action industrielle comme entrepreneur. Il n'est guère plus adroit que son aide, et cependant il gagne le double ; c'est que la moitié de son bénéfice est le

profit de son capital ou de son industrie. — Un pharmacien achetant pour un franc de drogues, trouve moyen de vendre pour cent francs de préparations. Si la différence était un profit, il gagnerait dix mille pour cent. Mais observez ce qui se passe chez lui : il donne des conseils comme l'agréé, il inspire la confiance comme lui, et ses clients consentent à lui payer, par l'intermédiaire des potions et des pilules, un véritable salaire déguisé sous forme de profit. — Un épicier de village travaille avec un capital de deux mille francs, et gagne cinq ou six cents francs. Sur cette somme, les trois quarts sont évidemment un salaire. — Un vigneron possède un carré de terre et une mesure dont le revenu et les services complètent le produit de ses journées. — La liste des professions analogues à celles que je viens de citer serait bien longue. Ceux qui s'y livrent forment une masse imposante dans la nation. Pour les uns, les profits dépassent les salaires ; pour les autres, les salaires dépassent les profits ; pour tous, la somme des profits et des salaires est fort modeste. On a l'habitude, quand on parle des salariés ou des capitalistes, de négliger complètement cette classe d'hommes, et c'est souvent là une cause grave d'erreurs et de mécomptes de la part des autorités, qui veulent réagir artificiellement sur les profits et sur les salaires.

Théoriquement, ce que nous avons dit dans le premier chapitre s'applique à une partie de leurs revenus ; ce que nous avons dit dans le second s'applique à l'autre partie.

§ II. — Action réciproque des profits sur les salaires, et des salaires sur les profits.

274. Les salaires, étant un des frais de production, influent sur le prix des marchandises, et la cause qui augmente les salaires augmente aussi le prix de beaucoup de

choses. La même cause (qui est en général l'accroissement des capitaux) tend à faire baisser les profits, et il en résulte que le surplus qui va aux salaires est fourni par les profits.

C'est un des effets, mais ce n'est pas le seul, et en passant nous ferons remarquer que l'action qui l'amène n'a rien d'hostile : ensuite un autre effet, qui précède et neutralise celui-ci, c'est que l'accroissement des capitaux (amenant la hausse des salaires et la baisse des profits) tend à rendre le travail plus fécond, à augmenter la production et la quantité des marchandises ; de sorte que le prix de celles-ci a une raison de baisser, de contre-balancer l'effet des salaires élevés, et de maintenir les profits à un taux modéré, ce qui met à néant l'hostilité signalée entre les profits et les salaires. — Il n'est pas besoin d'expliquer comment l'accroissement du capital rend le travail plus fécond : il permet aux chefs d'industrie, grands ou petits, de perfectionner la division du travail, d'appliquer les moyens nouveaux et économiques.

Quand un pays progresse, le faible taux des profits peut marcher parallèlement avec le haut prix des salaires. Nous devons insister sur cette proposition. Elle a une grande importance à cette époque de maladie sociale où je ne sais plus combien d'écoles prêchent le « mépris du capital », comme spoliateur du travail. Cette loi est vraie en temps de progrès. Un pays dans cette situation étant donné, on est sûr de l'y constater, et si l'on considère une colonie nouvelle, on sait que les choses s'y passent encore mieux. Qu'est-ce, en effet, qui rend les profits bas ? L'abondance des capitaux. Qu'est-ce qui fait les salaires hauts ? Toujours l'abondance des capitaux. La même cause produit deux résultats parallèles, sans hostilité, sans que l'un de ces résultats soit cause de l'autre. Donc, ceux qui ont dit en

suivant Ricardo ¹ « que la hausse des profits résulte uniquement de la baisse des salaires, » ont proclamé une erreur.

Bien que nous ayons constaté *les forts salaires et les profits* dans une nouvelle colonie, dans une nouvelle industrie ou dans toute circonstance analogue, il faut rappeler ici que ce phénomène est exceptionnel, bien qu'il puisse se produire assez longtemps et sur une assez grande échelle. Il s'est produit en Amérique; il se produira à Alger, par exemple. Il s'explique d'ailleurs par la même cause : la rareté des bras, d'une part, et la rareté des capitaux, de l'autre.

Une autre observation qu'on a faite, c'est qu'il est rare de voir baisser les salaires comme les profits. L'expérience le prouve, et la raison en est simple. Si les profits baissent, c'est que, les capitaux abondant, la sphère industrielle s'agrandit, provoque la demande du travail et la hausse du salaire, à moins, toutefois, que la population en faveur de laquelle s'opère ce phénomène ne multiplie à son tour plus rapidement que la demande du travail.

§ III. — Influence des salaires hauts ou bas sur la condition des ouvriers, sur l'industrie et le commerce.

275. Nous voilà ramené aux mêmes conséquences que lorsque nous avons parlé des effets des bonnes récoltes (261), qui sont aussi un accroissement des capitaux, et ici nous nous arrêterons pour réfuter l'opinion de ceux qui ont trouvé des inconvénients aux salaires élevés.

¹ Un ouvrage très-remarquable d'ailleurs de M. Dupont-White est tout entier basé sur l'hostilité constitutionnelle des profits et des salaires, et puise un de ses principaux arguments dans cette règle de Ricardo. *Essais sur les relations du capital avec le travail*, un vol. in-8°. Guillaumin, 1846.

Ces personnes ont prétendu d'abord que les salaires largement rémunérateurs renchéérissaient les produits, rétrécissaient la consommation et ralentissaient l'industrie. Nous venons de traiter ce point. Nous pourrions répéter qu'en fait, et comme contre-épreuve, ce sont les industries à salaires très-bas qui produisent ce résultat. Les salaires y suffisant à peine au strict nécessaire, les autres produits ne sont pas achetés par les classes ouvrières, et la consommation est réellement atteinte. (V. p. 260 ce que nous avons dit à propos de l'influence des disettes sur les denrées.)

Les mêmes prétendent encore que les hauts salaires rendent les ouvriers paresseux et dissipateurs. Les faits ne sont pas d'accord avec ce dire : pendant les années prospères et dans les industries heureuses, l'activité règne bien mieux que pendant les années de misère et dans les industries en décadence. Il y a à cela une première raison : la vigueur, la santé et le contentement des hommes. Une seconde raison, c'est que le salaire, même élevé, ne se gagne pas sans un travail assidu. Une troisième raison, c'est que le bien-être, surtout celui que peut procurer un salaire d'ouvrier, ne porte point le travailleur à la dépravation, et que c'est au contraire la misère qui engendre le vice et la misère. Qu'à si des ouvriers précédemment abrutis font un mauvais emploi des fruits de leur travail, c'est là une maladie qui n'a rien à voir avec les salaires rémunérateurs, et mieux une maladie que vous ne sauriez guérir sans appliquer d'abord, pour remède, une certaine augmentation de bien-être, sans laquelle toutes les caisses d'épargne et tous les moralistes de la terre ne sauraient rien obtenir. La première condition, pour améliorer le sort des Irlandais, ce n'est pas de leur continuer la diète, mais de les mettre à même de sortir de cet affreux régime, soit en diminuant le nombre de bras, afin que les salaires haussent par la dimi-

nution de l'offre, soit en augmentant l'industrie et les capitaux du pays, afin que les salaires haussent également par l'augmentation de la demande du travail. Que ce remède soit difficile à trouver ou non, ce n'est pas là la question ; toujours est-il que c'est là le remède et l'unique remède.

— Inutile de répondre à ceux qui déplorent les prétentions que la hausse des salaires fait naître chez les ouvriers.

276. Enfin, on a dit que les salaires largement rémunérateurs, en augmentant le prix des produits, empêchent les fabriques d'un pays d'exporter au loin et de soutenir la lutte sur les marchés étrangers. Ne tenons pas compte de ce que nous avons dit ci-dessus de l'action simultanée de la même cause, qui hausse les salaires en augmentant le prix des produits, et qui active l'industrie en produisant la quantité et le bas prix des produits ; acceptons l'objection comme si elle était complète, et disons que si une industrie, après avoir épuisé toutes les ressources de l'art et du progrès, après avoir réclamé la levée de tous les obstacles douaniers ou administratifs, ne peut exporter qu'en empiétant sur les salaires nécessaires à l'entretien des ouvriers, dans le milieu où ils se trouvent, cette industrie doit renoncer à exporter. Que s'il existe quelque part des industries ainsi acculées jusqu'aux dernières limites du possible, c'est une plaie sociale qu'il faut guérir comme on peut, c'est-à-dire tout au plus par la méthode dérivative, en éclairant les intéressés et en leur montrant l'impossibilité de sortir de cette impasse autrement que par un sacrifice et en revenant sur ses pas. Et si, par hasard, il y a des gens qui veulent mettre leurs concitoyens à contribution pour *protéger* de pareilles branches de travail, ces gens-là, s'ils ont le pouvoir, font le malheur de leur pays.

Mais, au sujet des exportations, n'y a-t-il pas lieu de se

demander si des salaires élevés ne sont pas nécessaires, afin que la masse des populations puisse acheter les retours, les importations que ces exportations nécessitent ¹ ?

277. Quoi qu'il en soit, ce semble un problème insoluble que celui de préciser à quel taux doit s'arrêter le prix courant du salaire, pour que la richesse nationale fasse le plus de progrès possible.

Ce qui est sûr, c'est que les salaires trop bas sont une calamité non-seulement pour les ouvriers et au point de vue purement chrétien, mais encore pour la société et au point de vue strictement économique. Il en est de même des disettes, des catastrophes et de toutes les causes naturelles ou artificielles qui compriment les salaires jusqu'au point où la classe ouvrière languit et meurt, après avoir cherché en vain de l'air à la fenêtre de l'émigration.

Ce qui est encore sûr, c'est que l'excès du prix courant des salaires n'est pas à redouter de longtemps. Le principe de prévoyance est d'une application difficile, et jamais il ne réagira assez pour faire trop pencher l'équilibre de l'offre et de la demande en sens inverse de celui vers lequel il penche aujourd'hui.

§ IV. — Influence des profits hauts ou bas.

278. Ce malheur n'est pas plus à craindre que celui de voir tomber les profits à zéro, cas auquel personne n'aurait plus intérêt à capitaliser, et qui ne se réalisera que le jour où, comme on dit vulgairement, « les caillies tomberont toutes rôties » et où il n'y aurait plus qu'à se baisser pour avoir de tout à discrétion. Ce malheur est fort éloigné, et, pour le moment, c'est le malheur contraire qui nous frappe.

¹ On peut faire la même question pour le payement des impôts.

Nous voulons parler de la rareté du capital, cause des profits trop élevés et d'une stagnation générale. « On peut regarder le prix de l'intérêt (mesure du profit, avons-nous dit) comme une espèce de niveau au-dessous duquel tout travail, toute culture, toute industrie, tout commerce cessent. C'est comme une mer répandue sur une vaste contrée: les sommets des montagnes s'élèvent au-dessus des eaux et forment des îles fertiles et cultivées. Si cette mer vient à s'écouler, à mesure qu'elle descend, les terrains en pente, puis les plaines et les vallons, paraissent et se couvrent de productions de toute espèce. Il suffit que l'eau monte ou s'abaisse d'un pied pour inonder ou pour rendre à la culture des plages immenses. C'est l'abondance des capitaux qui ranime toutes les entreprises, et le bas intérêt (réel ou courant et non légal) de l'argent est tout à la fois le fait et l'indice de l'abondance des capitaux ¹. » Si j'osais prendre la parole après le grand Turgot, j'ajouterais que les hauts profits ont surtout pour propriété d'absorber les bénéfices de l'entreprise, et surtout cette rétribution de l'entrepreneur que nous avons appelée, avec J.-B. Say, salaire ou profit de l'industrie. *En résumé, donc, il faut s'effrayer de la hausse du profit et de la baisse du salaire; il faut s'applaudir de la baisse du profit et de la hausse du salaire.*

279. La baisse progressive du profit a donné du tracàs à quelques esprits, que je demande la permission de rassurer. Si les capitaux s'accumulent sans cesse et plus qu'ils ne dissipent, au fur et à mesure que les bonnes habitudes s'implantent et que la civilisation prend racine, l'emploi de ces

¹ Je crains tant les équivoques, que je ferai remarquer que cette belle comparaison pêche en un point important; elle fait résulter avec raison la fécondité du retrait des eaux, tandis qu'en économie politique la fécondité arrive avec l'inondation du capital. Mais toute comparaison, même la plus belle, a droit de cacher; c'est une latitude octroyée par la grammaire.

capitaux reçoit des applications nouvelles, et il en résulte des oscillations qui se neutraliseront toujours, et qui ne se fixeront jamais à zéro, tant que le monde sera monde, c'est-à-dire tant qu'il y aura une amélioration à tenter, quelque chose de nouveau à faire. Au surplus, c'est un souci dont nos arrière-neveux se préoccuperont s'ils veulent : je crois que ce serait gaspiller nos sentiments que de les employer à pareil usage.

Un autre phénomène que nous devons signaler, c'est la réduction, sous nos yeux, de quelques profits d'un taux qui faisait vivre certaines familles de leur rente, à un taux bien plus bas et insuffisant à satisfaire les mêmes besoins. Quand une pareille révolution se fait quelque part, par le seul jeu des lois naturelles et générales, les capitalistes que la concurrence dépossède n'ont pas autre chose à faire qu'à se soumettre et à laisser passer l'égalité. Il leur reste toujours, comme à tous, le travail, patrimoine universel qui leur permettra de combler le déficit en faisant valoir, par exemple, les capitaux eux-mêmes, et en ajoutant à leur profit un salaire et un bénéfice industriels.

§ V. — Des circonstances qui tendent à égaliser le prix courant du travail et du capital.

280. Maintenant que nous avons analysé toutes les causes et toutes les circonstances générales et naturelles qui provoquent et expliquent les oscillations des profits et des salaires, nous ne pouvons mieux finir ce chapitre qu'en indiquant les circonstances qui tendent à diminuer l'écart, l'amplitude de ces oscillations, et à ramener le prix courant du travail et du capital vers un centre d'égalité. Ces circonstances sont : les progrès de la liberté ; la connaissance générale des emplois du capital dans le cercle où

s'exerce l'industrie qui l'utilise ; le *statu quo* de cette industrie, les progrès de la division du travail.

Avec la liberté politique, religieuse, et toutes les libertés de l'ordre moral ; avec la liberté matérielle, qui se traduit par la liberté d'industrie, de commerce, etc., par le progrès des voies de communication, le placement et le déplacement des hommes et des capitaux se fait avec une plus grande facilité ; et le prix courant qu'ils exigent de leurs services se rapproche autant que possible d'un taux commun.

Si l'emploi des capitaux est connu de tous ceux qui les possèdent, ils se font tous ou peuvent tous se faire le même genre de concurrence. Tous tendent alors à abandonner les emplois les moins lucratifs ; tous aspirent à prendre les emplois les plus lucratifs, et leurs prétentions se résument par un taux moyen. La même circonstance peut aussi rendre uniforme le prix courant du travail.

Quand une industrie reste longuement dans un état donné, la circonstance précédente a le temps de se produire et d'agir.

Enfin la division du travail ; en séparant les occupations, classe les hommes, rend plus homogène l'emploi du travail et du capital, ainsi que leurs prix courants. Si un tisserand, par exemple, qui a au moins deux métiers, celui d'ouvrier agricole et celui de tisseur, est amené à considérer le second comme un complément, il s'habitue à travailler pour un salaire moindre que ne le comporterait sans cela la nature de son travail. Cette circonstance se présente encore en France dans la plupart des localités et pour beaucoup d'industries ; elle affecte surtout les salaires des femmes dans les grands centres de population. A Paris, par exemple, tout le travail d'aiguille est tombé à un taux insuffisant pour faire vivre celles qui n'ont pas d'autre ressource.

§ VI. — Quel est le meilleur état de la société.

281. Tout ce qui précède me semble légitimer complètement une assertion qu'Adam Smith a égarée dans une de ses dissertations : « Il est peut-être bon de remarquer que c'est dans l'état progressif de la société, lorsqu'elle est en train d'acquérir successivement plus d'opulence, et non pas lorsqu'elle est parvenue à la mesure complète de la richesse dont elle est susceptible, que véritablement la condition de l'ouvrier pauvre, celle de la grande masse du peuple, est plus heureuse et plus douce; elle est dure dans l'état stationnaire; elle est misérable dans l'état de déclin. L'état progressif est pour tous les différents ordres de la société l'état de la vigueur et de la santé parfaite; l'état stationnaire est celui de la pesanteur et de l'inertie, l'état rétrograde est celui de la langueur et de la maladie ¹. » Mais il est évident qu'avec plus d'intelligence dans les administrations publiques, qui ne contrarieront plus, qui aideront au contraire la libre allure de l'industrie; qu'avec la paix, de plus en plus affermie; qu'avec les progrès de la civilisation, les sociétés verront s'amoindrir la durée de l'état rétrograde et de l'état stationnaire, et que les classes ouvrières, mieux conseillées, moins égarées, plus prévoyantes, pourront plus facilement attendre pendant l'état stationnaire, également amoindri, que la progression du mieux reprenne sa marche ascendante. La halte et le recul sont des mouvements anomaux.

¹ Page 112, 4^{er} vol.

§ VII. — Des causes artificielles qui influent sur les profits et sur les salaires.

282. Indépendamment des causes générales qui agissent naturellement sur les profits et sur les salaires, il y a des causes artificielles qui exercent leur influence sur ces deux branches de revenus.

Ces causes artificielles sont fort nombreuses. Nous nous bornerons à dresser ici la liste des principales. Ce sont : 1° l'application dans les lois des systèmes économiques qui portent les noms de système mercantile ou de la balance du commerce, du système réglementaire, du système douanier protecteur, qui ont produit tous les abus de la législation industrielle et commerciale, les industries organisées ou monopoles, et le système colonial ; 2° le compagnonnage et les coalitions ; 3° les lois des pauvres et de la limitation du travail ; 4° les lois sur l'usure, et les autres lois de maximum ; 5° les impôts ; 6° les altérations des monnaies ; 7° le travail des prisonniers ; 8° la guerre, etc.

Plusieurs des considérations que nous avons présentées dans cet ouvrage peuvent faire apprécier le trouble que les trois systèmes que nous venons de citer ont pu amener dans le jeu naturel des instruments de travail, et par conséquent dans les lois naturelles qui règlent le taux des profits et des salaires. Ces trois grandes causes de perturbation agissent : en violant la liberté du travail qui est la propriété des masses ; en donnant au capital et au travail des directions artificielles, fausses et ruineuses ; en mettant le travail et le capital des uns à contribution pour parfaire le revenu du travail et du capital des autres.

En les examinant de près, on voit que les compagnonnages ont pour l'ouvrier toute la tyrannie des anciennes corpora-

tions (109, 110) ; elles provoquent les chômages, les grèves et les coalitions, fort légitimes en droit, mais si déplorables en fait, puisqu'ils dessèchent à la source les profits et les salaires, ceux-ci encore plus que ceux-là.

Les économistes ont attaqué les lois qui ont organisé la charité dans les différents pays, et surtout en Angleterre, parce qu'elles détruisent toute prévoyance, c'est-à-dire le ressort qui pousse les hommes à surmonter les difficultés de la vie, et parce qu'elles ne tardent pas à engendrer une misère progressive devant laquelle elles sont impuissantes. La loi des pauvres, en Angleterre, a produit, entre autres choses, ce résultat que la communauté payait une partie des salaires des ouvriers agricoles. Nous ne dirons rien sur les lois par lesquelles on veut limiter le travail des enfants dans les manufactures, si ce n'est qu'elles seront probablement inefficaces et qu'elles engendreront des mécomptes.

Nous avons parlé des lois d'usure et des lois maximum (272, 27).

Dire que l'impôt, de quelque nature qu'il soit, direct ou indirect, d'octroi, de douane, de consommation ou sur le revenu, attaque les fruits du travail et ceux du capital, d'autant plus qu'il est plus élevé, c'est avancer une proposition évidente. Mais la difficulté consiste à préciser l'action de chaque impôt pour éclairer la justice des pouvoirs publics. (Voy. le chap. XXII.)

La concurrence que font à l'industrie libre les produits obtenus dans des ateliers de prisonniers, lesquels sont entretenus aux frais de la communauté, est un problème délicat pour l'administration, au moment où elle se préoccupe de la réforme du système pénitentiaire. Il y a toutefois lieu d'espérer que les enquêtes démontreront que cette cause de perturbation n'a pas l'effet qu'on redoute.

Les gouvernements n'altèrent plus les monnaies ; mais

les valeurs n'en deviennent pas moins soumises à des soubresauts sensibles.

Enfin il nous suffira d'avoir mentionné la guerre. Tout le monde sait qu'elle arrête l'industrie et qu'elle produit infailliblement, entre autres fléaux, les taxes élevées : deux circonstances qui attaquent profondément les revenus du capital et du travail.

CHAPITRE XIX.

DU REVENU DE LA TERRE.

I. De la rente des terres. — II. Du fermage. — III. Du taux de l'intérêt du capital employé à l'achat des terres.

§ I. — De la rente des terres.

285. En complétant la notion de la terre (chap. X) nous avons dû rechercher la nature de la *rente*¹, qui a été définie : la différence entre le prix originaire et le prix courant sur le marché des produits agricoles (178). Si la doctrine que nous avons exposée est vraie, il en résulte que le revenu du possesseur du sol, quand rien ne contrarie la marche naturelle des choses, doit être identique avec cette rente.

Il faut confondre avec la terre les capitaux qui ont été

¹ Ce mot a au moins trois sens bien distincts : dans le langage ordinaire, le mot *rente* est presque synonyme de revenu annuel et général; en finances, il désigne alternativement à la fois le revenu et la nature de l'emprunt qui donne droit à ce revenu; enfin, en économie politique, il a surtout le sens que nous lui donnons ici.

fixés avec elle (121) sous des formes très-variées de nivellements, de défoncements, de canaux, de fossés, de bâtiments, de plantations, etc.¹, qui l'ont améliorée et rendue plus productive. On comprend donc que le propriétaire de ces terres doit retrouver, dans le revenu qu'il reçoit, toutes les fois d'ailleurs qu'il a bien raisonné les améliorations, le profit du capital qu'il a engagé au taux courant des profits de ce genre de capitaux, plus l'amortissement de son capital; enfin, l'on conçoit qu'une fois ce capital amorti, son revenu doit se confondre avec la rente pure et simple (44).

La rente du propriétaire diffère essentiellement des rétributions payées à l'ouvrier pour son travail, ou à l'entrepreneur pour le profit des avances par lui faites, en ce que ces deux derniers genres de rétribution sont l'indemnité, l'un d'une peine qu'on a prise, l'autre d'une *privation* et d'un *risque* auquel on s'est soumis; au lieu que la rente est reçue par le propriétaire plus gratuitement et en vertu seulement d'une convention légale, qui reconnaît et maintient à certains individus le droit de propriété foncière.

284. Plus la société augmente en population et en richesses, plus les produits de la terre sont demandés, et plus les équivalents à offrir en échange sont nombreux; plus par conséquent la rente du propriétaire augmente en quantité et en valeur. Car de même que tout autre objet utile à l'homme est payé d'autant plus cher qu'il est plus demandé et moins offert, de même l'instrument-terre est d'autant plus demandé que le canton où il se trouve est plus peuplé et plus productif. En effet on a alors le plus grand besoin des produits de la terre, en même temps que

¹ Nous ne parlons ici que des bâtiments, des plantations, etc., qui servent à la culture, à la production; les autres ne sont pas des capitaux (119).

chaque individu a plus de moyens pour les acheter.

C'est l'étendue et la fertilité des terres qui déterminent, dans le même canton, la quantité des services qu'elles peuvent rendre. Des circonstances particulières rendent certains terrains propres à des productions particulières ; mais ce n'est que par accident que le revenu peut s'accroître subitement et d'une manière naturelle, par la découverte d'une source, d'une mine, par le passage inattendu d'une route, ou par tout autre emploi que le propriétaire ne manque pas de saisir.

La terre étant limitée, il en résulte que l'offre des terres est forcément limitée plus tôt que la demande. C'est incontestable. Toutefois, il semble que cette offre n'est point bornée, tant qu'il existe des coins de terre incultes sur le globe : rien n'est plus vrai en théorie ; mais on sait que l'éloignement des fonds ou leur difficile accès augmentant les frais de culture, équivaut à la stérilité, et que ces fonds ne peuvent entrer en concurrence des autres. Par la même raison, la proximité d'une ville, d'une route, d'un débouché enfin, équivaut à un véritable monopole.

Il résulte de cette manière de considérer la plus-value qu'acquière certaines localités, et de la théorie de la rente, que les propriétaires n'ont rien à réclamer de la société, quand, dans d'autres circonstances, le monopole disparaît ou est atténué, comme cela se passe souvent sous nos yeux par suite du perfectionnement des voies de communication. On peut aussi apprécier à sa juste valeur la singulière prétention des grands propriétaires anglais, qui, sous prétexte que la liberté du commerce des grains devait diminuer le produit des terres, s'opposaient aux progrès de toutes les industries, y compris celle de la culture.

Si donc des terres sont en friche, comme nous avons vu

que la population croissait toujours en même temps que les besoins, c'est que les capitaux manquent pour les faire valoir, ou bien encore qu'elles sont assez ingrates pour que leur produit ne donne aucun profit, et ne paye même pas les avances faites à la culture. En somme aussi, la terre la plus productive n'est pas seulement la plus fertile, mais aussi celle qui est à portée des consommateurs les plus nombreux et les plus riches.

§ II. — Du fermage.

285. Quand le possesseur du sol n'en dirige pas lui-même l'exploitation, il en tire, en le louant, un revenu qui porte le nom de *fermage*.

Nous avons dit que la terre ne livre tout le produit qu'elle peut donner qu'avec l'action des deux autres instruments, le travail et le capital, qui s'y incorporent de cent manières diverses (172). L'entrepreneur doit donc trouver dans la somme des produits qu'il obtient quand il emploie la terre : 1° la *rétribution* de tous les travailleurs (son propre salaire compris) et les autres *avances* qu'il a faites; 2° le *profit* du capital qui lui a servi à faire les avances nécessaires; 3° le *fermage* qu'il s'est engagé à payer au propriétaire.

Or ce fermage, nous l'avons déjà dit, ne doit pas être confondu avec la rente. Ces deux variétés de revenus peuvent être identiques et différer. Économiquement, il ne revient au propriétaire que la rente, telle que nous l'avons définie (chap. X); mais quand le fermier, métayer ou locataire à un titre quelconque, souscrit un bail, il court la chance de bénéficier une partie de cette *rente* ou bien encore de faire bénéficier à son propriétaire une partie de son propre *profit* comme capitaliste, ou même de son *salaire*

comme entrepreneur et travailleur. En fait, quand le propriétaire exige par ce bail plus que la rente, et si le fermier l'accorde, celui-ci ne tarde pas à voir qu'il doit chercher un meilleur emploi de son travail et de son capital. Toutefois, les déplacements d'industries et de capitaux sont plus difficiles dans l'agriculture que dans l'industrie manufacturière, et que dans le commerce surtout.

286. L'augmentation de la population, en excitant la concurrence des entrepreneurs (petits ou grands) et des travailleurs agricoles, tend à faire monter le loyer des terres ou le fermage au-dessus de la rente naturelle. L'analyse économique nous ramène donc toujours à ce principe fondamental que la population, en suivant les développements de l'industrie, ne saurait les dépasser sans amener fatalement les privilèges d'un petit nombre et le malheur de tous.

Ce qui produit encore le même effet, l'excès du fermage sur la rente, c'est l'élévation des tarifs de douane, la direction anormale d'une voie de communication, un impôt mal assis, des encouragements inintelligents ou tout autre mauvais emploi de la direction gouvernementale et administrative.

Les fermages peuvent encore être exceptionnellement influencés par les habitudes plus fortes que les intérêts. On voit des fermiers rester fidèles à des domaines qui ne produisent plus le fermage qu'ils payent, et des propriétaires qui ne veulent pas renchérir les baux qu'ont passés leurs ancêtres.

287. Ici, il faut se rappeler encore ce que nous avons dit, dans la première partie de ces éléments, au sujet des divers systèmes d'exploitation et d'amodiation du sol cultivable. Les avantages et les inconvénients du faire valoir, du fermage et du métayage, sur la richesse particulière des

propriétaires et des travailleurs, sont encore l'objet d'une enquête délicate de la part des économistes et des agronomes; mais les observations que nous faisons ici sur la rente, le fermage et l'intérêt du capital des terres, sont applicables à tous les systèmes. Le mot de fermage s'entend du loyer des terres par bail à ferme proprement dite, et du loyer des terres affermées en métairie. Dans ce dernier cas, la part du propriétaire comprend, outre le loyer de la terre, le profit du capital prêté, et une partie, si ce n'est le tout, des bénéfices de l'entreprise, dirigée concurremment par le propriétaire et le fermier-métayer.

Nous avons vu (177) qu'en abandonnant à son cours naturel la division des terres, on se trouvait à la fois garanti de l'excès d'agglomération et de celui du morcellement, c'est-à-dire que la liberté dans le partage des héritages est en rapport direct avec le développement de la production. Les faits confirment cette règle. Quant à l'influence des lois nouvelles sur la répartition, personne (excepté M. Rubichon, *De l'agriculture en France*) n'a jamais sérieusement contesté qu'elles ne fussent plus en harmonie que les anciennes avec les principes de l'égalité et de la justice distributive, et qu'elles n'eussent produit sous ce rapport une heureuse influence sur les populations.

§ III. — Du taux de l'intérêt du capital employé à l'achat des terres.

288. Il n'est pas rare de voir confondre la *rente*, non seulement avec le *fermage*, mais encore avec l'*intérêt* de la somme d'achat consacrée à l'acquisition de la terre. Cette confusion est cause de plusieurs méprises.

Si le fermage s'élève, par exemple, à six mille francs pour une terre achetée cent mille francs, le propriétaire

qui a six mille francs de revenu ou de rente, comme on dit vulgairement ¹, calcule fort mal s'il croit que la *rente* de sa terre est de 6 pour 100. Il peut, en effet, se faire qu'au bout du bail les fermiers ou locataires se fassent moins concurrence, et ne lui offrent pour fermage que la différence exacte entre leurs frais de production et la valeur des produits. Or, cette différence peut être plus grande, mais aussi plus petite que six mille francs.

Supposez maintenant que le fermage de cette terre soit double de la rente, supposons que la spéculation se porte sur l'achat des terres, et qu'un homme consente, en achetant cette terre, à placer son capital à 3 pour 100 ; il la payera deux cent mille francs. Mais supposez encore, et cela se voit tous les jours, que les fermages, dans la localité que nous prenons pour exemple, se soient élevés par suite d'un privilège, d'un monopole, d'un tarif, par exemple, qui empêche les produits similaires étrangers d'entrer ; le propriétaire aura beau dire : « Je n'ai qu'une rente de 3 pour 100, » l'économie politique sera en droit de lui répondre : « Vous percevez plus qu'il ne vous revient ; vous vous êtes trompé si vous avez confondu le fermage avec la rente naturelle de la terre qu'on vous a vendue. »

Donc le taux de l'intérêt de la somme consacrée à l'achat d'une terre, tout en se confondant avec la rente et le fermage, n'en est pas moins distinct. Acheter une terre, c'est acheter sa rente plus ou moins bien représentée par le fermage : en faisant une pareille opération, on peut, si l'on a mal apprécié la rente ou les chances de fermage, trouver son capital placé à un taux inférieur à celui sur lequel on avait d'abord compté en prenant le fermage pour base.

¹ Il ne faut pas confondre le sens *économique* avec le sens *usuel* que nous prenons ici (178).

289. Il est naturel de penser que la valeur vénale des terres est en proportion de leur rente ; mais l'on a vu que cette valeur pouvait quelquefois augmenter plus rapidement que la rente ou le fermage. On entend dire souvent que telles terres rapportent moins qu'au commencement de ce siècle ; cela ne veut pas toujours dire que la terre a perdu de sa fécondité, et que la rente a baissé ; mais cela signifie le plus souvent que la valeur vénale des terres a plus augmenté que la valeur intrinsèque. Cette augmentation correspond à une plus grande demande de terres, par suite d'une tendance particulière et momentanée des capitaux timides qui, n'osant se lancer dans les chances de l'industrie et du commerce, prennent leur retraite dans la terre. Les capitalistes français, grands ou petits, sont, en général, très-pressés de retirer leurs fonds de l'industrie qui les a enrichis ; et c'est peut-être là une des causes de notre infériorité. Les capitaux qui séjournent dans la même entreprise, dans la même maison, ont, outre leur valeur virtuelle et absolue, une intelligence et une habitude des affaires qui les rendent plus profitables.

290. La terre, nous le savons maintenant, est un instrument *sui generis*, qui diffère essentiellement des capitaux ; mais cette dissemblance n'empêche pas ceux qui la possèdent d'avoir une grande analogie avec les autres capitalistes.

Écoutons un grand propriétaire qui a été un des plus profonds penseurs de notre époque : « On ne peut assez s'étonner, dit Destutt de Tracy ¹, que tous les hommes, et particulièrement les agronomes, ne parlent des grands propriétaires de terres qu'avec un amour et un respect vraiment superstitieux ; qu'ils les regardent comme les colonnes

¹ *Éléments d'idéologie*, tome IV (Traité d'économie politique), p. 200.

de l'État, l'âme de la société, les pères nourriciers de l'agriculture, tandis que, le plus souvent, ils prodiguent l'horreur et le mépris aux prêteurs d'argent, qui font exactement le même métier qu'eux. Un gros bénéficiaire qui vient de louer sa ferme exorbitamment cher se croit un homme très-habile, et, qui plus est, très-utile; il n'a pas le moindre doute sur sa scrupuleuse probité, et il ne s'aperçoit pas qu'il fait exactement comme l'usurier le plus âpre, qu'il condamne sans hésitation et sans pitié. Peut-être même son fermier, qu'il ruine, ne voit pas cette parfaite similitude, tant les hommes sont dupes des mots. »

Ces considérations suffisent pour montrer la portée des études de Ricardo et de Malthus, et l'importance qu'il y aurait à répandre l'enseignement des vérités économiques. On désarmerait, par cela seul, l'erreur qui se pose en théorie légitime, avec d'autant plus d'inconvénients qu'elle est souvent de la meilleure foi du monde.

CHAPITRE XX.

DU REVENU GÉNÉRAL. DU PRODUIT BRUT ET DU PRODUIT NET.

I. Ce que sont le produit brut et le produit net. — II. Le produit net n'est identique ni avec la rente, ni avec l'excès des subsistances qui ne servent pas aux classes agricoles, ni avec le fermage, ni avec l'intérêt du prix des terres. — III. Une production intelligente doit viser à obtenir un produit net. — Erreur des philanthropes à cet égard.

§ I. — Ce que sont le produit brut et le produit net.

291. Considérons d'abord la production agricole. La plupart des produits agricoles ne sont obtenus qu'au moyen

de consommations ou d'avances (298). Le producteur cherche donc, avant tout, à prélever, sur le résultat de la production totale, ce qu'il a dépensé, avancé ou consommé pour l'obtenir; et, lorsqu'il ne retire que des valeurs égales aux valeurs consommées, il y a transformation de richesses, mais il n'y a pas accroissement. Ce qui reste du produit, les avances et les revenus ordinaires (de la terre, du travail et du capital) étant remboursés, c'est ce que l'on doit appeler le *produit net* de la terre ¹. Le *produit brut* est le produit total, l'ensemble de toutes les choses utiles que l'exploitation procure, produit net compris.

De cette définition on peut tirer les deux propositions suivantes, qui sont évidentes par elles-mêmes :

1° Le produit net peut être nul; et alors il n'y a ni *rente* pour le propriétaire, ni accroissement *provenant de la terre*, dans la richesse nationale;

2° Le produit brut, lorsqu'il ne contient pas de produit net, peut même ne pas suffire au remboursement des avances avec leurs profits : il y a alors perte non-seulement pour l'entrepreneur, mais encore pour la société entière.

292. Ce qui est vrai de la terre est également vrai de toutes les forces productives; elles peuvent toutes donner un produit net. Seulement, l'industrie agricole peut donner un produit net territorial, et un produit net industriel, résultats du travail et du capital qu'on y applique; tandis que les autres industries ne peuvent donner qu'un seul produit net, le produit industriel.

Cette judicieuse observation, faite par M. Rossi ², nous

¹ « Quand on a prélevé, sur la reproduction totale de l'année, les *reprises* du cultivateur, le reste s'appelle donc le *PRODUIT NET* ou *revenu disponible*. » (*Explication du tableau économique*, par l'abbé Beaudou, *PHYSIOCRATES*, tome II de la *Collection des principaux économistes*, p. 838.)

² 1^{re} leçon du *Cours d'économie politique*.

permet d'apprécier en partie la portée du théorème fondamental des physiocrates, que l'on n'a point encore bien compris. L'erreur des physiocrates était d'imaginer qu'il n'y a de produit net que celui de la terre, et que les hommes voués à toute autre industrie que l'industrie agricole ne font que reproduire ce qu'ils ont consommé, sans obtenir un produit net. Or, les physiocrates se trompaient, parce qu'ils avaient une notion incomplète du fermage. La rente était pour eux *la cause* et non *l'effet* du prix des denrées; et elle entraînait comme élément forcé, constitutif, du prix montant des produits du sol; et ils en concluaient logiquement que là où il n'y a pas rente territoriale, loin d'y avoir profit, il y a perte, le produit ne pouvant pas même obtenir, sur le marché, le prix nécessaire, le prix égal aux frais de production.

§ II. — Le produit net n'est identique ni avec la rente, ni avec les subsistances qui ne servent pas aux travailleurs agricoles, ni avec le fermage, ni avec l'intérêt du prix des terres.

293. Il ne faut pas confondre le produit net et la rente du propriétaire. Ces deux résultats de la production agricole tendent à se confondre, comme le prix naturel et le prix courant, dans toutes les industries; mais ils ne sont pas identiques. La rente seule peut être nulle ou à peu près, en même temps que le produit net peut être assez important; car la rente est le boni qui revient au propriétaire, par cela seul qu'il est propriétaire. Or, supposez un pays neuf, fertile, occupé par une population qui ne se fait pas concurrence, et qui est munie de l'intelligence et du capital suffisants; supposez, en outre, que les terres abondent et sont à la disposition des cultivateurs, la rente du proprié-

taire sera nulle, personne n'ayant intérêt à payer un droit domanial à celui qui possède ce qu'on trouve si facilement ; et cependant le produit net de l'industrie agricole sera considérable dans ce pays.

Tous ces phénomènes économiques ont été observés dans les États-Unis d'Amérique, on peut les retrouver dans d'autres localités, et l'on se tromperait en qualifiant ces pays de pauvres, par cela seul que les propriétaires n'y trouveraient pas de rente. On se trompait en Angleterre, quand on prenait la grande rente des propriétaires pour autre chose que l'effet d'un monopole tyrannique de la part des propriétaires terriens. On se trompait naguère, en France, quand on prenait pour un signe de prospérité l'élévation des baux dans le nord, par suite de la culture de la betterave, qui avait amené entre les fermiers une grande concurrence, c'est-à-dire excès de la demande des terres sur l'offre, c'est-à-dire, en dernière analyse, une très-forte rente.

294. Il ne faut pas confondre non plus le produit net avec l'excédant des subsistances qui restent après la nourriture de la classe agricole. — Il peut se faire que les cultivateurs vendent un excédant du blé, et que ce blé ne produise pas assez pour compenser les frais de culture. Dans ce cas, plus fréquent qu'on ne pense, il n'y a évidemment pas de produit net.

295. Ces confusions ont été faites par les physiocrates et plusieurs disciples d'Adam Smith. M. Rossi combat à ce sujet J.-B. Say lui-même, et réfute sa formule « que, pour une nation, son produit net est précisément la même chose que son produit brut ou total : » formule illogique qui nécessiterait la vérité de cette proposition, que la nation produit sans avances, sans sacrifices, sans consommations ; c'est-à-dire que l'axiome *ex nihilo nihil fit* ne serait plus

vrai. Mais un esprit aussi lucide que celui de J.-B. Say a-t-il pu se tromper aussi fortement ? Ainsi le pense le savant auteur que nous suivons en ce moment : il n'est pas donné au même homme de tout voir : J.-B. Say a souvent mieux vu que Smith ; d'autres verront mieux que lui, que Malthus et Ricardo, etc. La même chose se passe dans toutes les sciences ; et, à tout prendre, l'économie politique est encore celle de toutes les sciences morales dans laquelle les vrais savants ¹ se contredisent le moins. M. Rossi ajoute que J.-B. Say, en appliquant l'expression, selon lui vicieuse, de *services productifs* à tous les instruments de la production (terre, travail, capital), s'est laissé entraîner à prendre pour un revenu tout ce que les producteurs reçoivent, et à penser que le produit brut de chacun d'eux est une fraction du produit net du pays ².

§ III. — Une production intelligente doit viser à obtenir un produit net. — Erreur des philanthropes à cet égard.

296. A propos du produit brut et du produit net, il s'est élevé une querelle entre les économistes et ceux qui ont, en général, le tort de se croire plus amis des hommes, par cela seul qu'ils se proclament philanthropes.

Les économistes, au point de vue économique, ont soutenu que c'est le *produit net* qu'il faut rechercher. Cette proposition est évidente : le produit net seul, territorial ou industriel, accroît la richesse sociale, richesse indispensable

¹ Ceux qui lisent, qui étudient les auteurs avant de songer eux-mêmes à découvrir des lois et à proclamer la vérité.

² A l'exemple de J.-B. Say, nous avons quelquefois employé cette expression figurée de *services*, qui nous a paru utile à la démonstration ; mais, averti par M. Rossi, nous espérons avoir évité les équivoques et les erreurs. « Le langage figuré, dit ailleurs M. Rossi, 1^{re} leçon, n'est pas inutile à la science, lorsqu'elle sait l'employer avec mesure et discernement. » (Voyez p. 201, note.)

pour que l'aisance pénètre peu à peu, toutes choses égales d'ailleurs, dans les diverses couches de la population qui ne méconnaît pas le principe que nous avons établi.

Quand on voit dans un pays les hommes s'acharner sur un sol ingrat ou solliciter une terre fertile par des procédés trop coûteux, c'est que ce pays est sorti des voies naturelles de l'économie, c'est que la population n'y est plus en harmonie avec le capital et le travail disponible, et ne cessera de verser dans le tonneau des Danaïdes qu'en rentrant dans la voie naturelle. Mais si, pour rentrer dans cette voie, il faut altérer la proportion qui existe entre le travail et le capital; s'il faut remplacer les hommes par des machines; s'il faut faire des prairies et expulser des laboureurs, est-ce l'économie politique qui est cause de ces tristes résultats? Elle est venue dire le mal, c'était son devoir; elle peut aider à rendre une transition moins brusque, c'a quelquefois été sa douce mission. Mais le philanthrope, qui nie la cause du mal, qui conseille la propagation irréfléchie de l'espèce humaine, afin que les possesseurs du monopole des terres voient monter les rentes, en présence de cette nuée de mangeurs de pommes de terre et de maïs, le philanthrope est alors, M. Rossi l'a dit ¹, ou un *simple* ou un *habile*.

297. C'est avec le produit net, qu'il y ait avec lui rente ou non, que les cultivateurs achètent aux autres hommes les produits de l'industrie, du commerce, des sciences et des arts. Moins il y a d'hommes employés à la culture pour produire les subsistances nécessaires à la population, et plus l'industrie agricole est en progrès : l'inventeur de la charrue fut un des plus grands bienfaiteurs de l'espèce humaine. Ici nous citerons un passage de M. Droz ², pour

¹ Introduction à l'*Essai sur le principe de population* de Malthus, dans la collection Guillaumin, p. xliij.

² *Économie politique*, seconde édition, p. 59.

avoir occasion de signaler un malentendu et de disculper l'illustre Ricardo : « Un écrivain distingué, Ricardo, prend la plume pour être utile à ses semblables. Mais, entraîné par ses calculs, il semble quelquefois oublier les hommes, et ne tenir compte que des produits. Par exemple, il établit que, dans une contrée où se trouvent dix millions d'habitants, si le travail de cinq millions d'entre eux suffit pour les nourrir et les vêtir, ce pays n'aurait point d'avantages à compter douze millions d'habitants, si le travail de sept millions devenait nécessaire pour obtenir les mêmes résultats ¹. Il lui est donc indifférent que deux millions d'individus existent ou n'existent pas, si le produit est le même. En lisant certains économistes, on croirait que les produits ne sont pas faits pour les hommes, et que les hommes sont faits pour les produits. »

On ne peut qu'applaudir à cette heureuse formule : « Les produits sont faits pour les hommes, et les hommes ne sont pas faits pour les produits. » Mais il ne faut pas se laisser entraîner à l'illusion qui a gagné l'excellent cœur de M. Droz, et dont on a beaucoup abusé après lui, pour accuser Ricardo d'être sans entrailles. Si les cinq millions et les sept millions d'hommes que Ricardo met en opposition produisent la même richesse par hypothèse ; s'ils se la partagent, il est évident que les cinq millions seront plus heureux que les sept. Donc il est désirable que le pays n'ait que dix millions d'habitants au lieu de douze. En d'autres termes, la question est celle-ci : Une masse de richesses étant donnée, est-il désirable que les copartageants soient au nombre de dix ou de douze. Qu'on admette ensuite, par seconde hypothèse, que cette masse est à peine suffisante pour les dix, et qu'on réponde.

¹ *Des principes de l'économie politique*, t. II, p. 224 de la traduction de M. Constancio. Paris, Aillaud.

DEUXIÈME SECTION.

DE LA CONSOMMATION DES RICHESSES.

Il eût été impossible de parler de la production sans apprécier le phénomène de la consommation qui s'y lie naturellement, puisque pour produire de la richesse il faut en employer ou en consommer. C'est ainsi que nous avons eu souvent besoin d'employer le terme de consommation, et que nous avons dû en expliquer le sens en développant les fonctions du capital (chap. VII). Nous n'aurons donc que peu de mots à ajouter pour préciser la nature de la consommation, pour laquelle il eût été à désirer que la science possédât un terme moins commun et plus exact (1). Nous exposerons ensuite la loi fondamentale de la consommation qui complète la théorie des échanges et des débouchés; nous ferons un petit nombre d'observations au sujet des consommations privées, de la prodigalité, de la dissipation des capitaux et du luxe, pour nous occuper plus longuement des consommations publiques, ou plutôt des moyens de pourvoir à ces consommations par les *finances*, dont les deux branches principales sont les *impôts* et les *emprunts*.

CHAPITRE XXI.

ANALYSE DE LA CONSOMMATION.

I. Notions générales sur la consommation. — II. Loi statistique de la consommation. — III. Des consommations privées. — IV. De la prodigalité et de la dissipation des capitaux. — V. Du luxe. — VI. Des consommations publiques. — VII. De la science des finances.

§ I. — Notions générales sur la consommation.

298. Nous faisons une consommation quand nous détruisons de la valeur, de la richesse. En général, tout produit

¹ Nous sommes l'interprète de beaucoup d'économistes en disant que ce

est consommé, c'est-à-dire qu'on jouit de son utilité; ainsi se trouve compensée la peine qu'on s'est donnée pour le produire.

La lenteur ou la rapidité avec laquelle s'opèrent les consommations ne change pas leur nature; ainsi le bijou qui dure des siècles, et le fruit ou le produit immatériel qui dure une heure, perdent leur valeur de la même manière.

On doit comprendre dans les consommations l'exportation des produits; car cette opération les met dans le cas des matières premières, que l'on emploie pour la confection d'autres produits. Réciproquement, si l'on évaluait les productions d'un pays, il faudrait y comprendre ses importations.

Quand on effectue une consommation, on peut en être dédommagé de deux manières : soit par le bien-être qui résulte d'un besoin satisfait, soit par une production de richesse égale ou supérieure à la valeur consommée. Nous appelons besoin toute volonté de l'homme qui a assez d'intensité pour le décider à sacrifier une portion quelconque de valeur; ce besoin peut donc varier entre celui qui est provoqué par le désir le plus futile, et celui qui est provoqué par la nécessité la plus impérieuse : ces deux extrêmes variant eux-mêmes suivant les temps, les lieux, les mœurs, les caractères et les circonstances. Le bon sens seul, éclairé par une saine morale, peut les classer et leur assigner le degré d'importance qui leur convient (2-15).

299. On a appelé consommation *improductive* toute consommation d'un produit destiné à satisfaire les besoins ou les plaisirs de l'homme. Ce mot n'est pas heureux. On conçoit bien que le citoyen inutile, que l'oisif détruise impro-

mot de consommation n'est pas heureux. M. Robert, *Essai de ploutonomie*, p. 52, propose celui d'*utilisation*.

ductivement tout ce qu'il consomme ; mais il est difficile de qualifier de cette manière la consommation du travailleur, sa nourriture, ses vêtements, son entretien physique et moral. Il faut donc attacher à ce mot une signification mobile qui désigne divers degrés d'improductivité ou même de productivité, suivant l'importance industrielle et sociale de la consommation que l'on veut caractériser. — Par consommation *reproductive*, les économistes entendent les avances qui sont faites dans la production, et qui sont représentées à la fin de l'opération par une valeur égale, ou mieux, supérieure à la richesse consommée.

Il est utile de faire une distinction entre la dépense et la consommation, qui sont synonymes dans le langage usuel. Dépenser, c'est acheter avec des espèces ce que l'on se propose de consommer : ainsi dépense n'est pas toujours, en économie politique synonyme de consommation, et même, de consommation stérile.

300. De même que la production (33), la consommation peut être considérée comme un échange dans lequel on *donne* des richesses acquises ou des services d'instruments (terre, travail ou capital) pour *recevoir* des satisfactions ou de nouvelles richesses, selon que la consommation est dite stérile ou reproductive.

Il est facile de constater une réaction de la consommation sur la production et de la production sur la consommation. Mais il y a sur l'appréciation de ce phénomène des doctrines bien distinctes : l'une qui prétend que plus on consomme, plus on produit, de sorte qu'il faut constamment chercher des consommateurs : or les partisans de cette doctrine entendent par consommateurs des riches capables de multiplier leurs dépenses. Cette théorie est, selon J.-B. Say, vicieuse, aristocratique, et, par contre, inadmissible. En effet, ceux qui consomment sans avoir préalablement pro-

duit, consomment les valeurs créées par d'autres, et de là dérive une fausse distribution de la richesse et la sanction de l'état d'oisif.

Jean-Baptiste Say, partant de ce principe que les consommations sont limitées par les revenus, conclut à la multiplication des revenus, au développement (par l'industrie et le travail) de la production qui réagit ensuite sur la consommation ¹.

Ici se présente un préjugé très-répandu. On dit : La consommation augmentant la production, il faut consommer le plus possible, et on se trouve conduit à ne pas regretter le bris de certains objets, la détérioration de certains autres, parce que, dit-on, on est forcé d'en racheter, et « *cela fait aller le commerce.* » Comme une consommation se fait toujours à l'exclusion d'une autre, un pareil dégât fait prospérer une industrie au détriment d'une autre souvent plus naturelle, surtout quand il s'agit d'objets de luxe : et puis n'est-il pas évident qu'il ne faut avoir recours à la consommation stérile que lorsqu'elle est indispensable, ou lorsque la satisfaction qu'on en retire peut contre-balancer cette improductivité ?

304. Il est évident qu'il faut placer au premier rang des consommations les plus favorables les consommations reproductives, parce qu'elles portent en elles le germe de leur rénovation : telle est la consommation de tout ce qui s'emploie dans l'industrie.

Parmi les consommations improductives, celles qu'il faut chercher à obtenir sont celles des classes les plus nombreuses. Celles des peuples pauvres, qui manquent maintenant d'une foule d'objets, pourraient un jour alimenter une production incessante, si peu à peu elles parvenaient à s'émanciper et

¹ *Cours complet* de J.-B. Say, 7^e partie, chap. IV.

à jouir de l'aisance dont jouit aujourd'hui la classe moyenne dans toute l'Europe aisée. Au reste, la consommation prise en masse des classes inférieures, de celles qui occupent la base de la pyramide sociale (§ 11), sont partout bien plus grandes, soit en valeur, soit en quantité, que celle des classes supérieures et même que celle des classes moyennes. Outre le revenu qu'elles retirent des petits capitaux et des petites propriétés qu'elles possèdent, c'est à elles qu'aboutit, sous forme de salaires, la presque totalité du capital employé à la production.

502. En dernière analyse, la consommation est l'unique but, l'unique terme de la production, et on ne devrait jamais s'occuper de l'intérêt du producteur, qu'autant seulement qu'il le faut pour favoriser l'intérêt du consommateur. Cette maxime fondamentale est, selon Adam Smith, évidente par elle-même. Cependant, il eût été à désirer qu'au lieu de la jeter incidemment dans la discussion du système mercantile ¹, il l'eût accompagnée de quelque développement lumineux, comme il savait si bien les faire; car cette démonstration est encore aujourd'hui un des *desiderata* de la science. La proposition est évidente pour ceux qui lisent en entier un traité d'économie politique; elle a besoin de quelques commentaires pour les autres. Nous nous bornerons à dire ici que le consommateur est tout le monde, que son intérêt est l'intérêt général, l'intérêt du plus grand nombre, l'intérêt des plus pauvres, l'intérêt des producteurs réunis; tandis que les producteurs se subdivisent en une infinité de classes qui ont des intérêts différents, spéciaux et multiples. Si on privilégie ceux-ci, on ne peut pas le faire également; on lèse les uns aux dépens des autres, en même temps que la masse des autres consommateurs. La nature des

¹ II^e vol. p. 507, édition Guillaumin,

choses laissée à son libre cours peut seule mettre chaque intérêt à sa place, et la seule rémunération à laquelle les diverses branches de la production aient droit est celle qu'elles peuvent puiser dans le tronc de la consommation où viennent se confondre tous les courants de la sève sociale.

303. Dans les considérations qui suivent, M. Frédéric Bastiat a fort bien fait ressortir l'antagonisme naturel qu'il y a entre l'intérêt des producteurs et celui des consommateurs ¹, et la nécessité sociale qu'il y a à préserver ceux-ci des tendances rétrogrades de ceux-là.

« Prenons un producteur quel qu'il soit ; quel est son intérêt immédiat ? Il consiste en ces deux choses : 1° que le plus petit nombre possible de personnes se livrent au même travail que lui ; 2° que le plus grand nombre possible de personnes recherchent le produit de ce genre de travail ; ce que l'économie politique exprime plus succinctement en ces termes : que l'offre soit très-restreinte et la demande très-étendue ; en d'autres termes encore : concurrence limitée, débouchés illimités.

« Quel est l'intérêt immédiat du consommateur ? Que l'offre du produit dont il s'agit soit étendue et la demande restreinte. Puisque ces deux intérêts se contredisent, l'un d'eux doit nécessairement coïncider avec l'intérêt social ou général, et l'autre lui est antipathique. Mais quel est celui que la législation doit favoriser, comme étant l'expression du bien public, si tant est qu'elle en doive favoriser aucun ? Pour le savoir, il suffit de rechercher ce qui arriverait si les désirs secrets des hommes étaient accomplis.

« En tant que producteurs, il faut bien en convenir, chacun de nous fait des vœux antisociaux. Sommes-nous vigneron ? nous ne serions pas fâchés qu'il gelât sur toutes

¹ *Sophismes économiques*, deuxième édition, p. 15.

les vignes du monde, excepté sur la nôtre : *c'est la théorie de la disette*. Sommes-nous propriétaires de forges? nous désirons qu'il n'y ait sur le marché d'autre fer que celui que nous y apportons, quel que soit le besoin que le public en ait, et précisément pour que ce besoin, vivement senti et imparfaitement satisfait, détermine à nous en donner un haut prix ; *c'est encore la théorie de la disette*. Sommes-nous laboureurs? nous disons : Que le pain soit cher, c'est-à-dire rare, et les agriculteurs feront bien leurs affaires ; *c'est toujours la théorie de la disette*.

« Sommes-nous médecins? nous ne pouvons nous empêcher de voir que certaines améliorations physiques, comme l'assainissement du pays, le développement de certaines vertus morales, telles que la modération et la tempérance, le progrès des lumières poussé au point que chacun sût soigner sa propre santé, la découverte de certains remèdes simples et d'une application facile, seraient autant de coups funestes portés à notre profession. En tant que médecins, nos vœux secrets sont antisociaux. Je ne veux pas dire que les médecins forment de tels vœux. J'aime à croire qu'ils accueilleraient avec joie une panacée universelle ; mais, dans ce sentiment, ce n'est pas le médecin, c'est l'homme, c'est le chrétien qui se manifeste ; il se place, par une louable abnégation de lui-même, au point de vue du consommateur. En tant qu'exerçant une profession, en tant que puissant dans cette profession son bien-être, sa considération et jusqu'aux moyens d'existence de sa famille, il ne se peut pas que ses désirs, ou, si l'on veut, ses intérêts, ne soient antisociaux.

« Fabriquons-nous des étoffes de coton? nous désirons les vendre au prix le plus avantageux *pour nous*. Nous consentirions volontiers à ce que toutes les manufactures rivales fussent interdites, et si nous n'osons exprimer publi-

quement ce vœu ou en poursuivre la réalisation complète avec quelques chances de succès, nous y parvenons pourtant, dans une certaine mesure, par des moyens détournés : par exemple, en excluant les tissus étrangers, afin de diminuer la *quantité offerte*, et de produire ainsi, par l'emploi de la force et à notre profit, la *rareté* des vêtements.

« Nous passerions ainsi toutes les industries en revue, et nous trouverions toujours que les producteurs, en tant que tels, ont des vues antisociales. « Le marchand, dit Montaigne, ne fait bien ses affaires qu'à la débauche de la jeunesse; le laboureur, à la cherté des blés; l'architecte, à la ruine des maisons; les officiers de la justice, aux procez et aux querelles des hommes. L'honneur même et la pratique des ministres de la religion se tire de nostre mort et de nos vices. Nul médecin ne prend plaisir à la santé de ses amis mêmes, ni soldat à la paix de la ville; ainsi du reste. »

« Il suit de là que, si les vœux de chaque producteur étaient réalisés, le monde rétrograderait rapidement vers la barbarie. La voile proscrirait la vapeur; la rame proscrirait la voile, et devrait bientôt céder les transports au chariot, celui-ci au mulet, et le mulet au porteballe. La laine exclurait le coton, le coton exclurait la laine, et ainsi de suite, jusqu'à ce que la disette de toutes choses eût fait disparaître l'homme même de dessus la surface du globe.

« Supposez pour un moment que la puissance législative et la force publique fussent mises à la disposition du comité prohibitioniste, et que chacun des membres qui composent cette association eût la faculté de lui faire admettre et sanctionner une petite loi, est-il bien malaisé de deviner à quel code industriel serait soumis le pays?

« Si nous venons maintenant à considérer l'intérêt immédiat du consommateur, nous trouverons qu'il est en par-

faite harmonie avec l'intérêt général, avec ce que réclame le bien-être de l'humanité. Quand l'acheteur se présente sur le marché, il désire le trouver abondamment pourvu. Que les saisons soient propices à toutes les récoltes ; que des inventions de plus en plus merveilleuses mettent à sa portée un plus grand nombre de produits et de satisfactions ; que le temps et le travail soient épargnés ; que les distances s'effacent ; que l'esprit de paix et de justice permette de diminuer le poids des taxes ; que les barrières de toutes natures tombent ; en tout cela, l'intérêt immédiat du consommateur suit parallèlement la même ligne que l'intérêt public bien entendu. Il peut pousser ses vœux secrets jusqu'à la chimère, jusqu'à l'absurde, sans que ces vœux cessent d'être humanitaires. Il peut désirer que le vivre et le couvert, le toit et le foyer, l'instruction et la moralité, la sécurité et la paix, la force et la santé s'obtiennent sans efforts, sans travail et sans mesure, comme la poussière des chemins, l'eau du torrent, l'air qui nous environne, la lumière qui nous baigne, sans que la réalisation de tels désirs fût en contradiction avec le bien de la société.

« On dira peut-être que, si ces vœux étaient exaucés, l'œuvre du producteur se restreindrait de plus en plus, et finirait par s'arrêter faute d'aliment. Mais pourquoi ? Parce que, dans cette supposition extrême, tous les besoins et tous les désirs imaginables seraient complètement satisfaits. L'homme, comme la toute-puissance, créerait toutes choses par un seul acte de sa volonté. Veut-on bien me dire, dans cette hypothèse, en quoi la production laborieuse serait regrettable ?

« Je supposais tout à l'heure une assemblée législative composée de travailleurs, dont chaque membre formulerait en loi son *vœu secret* en tant que producteur, et je disais

que le code émané de cette assemblée serait le monopole systématisé, la théorie de la disette mise en pratique.

« De même, une chambre où chacun consulterait exclusivement son intérêt immédiat de consommateur aboutirait à systématiser la liberté, la suppression de toutes les mesures restrictives, le renversement de toutes les barrières artificielles, en un mot, à réaliser la théorie de l'abondance.

« Il suit de là : que consulter exclusivement l'intérêt immédiat de la production, c'est consulter un intérêt anti-social ; que prendre exclusivement pour base l'intérêt immédiat de la consommation, ce serait prendre pour base l'intérêt général. »

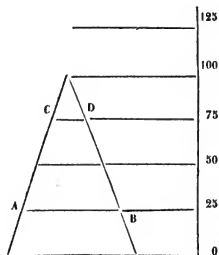
On a opposé à la doctrine qui fait de l'intérêt du consommateur celui de tout le monde, qu'elle avait pour effet de partager une nation en deux camps, de jeter la défaveur sur le rôle de producteur et de décourager le travail. Il ne nous semble pas nécessaire de réfuter cette objection ; tout ce qui vient d'être dit emporte avec soi une démonstration péremptoire.

§ II. — Loi statistique de la consommation.

304. La consommation n'est pas, comme l'a dit Sismondi, quand il a voulu faire une objection aux machines (135), une quantité fixe et arrêtée, elle est au contraire élastique comme les besoins de l'homme, et ceux-ci, à vrai dire, n'ont de limites que les moyens de les satisfaire. — Or, ces moyens, une fois donnés, satisfont d'autant plus de besoins, *commandent*, comme disent les Anglais, d'autant plus de produits que le prix de ces produits est moins élevé.

Ce principe, incontestable quand on observe les faits, J.-B. Say l'a représenté graphiquement au moyen d'une

pyramide, qui le figure aux yeux et en rend la démonstration palpable.



Supposons que la pyramide représente la fortune des citoyens et que l'échelle d'à côté représente les prix des produits. On voit que, lorsque les produits ne coûtent rien 0, toutes les fortunes représentées par la base de la pyramide peuvent se les procurer; qu'à un certain prix, 100 francs, par exemple, un très-petit nombre d'individus, formant le sommet, peuvent seuls les acheter; et enfin qu'à 125 francs, ils ne sont plus à la portée de personne, ou, ce qui revient au même, tous les hommes renoncent à les acheter.

On peut faire représenter à la pyramide l'ensemble des choses dont une famille a besoin. Au prix de 0, cette famille pourra contenter tous ses désirs; à 100, elle n'en contentera plus qu'un très-petit nombre; au-dessus de 100, elle n'en pourra plus satisfaire aucun.

Chaque section de la pyramide peut aussi représenter la portion de fortune que chaque particulier peut et veut consacrer à l'acquisition d'un produit qui s'élève à un prix déterminé.

Ces chiffres sont arbitraires ; mais il est facile de les remplacer par des données réelles. La forme de la pyramide elle-même devrait être modifiée pour qu'elle pût s'adapter à toutes les sociétés ; il la faudrait surbaissée pour un pays où les grandes fortunes seraient rares ; il la faudrait bombée sur les côtés pour un pays où les fortunes moyennes seraient les plus nombreuses.

305. On peut citer à l'appui de cette loi de nombreux exemples. Mais les expériences les mieux constatées, et qu'on peut mieux traduire en chiffres, sont celles qui ont été faites en Angleterre, où l'on a vu progresser la consommation toutes les fois que, par d'intelligentes réformes, les droits renchérisant certains produits ont été diminués. En 1824, quand les cafés importés en Angleterre payaient 1 schelling lorsqu'ils venaient des colonies, 1 schelling 6 deniers lorsqu'ils arrivaient de l'Inde, et 2 schellings lorsqu'ils étaient de provenance étrangère, on en consommait 8 millions de livres. Huskisson réduisit ce droit à 6 deniers, 9 deniers et 1 schelling 3 deniers, et la consommation augmenta rapidement ; elle fut de 11 millions de livres en 1825, de 13 millions en 1826 ; elle était de 31 millions en 1844. Des faits analogues ont été observés dans le même pays par suite de la réduction des droits qui eut lieu à la même époque sur les laines, les thés, les sucres, les soieries, etc.

Mais les résultats obtenus par les dégrèvements d'Huskisson ne seront bientôt plus cités qu'en seconde ligne, en présence de ceux qu'aura produits la grande réforme financière et économique provoquée par les efforts de la Ligue,

et à laquelle sir Robert Peel a eu l'honneur d'attacher son nom ¹.

Entrons dans un autre ordre de faits. En 1839, avant la réforme postale dont M. Rowland-Hill a été le promoteur en Angleterre, c'est-à-dire alors que le port moyen d'une lettre coûtait 85 centimes, on comptait 1,252,000 lettres dans la semaine de janvier en Angleterre seulement (Irlande et Écosse non comprises). Après la réforme, c'est-à-dire lorsque le port des lettres n'a plus coûté que 1 penny, ou 10 centimes, on a compté dans la semaine correspondante de janvier :

En 1840.		2,495,000 lettres.
1841.		2,917,000 »
1842.		3,214,000 »
1843.		3,342,000 »
1844.		3,579,000 »
1845.		3,995,000 »
1846.		4,619,000 »
1847.		4,837,000 »

C'est-à-dire qu'en sept ans la consommation des lettres a doublé.

Des expériences nombreuses et variées sanctionnent donc la théorie. On en trouve d'autres preuves dans l'histoire des impôts.

§ III. — Des consommations privées.

306. On a posé en principe que les consommations les plus favorables aux consommateurs sont celles qui satisfont

¹ Voir le précis historique de cette réforme dans un écrit intitulé : *Richard Cobden, les ligueurs et la ligue*, in-32, 1846, Guillaumin.

à des besoins réels et celles qui s'opèrent lentement.

Mais le meilleur conseil, en pareille matière, est celui que donne un jugement sain, qui sait apprécier la nature des choses et prescrire dans quelles bornes il faut user de la richesse.

Par besoins réels, il faut entendre ceux de première nécessité et ceux qu'exige raisonnablement la société dans laquelle on vit. Qui décide si un besoin est réel ou factice? C'est le bon sens qu'exprime Franklin par la bouche du *bonhomme Richard* : « Ceux qui achètent le superflu finissent par vendre le nécessaire. » Mais, pour bien distinguer ce qui est superflu de ce qui est nécessaire dans la position sociale où l'on se trouve, il n'est d'autre moyen que celui d'une bonne éducation, tant privée que publique.

Quand la consommation porte sur des objets durables, on en jouit plus longtemps, on peut les revendre; les excès y sont moins dangereux et les réformes plus faciles. Rien n'est plus fugitif, par exemple, que les services des domestiques, rien n'est plus difficile à diminuer, car la vanité s'en mêle. Nous ne parlons que des consommations dites improductives.

307. Le second principe que nous avons rappelé admet des exceptions. Une maison en pierres de taille, une argenterie trop massive sont des dépenses mal entendues. Une maison légère coûte moitié moins : avec ce qu'elle ne fait pas dépenser, on peut alimenter une branche d'industrie dont les profits progressent d'année en année, sans compter que la maison rend autant de services et produit autant que si elle était plus solidement construite. Mais partons d'une maison qui pourrait coûter cent mille francs, et que l'on construit avec moitié moins, et suivons les cinquante mille francs qui ne sont pas dépensés dans leur progression avec leurs intérêts composés : au bout de quinze ans, ils

formeront un capital de cent mille francs ; au bout de trente ans, un autre de deux cent mille ; au bout de quarante-cinq ans, un troisième de quatre cent mille. A cette époque, il est vrai, la maison ne vaudra plus rien, mais on aura économisé de quoi la construire de nouveau.

On peut faire la même observation pour l'argenterie, en ce qui touche la valeur et le profit du capital engagé : en sachant limiter cette dépense mobilière, on peut la renouveler de temps en temps, et jouir d'un capital qu'elle eût absorbé¹.

Ce que nous disons ici des habitations et de l'argenterie s'applique à plusieurs autres consommations. Or, ce n'est pas là une question secondaire : combien de manufactures qui ne peuvent marcher pour avoir construit un palais là où un hangar eût suffi ! combien de commerçants qui voient leurs profits absorbés par le luxe des devantures ! Par un calcul exact, par un jugement sain, il faut savoir résister à l'entraînement et ne consommer que ce qui est indispensable. Sans cela, vous haussez les frais de production, vous limitez les débouchés et la consommation de vos produits, c'est-à-dire que votre industrie languit et peut mourir. Il faudrait, pour épuiser ce sujet, parcourir toutes les industries ; c'est un travail qui n'a pas été fait, qui ne se fera que peu à peu et par suite de l'expérience et de l'instruction des travailleurs. Mais les observations devront être nombreuses avant qu'on puisse formuler en peu de mots des principes et des lois. Voilà pourquoi les ouvrages d'économie politique sont vagues sur ces divers points.

Nous ne ferons plus qu'une distinction à propos des

¹ Par le nouveau procédé de dorage et d'argentage électrique, il est facile de faire cette application économique.

objets qui s'usent vite, et dans lesquels on consomme, outre la matière, le travail et les services productifs; c'est qu'il faut rechercher les plus beaux produits, sauf à les payer plus cher. C'est la meilleure économie; mais elle est malheureusement à la portée de fort peu de monde.

On peut placer ici quelques observations relatives aux consommations à crédit. Cette manière de subvenir aux dépenses et à l'entretien de la famille ne peut être légitimée que par l'indispensable nécessité. Celui qui emprunte pour cet usage, dépense par anticipation les revenus de son industrie future; il engage des ressources éventuelles qui peuvent lui manquer; il se crée dans l'avenir des difficultés souvent insurmontables. Le découragement, l'insolvabilité, l'oisiveté, la dissipation ¹, la mauvaise foi, naissent d'une pareille situation. Ceux donc qui sont réduits à une semblable extrémité ne doivent jamais cesser de la regarder en face, pour saisir toutes les occasions d'en sortir.

508. Ainsi l'économie politique peut être d'un bon conseil dans la famille et s'harmoniser avec les sages données de l'ordre bien entendu. On peut saisir les liens de l'économie politique et de l'économie domestique en songeant que l'économie politique a pour objet le meilleur emploi de la richesse publique et de la richesse générale, composées de toutes les richesses particulières, que l'économie domestique surveille d'autant mieux qu'elle est plus éclairée par la science.

¹ Il est à remarquer que tous ceux qui achètent à crédit font toujours plus de dépenses et payent plus cher : ce sont les raisons pour lesquelles les fournisseurs accordent facilement des crédits. Un fait de même ordre se passe entre joueurs qui mettent sur des fiches; l'absence d'enjeux réels les entraîne bien plus loin que lorsqu'ils jouent avec des valeurs positives.

§ IV. — De la prodigalité et de la dissipation des capitaux.

509. Ici se présente la question de la prodigalité.

L'avarice est un instinct machinal dont le seul but est, non d'accumuler pour faciliter au travail les moyens de reproduction, mais d'entasser. L'économie, fille de la sagesse et d'une raison éclairée, sait se refuser le superflu pour se ménager le nécessaire (506). Elle compare ses besoins futurs avec ce qu'exigent d'elle sa famille, ses amis et l'humanité. Un avare n'a point de famille, point d'amis, et l'humanité n'existe pas pour lui.

La prodigalité est l'excès opposé de l'avarice; l'une dessèche les ressources de la richesse, l'autre ne sait pas y puiser. Si la prodigalité est plus aimable et s'allie à plusieurs qualités sociales, elle est plus nuisible à la société; car, toutes les fois qu'un capital se dissipe, il y a dans quelque coin du monde une quantité équivalente d'industrie qui s'éteint. Le prodigue qui perd un revenu prive en même temps un homme laborieux de son salaire. Le capital improductif que l'avare laisse en mourant rentre dans la circulation pour favoriser la production; mais le capital du dissipateur ressemble à celui de l'avare qui a si bien caché son trésor qu'on ne peut plus le découvrir. Pourquoi donc tant glorifier les prodiges de leurs dissipations? Il n'y a aucun mérite à détruire: c'est, comme le fait observer J.-B. Say, tout juste ce que savent faire les bêtes.

« Un homme économe, dit Adam Smith, est comme le fondateur d'un atelier public; il établit en quelque sorte un fonds pour l'entretien perpétuel d'un certain nombre de salariés industriels... Le prodigue, au contraire, distribue à la fainéantise, qui ne les rétablit pas, des fonds que la frugalité de ses pères avait consacrés à l'entretien de l'indus-

trie, et entre les mains de laquelle ils renaissaient sans cesse. Il voue à un usage profane les deniers d'une fondation pieuse... Tout prodigue est un ennemi public qui diminue les profits du travail intelligent, et tout homme économe doit être regardé comme un bienfaiteur de la société. » La société, le public, doivent même préférer, dans leur intérêt, l'avare qui, avec un soin sordide, amasse écus sur écus, au dissipateur qui les répand avec profusion. La valeur de celui-ci ne sera plus dépensée de nouveau, tandis que le trésor de l'avare tombera nécessairement tôt ou tard en des mains qui pourront le faire valoir, s'il n'est toutefois pas trop bien enfoui.

Si la prodigalité est le contraire de l'avarice, la *dissipation*, qui détruit les capitaux, est l'acte opposé à l'*épargne*, qui les grossit. On dissipe un capital quand on consacre sans jugement, à la satisfaction de ses plaisirs ou de ses besoins, des valeurs auparavant employées à faire des avances aux opérations productives. Supposons, pour apprécier le rôle du dissipateur, deux valeurs capitales de cent mille francs chacune; l'une, sous forme d'*usine*, appartenant au dissipateur, et l'autre, sous forme de café et de sucre, à un négociant quelconque. L'*usine* est vendue par le dissipateur et achetée par le négociant. Pour cela, ce dernier retirera ses fonds du commerce, ne rachètera plus de denrées des îles; cent mille francs seront retirés de l'industrie commerciale, et cette valeur, remise au dissipateur pour prix de son usine, sera transformée par lui en objets consommables et détruits sans retour. Ainsi, de deux capitaux il n'en restera plus qu'un, et la valeur de l'autre aura été détruite, bien qu'elle fût en une substance non susceptible de consommation directe. J.-B. Say dit qu'elle a été détruite, parce qu'un capital éparpillé n'est plus un capital.

310. Tous les capitaux ne sont pas dissipés par l'amour du faste et des plaisirs sensuels; il y en a qui le sont par l'impéritie des entrepreneurs, se livrant à des opérations qui ne rétablissent qu'en partie des valeurs capitales et tout aussi bien perdues que si elles étaient consommées par un homme de plaisir.

On peut aussi dissiper de la même manière les produits immatériels d'un instituteur, d'un avocat, d'un médecin, d'un prêtre, etc., c'est-à-dire les consommer d'une manière non reproductive. Les imprudents, les inhabiles qui évaluent mal les frais de production ou la valeur des produits de leur industrie sont aussi des dissipateurs. Pour apprécier les funestes effets de la dissipation, il suffit de remarquer qu'une valeur épargnée devient une valeur capitale dont la consommation se renouvelle sans cesse; tandis qu'une valeur dissipée ne se consomme qu'une fois.

§ V. — Du luxe.

311. Ces idées et les principes que nous avons établis à propos de la formation des capitaux permettent de résoudre ou de mieux poser la fameuse question du luxe, qui a donné naissance à tant de volumes. En effet, dès qu'on sait que les valeurs *accumulées* sont aussi bien et mieux *dépensées* que les valeurs *dissipées*, quel avantage peut-on trouver pour la classe laborieuse dans les dissipations des riches? Le luxe fait travailler certaines classes d'ouvriers; l'épargne en fait travailler un plus grand nombre d'autres. Le capital qu'on refuse de donner à ses fantaisies et à ses plaisirs peut servir à alimenter des industries utiles. Il n'y a d'autre différence, sinon que l'on multiplie le nombre des travailleurs qui s'occupent de la production des objets raisonnables, au lieu de multiplier ceux qui travaillent à des

futilités. Les défenseurs du luxe peuvent-ils dire en quoi l'industrie du monteur de diamants doit exciter plus vivement notre sollicitude que l'industrie de ceux qui élèvent des moutons, qui laminent de la tôle, qui cuisent de la brique, qui fabriquent des outils, des aliments, des vêtements, pour d'autres producteurs? Tout l'avantage n'est-il pas du côté de cette consommation, productive par excellence, et ne vaut-il pas mieux habiller trois ouvriers, comme dit J.-B. Say, que de faire avec la même somme le galon d'un laquais?

Cependant, il y a dans tout un juste milieu raisonnable, et nous nous hâtons de dire qu'il ne faut pas proscrire toutes les superfluités. On ne doit se priver de ce qui fait plaisir, quand d'ailleurs cela ne nuit ni à la santé ni à la prospérité publique, que lorsque cette satisfaction n'équivaut pas à une autre, ou bien encore empêche un emploi plus utile, une dépense mieux entendue. C'est encore le jugement du consommateur qui est l'arbitre souverain dans ces matières; mais la science, en dissipant les préjugés, en découvrant la nature des choses, contribue à donner à l'esprit de l'homme plus de force et plus de liberté pour appliquer ce jugement.

Il faut toutefois bien s'entendre sur le mot luxe. Sa signification se déplace et varie suivant les lieux, les temps et les mœurs, et surtout avec les progrès de la production. C'était du luxe que de se transporter rapidement d'une ville à l'autre sur une voiture suspendue : c'est aujourd'hui une nécessité. Telle autre dépense eût été naguère fastueuse et désordonnée qui est maintenant à la portée d'un ménage pauvre, mais laborieux.

512. Les progrès de la civilisation font naître des besoins que les travailleurs doivent absolument satisfaire, et qui influent sur les revenus. Ces besoins peuvent être, à tort

ou à raison, tels que, s'ils ne sont pas satisfaits, le travailleur change de profession. Cette augmentation de salaires et de profits en amène une dans les prix de production, et ceux-ci réagissent sur le prix des produits. Le mal ne commence qu'au moment où le prix courant excédant l'utilité des objets, la demande diminue, la production baisse avec la consommation, et le pays est moins prospère (304).

Tel est l'effet de la passion du luxe, des fortes dépenses et des impôts. Les modes, les mœurs agissent de même, par leurs excès ; mais la richesse du pays a autant à redouter de l'immobilité absolue que des folies changeantes de la fashion. Ici se trouve, sous notre plume, l'influence de ce qu'on a appelé les *mœurs de cour*. Au point de vue économique, qui dit cour dit faste et oisiveté, et par conséquent beaucoup trop de revenus dépensés improductivement ; et quels revenus que ceux qui sont puisés, la plupart du temps sans compensation, dans la fortune des contribuables !

513. Il y a eu et il y a des lois dites *somptuaires*, qui ont été faites pour proscrire ou limiter certaines consommations, en partant d'un point de vue religieux, moral ou politique. Économiquement parlant, ces lois sont des erreurs. Le législateur n'est d'ailleurs pas plus capable de diriger la consommation que la production, et l'expérience prouve qu'elles sont tombées en désuétude ou qu'elles ont été érudées, comme cela arrive à toutes les lois inutiles et nuisibles ¹. Un gouvernement qui croit en savoir sur ce point plus que les particuliers est insensé ; c'est Adam Smith qui l'a dit ².

¹ On a longtemps cru que la loi pouvait tout ordonner ; mais il faut que ce qu'elle ordonne soit naturel, sinon on la viole : la peine de mort n'a pas pu empêcher en Espagne la sortie du numéraire, et en Angleterre la sortie des laines.

² *Richesses des nations*, livre II, chap. III.

Mais, l'impôt une fois admis, personne ne peut nier qu'il vaut mieux qu'il porte sur des consommations à l'usage des plus riches et sur des objets d'une utilité secondaire, en ayant soin de le modérer de manière à ce qu'il n'augmente pas tellement les frais de production que la consommation soit abandonnée et que l'impôt ne retombe sur les produits les plus utiles, à l'usage des plus pauvres (304).

Enfin, de même que certaines lois empêchent ou limitent telle ou telle consommation, d'autres lois forcent à des consommations d'une nature spéciale : c'est ainsi, par exemple, que notre législation obscure et embrouillée oblige les citoyens à payer chèrement les services fort hypothétiques des hommes de loi (325).

§ VI. — Des consommations publiques.

314. Les consommations publiques sont analogues aux consommations privées. Elles sont reproductives ou improductives : l'art du gouvernant consiste à les distinguer, à en apprécier l'importance conformément aux besoins de la société. C'est un sujet qui ne rentre pas dans notre cadre. Nous n'indiquerons ici que les principales dépenses publiques : celles relatives à la confection des lois, à l'administration civile, à l'administration de la justice, à la défense de l'État, aux voies de communication, à l'instruction publique, aux académies ou aux essais dans les sciences ou dans les arts, aux récompenses nationales, à la charité publique, etc. ¹.

Ce qu'on entend par les amusements du peuple est une

¹ Tous ces sujets, ainsi que les questions relatives aux consommations privées, ont été sommairement traités dans la cinquième partie du *Cours complet* de J.-B. Say, le second volume de la *Philosophie de l'Économie politique* de M. Dutens. Paris, Aillaud, 1855, 2 vol. in-8°.

consommation du même ordre. Il est bon d'exciter la gaieté, la joie et surtout les bons sentiments des citoyens, par des fêtes et des monuments ; mais le bon goût, la probité et la grandeur doivent s'allier, sans trop exclure l'utilité. C'est encore là une question de jugement.

345. Il devient désormais important de bien déterminer ce qui doit être de dépense publique, et d'assigner, une fois cette détermination faite, les limites de cette dépense.

La première partie de ce problème n'est pas complètement résolue par les économistes.

La seconde doit constamment être l'objet des méditations de l'homme d'État : tous les jours, pour ainsi dire, il se présente une phase nouvelle à observer.

Ceci conduit aux devoirs de l'État envers les individus. L'État doit évidemment avant tout la *sécurité* aux citoyens qui s'associent pour défendre à frais communs la *nationalité*, pour faire maintenir l'*ordre* à l'intérieur ; pour se faire rendre la *justice* ; enfin pour se faire garantir la *liberté* du travail, l'*égalité* des droits et la *propriété* des fruits du travail. L'État doit peut-être encore s'occuper de procurer à tous les citoyens un certain degré d'instruction et la libre circulation d'où découlent les voies de communication publiques. Mais l'État doit-il du travail, doit-il des secours à ceux qui en manquent ? Il ne devrait du travail que si c'était chose facile et possible que d'en donner à ceux qui en demandent ; il ne devrait des secours que s'il pouvait puiser progressivement dans une source abondante et pure. Or l'expérience a prouvé que la charité officielle et légale ne tarde pas à détruire chez l'homme secouru ce ressort intime de prévoyance et de dignité qui est seul capable de lui faire surmonter la misère et l'indigence (p. 586). Dans les circonstances ordinaires, l'État le mieux organisé est celui qui s'occupe de donner protection, liberté et égalité à tous.

Cela n'empêche pas les hommes pris séparément d'être humains, serviables, et d'appliquer entre eux la doctrine évangélique de la fraternité et de faire la charité particulière avec intelligence et libéralité.

En résumé, c'est encore un problème à résoudre que la connaissance précise des besoins réels du corps social et la manière d'y trouver des ressources sans l'épuiser. Alors, et seulement alors, nous rappellerons volontiers aux hommes d'État la maxime de Quesnay : « Ne pas épargner sur les dépenses publiques nécessaires, et que le gouvernement soit moins occupé du soin d'épargner que des opérations nécessaires pour la prospérité du royaume ; car de très-grandes dépenses peuvent cesser d'être excessives par l'augmentation des richesses. Mais il ne faut pas confondre les abus avec les simples dépenses ; car les abus pourraient engloutir toutes les richesses de la nation et du souverain ¹. »

Jusqu'à présent, on a bien souvent invoqué cette formule ; mais que de fois on a confondu les abus avec les dépenses utiles, et ce, de la meilleure foi du monde !

§ VII. — De la science des finances.

316. Nous venons de rappeler que les hommes vivant en société ont des consommations communes à faire. Ils pourvoient à leurs besoins publics par des *contributions* qui affectent différentes formes, et qui viennent toutes se ranger sous les titres généraux d'*impôts* et d'*emprunts*. Des questions très-nombreuses, très-fondamentales et très-déliées se rattachent à ces deux parties de la science des finances.

Cette science est encore peu avancée, et cependant elle est une des principales branches de l'économie politique.

¹ XXVIII^e maxime de Quesnay, p. 103. PHYSIOCRATES, dans la *Collection des principaux économistes*.

Lorsqu'on la connaîtra suffisamment, elle enseignera les moyens de pourvoir aux véritables besoins de l'État par ses véritables ressources. Jusqu'à présent, la plupart des gouvernements ont trouvé plus commode de mettre les ressources à la discrétion des besoins, et plus d'une fois ils ont coupé l'arbre pour cueillir les fruits. Ce n'est pas que la science consiste toujours à régler les besoins sur les ressources ordinaires. Cette manière d'agir, qui n'exige d'ailleurs que des connaissances d'un ordre plus secondaire, peut compromettre le service de l'État. La science des finances bien entendue doit dominer à la fois les besoins et les ressources. Cette branche de l'économie des nations se confond trop souvent avec *l'art* du financier, ayant avant tout pour but l'extraction la plus abondante des revenus des citoyens, et faisant un emploi souvent plus routinier que raisonné de ces mêmes revenus, dont le trésor public est le réservoir commun. Mais désormais la science consiste à préférer d'une part les ressources les plus rationnelles, à supprimer les dépenses inutiles et à alléger, par un concours de moyens dirigés vers ces deux buts, les charges publiques ; c'est-à-dire à rendre les dépenses de l'État de plus en plus productives, à entraver de moins en moins la consommation et la production, et enfin à proportionner les contributions aux services que chaque classe de citoyens retire de la société.

317. Ce sujet est le plus scabreux de tous ceux que peut aborder un publiciste : c'est par des questions de finances qu'ont commencé les émancipations successives des communes et des classes moyennes ; c'est au sujet des impôts que les États-Unis se sont séparés de leur métropole ; c'est le délabrement des finances qui a précipité l'avènement de la révolution française, ère nouvelle des sociétés présentes et futures.

Il est facile de concevoir la susceptibilité des peuples en pareille matière. L'impôt à percevoir, inscrit au budget français, est de près de 1,400 millions, c'est-à-dire de 39 fr. pour chacun des 35,400,000 Français. Si l'on admet que le revenu de chaque citoyen est, en moyenne (de pure hypothèse et très-élevée), de 400 francs, l'impôt a été cette année d'un dixième, c'est-à-dire que chaque citoyen a travaillé une heure pour les besoins de l'État sur chaque journée de dix heures. Que pour un accident quelconque l'impôt augmente du dixième, chaque citoyen se verra forcé ou de travailler une heure de plus, ou de se priver d'un dixième de ses consommations habituelles. Or, ces consommations peuvent être absolument indispensables pour son entretien. Ainsi s'explique l'axiome des financiers qui tiennent pour excellents les impôts que les peuples ont l'habitude de payer.

518. Le trésor public ne peut être alimenté que par les impôts et les emprunts, et ceux-ci ne peuvent avoir d'autre origine que les revenus des trois instruments généraux de la production : la terre, le travail et le capital.

La guerre, il est vrai, peut remplir un trésor par la rapine ; mais la rapine elle-même puise dans les fonds productifs des vaincus.

CHAPITRE XXII.

DE L'IMPÔT.

I. Nature et effets de l'impôt fixe, proportionnel ou progressif. — II. Assiette de l'impôt. — Impôts directs et indirects. — Fermes et régies. — III. Impôt unique. — Conclusion.

§ I. — Nature et effets de l'impôt fixe, proportionnel ou progressif.

319. L'impôt est la partie du revenu des particuliers consacrée à satisfaire les besoins du corps social ou de l'État. On lui a successivement donné le nom de *contribution*, de *taxe*, de *droit*, de *subside*, de *don gratuit*, etc. ; il est imposé par le souverain, prince ou peuple.

Puisque l'impôt ne peut être prélevé que sur le revenu des citoyens, il n'est vraiment légitime que toutes les fois que l'État leur procure, en échange de ce sacrifice, un avantage équivalent. Si dix francs suffisent pour faire jouir chaque famille de la sécurité et des autres avantages du gouvernement, il y a spoliation si l'impôt monte à vingt francs. L'expérience a prouvé que ce genre de pillage peut être aussi bien pratiqué par une chambre représentative que par un autocrate. — Cette manière de voir condamne la doctrine de ceux qui pensent que « l'impôt est le meilleur des placements, » et qu'on ne saurait trop multiplier les contributions pour mettre le gouvernement à même de faire jouir les citoyens du plus d'avantages possible.

320. L'impôt sert à la production, en ce sens qu'il assure la sécurité, et qu'il permet la construction et l'entretien de quelques instruments de travail, comme les routes, etc. ; mais on a abusé de la nature des choses, quand on a dit

qu'il n'entraînait aucune perte pour la société, qui retrouvait en détail ce qu'elle avait donné en bloc; et qu'on a érigé en théorie les gros traitements « qui font aller le commerce. » Voltaire était l'interprète de cette erreur lorsqu'il disait : « Le roi d'Angleterre a un million sterling à dépenser par an... Ce million revient tout entier au peuple par la consommation¹. » Il n'y a qu'une chose à répondre pour rétablir la vérité; c'est que si le roi d'Angleterre reçoit gratuitement des valeurs, il ne les redonne pas, mais les échange, ce qui est bien différent, contre d'autres valeurs; ressemblant en cela, a dit Robert Hamilton, *économiquement* s'entend, à celui qui prendrait les écus d'un marchand, et s'en servirait ensuite pour lui acheter ses marchandises. Il n'entre pas dans notre idée de critiquer ici le salaire des plus hauts dignitaires d'un État, salaire qui est basé sur des considérations dont l'économiste n'est pas seul juge. Ce que nous voulons dire, c'est qu'on se trompe en croyant légitimer ce salaire par les avantages qu'en retirent les contribuables en tant que vendeurs ou fournisseurs de produits en échange de ce salaire. En d'autres termes, nous voulons avancer que si les gros traitements encouragent le commerce, ceux qui les payent voient diminuer d'autant leurs revenus, leurs consommations, et finalement les encouragements qu'ils pourraient accorder eux-mêmes à l'industrie et au commerce. De sorte qu'il y a simplement déplacement de valeurs et d'encouragements, en supposant toutes choses égales d'ailleurs.

321. La véritable source des impôts, nous le répétons, est dans les revenus dont la nature est de renaître sans cesse : revenus de la terre, revenus du capital, revenus du travail ou de l'industrie. Quand la taxe est imposée sur

¹ Article *Économie*, dans le *Dictionnaire philosophique*.

les fonds productifs, sur les instruments de production, l'industrie se ralentit et on voit, comme le dit Genovesi, se gâter et se corrompre la source même des finances. Mais un impôt sur les capitaux et la terre n'a pas paru illégitime dans certaines circonstances, dans le cas de succession, par exemple, au moment où l'héritier n'a pas encore compris le bien taxé dans ses ressources, dans ses instruments de travail. Cette opinion de plusieurs économistes est néanmoins vivement combattue par M. Florez Estrada¹.

Il y a trois systèmes d'impôts : l'impôt fixe, l'impôt proportionnel, l'impôt progressif.

Il n'est pas nécessaire d'insister pour montrer les causes d'inégalité qui se trouvent dans l'*impôt fixe*. Soit une contribution de *un* sur les revenus de la terre, et des terres de différentes qualités, produisant : la première *huit*, la seconde *six*, la troisième *cinq*; l'impôt demandera un huitième du revenu à la terre la plus féconde, un sixième à celle qui l'est un peu moins, enfin un cinquième à celle qui l'est encore moins. L'impôt ne semble-t-il pas établi en sens inverse de ce qu'il devrait être ?

Au lieu d'une terre, on peut supposer d'autres instruments de production et comparer des capitaux de même valeur ou des quantités de travail de même ordre, appliquées à des branches d'industrie d'une productivité différente : la conclusion sera la même. Il y a injustice à demander une capitation égale de dix francs à l'ouvrier qui gagne mille francs et à l'artiste ou au médecin qui se fait soixante mille livres de rente.

522. L'*impôt proportionnel* est celui qui est exigé en raison directe de chaque revenu. Si, au taux de dix pour cent, un revenu de mille francs paye cent francs, et si un

¹ *Cours éclectique d'économie politique*, traduit de l'espagnol par M. Calibert, 3 vol. in-8°. Paris.

revenu de cent mille francs paye dix mille francs, et qu'il reste au propriétaire du premier neuf cents francs et quatre-vingt-dix mille francs au propriétaire du second, c'est l'impôt proportionnel, l'impôt généralement en vigueur.

325. L'*impôt progressif* serait celui qui ne prendrait rien ou presque rien à l'homme qui vit avec peine, et qui prélèverait de plus en plus, en *proportion progressive*, sur le revenu du riche, de manière à atteindre le mieux possible son superflu croissant. On demanderait, par exemple, zéro à un revenu de cent francs, un pour cent à un revenu de deux cents francs, deux pour cent à un revenu de trois cents francs, trois pour cent à un revenu de quatre cents francs, et ainsi de suite progressivement. On a objecté, il est vrai, que la progression, en se développant, finirait par absorber le revenu; mais rien n'empêchera jamais de s'arrêter au terme de cinquante ou de soixante et quinze pour cent, ou à tout autre taux plus convenable.

Il y a dans tout impôt qui n'est pas progressif une cause radicale d'inégalité qui choque les notions que nous avons des lois de la justice distributive. Il n'est équitable aux yeux de personne qu'un malheureux paysan paye soit pour la subvention de l'Opéra dont il ignore l'existence, soit pour embellir la promenade qu'il ne parcourt qu'en passant, autant que le citoyen qui peut se prélasser à la clarté du lustre ou bien à l'ombre du feuillage.

En principe, la légitimité de l'impôt progressif ne saurait être combattue; car il est facile de voir que l'impôt proportionnel demande la plupart du temps l'indispensable au pauvre, et ménage le superflu du riche, quand l'État, la société et le gouvernement ont cent fois l'occasion de protéger davantage ceux qui possèdent plus que ceux qui possèdent moins. Toute la question est dans les moyens d'application.

324. La variabilité de la valeur en général et de la valeur numéraire qui complique les recherches de l'économie politique, entache encore la répartition proportionnelle des impôts d'une assez grande inégalité. Quand la législature a établi une taxe de dix francs, par exemple, cette taxe ne pèse pas de la même façon sur tous les contribuables, dix francs ayant une valeur différente, suivant les localités où on les prélève. Il y a à cet égard deux observations à faire : la première, c'est qu'il est à peu près impossible de combiner une progression d'impôt capable de contre-balancer l'inégalité provenant de la variabilité de la valeur ; la seconde, que, par suite de l'amélioration des voies de communication, on verra diminuer l'amplitude des oscillations de la valeur des choses au sein d'un même empire, d'une même contrée.

Les réformes doivent donc tendre à établir une proportionnalité progressionnelle, si je puis dire, bien plus juste, bien plus équitable que la prétendue égalité de l'impôt, qui n'est autre chose qu'une monstrueuse inégalité.

325. Il faut observer qu'il y a des impôts qui, pour n'être pas portés dans les budgets, n'en pèsent pas moins sur les peuples ; en France, la vénalité des charges grève la consommation publique d'un impôt de soixante millions, qui est perçu par les officiers publics comme intérêt et comme amortissement du prix des charges¹.

Quand on parle des impôts publics, on comprend seulement les contributions destinées aux dépenses que fait le gouvernement central. Mais pour avoir une idée des charges publiques des citoyens, il faut ajouter à ces contributions celles que les provinces, les départements et les villes sont

¹ Voir, dans les *Économistes financiers du XVIII^e siècle*, collection de Guillaumin, une note de M. E. Daire, p. 81.

autorisés à lever pour les besoins locaux. C'est à cette condition que l'étude comparative des budgets des différents peuples peut donner quelque avantage, quelque lumière, en l'absence des notions exactes sur la fécondité du sol, l'activité de l'industrie et la richesse matérielle et morale des populations. Il ne faut pas non plus oublier, comme le fait observer M. Droz¹, que *certaines contributions se payent en argent, en perte de temps et en vexations essuyées.*

Enfin, une autre observation à faire, c'est qu'il y a des impôts qui ne rapportent rien au fisc² : tels sont les droits d'entrée élevés qui détruisent la circulation des produits. Le système continental réduit la consommation du sucre de vingt-cinq millions de kilog. à sept, et le fisc toucha en moins les droits sur dix-huit millions de kilog. C'est un exemple d'impôt équivalant à une prohibition ; mais la prohibition elle-même équivalait à un impôt. En effet, quand on prohibe l'entrée d'un produit dans le but de protéger la production d'un produit similaire, la plus-value de ce dernier est un impôt payé, en faveur de celui qui le fabrique, par tous ceux qui le consomment.

326. On reconnaît que l'impôt doit s'arrêter quand il renchérit les objets au point d'en arrêter la consommation. Mais malheureusement cet effet n'est ni instantané ni bien apparent, de sorte que l'impôt absorbe peu à peu les épargnes, attaque les capitaux et fait décliner les nations, à moins que les progrès de l'industrie ne contre-balancent l'effet des contributions (304).

C'est déjà une vérité ancienne en économie politique que *l'impôt le plus modéré et le mieux assis produit plus que celui dont l'assiette est vicieuse et le taux élevé.*

¹ *Économie politique*, deuxième édition, p. 323.

² On désigne ainsi le trésor public et ses agents, que l'on réunit en un être collectif.

Il ne faut donc pas chercher à établir l'impôt le plus fort, de peur de toucher à cette limite délicate et funeste. Quand les lois s'y prennent ainsi, elles sont d'autant plus mal faites que la statistique a cent fois prouvé et prouve tous les jours que l'impôt comprime la consommation en raison progressivement directe de l'élévation de son taux; et que tout abaissement, en laissant prendre plus d'essor à la consommation, augmente le revenu des produits taxés, au point que la réunion d'une infinité de petits droits fait une somme double, triple, quadruple, etc., de celle qui provenait des droits élevés (304). Plus d'une fois, des financiers habiles ont employé ce procédé de dégrèvement pour augmenter les recettes du trésor public. Nous n'en voulons pour preuve que les résultats d'Huskisson, il y a vingt ans, et ceux qu'obtient la réforme de sir Robert Peel sous nos yeux. Lorsque les sucres payaient, en entrant en Angleterre, un schelling en venant des colonies, un schelling six deniers en venant de l'Inde, et deux schellings six deniers en venant des pays étrangers, on n'en consommait (de 1820 à 1824) que sept à huit millions de livres, et le fisc ne touchait que trois à quatre cent mille livres sterling; en 1825 les droits ayant été abaissés, sur la proposition de Huskisson, à six deniers pour les sucres des colonies, à neuf deniers pour les sucres des Indes, et à un schelling trois deniers pour les sucres étrangers, la consommation tripla en quelques années et le revenu du trésor doubla, comme on peut le voir par les chiffres suivants :

	Consommation.	Revenu du fisc.
1824	8,262,000 liv. poids.	420,000 liv. sterl.
1825	11,082,000 —	515,000 »
1828	17,127,000 —	440,000 »
1830	22,691,000 —	579,000 »
1840	28,723,000 —	922,000 »

Dans l'espace de quatre ans, de 1842 à 1846, Robert Peel a successivement effectué des réductions de taxes et de droits pour sept millions et demi de livres (cent quatre-vingt-huit millions de francs), et néanmoins il a pu annoncer avec fierté à ses électeurs de Tamworth que le revenu ordinaire de la dernière année (finissant au 5 juillet 1847) a considérablement excédé le revenu ordinaire (dérivé des mêmes sources) de l'année financière qui avait précédé son entrée au pouvoir.

Nous venons de citer deux grandes expériences, mais partout les mêmes causes ont été suivies des mêmes effets¹.

527. Donc, l'impôt est une privation nécessaire, qu'il faut chercher à diminuer le plus possible, jusqu'à concurrence des besoins de la société. Une grave considération fortifie cette règle : c'est que l'impôt exagéré tend à l'immoralité ; car il punit l'industrie de ses progrès, tout en provoquant, d'une part, la contrebande et la fraude ou au moins le mensonge dans les déclarations, et, d'autre part, l'espionnage, la délation et les abus de pouvoir. Enfin l'expérience prouve que la modération des impôts est une condition indispensable pour arriver à une juste péréquation, à une répartition aussi équitable que possible.

En pénétrant plus avant dans l'étude de chaque branche

¹ « Les gouvernements du continent, disait M. Huskisson, il y a déjà plus de vingt ans (séance du parlement du 25 mars 1823), ne savent pas combien est savante et commode la politique qui augmente le revenu public par la réduction des taxes, et combien ils auraient à gagner s'ils laissaient aux peuples plus de latitude pour commercer avec leurs voisins. » Cela est encore vrai de nos jours. V. quelques détails sur la réforme financière de Huskisson dans un écrit de M. D. L. Rodet : *Du commerce extérieur*, in-8°, 1825, p. 68. En 1775, Turgot réduisit de moitié le droit d'entrée et de halles sur la marée qui se débitait à Paris, et la recette resta la même. En 1778, le gouvernement espagnol adopta un tarif plus libéral pour les produits de ses colonies, et en treize ans le revenu brut des provinces du Mexique seules s'était accru de cinq cent soixante millions de francs.

de l'impôt, on parviendra à déraciner un triple préjugé qui occasionne de grands ravages dans l'économie des nations : en mettant les financiers dans l'impossibilité de soutenir des doctrines exagérées et de proclamer l'impôt comme le meilleur des placements; en persuadant au public que la bourse de l'État n'est pas inépuisable, puisqu'elle ne se remplit qu'en vidant celle de tout le monde; enfin, en montrant qu'à la condition de le voir bien employé, l'impôt est une dette sacrée qui contribue au maintien de la sécurité, de l'ordre, de la nationalité et de la liberté.

§ II. — Assiette de l'impôt. — Impôts directs et indirects. —
Fermes et règles.

328. Les économistes ont encore à résoudre un grand problème. Un impôt étant donné, sur qui retombe-t-il en dernière analyse? car on sait que ses effets ne s'arrêtent pas au contribuable qui les paye, et que celui-ci peut, en plusieurs cas, se le faire rembourser par d'autres membres du corps social. Si l'on savait sur qui il retombe, et si l'on s'entendait sur le point de savoir sur qui il doit retomber, on en établirait l'assiette et la perception de la manière la plus simple, la plus immédiate, la plus *directe*, la moins coûteuse.

Les physiocrates, persuadés qu'en définitive les propriétaires du sol payaient les contributions publiques avancées par les travailleurs, voulaient imposer directement la terre comme *fournissant seule, à leurs yeux, une valeur nouvelle et excédante sur les frais de production*, c'est-à-dire un produit net (292). Quesnay rendait l'État copropriétaire de la terre, dans une proportion fixe et déterminée, et mettait le *profit* du capital et le *salaire* du travailleur à l'abri des charges publiques.

La notion plus certaine que nous avons maintenant de la

nature et du rôle de la terre dans la production doit conduire à des conclusions analogues. La rente du propriétaire semble toujours devoir être éminemment imposable, et la difficulté ne plus résider que dans les moyens de l'atteindre sans réagir sur le fermage ou le prix des denrées.

Toutefois, Ricardo, qui a fait de profondes études sur l'impôt, pense que les taxes, quelles qu'elles soient, sont toujours payées par le consommateur, le producteur les faisant toujours entrer dans les frais de production (52), et appliquant ses capitaux et son industrie à d'autres branches, lorsqu'il ne peut les y comprendre. Mill a adopté cette opinion ¹.

J.-B. Say, en avouant que Ricardo peut bien avoir raison au point de vue abstrait, avance qu'en fait les capitaux n'en rendent pas moins des profits divers très-imposables : selon lui, le producteur ne parviendrait pas toujours à faire payer par le consommateur l'impôt, dont une partie resterait à sa charge. L'économiste français ajoute : « Ce sujet n'admet point d'opinion absolue. Il n'est probablement aucune espèce de contribution qui ne retombe sur plusieurs classes de citoyens. » Il faudrait donc (toujours d'après J.-B. Say) que les bases de l'impôt fussent assez multipliées pour que les producteurs qui ne sont pas atteints par un impôt pussent l'être par un autre.

La conclusion de J.-B. Say est vague ; celle de Ricardo, si elle est vraie, doit être amendée ainsi : Les impôts, *à la longue*, retombent sur le consommateur. Car il est difficile d'admettre, en face des faits, que cette transmission de charges se fasse sans efforts. Si je puis le dire, Ricardo parle du phénomène se passant dans le vide, tandis qu'en réalité l'impôt, pour retrouver son assiette naturelle et traverser

¹ *Éléments d'économie politique*, traduits par Parisot, in-8°, 1823.

les couches successives de la société, a besoin d'un assez grand laps de temps.

En attendant la constatation de la vérité absolue, l'art continue et les expériences se succèdent.

329. Il n'entre pas dans notre cadre de donner la nomenclature de tous les impôts, ni la manière dont ils sont assis. Ces renseignements techniques trouveraient mieux leur place dans un traité spécial et détaillé des finances : ici nous devons nous borner aux généralités ¹.

On distingue deux manières générales d'asseoir l'impôt : le système direct et le système indirect.

Par les *impositions directes*, on demande *directement* et nominativement au contribuable une partie de son revenu, en proportion de certaines indications palpables, telles que ses propriétés foncières, son logement, ses meubles, le nombre de ses portes et fenêtres, etc.

Par les *impositions indirectes*, on le taxe soi-disant *indirectement* par voie de tarifs, en raison de la marchandise qu'il achète pour son travail ou sa consommation particulière, ou qu'il fait transporter d'un lieu dans un autre, de l'étranger dans son pays (système des douanes), ou de la campagne dans les villes (système des octrois) ².

En parcourant le budget français et d'autres, il est facile de voir que ces expressions de directes et d'indirectes n'ont pas un sens bien satisfaisant; qu'on ne les conserve en définitive que pour caractériser un groupe de revenus ayant

¹ Dans les pays où l'impôt est voté par les chambres, cette nomenclature se trouve tous les ans dans l'acte législatif qui fixe le budget des recettes.

² On disait en France, sous l'empire : *Droits réunis*, parce que l'octroi comprend en effet plusieurs anciens droits qu'on a réunis. Ces mots étaient devenus odieux : la langue officielle y substitua le synonyme actuellement usité, après la rentrée des Bourbons. C'est l'empire qui a rétabli en France cette branche des revenus publics, que les Anglais appellent *excise*, mot que nous traduirons par *excise* et plus souvent par *accise*.

entre eux une certaine analogie, et qu'il ne faut y attacher qu'une signification toute fiscale ¹. Elles étaient plus légitimes avec la théorie des physiocrates, qui pensaient que toutes les contributions, de quelque manière qu'elles soient imposées, retombent sur la propriété territoriale; qui donnaient le nom de directes à toutes celles qui atteignaient directement le *produit net* et celui d'indirectes à toutes les autres.

La plus usitée des contributions directes est la contribution foncière sur les immeubles. On pourrait croire au premier abord qu'il est facile de l'établir; c'est cependant tout le contraire. La valeur d'un hectare de terre ou de tout autre immeuble est essentiellement variable et fugitive, ainsi que la valeur de la monnaie qui sert aux évaluations.

550. Toute contribution a des inconvénients. On a nié ceux des impositions indirectes en disant que les contribuables les acquittaient avec le prix des marchandises, sans s'apercevoir du sacrifice. Cela peut être exact quand on se place au point de vue fiscal, c'est-à-dire quand on n'est préoccupé que du besoin de remplir les caisses publiques. Dans ce cas, tout le problème financier consiste à extraire l'impôt du contribuable sans qu'il s'en aperçoive et par conséquent sans qu'il crie; et dès lors les impôts indirects qui prennent aux citoyens le quart, le tiers ou la moitié de leurs revenus par fractions continues, jour par jour, heure

¹ L'administration française comprend sous le nom de contributions directes : 1^o la contribution foncière; 2^o la contribution personnelle et mobilière; 3^o la contribution des portes et fenêtres; 4^o la contribution des patentes. Elle entend par contributions indirectes : les droits sur les boissons, le sel des salines, le sucre indigène, la vente du tabac et de la poudre. Elle met fort arbitrairement en dehors de ces deux catégories : les revenus des douanes, des postes, etc.

Dans les impôts directs, on appelle impôt de *répartition* celui dont la somme totale est fixée par la loi, et ensuite répartie entre tous les contribuables; et l'impôt de *quotité* celui perçu en outre des tarifs, et dont le total est formé par la réunion des cotes individuelles.

par heure, au fur et à mesure de leur consommation, et qui, se confondant avec le prix des denrées, ne sont plus visibles aux yeux de la foule, remplissent toutes les conditions exigées par les financiers. Les meilleurs impôts, disent-ils, sont ceux que le public paye sans s'en douter. Mais c'est là de la ruse¹ et non de la véritable politique. En effet le sacrifice n'existe pas moins, et tôt ou tard, les contribuables en portent la peine, car la taxe grossit, les frais de production limitent la consommation, et provoquent, en définitive, des souffrances. L'impôt indirect prive le pauvre de sel, de son véritable sucre², de cette manne dont Dieu a gratifié le genre humain³; il oblige les sept huitièmes des Français qui possèdent les vignobles les plus étendus et les plus féconds du monde à se priver de vin et à le remplacer par des liquides débilitants, etc., etc.

Il y a en outre peu de charges plus mal réparties que l'impôt indirect. Citons un seul exemple : trente francs sur un tonneau de vin de trois cents francs ne sont que dix pour cent; ils font au contraire un droit de cent pour cent sur le vin du pauvre. Enfin, les contributions indirectes sont sujettes à beaucoup de frais de recouvrement : il y a en France plus de vingt mille douaniers et tout autant de préposés aux octrois. C'est une autre armée à la charge du public⁴.

¹ Boggia, qui écrivait sur *l'impôt* en 1723, dit que, par l'impôt de consommation, les contribuables sont pour ainsi dire attrapés, *gabati*. Telle serait l'étymologie de *gabelles* et *gabelou*.

² Béranger, dans la chanson de *Jacques*.

³ Vauban, dans la *Dime royale*. Voyez la *Collection des principaux économistes*, I.

⁴ De grands progrès ont été faits sur ce point. Avant Sully, les frais de perception s'élevaient à cinq cents pour cent, et maintenant l'Angleterre ne dépense que cinq pour cent. En France, les recettes coûtaient encore quarante et un pour cent sous l'empire. Aujourd'hui, les frais de perception sont évalués à douze pour cent en moyenne.

331. Les impôts se perçoivent par régies et par fermiers.

Les *régies* sont des corps d'administrateurs recueillant les impôts aux frais et au compte de l'État qui commande : tels sont les corps des percepteurs ¹, des douaniers ², des employés des octrois ³. C'est le système actuel en France.

Les *fermes* sont des entreprises particulières qui donnent à l'État une somme fixe et perçoivent l'impôt, conformément aux lois, mais de manière à y gagner. C'est le système ancien. La rapacité des fermiers est passée en proverbe, et la haine qu'ils inspirèrent fut un des griefs de la révolution française contre l'ancien ordre de choses.

§ III. — Impôt unique. — Conclusion.

332. Depuis Vauban, on a souvent encore démontré les avantages d'une contribution unique qui éviterait tant de discussions, tant d'actes arbitraires, tant d'injustices, tant de dilapidations, tant de frais. La question a passé à l'état d'axiome ; mais il reste à trouver les moyens d'établir une contribution unique qui soit en rapport avec le revenu de chaque particulier, en évitant de la part du pouvoir une inquisition odieuse et inefficace, ou en obtenant du contribuable une déclaration franche et loyale ! L'assiette normale de l'impôt ne pourra être tentée que lorsque les intéressés ne pourront plus nier la légitimité des analyses économiques qui indiquent sur quels points l'impôt doit frapper, et lorsque les relevés statistiques auront atteint une perfection que nous soupçonnons à peine. Nous sommes donc encore bien loin de l'idée de Vauban et des physiocrates ⁴.

¹ Agents de l'administration des contributions directes.

² Agents de la douane, administration des contributions indirectes à la frontière.

³ Agents des contributions indirectes aux barrières des villes.

⁴ *Projet d'une dime royale, contenu dans les Économistes financiers ;*

Il est évident que la science des finances marchera vers ce progrès par la vulgarisation des vérités économiques, et par le perfectionnement des mœurs publiques qui feront de plus en plus participer le contribuable à la répartition et à l'emploi des impôts. Il nous semble aussi que l'expérience commencée en Angleterre par sir Robert Peel sur l'impôt du revenu (*income tax*) doit puissamment contribuer à faire avancer cette question. L'impôt sur le revenu semble être l'impôt unique en germe, et devoir successivement se substituer aux impôts indirects les plus vexatoires. Au reste, il paraît difficile qu'avec un impôt unique les recettes des États atteignent un chiffre élevé. L'établissement de ce système de contributions sera donc parallèle avec la limitation des dépenses publiques correspondant à une concentration proportionnelle de l'action gouvernementale d'une part, et à la diminution dans les armements de terre et de mer que la politique économique doit amener.

555. Comme remarque générale à propos de ce chapitre, nous dirons que l'impôt et les nombreuses questions qui se rattachent à cette partie de la consommation des richesses n'ont point été encore assez approfondis par les économistes, ou, mieux, que les doctrines des économistes qui s'en sont occupés n'ont pas été encore suffisamment débattues ¹.

1^{er} vol. de la *Collection des principaux économistes*. Vauban entendait par les mois de *dîme royale* une portion du revenu (en général le dixième) que chaque citoyen devait consacrer aux dépenses publiques. Nous avons vu plus haut (328) que les physiocrates voulaient aussi l'impôt unique sur le produit net. V. la réponse aux objections faites à cet impôt par Beaudeau : *Introduction à la Philosophie économique*; PHYSIOCRATES, II^e vol. de la *Collection des principaux économistes*, p. 764.

¹ Voyez, avec les livres d'Adam Smith et de J.-B. Say, les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, de Ricardo, dans ses *Œuvres*, XIII^e vol. de la collection de Guillaumin, le *Cours éclectique d'économie politique*, par Florez Estrada, IV^e partie, chap. V.

Dans l'état d'ignorance générale où l'on est encore sur ces matières, il nous est permis de rappeler les propositions suivantes, quelque évidentes qu'elles soient :

L'impôt ne doit jamais être contraire à la morale publique, soit par sa source, soit par ses effets. En France, l'institution des loteries officielles et la taxe des prostituées avaient ces deux défauts ; l'octroi sur les boissons, qui conduit les populations pauvres dans les cabarets des barrières, a au moins le second.

Il n'est pas permis, comme disait Necker, d'établir un impôt ou de faire un emprunt avant d'avoir épuisé les ressources que peuvent produire l'ordre et l'économie.

Après avoir réfléchi, a dit M. Droz, sur les impôts, on voit qu'ils ont tous des inconvénients graves, et on finit par dire que le meilleur ministre des finances est celui qui fait le moins payer.

CHAPITRE XXIII.

DES EMPRUNTS PUBLICS.

I. De la nature du système actuel des emprunts et du crédit publics. — II. Comparaison entre l'impôt et l'emprunt. — III. Sur la nécessité des emprunts publics. — IV. De quelques opinions sur l'emprunt. — V. Résumé.

§ I. — De la nature du système actuel des emprunts et du crédit publics.

354. Les États dépensent généralement la totalité des contributions qu'ils lèvent. Aussi, lorsqu'une guerre vient à être déclarée, ou que les services publics nécessitent une

dépense inaccoutumée, les gouvernements sont obligés d'avoir recours à des ressources extraordinaires. Anciennement, comme le font encore les despotes de l'Orient ou de l'Afrique, les chefs des nations amassaient un trésor en temps de paix. Henri IV est mort laissant un trésor accumulé par les soins de Sully; Napoléon lui-même avait un trésor aux Tuileries. Ce système a tous les inconvénients de la thésaurisation; il prive la production de nombreux capitaux.

Aujourd'hui les gouvernements civilisés sont plus sûrs de trouver dans les contributions annuelles des peuples les moyens de pourvoir aux dépenses ordinaires et régulières. Toutefois, il faut le dire, c'est encore chose rare que la balance exacte des recettes et des dépenses dans le budget des diverses nations qui tiennent un rang dans le monde moderne.

Quand les dépenses publiques excèdent les recettes, l'État doit augmenter ses revenus ou diminuer ses dépenses, ou vendre une partie de son domaine, ou emprunter. Les particuliers raisonnables emploient généralement l'un des deux premiers procédés; les États n'emploient que les deux autres, et surtout le dernier, car l'aliénation du domaine public n'est pas une ressource constante ni suffisante.

535. Le système des emprunts a subi d'assez grandes variations ¹. Les modes d'emprunt employés sont les emprunts en rentes perpétuelles, les emprunts par annuités,

¹ En France on suit le système des emprunts publics jusqu'au xiv^e siècle. On trouve dans un règlement que fit Sully en 1604, pour mettre de l'ordre dans les dépenses, que l'on payait encore des rentes créées en 1375 par Charles V. François I^{er} créa des rentes à 8 1/2 pour cent pour faire la guerre d'Italie. Sully n'emprunta pas; mais, après lui, Richelieu rouvrit le gouffre successivement agrandi par ses successeurs. Ce n'est cependant qu'avec la révolution française que le crédit public, ou autrement dit la facilité d'emprunter pour les États, a pris un grand développement, bien

les emprunts à rentes viagères, les emprunts à terme et les emprunts aléatoires. Les *rentes perpétuelles* sont celles dont la durée n'est fixée ni à la mort du créancier, ni à aucune autre époque, et qui durent tant que le gouvernement ne juge pas à propos de les rembourser. Les *rentes par annuités*, dites aussi *rentes à terme*, sont celles qui s'éteignent au bout d'un certain nombre de paiements calculés de manière à ce qu'ils comprennent les intérêts et une partie du capital. Les *rentes viagères* (à fonds perdus ou par tontines) sont celles qui s'éteignent par la mort du créancier. Les *emprunts à terme* sont ceux qui sont payables à époques fixes. Enfin les *emprunts aléatoires* sont ceux par lesquels le gouvernement fait, en retour de ce qu'on lui avance, des promesses basées sur un événement incertain. Les loteries, les primes tirées au sort, les tontines, appartiennent à cette catégorie. Aujourd'hui les gouvernements ont abandonné les emprunts remboursables à époque fixe et par sommes déterminées, qui auraient pu mettre leurs finances dans l'embarras; ils ont aussi abandonné les emprunts à fonds perdus, en viager ou en tontines, parce qu'ils ne peuvent choisir avec le soin convenable les têtes sur lesquelles ils empruntent, et ils ont généralement adopté le système des rentes perpétuelles, pratiqué par les Anglais dès le milieu du dernier siècle sur une grande échelle, et vulgarisé par le fameux Pitt.

Dans ce système, les gouvernements émettent des titres ou *rentes* portant la mention d'un capital fixe et d'un intérêt

que la dette anglaise fût déjà d'un milliard un siècle auparavant, et de trois milliards en 1775. On peut évaluer à plus de trente milliards les sommes qui ont été prêtées depuis aux deux gouvernements, et on a pu dire que si la lutte a fini par ne plus être favorable à la France, c'est que son chef commit, entre autres fautes, celle de repousser les bateaux à vapeur, et n'eut pas assez de crédit pour faire face, comme l'Angleterre, aux dépenses de l'Europe coalisée et en armes.

fixe aussi. C'est cent francs pour le capital, et cinq, quatre ou trois francs, par exemple, pour l'intérêt.

Mais, tandis qu'ils mentionnent le capital de cent francs, comme s'ils l'avaient reçu, ils n'ont touché en réalité qu'une somme beaucoup moindre, quelquefois cinquante-cinq, soixante-quatre, soixante et quinze, etc., comme on l'a vu lors des premiers emprunts de la France sous la restauration. Ceux qui ont acquis ces titres, les souscripteurs de l'emprunt, se les revendent entre eux ou les revendent à d'autres, à des prix différents, suivant que la confiance s'est accrue ou a diminué, en vertu de toutes les oscillations de l'offre et de la demande; et tandis que le capital varie ainsi en apparence, c'est l'intérêt qui varie en réalité. En effet, quoique le titre porte invariablement cent francs de capital et cinq francs d'intérêt, néanmoins, si le capital réel, compté en échange du titre, est cinquante francs, l'intérêt réel est à dix pour cent; si le capital est soixante et quinze francs, l'intérêt réel est à six et deux tiers; s'il est à cent vingt-cinq, l'intérêt est à quatre pour cent.

Ce sont, en général, les riches banquiers qui font la spéculation de ces titres ou fonds publics. Ils les achètent ou les souscrivent en gros, et les revendent en détail; cette vente se fait à la Bourse, véritable halle des financiers, par l'entremise des courtiers ¹.

Outre ce système de dette, le trésor public en contracte généralement d'une autre espèce, en émettant des billets à terme, que des prêteurs lui escomptent et qu'on appelle des bons du trésor. Cette dette porte le nom de *dette flottante*, par opposition à l'autre, qu'on a appelée *consolidée*, pour rassurer les prêteurs après la banqueroute. La dette

¹ En France ces courtiers sont constitués avec monopoles et portent aussi le nom d'agents de change.

flottante permet au trésor de se servir du montant des impôts qui ne sont pas encore perçus. C'est un point délicat de l'art du financier.

536. Le crédit public n'est autre chose que la confiance que des prêteurs ont que l'État acquittera ses engagements; de sorte qu'en général ce crédit est d'autant plus grand que la tranquillité publique est plus assurée. C'est seulement alors que les prêteurs louent aussi leurs capitaux à des conditions modérées. Dans le cas contraire, ils demandent, avec l'intérêt, une prime d'assurance.

En général, les gouvernements ne sont pas des débiteurs ordinaires; d'une part, ils ont bien assez de puissance pour faire banqueroute, ou tout au moins pour imposer des conditions rétroactives; d'autre part, ils ont tous les contribuables pour auxiliaires, et leur propre intérêt les porte à tenir même les engagements de ceux qu'ils viennent de renverser; de sorte qu'à tout prendre ce sont encore les meilleurs débiteurs, quand ils sont puissants. Un gouvernement faible n'a pas de crédit¹. Les rentes attirent en outre les acheteurs, parce qu'elles sont exemptes d'impôts, et qu'elles sont d'une transmission aussi facile que les effets du commerce et le papier-monnaie, surtout lorsqu'elles sont au porteur.

¹ Vers la fin du Directoire, avec 49 francs, le gouvernement français se procurait avec peine un éréancier pour 100 francs donnant droit à 5 francs de rente; avec Bonaparte, les fonds montèrent vite à 80 francs; et s'ils ne dépassèrent pas ce taux, c'est que les éréanciers craignaient la chance que ce grand homme avait de mourir ou d'être renversé. En 1817, la France emprunta à 55, c'est-à-dire que le gouvernement ne toucha que 55 francs pour chaque dette de 100 francs qu'il contracta, et pour laquelle il reconnut devoir 5 francs de rente. Ce même emprunt était monté à 64 francs dans la même année, à 67 en 1818, à 85,55 en 1821, à 89,65 en 1823; il oscille entre 115 et 120 francs de nos jours, etc. Cette manière d'évaluer l'emprunt n'est donc qu'un stratagème pour cacher le taux des prêts usuraux aux termes de la loi encore en vigueur (272).

Le crédit public est-il utile? Faire une pareille question, c'est demander s'il est utile qu'une nation, quand elle le croit indispensable ou avantageux, puisse emprunter à de bonnes conditions. La réponse ne saurait être douteuse. Mais qui peut être le juge de la nécessité ou de la convenance qu'il y a à user du crédit? Sans doute un gouvernement éclairé, honnête et véritable représentant des contribuables. Or, en thèse générale, un gouvernement n'est tel que lorsque les citoyens sont eux-mêmes éclairés et capables de comprendre les limites de leurs droits et de leurs devoirs.

En admettant, par hypothèse, que les gouvernements qui ont recours à ce grand levier du crédit soient suffisamment honnêtes, éclairés et prudents, on doit reconnaître que l'institution des emprunts porte le caractère d'un grand progrès dans le mécanisme social. Mais, plus ce nouveau procédé est puissant, plus il est délicat à manier, plus les inconvénients qu'il produit sont effrayants. Qu'il nous suffise de rappeler les désastres pour ainsi dire journaliers et très-probablement irremédiables que cause l'*agiotage*. Telle semble être la loi du progrès, que de grands inconvénients accompagnent toujours d'immenses avantages : ainsi la puissante locomotive traîne-t-elle après elle de formidables dangers.

§ II. — Comparaison entre l'impôt et l'emprunt.

337. L'emprunt n'est en dernière analyse qu'une variété particulière d'impôt. Car c'est par les contributions annuelles que les gouvernements prennent les fonds nécessaires pour payer aux prêteurs ou aux rentiers de l'État l'intérêt convenu. Mais cette manière de lever l'impôt se distingue de toutes les autres par deux qualités qui lui

sont propres, et qui constituent un grand avantage et un grand inconvénient.

L'avantage est qu'une nation peut se procurer pour ainsi dire instantanément un capital considérable, en le demandant, comme disait Jacques Laffitte ¹, là où il est, c'est-à-dire aux riches, ce qui ne serait pas toujours possible par le procédé de l'impôt, qui s'adresse, dans l'état général de l'assiette, plus souvent aux pauvres qu'aux riches.

L'inconvénient est que si le sacrifice des contribuables, des citoyens, n'est pas instantané, il devient infiniment prolongé, et porte sur des générations qui n'ont pas été consultées pour la dépense. Cet inconvénient serait amoindri si le capital emprunté était toujours consommé d'une manière reproductive (299). Mais lorsqu'il est dissipé en folles expéditions, en salaires de fainéants, que d'embarras et de tempêtes ne lègue-t-on pas aux sociétés futures²!

Constatons donc bien que, par les emprunts, l'État consomme le revenu par anticipation; que le contribuable escompte sa propre contribution, afin de donner au gouvernement les moyens de dépenser dès à présent une contribution future, et qu'en outre l'intérêt et les autres frais de l'emprunt élèvent dans l'avenir les frais de production. Or, comme un prix élevé équivaut à une diminution de fonds productifs ou de revenus, il s'ensuit que les emprunts

¹ Jacques Laffitte est un des hommes qui ont, de nos jours, le mieux expliqué les questions de finances; mais il lui eût fallu plus d'études économiques. Ses discours aux chambres sont utiles à lire. Voyez aussi deux brochures qu'il a publiées : l'une en 1824, sous le titre de *Réflexions sur la réduction de la rente et sur l'état du crédit*; l'autre en 1828, sous le titre : *Opinion sur le projet relatif à l'emprunt de quatre-vingts millions*, chez Bossange.

— Citons encore les articles extraits du *Globe*, et publiés en 1831 par l'école saint-simonienne, sous le titre : *Économie politique*. Ce travail est de M. Prosper Enfantin.

² Les prodigalités de Louis XIV et de ses successeurs ont une large part de responsabilité dans les catastrophes de la révolution.

appauvrissent d'avance un pays par les dépenses que les gouvernements présents font aux frais des contribuables futurs, et par le renchérissement de tous les objets de consommation.

Constatons encore que l'emprunt crée une dette, dont l'intérêt doit être produit par le revenu d'un capital équivalent, et qui est pour ainsi dire paralysé pour la production sociale. Cette observation réduit, on le voit, à sa véritable valeur, l'avantage du crédit qui fait trouver plus facilement un capital plus disponible. Les citoyens ne sont ni plus ni moins chargés, mais ils sont mieux *gabati* (p. 348).

538. Nous venons de laisser (537) la responsabilité du choix entre l'impôt et l'emprunt au gouvernement. Si celui-ci s'adressait aux économistes, que lui répondraient-ils? — Si la voie des emprunts est la plus facile, quelquefois même la seule possible, c'est aussi la plus délicate à suivre, et celle que l'expérience a montrée la plus funeste. De sorte que le premier conseil à donner aux financiers est qu'ils ne sauraient avoir trop de réserve dans les dépenses qui nécessitent des emprunts, trop de souci dans leur emploi et les moyens de les rembourser. « Surinontons, a dit Ricardo¹, les difficultés au fur et à mesure qu'elles se présentent, et soyons libérés de toutes dépenses anciennes. » L'opinion de cet économiste en pareille matière est fondamentale. Lorsqu'il condamne les emprunts et leurs conséquences, lorsqu'il signale les abus de l'agiotage, il faut se rappeler qu'il était devenu, par son talent, riche capitaliste, et qu'il a souvent pris part lui-même à la souscription des emprunts de l'Angleterre.

Cette opinion, outre qu'elle est, on le voit, abritée derrière des noms considérables, comme ceux de Ricardo,

¹ *Encyclopédie britannique*, article *Funding system*, cité par J.-B. Say. Ricardo pensait qu'avec un bon système d'hypothèques les plus forts contribuables se procureraient facilement le surcroît d'impôts.

J.-B. Say, etc., peut se défendre par le sens commun et l'expérience. Le sens commun ne dit-il pas que l'état normal des finances d'un peuple, comme celles d'une grande société, d'une maison de commerce ou d'une famille, veut que les dettes ne soient contractées qu'avec la plus grande circonspection; et qu'une fois contractées, elles soient payées par des sacrifices immédiats et des économies. Penser que les nations ont des moyens financiers ou autres de se libérer, différents de ceux des simples particuliers, c'est croire au mouvement perpétuel, c'est être sous l'influence d'une aberration.

M. Mac Culloch, cité par J.-B. Say¹, a fait dans la *Revue d'Édimbourg* un relevé des contributions anglaises depuis la première guerre de 1793 jusqu'après la dernière de 1816. Il a trouvé en vingt-quatre ans un excès des dépenses sur les recettes de cent quatorze millions sterling, soit quatre et demimillions par an². En commençant, les dépenses étaient de vingt-huit millions; en finissant, elles étaient de cent un millions. Plus tard, en 1827, onze ans après la paix, elles étaient encore de cinquante-quatre millions, et aujourd'hui, elles sont de trente millions sterling. N'est-il pas naturel, dit J.-B. Say, de supposer que les contribuables qui ont pu supporter des charges croissant d'année en année, jusqu'à excéder une dépense annuelle de cent un millions, pouvaient supporter, dès 1793, une dépense de vingt-huit millions, plus quatre millions et demi, c'est-à-dire trente-trois millions sterling ou huit à neuf cents millions de francs.

Ainsi, il est bien évident que le peuple anglais paye après la paix bien plus qu'il n'eût payé pendant la guerre, sans

¹ *Cours d'économie politique*, VIII^e partie, chap. XVI.

² 112,500,000 francs.

compter que, s'il n'eût pas fait la guerre à crédit, il y aurait mis plus d'économie, plus de prudence, et que sa politique n'aurait pas ensanglanté toute l'Europe.

§ III. — Sur la nécessité des emprunts publics.

559. On a dit que les emprunts étaient comme l'artillerie, et qu'un peuple ne pouvait s'en passer quand les autres y avaient recours. En admettant la comparaison, on voudra bien avouer que la meilleure condition pour contracter des emprunts est de ne rien devoir; car l'horreur des dettes prouve qu'on les paye quand on en fait.

Si donc il faut emprunter pour lutter, le meilleur moyen de réussir, d'obtenir du crédit, c'est de ne pas en user avant le moment fatal. Il est parfaitement inutile de se faire la main : les capitalistes ne sont pas comme les officiers, dont il faut toujours maintenir le cadre organisé. Ce serait d'ailleurs peine perdue; lorsque la crise est énergique, les capitaux des prêteurs de profession passent à l'ennemi, si celui-ci lui offre plus de chances de succès; et la patrie ne peut les retenir que par l'appât des profits et à force de sacrifices.

C'est l'expérience qui a montré qu'on ne doit pas toujours compter sur le dévouement des prêteurs à la plus juste des causes. Ce qu'il leur faut, ce sont des garanties. En 1776, l'Angleterre trouvait des capitaux pour soutenir les injustes monopoles qu'elle voulait imposer aux États-Unis, et ceux-ci n'en trouvaient point pour assurer leur indépendance. La France n'en trouva pas pour lutter avec l'Europe, elle en eut pour payer ses vainqueurs. Jacques Laffitte a dit ¹ : que si le gouvernement anglais est parvenu à emprunter vingt milliards en un demi-siècle, c'est

¹ *Réflexions sur la réduction de la rente*, p. 24.

qu'il n'a pas fait une guerre qui ne fût éminemment nationale, et qui ne contribuât à procurer à son peuple ou plus de commerce ou plus de puissance.

Cette expérience prouve seulement que, lorsqu'un gouvernement pense comme les grands capitalistes, ceux-ci sont naturellement portés à lui venir en aide; mais elle ne prouve nullement que la cause défendue par l'Angleterre fût la plus juste. On a beaucoup vanté le patriotisme des prêteurs, qui n'étaient pas tous Anglais, dans cette mémorable lutte qui s'est terminée à Waterloo; s'il y en a eu qui ont obéi à cette noble impulsion, un bien plus grand nombre a avancé ses capitaux à la Grande-Bretagne plutôt qu'à la France, uniquement parce que la situation de la Grande-Bretagne leur a inspiré plus de confiance que celle de la France, et qu'ils ont entrevu plus de profits avec l'une qu'avec l'autre.

Vers la fin du dernier siècle et le commencement de celui-ci, c'est principalement pour subvenir aux dépenses de la guerre que les gouvernements se sont livrés à l'emprunt. Jusqu'à ce jour, l'expérience a encore prouvé qu'une fois le danger passé, l'emprunt subsiste; qu'on ne le rembourse pas; que le passif des nations va grossissant comme la boule de neige, et qu'on perd l'espoir de trouver un soleil assez ardent pour fondre les masses qu'ont accumulées les discordes européennes. En ce moment, la France et l'Angleterre, pour ne parler que d'elles, ont un chancre qui les dévore. L'intérêt de la dette surcharge l'impôt; l'impôt grossit les frais de production, et ceux-ci élèvent le prix des produits que le consommateur ne peut atteindre.

Il en est aussi des nations comme des particuliers : avec l'habitude et la facilité d'emprunter ¹, le premier prétexte

¹ De 1689 à 1813, l'Angleterre a eu 63 années de paix et 61 de guerre.

venu excite leur colère et leur vanité ; les questions se compliquent, et les dépenses les plus folles sont votées sans beaucoup de réflexions. On est d'abord imprudent, puis obstiné ; les intérêts privés s'en mêlent ; ceux qui vivent aux dépens du budget usent de leur influence, et le mal passe à l'état chronique, empirant d'année en année. Chaque homme qui passe au pouvoir se dit : « Après moi le déluge ; » ou bien encore, s'il a voulu s'opposer au torrent, et qu'il n'ait pas réussi, il croit avoir assez fait, comme Pilate, en s'en lavant les mains.

540. Ainsi, dans le passé, on a emprunté pour consommer d'une manière improductive. Ce résultat est bien constaté, la conséquence semble déjà avoir été que la guerre est devenue plus difficile, les prêteurs et les contribuables n'ayant plus voulu tenter aussi facilement les chances de la lutte.

Il s'agit maintenant de savoir si le progrès des emprunts publics, qui a eu de si tristes conséquences dans les temps de guerre, époques de maladie véritable, peut et doit en avoir de meilleurs, quand les peuples se maintiendront à l'état de santé, c'est-à-dire à l'état de paix.

En temps de paix, un État ne peut emprunter que pour féconder son territoire ou améliorer ses institutions. Or, dans ce nouvel usage des emprunts, il est facile d'obtenir une consommation plus souvent reproductive. Mais quelles sont les améliorations que l'État doit se charger de faire ? quelle en est la limite ? Comment remédier à ce grand inconvénient de déviation, qui porte les fonds votés pour les meilleurs motifs sur un emploi déplorable ?

Ces grandes questions sont à l'étude et ne sont pas réso-

Elle a emprunté 225 millions par an, et remboursé 14 millions. (Dufresne Saint-Léon, *Études du crédit public*, p. 115.)

lues : leur solution dépend en partie des mœurs publiques, devant à leur tour réagir sur la marche des administrations. L'enseignement public de tout ce qui tient aux phénomènes de la richesse publique et privée, on le voit, apparaît encore ici comme un puissant moyen de progrès. En attendant, les événements marchent, les emprunts sont votés, des travaux sont entrepris ; et l'on procède partout d'une manière empirique : Dieu veuille que la nouvelle expérience ne soit pas aussi négativement instructive que celle que les peuples viennent d'achever !

§ IV. — De quelques opinions sur l'emprunt.

341. Pour pénétrer plus avant dans la notion de l'emprunt, suivons pas à pas J.-B. Say dans la réfutation des principales erreurs qui ont été émises à ce sujet.

Voltaire croyait ¹ « qu'un État qui ne doit qu'à lui-même ne s'appauvrit pas, et que ses dettes mêmes sont un nouvel encouragement pour l'industrie. » Que de gens pensent comme Voltaire !

Ceci est la suite de la théorie des gros traitements faisant aller le commerce (320), et de celle de l'impôt qui serait le meilleur de tous les placements. Tout ce que nous avons dit contre l'exagération de l'impôt trouve ici une nouvelle application. L'État n'emprunte que pour consommer. Or, si la consommation est improductive, comment le pays n'est-il pas appauvri d'autant ? si elle est reproductrice et suffisamment reproductrice pour permettre un remboursement, la dette cesse, et ce n'est pas le cas dont parle Voltaire, puisqu'il pense qu'il suffit que la nation se doive à

¹ *Observations sur le commerce, le luxe, les monnaies et les impôts*, tome XXIX, édition de Kehl.

elle-même pour qu'il n'y ait pas perte. Quand les contribuables payent par an aux créanciers de l'État 400 millions, comme en France, et 800 millions, comme en Angleterre, j'y vois un déplacement de revenus pour un capital aux trois quarts anéanti; j'y vois une rente payée à ceux qui ont prêté ce capital; j'y vois enfin que les profits d'un autre capital appartenant aux contribuables font les frais de cette rente; de sorte qu'il y a appauvrissement social pour le capital perdu et appauvrissement individuel pour les profits annuels qui payent la rente. La France et l'Angleterre me semblent donc beaucoup plus appauvries que si elles n'avaient pas à payer annuellement l'une 400 millions et l'autre 800 millions d'intérêts. Quant à l'encouragement à l'industrie, sauf le cas des routes et des améliorations bien entendues faites par l'État au moyen du capital emprunté, ce n'est plus une question de savoir si les citoyens ne l'eussent pas mieux compris; et certainement nous pouvons assurer que les contribuables sauraient aussi bien employer les 400 et 800 millions que les rentiers de France et d'Angleterre. De sorte qu'il ne nous paraît guère possible d'admettre que les rentiers français, par cela seul qu'ils sont Français, encouragent l'industrie en recevant 400 millions des contribuables de la même nation. A ce compte, l'industrie préférerait ne pas être encouragée du tout.

342. Condorcet, en combattant Voltaire¹, prétend que l'emprunt aurait des effets pires, si les fonds en étaient fournis par l'étranger.

Le dommage vient de ce qu'on consomme un capital. Les intérêts payés à un étranger proviennent des revenus d'un

¹ *Observations sur le commerce, le luxe, les monnaies, etc.* Voy. *Collection des principaux économistes*, t. X; *Mélanges*, t. I.

capital productif. S'il est préférable, au point de vue patriotique, que les nationaux prêtent à leur gouvernement, c'est uniquement parce que cela prouve qu'ils peuvent prêter.

343. M. Dufresne Saint-Léon ¹ a dit que les gouvernements rendaient « toujours à la circulation les fonds qu'ils en retirent par l'emprunt, puisqu'ils n'empruntent que pour payer. »

Nous avons vu comment le gouvernement rend le montant des impôts (320). Le gouvernement remet dans la circulation la monnaie qu'il en a retirée, mais il ne la rend pas. Les achats ne sont pas des restitutions.

Avant lui, Melon ² avait dit qu'un État ne peut jamais être affaibli par ses dettes, parce que « les intérêts sont payés de la main droite à la main gauche; » figure essentiellement fausse, attendu que la main droite c'est le producteur, le travailleur, le contribuable payant à d'autres individus très-différents les intérêts d'un capital évanoui souvent en pure perte.

344. Les emprunts, dit-on, favorisent les économies des particuliers, en leur offrant un moyen facile, toujours ouvert, de placer leurs épargnes, en attendant l'occasion de les mettre dans quelque entreprise plus productive.

S'ils provoquent les épargnes, ce qui est douteux, ce sont les épargnes de ceux qui peuvent en faire d'assez grandes, et les placer tout autrement. Mais d'ailleurs cela prouverait que les emprunts sont encore funestes à la chose publique, en retirant les capitaux de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Car alors ne provoquent-ils pas plutôt la dissipation des

¹ *Études du crédit public*, p. 91.

² *Du crédit public*, chapitre XXII. Dans les *Économistes financiers du XVIII^e siècle*, 1^{er} vol. de la *Collection des principaux économistes* de Guillaumin.

capitaux, qui se seraient appliqués à des consommations lentes, à des dépenses durables, à des améliorations de toute espèce, et à des placements dont le revenu serait une utilité ou un agrément des familles?

Mais est-il bien vrai que les emprunts servent d'entrepôt aux épargnes? Est-il bien vrai que le prêteur retrouve son capital quand il en a besoin?... Comme ce capital est dépensé, l'État ne peut le rendre, et si le prêteur vend sa créance à un autre, celui-ci engage son capital et se borne à prendre la place du premier.

345. On a dit : Les effets publics favorisent la circulation.

S'ils favorisent une circulation, c'est une circulation vicieuse qui n'est que le passage d'une main à l'autre. Or, il n'y a de circulation désirable que lorsque l'opération ajoute à l'objet qui circule une utilité, une valeur nouvelle. Un capital est-il consommé dans une fabrication pour réparaître sous forme de produits, voilà une circulation utile.

346. On a dit aussi : Les emprunts, en fournissant aux capitalistes un emploi de leurs fonds, empêchent qu'ils ne les envoient à l'étranger.

Mais pourquoi ne prêterait-on pas à l'étranger, plutôt que de grever nos contributions? Les capitaux qui vont à l'extérieur rapportent des revenus, et l'on peut toujours les reprendre en revendant les titres.

347. « Les emprunts multiplient les rentiers, et les rentiers encouragent l'industrie. »

Il n'y a qu'une chose à répondre. Lorsque le rentier a moins à dépenser, le contribuable peut dépenser davantage. (Voyez plus loin la XXIX^e maxime de Quesnay.)

348. Ganilh attribue aux emprunts la prospérité de l'Angleterre. Il dit que c'est une vérité de fait ¹ à laquelle on

¹ *Science des finances*, p. xxxij.

ne peut rien opposer. Mais Ganilh, en montrant que l'Angleterre avait prospéré pendant qu'elle empruntait, n'a pas prouvé qu'elle ait prospéré parce qu'elle empruntait ou quoiqu'elle ait emprunté ¹.

§ V. — Résumé.

549. La question des emprunts est fondamentale. Les idées qu'on s'est faites jusqu'à ce jour de ce système de consommation sont plus financières et plus politiques qu'économiques. Pour que le public en ait une notion exacte, les économistes ont encore de nombreux préjugés à combattre et plusieurs analyses délicates à compléter et à vulgariser.

Tant qu'il y aura des hommes importants dans l'État, qui ne craindront pas d'augmenter la dette publique, les gouvernements emprunteront trop et croiront bien faire. Il est si agréable de disposer de la fortune des contribuables, d'en user largement, de se croire pour cela gens habiles, et avoir des droits à la reconnaissance publique.

550. Les publicistes ne sauraient trop méditer les doctrines de Vauban, de Quesnay, de Colbert ², de Turgot,

¹ Voir le cours de M. Michel Chevalier au Collège de France, dans lequel ce professeur a réduit à leur juste valeur les arguments de quelques partisans outrés des emprunts.

² Colbert avait les emprunts en horreur. Son collègue Louvois redoutait au contraire les impôts qui auraient fait décrier la guerre. Avant de se déterminer entre une augmentation d'impôts ou un emprunt, Louis XIV consulta Lamoignon, qui ne fut pas de l'avis de Colbert. A l'issue de cette conférence, Colbert dit à Lamoignon : « Vous triomphez, vous pensez avoir fait l'action d'un homme de bien ; eh ! ne savais-je pas, comme vous, que le roi trouverait de l'argent à emprunter ? mais je me gardais bien de le dire. » Voilà donc la voie des emprunts ouverte ! Quel moyen restera-t-il désormais d'arrêter le roi dans ses dépenses ? Après les emprunts, il faudra des impôts pour les payer ; et si les emprunts n'ont point de bornes, les impôts n'en auront pas davantage. » *Histoire de la vie et de l'administration de Colbert*, par M. Clément, 1846, Guillaumin, p. 546.

de J.-B. Say, de Ricardo, etc., etc., qui ont prêché la justice, l'économie, la modération des impôts et l'horreur des emprunts; vérités un peu communes, mais journellement méconnues.

« Que l'État évite, disait Quesnay, des emprunts qui forment des rentes financières, qui le chargent de dettes dévorantes, et qui occasionnent un commerce ou trafic de finances par l'entreprise des papiers commerçables, où l'escompte augmente de plus en plus les fortunes particulières stériles. Ces fortunes séparent la finance de l'agriculture, et privent les campagnes des richesses nécessaires pour l'amélioration des biens-fonds et pour l'exploitation de la culture des terres ¹. »

« Qu'on n'espère, ajoutait-il, de ressources pour les besoins extraordinaires d'un État que de la prospérité de la nation, et non du crédit des financiers; car les fortunes pécuniaires sont des richesses clandestines qui ne connaissent ni roi ni patrie ². »

Florez Estrada ³, dans son *Cours d'économie politique éclectique*, résume ainsi les maux qu'occasionne le système des emprunts publics : Il entraîne les gouvernements à la prodigalité; il fait naître des guerres injustes, et contribue à consolider le despotisme; il empêche que les contributions ne soient réparties avec égalité; il affranchit de tout impôt le revenu des classes les plus fortunées; il diminue le nombre des contribuables; il augmente le nombre des capitalistes oisifs, et diminue celui des capitalistes actifs; il enlève à l'agriculture et à l'industrie cette portion du capi-

¹ XXX^e et dernière maxime du gouvernement. *PHYSIOCRATES*, p. 104, de la *Collection des principaux économistes*, de Guillaumin.

² XXIX^e maxime. Louis XV avait dit : « Les financiers soutiennent un royaume comme la corde soutient le pendu. »

³ Traduction de M. Galibert, 3 vol. in-8°. Paris, Treuttell et Wurtz, 1833.

tal qui est affectée au jeu de la Bourse ; il fait renchérir les produits nationaux, et par conséquent empêche l'exportation et la circulation de la richesse ; il occasionne au pays un sacrifice plus grand que celui auquel il serait assujetti si le gouvernement prélevait, au moyen d'une contribution, les fonds extraordinaires qu'il reçoit de l'emprunt ; il est cause que les gouvernements existants dévorent les ressources des gouvernements futurs ; il est un obstacle au contribuable, pour qu'il puisse connaître l'importance de sa fortune ; il éteint l'amour du travail et de la frugalité ; il prive l'industrie d'un grand nombre de bras utiles ; il entrave la comptabilité des revenus publics ; enfin, il fait augmenter l'intérêt de l'argent, et par conséquent diminuer les profits du capital ; ce qui cause à l'industrie un préjudice qui est, pour l'économiste espagnol, le plus grave de tous ceux qui ont été énumérés.

TROISIÈME PARTIE.

NOTES COMPLÉMENTAIRES.

Nous avons reporté dans ces notes des développements qui auraient pu gêner l'enchaînement des propositions fondamentales que nous avons établies.

I. — Sur la nature de la richesse.

Avant de discuter sur le champ de l'économie politique, il faut s'entendre sur le sens qu'il faut attacher au mot richesse.

D'abord la science laisse de côté le sens usuel, qui indique la possession d'une quantité assez notable de produits, pour donner le nom de richesse aussi bien à la plus mince fraction qu'à la quantité la plus grande. En économie politique, le capital du chiffonnier valant quelques francs est dit richesse, absolument comme le capital d'un banquier cent fois millionnaire.

Néanmoins, et bien que les économistes soient d'accord sur ce que nous venons de dire, il s'est formé deux écoles qui entendent ce mot chacune à sa façon : l'une d'une manière plus complète que l'autre ; l'une qui appelle du nom de richesse les produits des industries immatérielles, l'autre qui le réserve aux produits des industries matérielles. Nous avons adopté l'idée de la première, qui nous a paru plus conforme à la nature des choses (chap. III, § 2).

Les physiocrates pensaient que la matérialité est le caractère fondamental de la richesse. Malthus et Sismondi ont défendu cette opinion dans leurs *Principes d'économie politique*. Adam Smith n'a pas traité cette question directement : il est même à remarquer que nulle part il n'établit d'une manière explicite le sens précis qu'il attache au mot richesse. Le plus ordinairement il définit la richesse « le produit annuel de la terre et du travail, » indiquant ainsi les sources de la richesse (terre, travail et capital ou travail accumulé), mais non la nature de la richesse. Cette définition a aussi l'inconvénient de comprendre les produits de la terre non appropriables. On voit cependant

dans le livre de Smith, malgré le louche de quelques expressions, qu'il était loin de refuser les qualités de la richesse aux produits immatériels. Quoi qu'il en soit, les deux écoles se disputent son autorité. J.-B. Say et Storeh ont très-nettement démontré que les valeurs produites peuvent être aussi bien matérielles qu'immatérielles. M. Rossi a brillamment combattu pour cette doctrine, et M. Dunoyer, dans son ouvrage sur la liberté, l'a établie sur des bases qui nous semblent inébranlables.

Les physiocrates, et ceux qui pensent comme eux, n'ont pas distingué entre la matière et les conditions qui lui donnent de la valeur par l'homme, qui en fait une richesse. La matière est un pur don de la nature; l'homme la trouve toute faite et n'en saurait créer la moindre parcelle : pour la convertir à son usage, il fait des efforts intellectuels et matériels, et ce sont ces efforts, ce travail, fixés sur les produits de sa création, qu'il échange contre d'autres produits, représentant des efforts et du travail d'autres producteurs. L'école physiocratique désignait le travail agricole par la dénomination de *productif*, et tout autre travail par celle de *stérile*, ce qui ne veut pas dire *inutile*. Dans ce système, l'industrie agricole *produit*, l'industrie manufacturière *conserve*, et l'industrie commerciale *distribue* la richesse. (V. le chapitre XI, sur la TERRE.)

Il est juste de dire ici que l'utilité des professions libérales était bien comprise par les physiocrates. L'abbé Beaudeau (*Introduction à la philosophie économique*) divisait la société en trois classes : celle qui s'occupe de l'*art social*, dans laquelle il rangeait, avec les propriétaires, tous ceux qui participent à l'administration de l'État; celle qui se livre à l'*art productif* (la culture), et celle qui se livre à l'*art stérile* (manufactures et commerce).

M. Droz, qui croit que la richesse doit être entendue seulement des biens matériels qui servent aux besoins de l'homme, combat la théorie de la production immatérielle, en disant : « Un système qui tend à confondre les biens intellectuels et moraux avec les objets matériels, me semble moins ennoblir les seconds que dégrader les premiers ¹. » Je ferai observer à cet honorable écrivain qu'il appelle lui-même du nom de *biens*, synonyme de *richesse*, les produits immatériels et les produits matériels; en second lieu, que les produits matériels n'ont en rien besoin d'être ennoblis; en troisième lieu, que les produits im-

¹ *Économie politique*, 2^e édition, 1846, p. 12.

matériels ne sauraient être dégradés, et qu'en définitive, il s'agit de voir en delà du langage littéraire quelle est la vraie nature des choses. Selon moi, la constatation de cette analogie, loin de jeter la confusion dans la langue, lui donne de la précision et lui fait perdre ce vague, qui est l'origine d'erreurs et de discussions interminables.

Les partisans du système mercantile, faisant consister la richesse uniquement dans les métaux précieux, avaient une fausse idée de la richesse en général; ils avaient même une fausse idée de la richesse matérielle, en ne la voyant que dans le produit net des terres, et en niant toute productivité à l'industrie manufacturière et à l'industrie commerciale.

Les partisans du système douanier protecteur invoquent tantôt l'erreur du système mercantile, tantôt celle des physiocrates. Ils avancent en outre que « le travail constitue la richesse d'un peuple, » entendant par ce mot de travail non les *résultats du travail* (ou bien encore la puissance du travail et les capitaux), ce qui rendrait leur proposition juste, mais l'*intensité* du travail, ce qui les conduit à préférer toute mesure qui fait travailler beaucoup pour produire peu, à désirer le moins de produits possible, et à prôner les avantages de la disette, c'est-à-dire la cherté. C'est en s'appuyant sur ces erreurs qu'ils croient légitimer les empêchements qu'ils demandent pour limiter la production par *voie d'échange*, afin de laisser un champ plus libre à la production directe et exclusive de certains produits.

II. — Sur les définitions de la science économique.

La définition que nous avons donnée de l'économie politique (1) est parfaitement conforme aux doctrines d'Adam Smith et de ses disciples; elle met la science à l'abri du reproche de ceux qui l'ont accusée d'être forcément descriptive de ce qui est ou a été, et non de ce qui devrait être, toujours conformément à la nature des choses.

Au point de vue spécial de la richesse et de la valeur, même avec le champ restreint que nous pouvons lui assigner dans l'état actuel de nos connaissances, l'économie politique est encore de toutes les sciences morales celle qui importe le plus au développement matériel du genre humain, et par contre la première et la plus utile des sciences politiques pour les gouvernements, dont le principal devoir doit être *l'amélioration de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre*. Cette formule a été, dans ces derniers temps, mise en hon-

neur par l'école saint-simonienne ; elle exprime nettement la tendance pratique des doctrines sociales depuis 1789 ; et on en retrouve souvent le sens et presque la forme dans les livres de Smith et de Malthus.

La définition et le but de la science ne sont plus en harmonie avec l'étymologie de son nom. *Économie* résume deux mots grecs : *nomos* et *oikos*, loi et maison, et signifie bien lois de la maison ; le mot *politique* est grec aussi ; il descend de *polis*, ville, cité. De sorte qu'en rapprochant ces trois membres épars et en nous reportant à l'origine de leur signification, l'économie politique, ayant alors pour synonymes *économie publique*, *économie sociale*, serait la science des lois de la maison politique, et comprendrait tout ce qui a rapport à l'art de gouverner, à la politique¹. C'est ainsi que l'entendaient Quesnay et les physiocrates.

L'expression d'économie politique avait déjà été employée par les Italiens. Adam Smith l'adopta pour en restreindre le sens. « L'économie politique, dit-il, considérée comme une branche des connaissances du législateur et de l'homme d'État, se propose deux objets distincts : le premier de procurer au peuple un revenu et une subsistance abondante, ou, pour mieux dire, de le mettre en état de se procurer lui-même ce revenu ou cette subsistance abondante ; le second objet est de fournir à l'État ou à la communauté un revenu suffisant pour le service public ; elle se propose d'enrichir à la fois le peuple et le souverain. » (Liv. IV.) J.-B. Say formula plus nettement la pensée de son maître et la sienne, en disant : « L'économie politique est la science qui montre comment la richesse se forme, se distribue et se consomme. » (1803, 1^{re} édit. du *Traité*.) Cette définition est celle qui a été le plus généralement adoptée. M. Mac Culloch a dit : « L'économie politique est généralement définie aujourd'hui : la science des lois qui règlent la production, la distribution et la consommation des choses qui possèdent une valeur échangeable, et qui sont en même temps nécessaires, utiles ou agréables à l'homme. » Cette définition ne diffère de la précédente qu'en ce que M. Mac Culloch a ajouté à la définition de la science celle de la richesse, dans laquelle il ne comprend que la valeur en échange, ce qui mutile la science, qui ne doit pas négliger la valeur en usage. (*Principles of political economy*,

¹ *Polis*, *politikos*, *politeia* répondent à ces mots : société, social, socialisme.

5^e édit., vol. 4. Introduction) M. Droz a défini l'économie politique « une science dont le but est de rendre l'aisance aussi générale qu'il est possible. » L'aisance c'est la richesse ; étudier les moyens de rendre l'aisance générale, c'est étudier les moyens de bien produire et de bien distribuer la richesse. La définition de M. Droz rentre donc dans celle que nous avons adoptée. Il en est de même de celle de M. Michel Chevalier, qui a dit (*Cours d'économie politique*, 2^e vol., page 34) : « L'économie politique enseigne comment les intérêts matériels se créent, se développent et s'organisent. » Sismondi et plusieurs autres économistes ont pensé et défini tantôt comme Adam Smith et J.-B. Say, tantôt comme les physiocrates, sans distinguer dans leurs ouvrages les principes économiques de ceux des autres sciences morales. M. Storch, par exemple, définit l'économie politique la science de la prospérité des nations, mais il ajoute que la richesse et la civilisation sont ce qui constitue la prospérité des nations ; et comme la civilisation est une formule qui comprend un grand nombre d'éléments, la définition de M. Storch embrasse un champ presque incommensurable.

M. Rossi est revenu, avec la netteté qui le caractérise, au cadre de Smith et de Say, et il a fait à la science un programme bien déterminé. Il veut que l'économie politique ne s'occupe que des lois naturelles qui président à la production de la richesse et à sa distribution équitable parmi les producteurs, laissant aux autres sciences morales et politiques le développement moral du genre humain. Il ne s'oppose pas à ce que la morale et la politique interviennent dans les questions d'économie politique ; mais il ne veut pas qu'on les confonde avec elle, car il ne croit pas que le moment soit venu de réunir, par une puissante synthèse, toutes les sciences morales et politiques en une seule, et de fonder une haute science sociale, comme on pourrait former avec les sciences naturelles une science générale de la nature, une physique par excellence. « Mais, cela fût-il possible, il serait tout aussi irrationnel de confondre cette science sociale avec une science particulière, la science de la richesse, qu'il le serait de confondre la science générale de la nature avec la minéralogie. Que si les auteurs de quelques essais prématurés de synthèse sociale veulent emprunter à la science de la richesse son nom d'économie politique pour l'appliquer à leurs élucubrations économico-politico-morales, nous le voulons bien. La dénomination d'économie politique n'est pas assez heureuse pour que les économistes en défendent la possession *unguibus et rostro*. Ils s'appelleront, si l'on veut, *chrysologues*,

chrématisticiens, divitiaires, ou de tout autre nom plus étrange encore ; mais, de cette usurpation de titre, en conclure que l'économie politique est autre chose que la science de la richesse, c'est évidemment substituer à une question sérieuse un jeu de mots, une querelle de terminologie. »

Les variations qu'a subies la fixation des limites de l'économie politique, par le fait de quelques écrivains, surtout en France et en Allemagne, sont une des causes du peu de crédit que la science rencontre dans une classe nombreuse de publicistes. L'enseignement de la science généralisé peut seul désormais faire disparaître ce mal funeste.

Pour le moment, nous croyons qu'il y a lieu de rappeler les explications suivantes. Les uns comprennent par *économie politique* non-seulement la science des richesses, mais la science de tout ce qui peut servir au bien-être matériel et moral de la société, et, dans ce cas, il leur reste à faire adopter un mot pour la science des richesses. Les autres n'appliquent ce mot qu'à la production des richesses, et disent volontiers *économie sociale*, en parlant de la distribution de la richesse dans les diverses classes de la société. Mais, qu'on dise d'une manière ou de l'autre, n'oublions pas que le mot n'a, dans sa signification, aucun rapport avec le sens des deux membres qui le composent, *économie politique* ou *sociale*, et n'y attachons pas plus d'intention qu'on n'en attache à un nom de baptême ou de famille. C'est ainsi qu'on fait pour la *physique*, qui serait, d'après son étymologie, la science générale de la nature, comme du temps d'Aristote. Cela n'est plus vrai aujourd'hui, que la physique ne fait entrer dans son domaine, fort vaste d'ailleurs, qu'un certain nombre de phénomènes naturels. On a dit aussi que la chimie, définie d'après son étymologie, serait la science des sucs ; or, on sait qu'aujourd'hui, entre les mains de nos savants, elle étudie fort heureusement autre chose que des sucs et des extraits. D'autres encore, fatigués des reproches de dureté adressés aux économistes, ont appelé, à l'instar de J.-B. Say, dans son *Cours complet*, la science des richesses, *économie sociale*, parce que, disent-ils, en s'occupant des intérêts matériels, elle aide naturellement les *intérêts moraux*. J.-B. Say croyait avoir légitimé le mot par ses considérations sur les produits immatériels et par l'étude « des rapports de l'individu avec la société. » Par des motifs analogues, M. Blanqui a quelquefois distingué une *économie politique française*, qu'il dit être plus généreuse que ce qu'on appelle l'école an-

glaise; et M. Alban de Villeneuve a publié, sous le nom d'*économie politique chrétienne*, un livre spécial sur les questions de charité. Ces dernières dénominations, en supposant qu'il ne faille pas les rejeter complètement, ne doivent, ce nous semble, être acceptées que dans un sens très-restreint; car s'il y a une science, c'est un composé de vérités qui ne sont pas plus françaises, anglaises ou chrétiennes que turques ou arabes.

On a appelé *économie sociale*, ou plutôt *science sociale*¹, par opposition à l'économie politique de Smith et de J.-B. Say, l'exposé de doctrines encore vagues et indéterminées, puisant dans toutes les sciences morales et politiques et aussi dans un mystérieux inconnu pour trouver des systèmes d'organisation sociale, qui serviraient de guide à l'avenir et préserveraient les sociétés des maux physiques et moraux qu'elles ont éprouvés jusqu'à ce jour. En disant (1) que l'économie sociale ou la science sociale considère les lois qui président au développement des sociétés humaines, et recherche quels sont les moyens de les rendre heureuses et puissantes, nous croyons avoir restitué à ces mots leur sens général.

Les écrivains allemands, qui ont une tendance à agrandir le champ des observations de la science, l'ont appelée : *économie nationale*, *économie de l'État*, *économie du peuple*. D'autres ont dit : *économie universelle*, *économie publique*, *économie générale*. Il y a d'autre part des auteurs qui ont pensé que les expressions, *science de la richesse*, avaient un sens encore trop peu restreint, et ils n'ont vu dans l'économie politique que la *science de la valeur* ou bien celle de l'*échange* (*Cours complet*, à l'Introduction). Xénophon avait déjà donné, dit-on, le nom de *chrématistique* (χρηματιστική) à l'art de produire, et celui d'*économie* (οικονομία) à l'art d'administrer les produits.

Le mot *politique* aurait pu effrayer sous la restauration. Le cours de J.-B. Say au Conservatoire des arts et métiers fut intitulé : *Cours d'économie industrielle*, ce qui semble vouloir dire que ce cours devait plus spécialement traiter de la production manufacturière, tout comme *économie agricole* et *économie commerciale* indiquent plus spécialement la *production agricole* et les *échanges*; mais il est inutile d'insister pour montrer ce qu'il y a de défectueux et de trop restreint dans ces expressions. Par *économie rurale*, il faut entendre l'art

¹ C'est le mot adopté par l'école *phalanstérienne*, pour désigner la théorie sociétaire de Charles Fourier.

d'administrer l'exploitation des champs, tout comme *économie domestique* signifie l'art d'administrer les affaires du ménage : ces deux arts ne doivent pas méconnaître les principes de l'économie politique ; mais ce serait errer singulièrement que de les confondre avec cette science.

III. — Sur le principe de propriété.

La propriété en général, et la propriété territoriale surtout, ont été attaquées plus d'une fois ; mais jusqu'à présent on n'a présenté aucun système pour la remplacer, ce qui ne veut pas dire, comme le fait observer M. Rossi, qu'on n'ait pu attaquer avec raison la distribution du sol, telle que certaines lois ont pu la faire. Nous ne voulons pas passer en revue toutes les opinions émises à ce sujet et tous les systèmes proposés : c'est une étude qui ne rentre pas dans notre cadre, et il nous aura suffi d'avoir fait quelques observations, qu'on semble trop souvent omettre dans les questions sociales et politiques (3-172).

Voici l'état de la discussion, résumée par deux hommes éminents : J.-J. Rousseau, en parlant du premier qui s'avisa d'enclore un terrain, s'est écrié : « Que de crimes, de meurtres, de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : Gardez-vous d'écouter cet imposteur ! vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne. »

J.-B. Say lui a répondu : « Lorsque les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne, la terre ne produit que des bruyères et des forêts, ainsi qu'on le voit au pays des Esquimaux. Si vous voulez manquer de tout, vous n'avez qu'à nommer imposteur le premier qui enclora son champ ; après quoi, vous arracherez les pieux qu'il aura plantés ; et si, à la suite de ce judicieux exploit, votre pays ne produit presque rien qui puisse adoucir votre existence ni augmenter votre population, vous n'en aurez pas moins tous les vices des nations les plus civilisées : l'avidité, la perfidie, les jalousies, les haines, les meurtres ; et vous mangerez vos prisonniers de guerre, après les avoir fait mourir dans les tourments, comme cela se pratique dans les pays où il n'y a ni propriétés ni industrie. » (IV^e partie, chap. II du *Cours*.)

En effet, s'il semble au premier abord que ce serait une économie pour le consommateur que de ne pas payer le service des fonds de

terre, l'observation prouve que les produits parviennent plus facilement et moins chèrement à l'existence dans les pays où l'on paye ce service que dans ceux où il n'y a pas de propriété. Les Hurons et les Iroquois ne produisent guère que des fourrures, et avec des fatigues inouïes. Dans d'autres parties de l'Amérique, les choses se passent tout autrement ; on y vit mieux et la population s'y accumule. En 1791, l'Ohio n'avait pas 5,000 habitants ; en 1810, il en comptait 250,760, et en ce moment, ce nombre est de 1,500,000. Qu'a-t-il fallu pour cela ? Presque rien (dit J.-B. Say) : que le gouvernement des États-Unis garantît aux habitants la propriété des terres qu'il leur a vendues à bon compte. Autre exemple : en Tartarie, en Arabie, quatre ou cinq tribus, c'est-à-dire quatre ou cinq cents serviteurs ou bergers seulement font paître des troupeaux dans le même espace où, en France, par exemple, 50 mille cultivateurs non propriétaires retirent un revenu de leur travail.

Il est évident que si le champ n'appartenait à personne, et si le fermier ne payait aucun loyer, cette utilité serait livrée gratuitement au consommateur ; mais cette supposition ne saurait représenter un cas possible : un cultivateur se battrait évidemment avec un autre pour labourer un champ qui n'aurait point de propriétaire, et le champ resterait en friche. Le propriétaire remplit une fonction utile et rend un service, puisqu'il concourt à ce que nous ayons du blé. Son service est commode pour lui, il faut en convenir ; mais nous ne savons pas nous en passer, et il n'y aurait pas de propriétaires, que nous n'achèterions pas les produits ruraux moins cher. En dernière analyse, avec un partage égal de terres, la partie afférente à chacun serait fort petite. Nous serions tous indigents ; et, comme dit J.-B. Say, « si c'est un malheur d'être pauvre (*Cours complet*, 4^e partie, chap. II), ce malheur est bien plus grand lorsqu'on est entouré de pauvres comme soi... »

Ainsi, indépendamment des considérations morales et politiques qui peuvent légitimer la propriété, les propositions économiques suffiraient, puisque l'appropriation du sol est indispensable pour la production du bien-être et de la richesse. D'ailleurs, les plus hardis novateurs ne font pas autre chose que proposer le remplacement de la propriété individuelle par la propriété collective. Ils disent : Le sol appartient à tout le monde, à l'État, qui le loue ou le fait valoir par un procédé quelconque. Ils ont bien, ce nous semble, raison en droit humain ; mais ils auront tort pratiquement, tant qu'ils n'auront pas

à montrer les effets d'un meilleur système économique; car, jusqu'à présent, l'État et les communes ne tirent pas un grand parti de leurs propriétés.

Depuis Jean-Jacques, jamais personne n'avait attaqué la propriété avec le talent et la vigueur de M. P.-J. Proudhon (*Qu'est-ce que la propriété? — Lettres à M. Blanqui*, sur la propriété; — *Avertissement aux propriétaires*, etc.). De même que les calculateurs s'exercent aux grandes extractions de racines, pour trouver les divisions plus faciles, de même l'étudiant économiste pourra lire les travaux de M. Proudhon. Quand il les aura compris, il aura toujours pu profiter de l'énergie de méthode et de langage qui caractérise cet écrivain tout à fait nouveau.

Si nous avons bien compris M. Proudhon, il combat également la propriété individuelle et la *communauté* : ses affections sont pour un moyen terme, la *possession*. Or, M. Louis Reybaud (*Études sur les Réformateurs*, 2^e volume) a opposé à M. Proudhon cet argument : ou la possession sera précaire, et elle offrira les inconvénients de la communauté; ou elle sera sérieuse, plus ou moins emphytéotique et transmissible, et alors elle ne différera pas de la propriété. Mais que l'on parle d'un système de propriété, de possession ou de communauté, c'est-à-dire d'une propriété plus ou moins limitée, modifiée, individuelle ou nationale, il y aura toujours des phénomènes économiques à observer, la terre restant toujours un instrument de production. De sorte que ceux qui croient à la possibilité d'un état social radicalement différent de celui que nous avons, et qui n'approfondissent pas les notions économiques, tombent dans une grande erreur. Ce n'est qu'avec l'économie politique et non malgré elle que l'on pourra utilement et progressivement modifier la constitution actuelle de la société, suivant les besoins de l'avenir.

Mais longtemps encore, en avouant que *la propriété est un privilège, un monopole*, on ajoutera que c'est *un monopole utile, naturel*; car, dans le passé et dans le présent, sans appropriation, il n'y a eu et il n'y a ni société régulière ni civilisation. Le premier qui s'avisa de dire : Ceci est à moi, fut le vrai fondateur de la société (J.-J. Rousseau) ¹.

En résumé, l'on semble admettre, en économie politique, que la

¹ Mais on sait que l'immortel citoyen de Genève déplorait qu'il y ait eu des gens « assez simples pour le croire. »

propriété ne découle pas du droit divin, du droit domanial ou de tout autre droit spéculatif, mais bien de son utilité. Ce n'est qu'un monopole toléré dans l'intérêt de tous, et dont la loi doit sans cesse chercher à faire disparaître les abus, pour arriver à une plus grande production et à une répartition plus équitable. M. Hipp. Dieu, rédacteur en chef du *Journal des Prud'hommes*, en rendant un compte, d'ailleurs très-bienveillant, de la première édition de ces *Éléments* (*Journal de l'Instruction publique*, tome XV, page 160), n'a pas trouvé ces conclusions assez explicites en faveur de la propriété. Il aurait préféré nous voir dire plus positivement encore que « la propriété dérive de la nature même des choses. » Nous nous empressons de déclarer que nous adhérons à cette manière de parler, et aussi à celle de M. Giraud, qui disait, dans une discussion récente à l'Académie des sciences morales (13 novembre 1847), que l'homme *naît propriétaire*. Mais il nous paraît difficile d'expliquer le droit naturel d'être propriétaire autrement que par l'utilité sociale.

Quand les avantages de l'appropriation du sol sont démontrés, à *fortiori* il faut admettre la propriété du capital et du travail; car la propriété foncière est la moins respectable de toutes. « Il n'y a pas un héritage qui ne remonte à une spoliation violente ou frauduleuse, récente ou ancienne. » (J.-B. Say, *Cours complet*, 4^e partie, chap. V.)

Mercier de la Rivière établissait (*Ordre naturel des sociétés*, tome II de la collection Guillaumin) entre les diverses espèces de propriétés les rapports suivants :

« *La propriété personnelle* ou la *liberté* est le premier principe de tous les autres droits : sans elle il n'est plus ni propriété mobilière, ni propriété foncière, ni société. — *La propriété mobilière* n'est pour ainsi dire qu'une manière de jouir de la propriété personnelle, ou plutôt c'est la propriété personnelle elle-même, considérée dans les rapports qu'elle a nécessairement avec les choses propres à nos jouissances. — *La propriété foncière* est établie sur la nécessité dont elle est aux deux premières propriétés, qui sans elle deviendraient nulles ; dès qu'il y aurait plus d'hommes que de subsistances, le besoin les mettrait dans le cas de s'entr'égorger, et alors il n'existerait ni propriété mobilière, ni propriété personnelle, ni société. »

Écoutons encore M. Droz : « Quand on dit les *propriétaires*, on entend presque toujours, par ce mot, les possesseurs de terre. Cet abus de langage serait fort dangereux s'il disposait à croire qu'il y a des propriétés moins sacrées que la propriété territoriale. S'il existait

une propriété qu'on dût respecter plus encore que les autres, ce serait celle des hommes qui ne possèdent que leurs bras et leur industrie. Gêner le travail, c'est lui ôter les moyens de vivre; un tel vol est un assassinat. » (290.)

Nous avons dit (264) que les droits de la propriété intellectuelle ne sont pas encore nettement établis. Plusieurs écrivains ont agité cette question dans ces derniers temps. M. Jobard, de Bruxelles, a vulgarisé dans de nombreuses brochures (voy. *Annuaire de l'économie politique* pour 1847, page 358) l'utilité et la justice de la pérennité des brevets d'invention. MM. Hipp. Castille et de Molinari ont entrepris la publication d'un organe spécial, *le Travail intellectuel*, pour réclamer la constitution de la propriété intellectuelle. (Voy., sur ces matières délicates, le *Traité* de Ch. Comte *sur la propriété*, le *Traité des droits d'auteurs*, par M. A. Renouard.)

IV. — Sur les reproches et les objections adressés au principe de population.

On a dit de la doctrine de Malthus qu'elle était aristocratique, immorale et inhumaine.

Le premier reproche est irréfléchi. Ce n'est pas la doctrine qui est aristocratique, c'est l'espèce humaine, c'est la nature. Si on prouve que la population ne tend pas à dépasser les subsistances, il n'y a plus de doctrine de Malthus; mais si on ne peut le nier, il est évident qu'il n'y a que les gens aisés de toutes les classes qui ont le privilège d'avoir des enfants; je m'explique, des enfants heureux, sains et bien portants. Les autres, on ne saurait trop le dire, mettront au jour des créatures hâves et chétives qui trébucheront du berceau dans la tombe. Dites que cette doctrine a constaté une vérité désolante, dites que Malthus nous a annoncé une effroyable nouvelle, dites qu'il vous a fait voir la profondeur de la misère, puisque vous n'oserez plus, si vous n'êtes relativement à l'aise, songer, sans frémir, aux joies de la paternité; sondez le mal si vous pouvez, cherchez des remèdes, mais ne calomniez pas le savant physiologiste de la société. Est-ce sa faute si son génie lui a montré un abîme réel dans ce que vous preniez pour l'expression d'une grande prospérité?

Et si ses propositions sont vraies, pourquoi serait-il inhumain de vous dire : Soyez prudent; vous pouvez nourrir deux enfants, le troisième serait de trop, « il n'y a pas de place pour lui au banquet de

la vie ¹. » Et, si vous vous lamentez sur la misère de votre famille, ne prenez que pour ce qu'elle vaut cette réponse de bourru bienfaisant : Pourquoi la faites-vous si nombreuse ? Y a-t-il plus d'humanité, je le demande, à vous exciter à la reproduction et à vous laisser, par impuissance, dans le dénûment que vous vous serez fait.

Quand Malthus a parlé de contrainte morale, il entendait l'abstinence, difficile sans doute, mais aussi rigide que peut la rêver un ministre évangélique. On peut douter qu'elle soit applicable d'une manière absolue, mais ce serait abuser des mots que de la trouver immorale ².

Ainsi, les reproches adressés à la doctrine de Malthus n'ont aucune valeur scientifique ; ils n'ont été mis en avant que par ceux qui n'avaient pas lu l'ouvrage de l'illustre économiste. Passons aux *objections*. Elles sont de deux sortes : les unes partient des reproches et ne sont que des exagérations ; les autres sont plus positives : nous allons réduire les premières à leur plus simple expression, et réfuter les autres.

¹ Malthus écrivait dans un pays alarmé par les cris du paupérisme ; ses principaux contradicteurs (Godwin, Everett), au contraire, au point de vue d'un pays où il n'y avait pas encore assez de population. Évidemment, Malthus a eu peur du torrent révolutionnaire. Et qui n'en a pas peur, parmi ceux qui pensent à la profonde misère d'une foule d'hommes auxquels les mieux intentionnés n'ont que des réformes sociales fort vagues à proposer, ou des institutions politiques dont l'effet est indirect et appréciable seulement à distance. Mais citons les paroles de Malthus, qu'on a tant blâmées, et qui se trouvent dans les premières éditions de son livre : « Un homme « qui naît dans un monde occupé, si sa famille n'a pas les moyens de le « nourrir, ou si la société n'a pas besoin de son travail, cet homme n'a pas « le moindre droit à réclamer une portion de nourriture, et il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point « de couvert mis pour lui ; la nature lui commande de s'en aller, et elle ne « tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution. » C'est effrayant ; mais Malthus ne l'invente ni ne le conseille ; il le constate et en avertit le père de famille et tous ceux qui coopèrent à la multiplication des hommes hors des proportions avec les subsistances. Au lieu de : *n'a pas le moindre droit de réclamer*, mettez : *n'a pas le moindre pouvoir*, et la phrase de Malthus ne sera que l'expression de notre état social.

² On dit que saint Paul a recommandé la contrainte morale (78). Charles Comte, dans son éloge de Malthus, cite des ministres de l'Évangile qui l'ont prêchée.

OBJECTIONS. — *Première objection.* On ne conteste pas les deux propositions de Malthus sur la tendance de la population à déborder les limites de la subsistance ; mais on conteste les termes numériques de ses progressions et on blâme cette forme arithmétique d'appréciation.

Le langage arithmétique n'est ici que pour mieux formuler la pensée, et il est évident qu'on ne peut pas donner une démonstration, à un millième près, du développement des progressions et du rapport qui les lie. Là n'est pas la question, et la théorie est substantiellement vraie, si l'on est d'ailleurs obligé d'admettre que la force du développement des hommes tend à dépasser celle du développement des moyens de vivre. On a montré par le raisonnement que la population pouvait tripler en vingt-six ans ; l'exemple de l'Amérique a prouvé, par le fait, que la population pouvait doubler en vingt et un ans et quelques mois (Warden, *Description des États-Unis*). Mais qu'importe la grandeur de la période ? qu'elle soit de 25, 50, 75, 100 ou 125 ans, le principe n'en est pas moins vrai, et il faut s'occuper de la difficulté, avec cette différence toutefois qu'il vaut mieux avoir affaire à un orage lointain qu'à une tempête voisine. De l'aveu de Godwin, qui a voulu réfuter la doctrine de Malthus, la population suédoise aurait doublé en cent ans ¹.

Deuxième objection. Il y a, a-t-on dit, dans l'homme un principe aristocratique qui le porte à tout ce qui peut augmenter son bien-être, sa considération et le rang qu'il occupe dans ce monde. Or, ce principe est capable de balancer son désir de procréation. Malthus, a-t-on ajouté, l'a trop méconnu : ce principe rendra ses conseils inutiles, et il nous fait suffisamment voir que sa doctrine est exagérée.

Distinguons. Niez-vous que les hommes naissent pour mourir rapidement dans certaines classes ? On vous a prouvé le contraire ; et dès lors Malthus a rendu service en nous prévenant et en donnant ses conseils. En second lieu, nous reconnaissons l'existence du principe aristocratique ; nous le constatons avec vous dans toutes les classes, chez tous les individus. Ce principe est un bien, quand il

¹ Godwin a publié : *Recherches sur la population*, deux volumes, traduits par M. Constancio, 1821. Malthus et Godwin se servent des relevés de Wargentin. La période de doublement est de nos jours de 41 ans en Belgique, 42 ans en Hollande et en Piémont, de 50 ans en Norvège et en Irlande..., de 78 ans en Angleterre..., de 118 en France.

n'est pas trop exagéré, car il excite l'homme à s'élever : les uns ¹ l'ont exagéré, d'autres ² l'ont méconnu ; mais c'est un des leviers qu'emploie le dieu du progrès ³. Cependant, il serait facile de prouver que, malgré son énergie, il n'a pu lutter seul contre le principe de population ; et l'une des raisons de ce fait, c'est que la prudence appartient à l'âge mûr et aux classes instruites. Malthus a donc rendu service en constatant l'impuissance de ce principe jusqu'ici et en avertissant toutes les classes où il n'est pas bien dirigé. N'est-il pas vrai que, si les classes supérieures observent ce principe, il est méconnu dans une bonne partie des classes moyennes, et dans les classes pauvres surtout, appelées prolétaires ⁴ ou faiseurs d'enfants ?

On entend souvent répéter cette assertion banale : si les classes pauvres ont le plus d'enfants, c'est que la Providence a voulu contrebalancer les effets de la débauche des riches. Singulier moyen que la Providence aurait pris là pour punir les uns de la faute des autres. L'explication par la Providence n'est qu'un fatalisme paresseux auquel il faut répondre : Aide-toi, le ciel t'aidera. (Voir Malthus, *Essai sur la population*, l. II, c. XIII, p. 313, édition 1843.) Loin de nous le désir de pallier le crime de la prostitution payante, mais je ne puis m'empêcher de dire qu'il y a une singulière exagération dans la seconde partie de cette proposition. Faut-il répéter que les enfants des pauvres meurent plus vite et plus souvent que ceux des riches, et qu'ils ne comblent aucun déficit ? Il y a donc erreur sur ce point. Si maintenant vous voulez savoir pourquoi le pauvre s'abandonne imprudemment à la reproduction, c'est que la misère et l'ignorance ont abruti ses facultés, qu'il est devenu égoïste, insouciant de l'avenir des siens comme du sien propre, intempérant, incapable de la moindre contrainte, et enfin insensible quelquefois à la perte de ses petits, dont la mort le délivre, et pour lesquels il sait bien qu'un sort pareil au sien n'est pas à regretter (Rossi) ⁵. Montesquieu avait déjà dit : « Les gens qui n'ont absolument rien, comme les mendiants,

¹ Les aristocrates.

² Les communistes.

³ Ce principe s'accorde parfaitement avec la tendance démocratique et égalitaire des sociétés modernes.

⁴ Du latin *proles*, enfants, petits. Les Romains disaient déjà *proletarius* pour indigent et de basse condition.

⁵ Il y a de nobles et touchantes exceptions, et nous savons aussi jusqu'où peut s'élever la sublimité de l'amour maternel chez la femme du pauvre.

ont beaucoup d'enfants ; car il n'en coûte rien au père pour donner son art à ses enfants, qui sont en naissant munis des instruments de cet art. » (*Esprit des lois*, liv. XXIII, chap. XI.)

Le principe de la conservation du bien-être n'a pas d'action sur la classe la plus nombreuse, qui obéit passivement au principe bien plus énergique du désir ; donc la nécessité des doctrines de Malthus subsiste.

En pareille matière, la distinction des classes est indispensable : quelques chiffres seront une démonstration irréfutable. En France, les hommes de 40 à 43 ans meurent :

S'ils sont riches ou aisés, dans la proportion de 0,83 sur 100 ;

S'ils sont pauvres et besoigneux, dans la proportion de 1,87 sur 100 ;

C'est-à-dire qu'il meurt le double et 1/4 de pauvres !...

Dans les colonies anglaises, les nègres mouraient comme suit :

Les nègres esclaves, dans la proportion de 1 sur 3 ou 6.

Les nègres libres, dans la proportion de 1 sur 33 ou 34.

C'est-à-dire qu'il mourait six fois plus d'esclaves !

A Paris, il est mort, de 1817 à 1836, 1 habitant sur 43 dans le 12^e arrondissement, 1 habitant sur 63 dans le 2^e arrondissement.

Ces distinctions sont indispensables dans les investigations historiques au sujet des lois de la population. Certaines classes ont progressé, d'autres ont disparu, et les peuples actuels sont des résultantes dont il faut analyser les éléments. Si vous les prenez en bloc, vous ne voyez pas ce qui s'est passé : c'est ce que Malthus a démontré par ses belles recherches statistiques.

Troisième objection. « Le régime sous lequel les êtres naissent, vivent, se développent et s'anéantissent, doit être soumis à des calculs plus sûrs que ne le sont ceux de quelques esprits mathématiques. Le grand ordonnateur a tout prévu, et il n'a pu livrer le monde à la famine : de même qu'il procède aujourd'hui par voie d'excédant, il peut procéder par voie d'équilibre. L'eau ne coule que tant qu'elle trouve une pente... L'économie politique doit rester neutre sur ce terrain... Sur des questions aussi délicates, le plus sûr est de s'abstenir ; l'économiste doit s'en désintéresser comme le prêtre. » C'est un de nos meilleurs écrivains, c'est M. Louis Reybaud, qui parle ainsi. (*Journal des Économistes*, 1^{er} vol., 194.)

Certes, la Providence calcule mieux que les économistes ; mais pourquoi ceux-ci ne découvriraient-ils pas, comme les autres savants, quelques-uns de ses calculs ? pourquoi Malthus n'aurait-il pas mis le

doigt sur le principe de population ? Dieu n'a pas livré le monde à la famine, pas plus qu'il ne l'a livré aux crimes ; mais est-ce une raison pour que l'homme n'use pas de sa liberté et de son intelligence afin de prévenir la misère et l'influence des méchants ? Aide-toi, le ciel t'aidera. Comment l'économie politique peut-elle rester neutre sur la principale cause de la misère et de la concurrence ? Le sujet est délicat sans doute, mais nous ne voyons pas que la prudence ait rien d'impudique ¹.

EXAGÉRATIONS. — *Première exagération.* En admettant la théorie de Malthus, la nature du mal, quelques publicistes en ont proclamé la fatalité, ainsi que l'inutilité du remède.

Mais la population en excès peut ne pas naître ; car l'homme est intelligent et libre ; car il peut prévoir le mal, quand il le connaît. Sans cela, il faudrait avouer qu'il serait moins bien partagé que les animaux, qui ne naissent pas là où ils ne peuvent pas vivre. C'est ici l'école, si c'en est une, que l'on a toujours confondue avec celle de Malthus, et qui a tant nui dans l'esprit public à la connaissance du principe de population ².

Autre exagération. Ce qui a le plus abusé les adversaires de Malthus, ce sont les conséquences qu'on a tirées de sa doctrine relativement aux établissements de charité, que des esprits absolus ont voulu supprimer radicalement comme stimulants de la population.

La première partie de la doctrine, qui démontre le *principe de population*, est ici fort innocente. Elle est oui ou non l'expression d'une vérité. Si oui, reste l'application, qui se rattache à des établissements bien différents : les tours ne sont pas des hospices, et les hospices ne sont pas des hôpitaux. Il y a des prisonniers à amender, des pauvres à secourir, des vagabonds à remettre sur la bonne voie, des enfants dont il faut éviter la naissance, des petits êtres tout nés qu'il faut faire vivre, si l'on peut, en leur rendant des mères. Ce n'est pas une affaire facile que l'application d'une saine charité dans ces diverses circonstances. La doctrine de Malthus ne vous empêche pas d'être bon ; mais elle vous apprend qu'il faut surveiller votre charité, et elle

¹ D'ailleurs, M. Reybaud est lui-même partisan des mariages tardifs et de la prudence dans le mariage.

² Quand vous entendrez parler du *malthusianisme*, de *Marcus* ou de toute autre folie, soyez sûr que celui qui parle ne connaît pas la doctrine de Malthus. Voyez le livre IV, chap. V, de l'*Essai* de Malthus, sur le *principe de population*.

n'a jamais eu la prétention de supprimer immédiatement, totalement et absolument toutes les institutions de charité. Entre la taxe des pauvres et les lits de l'Hôtel-Dieu il y a une immense différence. Apprenons quelle doit être la véritable charité; sachons en apprécier les résultats; soyons grands, soyons généreux, soyons frères; Malthus ne s'y opposa jamais. L'étude scientifique de ces questions commençant à peine, l'économie politique semble avoir pour mission d'éclairer les voies, d'analyser les procédés; mais il y a à faire en dehors d'elles une foule de recherches statistico-morales sur les maux de l'humanité; le tout avec discernement.

Ce que demande Malthus, c'est qu'on dise la vérité aux hommes; c'est qu'on ne détruise pas en eux l'esprit, le ressort de la prévoyance; c'est qu'on ne les berce pas de chimères, en leur promettant des systèmes politiques renfermant la panacée universelle, en leur faisant entrevoir qu'une meilleure distribution seule *suffirait* pour mettre tout le monde à l'aise, ou que la charité pourra se généraliser assez pour que le superflu des riches comble le déficit des pauvres; en cherchant à leur persuader que, quel que soit leur nombre, la société *doit* et *peut* leur donner du travail et des *salaires suffisants*: comme si la production des subsistances pouvait se développer indéfiniment; comme si des salaires élevés pouvaient exister en même temps qu'un superflu de population; comme si la charité officielle et administrative n'engendrait pas la démoralisation de ceux qui la reçoivent; comme si la charité particulière n'était pas une vertu infiniment restreinte parmi les hommes. Il faut lire, sur tous ces points de la doctrine de Malthus, la dernière partie de son livre.

ILLUSIONS (*émigrations et réformes*). Il y a des personnes qui, tout en repoussant la forme arithmétique des deux progressions, ne peuvent pas nier positivement que la population n'ait une tendance bien marquée à s'élever au-dessus du niveau des subsistances; mais elles traitent d'inhumains et d'immoraux les conseils de Malthus, parce qu'elles les confondent souvent, il faut le dire, avec la dureté des exagérations précédentes, et parce qu'elles croient avoir des procédés plus généreux pour alimenter l'excès de la population, savoir: l'émigration dans les pays inhabités et une meilleure distribution des richesses sociales.

Nous voilà aux prises avec l'école dite française, qui s'attribue modestement le monopole des sentiments généreux. Malthus a constaté le mal; il a proposé certains remèdes; c'est le chef de l'école

anglaise. D'autres ne veulent pas se donner la peine de savoir si sa découverte est vraie; et ils en nient l'utilité et la moralité, parce qu'ils ont le moyen de toujours faire vivre les nouveaux venus; c'est l'école qui s'est baptisée française. Il lui reste à prouver que les procédés d'amélioration sont bons. Passons-les en revue.

Le monde est grand, disent-ils; pourquoi ne remplissez-vous pas les vides par l'émigration et les colonisations?

D'abord, l'émigration ne serait même en théorie qu'un palliatif. Supposez-la simple et facile; supposez que la population actuelle, courant sur les ailes de la vapeur, se dirige en convois rapides sur tous les coins inhabités du monde; supposez la parabole saint-simonienne et fouriériste réalisée, le globe embelli et l'espèce humaine se divertissant sur tous les points de notre heureuse planète; ce serait le commencement de la difficulté: de la facilité de placer la famille résulterait l'accélération du principe progressif de population; la loi américaine au moins, les obstacles n'y étant plus, aurait son cours, et une simple formule d'arithmétique peut dire combien peu de fois vingt-cinq ans il faudrait à l'espèce humaine pour s'encaquer ici-bas. Le mal est plus près de notre génération qu'on ne pense; mais, d'ailleurs, fût-il à une grande distance, la science devrait-elle le négliger? « S'il était démontré, avec la même certitude qu'on prévoit une éclipse, que d'ici à deux mille ans une énorme comète viendra se heurter contre la terre, que penseraient les savants de celui qui, vu la longueur du délai, se moquerait des principes de la science? » (Rossi.)

Non-seulement l'émigration ne serait plus possible dans quelques siècles, mais elle est aujourd'hui un moyen bien insuffisant; car il y a des pays dans lesquels il y a un excès de deux ou trois millions d'hommes, et d'où l'émigration n'en retire que quelques milliers. Il ne s'agit pas en effet d'une grande population, mais du *superflu* d'une population grande ou petite. Malthus n'a évidemment pas négligé cette distinction. D'après Warden, ancien consul des États-Unis (cité page 385), on n'a longtemps compté que 4,000 émigrants en Amérique, et ce à l'époque où la population indigène se doublait. Ce moyen sera toujours aussi mesquin, car, pour émigrer, en mettant de côté l'influence du climat et de la patrie, qu'on n'emporte jamais à la semelle de ses souliers, comme disait Danton, il faut des capitaux pour se faire un abri, pour exploiter le sol et attendre les récoltes. Or, ces capitaux, dans un pays trop peuplé, ne peuvent se former,

surtout au sein des classes nombreuses; et, si l'État les fournit, comme il les prend surtout aux classes nombreuses par l'impôt, la difficulté est la même.

Maintenant écoutez la protestation éloquentة de M. Rossi : « Il est, dit-il, des philanthropes qui erient aux populations : Ne faites pas attention aux conseils des économistes, fondez sans scrupule des familles, l'émigration viendra à votre secours; vous mènerez loin d'iei des jours heureux dans la chaumière de Baucis et Philémon. A notre tour, nous prendrons par la main les hommes imprudents, et nous les mènerons dans le port où s'embarquent les émigrants, sur ces quais couverts de pauvres, de mendiants, livrant tous le peu qu'ils possèdent pour payer leur passage, pour se faire entasser à fond de cale comme des nègres, laissant derrière eux le souvenir de l'enfance, les consolations du sol natal, n'ayant devant eux que des dangers et des souffrances, un avenir sombre et menaçant, sans autre gage de sûreté que des promesses imprudentes ou fallacieuses, les rêves d'un philanthrope ou les mensonges d'un spéculateur. Nous les mènerons sur les plages où sont jetés ces émigrants, ceux du moins qui survivent au passage; leur petit capital est consommé, et sur cette terre américaine, qu'on appelle la terre de la liberté par excellence, quoiqu'il ne soit pas même permis d'y exprimer un vœu pour l'abolition de l'esclavage, ils arrivent pauvres, inconnus, dépourvus de tout. Que deviennent-ils? On leur a dit à Heidelberg, à Glaris, qu'ils trouveraient la terre promise, de hauts salaires, et ils se trouvent en présence d'entrepreneurs qui déjà, grâce au développement de la population, n'ont plus un besoin urgent de leur travail. Il faut donc se vendre à bas prix, loin de sa patrie, loin de ceux dont les regards seuls seraient une consolation, au milieu d'un peuple inconnu, peut-être aussi parlant une langue qu'on n'entend pas, professant une religion différente de celle qu'on aime. Voilà ce qu'on appelle un moyen de pourvoir à l'excédant de la population; c'est sans doute un moyen de rétablir le niveau; mais en quoi diffère-t-il, si ce n'est par la lenteur du supplée et par un surcroît d'angoisses, de cet autre moyen bien plus simple, la mort chez soi? MM. les philanthropes ressemblent par trop à ceux de nos médecins qui, pour se débarrasser de leurs malades, les envoient mourir loin. »

Deux brillants écrivains, M. Louis Reybaud et M. Blanqui, le premier, dans l'article cité du *Journal des Économistes*, en rendant compte du cours de M. Rossi; le second, dans le tome II de son élé-

gante *Histoire de l'économie politique*, en exposant la doctrine de Malthus, ont dit avec raison que l'expatriation était providentielle, et que, jusqu'à ce jour, elle avait rendu d'immenses services à la civilisation et à l'industrie de tous les peuples. Mais, partant de cette idée qui leur a inspiré de belles pages, ils trouvent, à tort, selon nous, les craintes de Malthus chimériques, sa loi suffisamment combattue, et ils comptent sur l'expatriation et sur Dieu pour rétablir l'équilibre.

Personne assurément ne peut ni ne veut nier les effets civilisateurs de l'expatriation, et l'intervention de la Providence sur les choses d'ici-bas. Mais la question n'est pas tout à fait là. Il s'agit de savoir si l'expatriation est un moyen suffisant de déverser l'excès de population, si ce moyen suffit et s'il suffira; or, les considérations exposées ci-dessus et l'histoire du passé démontrent le contraire. M. Reybaud lui-même nous fait apprécier combien peu l'émigration soulage les populations trop serrées. « Depuis le xvi^e siècle, dit-il, l'Europe, dans le cours de 500 ans, envoie en Amérique 25 millions de blancs qui chassent devant eux les cuivrés éperdus. » C'est un peu plus de 80,000 émigrants par an dans toute l'Europe, et pour mettre un obstacle, assez positif d'ailleurs, à la reproduction des cuivrés! L'administration française n'a pas de documents sur le chiffre annuel des émigrations. M. Logoyt (*France statistique*) croit pouvoir l'évaluer à 5,000. Est-ce plus ou moins que l'immigration? En 1842, l'accroissement de la population par l'excès des naissances sur les décès a, d'après le relevé officiel, été de plus de 160,000 habitants!

« De tous les bagages, dit Adam Smith, l'homme est celui qui se transporte le plus difficilement d'un lieu à un autre. » J.-B. Say (liv. I, chap. VIII; 4^e partie, chap. V) cite des Chinois que la faim avait chassés de leur pays, qui devaient y trouver la peine de mort, et qui ne voulurent pas moins y retourner. Il explique comment le pauvre aime autant son pays que le riche. « Un canton différent, ajoute-t-il, est, pour la classe laborieuse, un pays étranger ¹. »

En somme, il n'y a qu'une manière efficace d'émigrer : celle des Huns et des Vandales, qui partaient avec armes et bagages, ravageant

¹ Voici l'opinion de M. Destutt de Tracy (*Traité d'économie politique*, 211) : « L'émigration n'est jamais un remède suffisant ; on a toujours trop de peine à s'y déterminer. Pour qu'elle devienne un peu considérable, il faut que les vexations soient effroyables, et même alors le vide qu'elle opère est bientôt rempli comme celui qui résulte des grandes épidémies. »

tout sur leur chemin, exterminant les vaineux et se mettant en leur lieu et place !

Guerre. On a aussi proposé la guerre pour diminuer le nombre d'hommes et par suite la concurrence ; c'est le procédé de beaucoup de publicistes.

Il vaudrait autant adopter l'usage chinois, de donner les enfants aux cochons. Et puis le procédé est cher : chaque soldat qui diminue la concurrence, en s'éliminant dans un ravin d'Afrique, a coûté mille francs par an à la société. Il faut se rappeler encore que la dépense de l'enfant avant 16 ans a été estimée à 1,000 francs en moyenne.

Meilleure distribution des richesses. Nous arrivons à ceux qui croient avoir résolu le problème en disant : Il y a des oisifs et des opulents qui mangent le profit des travailleurs. Distribuez mieux la richesse, et vous n'aurez pas besoin de vous occuper des billevesées de Malthus et de cette absurde école anglaise. Godwin et plusieurs autres traitent fort cavalièrement les recherches de Malthus. (Voir les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des écrivains français.) Tel est notamment le langage de la plupart des écoles socialistes qui s'attribuent aussi le monopole des sentiments généreux.

Notre première observation aura pour but de faire remarquer que cette nuance d'adversaires ne connaît pas au juste le livre de Malthus. Les exceptions font ressortir la règle. Secondement, il a été démontré bien souvent qu'en admettant la distribution actuelle injuste, les procédés nouveaux d'organisation ne sont que des généralités insignifiantes ou des expédients très-douteux. Troisièmement, en admettant aussi que la distribution puisse se faire demain de la manière la plus équitable, la plus paternelle, la plus chrétienne, la plus égale, la difficulté ne serait reculée que de quelques années. Ce fait, par lui-même, n'amènerait point le développement progressif de la population, et nous ne tarderions pas à retomber dans le même embarras. Une meilleure distribution n'est donc qu'un palliatif, au point de vue de cette question, absolument comme l'émigration. Fourier lui-même, en promettant un produit quadruple, a annoncé que la population ne tarderait pas à dépasser les subsistances, et à se remettre dans la misère, sans les quatre moyens d'équilibre qu'il propose : la gastrosophie, la vigueur des femmes, l'exercice intégral, et, Dieu lui pardonne, les mœurs phanérogames !

Terres incultes. C'est encore un palliatif que la mise en culture des terres incultes. Nous ne voulons pas nier l'utilité des conquêtes agri-

coles ; mais il est évident, d'après ce qui précède, que ces améliorations de l'agriculture, fort lentes, seront toujours neutralisées, et au delà, par la précipitation de la population, si l'on méconnaît les conseils de la prudence. Mais le plus souvent ces tentatives sont des erreurs au point de vue de l'agronomie, et on ne tarde pas à s'apercevoir qu'on a employé du travail et de l'engrais sur de mauvaises terres, tandis que ces capitaux eussent donné de plus utiles résultats sur des terres de qualité supérieure (174). (Voir *Essai sur la population*, liv. III, chap. XIV.)

Pommes de terre. L'argument des terres incultes n'est, en dernière analyse, qu'une illusion, ainsi que ce dernier argument favori d'une certaine classe de philanthropes. La pomme de terre est une bonne et excellente nourriture, quand elle est convenablement accompagnée, mais elle devient une triste chose quand elle est, comme en Irlande et dans les plus pauvres villages de France, l'unique soutien d'une population chétive et affamée. Mais admettez que le kilogramme de pommes de terre ou de tout autre légume équivalait à un kilogramme de bonne viande ; ce tubercule tarderait-il longtemps à manquer, si vous n'arrêtez pas le principe de population ? Nous sommes toujours en face de la même difficulté.

En Irlande, la tyrannie religieuse et la tyrannie politique, exercées pendant des siècles par le gouvernement anglais, ont laissé ce principe agir sans les compensations que les progrès de la civilisation ont introduites chez les autres peuples. Or, voici dans quel affreux martyre, malgré le développement de la culture des pommes de terre, les Irlandais traversent cette vie. « Tous, étant pauvres, n'emploient pour se nourrir que l'aliment le moins cher dans le pays, les pommes de terre ; mais tous n'en consomment pas la même quantité : les uns, et ce sont les privilégiés, en mangent trois fois par jour ; d'autres, moins heureux, deux fois ; ceux-ci, en état d'indigence, une fois seulement ; il en est qui plus dénués encore demeurent un jour, deux jours même, sans prendre aucune nourriture... L'Irlandais ne mange de viande qu'une fois l'an, le jour de Noël. » (*L'Irlande, sociale, politique*, etc., par M. Gustave de Beaumont. 6^e édition, 1845. Tome I, page 217.)

Conclusion. En résumé, il est prouvé et admis par la grande majorité des économistes :

1^o Que la population tend à dépasser le niveau des subsistances, et qu'elle peut doubler en vingt-cinq ans ;

2° Que ce qui s'oppose et s'est opposé à l'accomplissement de cette loi, c'est le vice et la misère, conduisant les populations au tombeau ;

3° Qu'il faut, pour éviter ce malheur, empêcher les enfants de naître plus vite que le développement des subsistances ;

4° Que la doctrine de Malthus doit être dégagée des exagérations de ceux qui ne le connaissent pas ;

5° Que l'émigration et la réorganisation des sociétés modernes ne sont ou ne seraient que des palliatifs très-insuffisants ;

6° Qu'il faut, par conséquent, avoir recours à d'autres moyens pour maintenir les populations dans des limites raisonnables.

Nous connaissons les moyens proposés par Malthus (78).

M. Rossi, en interprétant la pensée des économistes, admet des moyens directs et des moyens indirects. Les moyens directs sont : une bonne éducation nationale ; la cessation de tout encouragement direct, soit religieux, soit moral, soit politique ; la cessation de tout encouragement indirect, comme l'aumône officielle, la taxe des pauvres ¹, la charité imprudente, etc. ; enfin les mariages tardifs ou prudents. Les moyens indirects sont : l'établissement de la liberté du travail et du commerce, avec toutes ses conséquences. En somme, M. Rossi ne veut pas qu'on encourage la reproduction, mais seulement le travail, il veut au contraire qu'on éclaire les travailleurs. Par bonne éducation, M. Rossi entend surtout une vulgarisation simple et pratique de l'économie politique et de toutes les notions dans lesquelles le travailleur apprend à voir les choses comme elles sont, et à ne pas se laisser entraîner par les rêveries et les illusions, et surtout à prévoir la misère qui le fait disparaître de ce monde avant le terme.

Nous avons dit les graves inconvénients d'une législation prohibitive, qui crée des industries factices, accumule les populations sur certains lieux d'une manière artificielle, provoque une concurrence meurtrière, entrave la production et rend le privilège inexpugnable.

M. Rossi recommande, après Malthus, les mariages tardifs. Ces deux savants appellent ainsi les mariages dans lesquels les contractants ont attendu le capital ou l'industrie nécessaire pour entretenir

¹ Avant 1834, on donnait en Angleterre des secours assurés aux pauvres ; cette prime avait engendré d'immenses abus qu'a révélés l'enquête. Voir une note finale que nous avons insérée dans la nouvelle édition de l'*Essai sur le principe de population*, tome XII, p. 660, de la *Collection des principaux économistes* de Guillaumin.

une famille, et non les mariages d'où seraient exclus les jeunes hommes. Car, sans vouloir marier des enfants, l'expérience prouve que l'homme marié de bonne heure mène une vie plus régulière qui prévient les naissances illégitimes. Mais il faut que ces mariages précoces soient prudemment conduits pour éviter la misère. Il nous semble que la morale la plus sévère trouvera qu'il vaut mieux empêcher les enfants de naître que de les faire éclore au milieu des privations ¹.

V. — Sur la liberté du travail. — Les corporations; les règlements de fabrication, etc.

Il n'y a qu'à lire l'histoire pour être édifié sur les inconvénients de l'ancienne organisation de l'industrie française en corporations, jurandes et maîtrises. Les règlements, soit ceux de l'autorité, soit ceux des corporations, étaient devenus ridicules, odieux et tyranniques.

Défense était faite aux menuisiers de prendre des bois gercés ou ayant aubier; avec ordre de faire les goujons en fer et les jointures avec la colle. Le peaussier devait s'enquérir de l'état sanitaire de la bête vivante. Il n'était pas permis au chandelier de mêler la cire neuve avec la cire vieille, le suif de mouton avec la graisse de vache. Pour les mèches, la quantité de fils était déterminée. Il y avait une confusion inextricable entre les attributions des poulailleurs, oyers et rôtisseurs; défense était faite aux oyers de réchauffer de la viande. Au commencement du ^{xvi}^e siècle, les rôtisseurs s'émancipèrent au point de mettre à la broche la volaille et le gibier. De là un procès entre les deux corporations, qui dura jusqu'au ^{xvii}^e siècle. « Cette mésintelligence, dit Delamarre, causa beaucoup de troubles à l'ordre public; les volailles et le gibier se vendaient plus cher. » Lutte pareille entre les libraires et les bouquinistes, entre les selliers et les

¹ Bien que cette note soit assez longue, nous sommes loin d'avoir épuisé le sujet; nous renvoyons donc au livre de Malthus, qui a abordé toutes les faces du problème. On y trouvera l'analyse des systèmes de Condorcet et de Godwin, d'Owen, etc., dont l'appréciation conduit à celle des socialistes plus modernes. Voir aussi deux excellents travaux de M. Rossi, dont le nom est souvent intervenu dans cette discussion : 1^o cent pages qu'il a mises dans son *Cours*; 2^o l'introduction qui précède la nouvelle édition de Malthus. J.-B. Say a aussi plusieurs chapitres de son *Cours complet* consacrés à ce sujet. Adam Smith ne s'est pas préoccupé de l'excès du nombre des hommes.

charrons, les taillandiers et les maréchaux ferrants, les cloutiers et les serruriers; guerre des cordonniers contre les savetiers (pour ôter à ceux-ci même le droit de faire les souliers de leurs femmes et de leurs enfants); guerre des fripiers contre les tailleurs : ceux-ci ne pouvant doubler qu'avec du neuf, à l'exception toutefois des habits de bourgeois qui pouvaient être doublés avec de vieux habits de gentilshommes, « s'ils ne sont, dit le règlement, ni trop usés, ni trop râpés. » Le tailleur ne pouvait avoir qu'une boucle à sa perruque; l'orfèvre et le perruquier pouvaient s'en permettre deux; l'apothicaire avait le droit d'en porter jusqu'à trois!

Chaque maître ne pouvait avoir qu'un compagnon. Pour être compagnon, il fallait avoir été plusieurs années, sept ans en moyenne, apprenti; pour passer de la qualité d'aspirant à celle d'apprenti, de celle d'apprenti à celle de compagnon, de celle de compagnon à celle de maître, il fallait subir des examens, obtenir des brevets. Encore le brevet obtenu dans une ville n'était-il pas valable dans l'autre. Mais si ces brevets ou diplômes ne s'obtenaient pas sans peine, ils ne s'obtenaient pas non plus sans argent. Recevait-on la lettre de maîtrise, il fallait payer l'enregistrement du titre, et le droit royal, et le droit de police, et le droit d'ouverture de boutique, et les honoraires de doyen, et ceux des maîtres-ouvriers, et ceux des maîtres modernes, et ceux de l'huissier, et ceux du clerc. Puis venaient à l'église les frais du *Te Deum*, dont je passe le détail. Roland de la Platière porte les frais d'obtention de maîtrise à 2,000 francs. Il en coûtait 200 francs pour passer maître bouquetière.

Ainsi, il fallait du temps et de l'argent pour obtenir la permission de travailler; il en fallait encore pour défendre son privilège contre les autres corporations. De là des procès et des frais de justice ruineux : les communautés de Paris dépensaient ainsi un million par an.

Lisez maintenant le mémoire de Roland de la Platière, et vous saurez jusqu'où pouvait, jusqu'où devait aller la police des manufactures. Descentes de justice, confiscations, amendes, combustion de tissus en place publique, nom de fabricant exposé au carcan, emprisonnement, violences de la maréchaussée, des gens de loi, etc., et finalement honte, frais et discrédit; le tout pour une matière inégale, un tissage irrégulier, un nombre de fils ou une teinte contraire aux règlements ou aux idées de MM. les inspecteurs des manufactures. Ce système était une barrière à tout progrès; les idées nouvelles étaient obligées de se cacher et de fuir à l'étranger : c'est ce qui arriva notam-

ment pour l'invention de la tôle vernie, trouvée en 1761, et qui ne revint en France qu'en 1793.

L'élan de l'industrie depuis que ces obstacles n'existent plus, les gigantesques progrès qu'elle a faits depuis cinquante ans en France, sont une des preuves les plus palpables que l'on peut invoquer contre ce système, symétrique en apparence, et au fond très-anarchique. Quelques voix s'élevèrent sous le consulat pour proposer de nouveau une organisation analogue, et c'est à cette réaction que nous devons ces prétendus décrets organiques de l'empire, dont la plupart ont créé de nouvelles entraves à l'industrie. Dans ces derniers temps, au milieu des plans les plus bizarres d'organisation industrielle, quelques publicistes ont ressuscité l'idée des corporations sur de nouvelles bases. Ils ont oublié que l'erreur est dans l'organisation administrative elle-même; c'est spontanément, naturellement, librement, que l'industrie doit se développer, progresser, se transformer, *s'organiser*. Quelque paternelle que soit la réglementation d'une loi, elle ne tarde pas à être tyrannique et incompatible avec les diverses branches du travail, dont les unes poussent à nouveau, dont les autres meurent par l'action de la nature même des choses (*vis interna rerum*). Quoi qu'on fasse, il faut toujours aboutir dans le système de la réglementation à des conditions d'apprentissage et de maîtrise; il faut diviser et limiter la compétence des corporations; il faut établir des règlements pour maintenir tout cela; si donc on recommençait l'expérience des siècles précédents, on verrait surgir les mêmes abus, on se briserait contre les mêmes impossibilités ¹.

¹ Voir les ouvrages suivants, dans lesquels le lecteur pourra acquérir une instruction approfondie sur l'ancienne organisation des arts et métiers : *Rapport sur les corps d'arts et métiers* à la chambre de commerce, par M. Vital-Roux, 1805; les chapitres V, VI et VII de l'*Économie politique* de M. Droz, 2^e édition; l'auteur reproduit et complète les idées qu'il émettait déjà dans un écrit publié en 1801; l'article *maîtrises* dans l'*Encyclopédie*, par Roland de la Platière; son mémoire dans la partie de l'*Encyclopédie méthodique* intitulée : *manufactures, arts et métiers*; des articles de MM. Vincent et Wolowski dans la *Revue de législation*, dirigée par ce dernier, volume de 1843; deux articles de M. Renouard dans le *Journal des économistes*, tomes V et VI, 1843; l'ouvrage *sur l'administration et la finance*, par M. Costaz; un remarquable chapitre de M. Louis Blanc dans le 1^{er} volume de l'*Histoire de la révolution française*, et enfin le *Plan de réorganisation des classes industrielles*, 2^e édition, 1847, par M. de Lafarelle, qui a cherché à concilier l'ancien système des corporations avec la liberté moderne.

VI. — Des exceptions que le système de liberté comporte dans la production.

On doit conclure de ce que nous avons dit que, s'il faut admettre les règlements, c'est dans le moins de cas possible, toutes les fois seulement que la morale et la salubrité publique, ou, si l'on veut, la politique, l'exigeront, mais en dehors de la science de la production et du bon marché.

Nous reconnaissons qu'il peut y avoir, quant à présent, des garanties à demander en France au médecin, au pharmacien, au notaire, à l'huissier, et que c'est dans ces professions surtout que l'intervention du gouvernement peut être légitimée. Cette intervention ne serait pas aussi facile à justifier pour les professions d'avocat, d'avoué, de boulanger, de boucher, d'agent de change, de courtier, d'ingénieur, de professeur, d'imprimeur, de marin, de portefaix, de verrier, de prêteur, de banquier, d'ouvrier, de négociant et d'industriels de toute espèce, etc., qui sont encore organisées en monopoles en France, ou soumises à des lois de maximum ou de prohibition. Mais enfin, en admettant l'intervention, il reste à dire s'il est préférable de s'y prendre comme on le fait aujourd'hui par voie de censure préalable, ou s'il n'y aurait pas avantage à proclamer une liberté pleine et entière, sauf à réprimer à l'aide d'un code intelligent les écarts et les abus. Ne pouvant entrer dans ce long examen, nous nous bornons à un très-petit nombre d'observations, en renvoyant le lecteur à l'ouvrage de M. Dunoyer (*De la liberté*, etc.). Pour cet économiste, qui a longtemps réfléchi sur ces graves matières, la délicatesse d'un art n'est pas même une raison pour que l'administration supérieure se réserve le soin d'endoctriner ceux qui s'y livrent, de les éprouver elle-même, de se constituer juge de leur capacité, et de se rendre ainsi responsable de leurs actes.

Souvent le gouvernement intervient, comme en France, en exigeant des garanties (une certaine capacité, par exemple); en fixant le nombre des producteurs, et en s'en réservant la nomination. Pour concilier tous les avantages dont le consommateur a droit de jouir, un meilleur système serait celui qui ne demanderait que des garanties de capacité seulement quand cela semble plus indispensable, comme pour le médecin et le pharmacien; qui ne fixerait pas le nombre des

charges, pour laisser un libre cours à la concurrence, et qui ne ferait jamais nommer les titulaires par le gouvernement.

La capacité est plus nécessaire aux pharmaciens et aux médecins; le public a plus de peine à choisir d'une manière convenable que dans les autres professions où il fait lui-même justice des mauvais producteurs. La probité est nécessaire dans toutes les professions, dans les deux que nous venons de nommer, comme dans celles d'avoué, de notaire, d'huissier et d'agent de change, etc. Mais comment la constater? L'expérience prouve que le gouvernement est impuissant sur ce point : donc ce qu'il y a à faire, c'est de laisser le nombre des producteurs libre, afin que le public puisse choisir; cela vaut assurément mieux que l'exclusion par voie administrative.

Les monopoles (*charges*) d'avoués, de notaires, d'huissiers, d'agents de change, ont donné lieu en France à une grande question sur la justice et l'opportunité de la suppression de la *vénalité* de ces charges, principale cause des scandales qui ont épouvanté la société dans ces derniers temps. En ce moment, le gouvernement a l'air de choisir; mais en réalité c'est le titulaire qui élit son successeur; d'un autre côté, le montant de la vente n'est qu'un impôt mis sur le consommateur. Le gouvernement ne peut pas augmenter le nombre des charges, ni changer l'état actuel des choses en transformant en un emploi public ce qu'il a laissé accaparer comme une propriété. La question est donc peu soluble; le mal empire tous les jours, et le gouvernement se trouve dans la nécessité d'exproprier les titulaires des professions officielles, ou de dépenser des millions pour reprendre son droit. C'est au même point qu'en est la question de l'abolition de l'esclavage, qu'en est la question des sucres, et c'est le point où en seront tous les monopoles, quand on voudra les faire cesser. (Voyez sur cette question de la vénalité des charges deux chapitres du premier volume du Cours de M. Rossi.)

VII. — Sur l'histoire, l'altération et la variation des monnaies.

Les historiens ont cru pouvoir avancer que le grand mouvement des espèces d'Occident en Orient, qui ne s'est jamais ralenti, a commencé à l'époque de la translation du siège de l'empire à Constantinople. Ils en attribuent la cause première à l'émigration des capitaux à la suite des grandes familles. M. Jacob a publié (*Rech. hist. sur la production et consommation des métaux précieux*, 2 vol. in-8°, Angl.)

un tableau de la décadence monétaire de Rome, depuis Auguste jusqu'à la fin du ^v^e siècle, duquel il résulte que la diminution des espèces s'est opérée, depuis l'ère chrétienne jusqu'à l'année 482, dans la proportion de 9 à 4 milliards de francs; selon les calculs du même auteur, de l'année 482 à la fin du ^{ix}^e siècle, le numéraire tomba de 1 milliard à 823 millions. L'invasion des barbares, l'apparition des mahométans et les croisades, ont dû produire des phénomènes particuliers; mais il n'a guère été possible de les suivre dans ce dédale d'événements.

La diminution des espèces continuait à se faire sentir, lorsque la découverte des mines d'Amérique arrêta brusquement ce mouvement décroissant. En peu d'années, et surtout après la découverte des mines du Potosi en 1545, le numéraire se trouva bien plus considérable. La production moyenne des mines a été évaluée, par M. de Humboldt, comme suit :

De 1545 à 1600, à 60 millions de francs annuellement.

1600 à 1700, à 80 *dito* *dito*

1750 à 1800, à 180 *dito* *dito*

1800 à 1810, à 270 *dito* *dito*

Dans l'article *Mines du Dictionnaire du Commerce et des Marchandises* (2 vol. grand in-8°, chez Guillaumin, Paris, 1839), M. Jules Burat donne les renseignements suivants : La valeur de la production de l'or et de l'argent s'élève annuellement à la somme de 340 millions, dans laquelle l'Amérique entre pour 268 millions, c'est-à-dire pour les 11/14 de la totalité. L'argent figure pour 971,000 kilogr. valant 213 millions, et l'or pour 37,000 kilogr. valant 127 millions. Voici comment se répartit la production en argent et en or :

Production de l'argent.

AMÉRIQUE (Mexique, Pérou, Buenos-Ayres). 900,000 k.

EUROPE (Autriche, Saxe, Hartz, Prusse, etc.) 52,000

ASIE (Russie) 19,000

971,000 k.

Production de l'or.

AMÉRIQUE (Brésil, Mexique, Colombie, Chili, États-Unis). 21,000 k.

ASIE (Russie, Thibet, Archipel indien) 11,000

AFRIQUE (côtes méridionales). 4,000

EUROPE (Autriche, Bode, Piémont). 1,000

37,000 k.

A la suite de recherches longues et très-intéressantes, M. Michel Chevalier vient de se livrer (*Des mines d'or et d'argent considérées dans leur passé et dans leur avenir*, in-8°, 1847) à la discussion des documents les plus authentiques et les plus récents sur ce point important de statistique, et il est arrivé à former le tableau suivant :

Production de l'argent.

AMÉRIQUE	614,000 k.	156,400,000 fr.
EUROPE (1)	120,000	26,600,000
RUSSIE	21,000	4,600,000
DIVERS	20,000	4,400,000
	775,000 k.	172,000,000 fr.

Production de l'or.

AMÉRIQUE	14,900 k.	31,400,000 fr.
EUROPE	1,500	4,500,000
RUSSIE	22,500	77,700,000
AFRIQUE.	4,000	15,800,000
ARCHIPEL DE LA SONDE	4,700	16,200,000
DIVERS	1,000	3,400,000
	48,400 k.	167,000,000 fr.

La plupart de ces chiffres, que nous arrondissons, diffèrent notablement de ceux cités par M. Burat; ils indiquent : 1° pour l'argent, une diminution notable sur la production de l'Amérique, et une augmentation du double sur la production de l'Europe; 2° pour l'or, une diminution sur la production de l'Amérique, et une augmentation inouïe sur la production de la Russie. Mais il y a cela de remarquable, c'est que les deux évaluations que nous venons de rapporter donnent, à dix ans de distance, la même valeur d'environ 340 millions de production annuelle, l'excès de la production en or ayant compensé la diminution de la production en argent. Actuellement la production de l'or représente une somme égale à la production de l'argent. C'est un fait nouveau auquel personne ne se serait attendu il y a trente ans.

En faisant entrer dans les calculs ci-dessus la production vaguement supposée pour la Chine, l'Inde et le Japon, M. Michel Chevalier

¹ Allemagne du nord, 35,000 kil.; — Allemagne du midi, 25,000 kil. — Espagne, 50,000 kil.; — Suède et Norwége, France, etc., 10,000 kil.

porte à 400 millions l'extraction des deux métaux réunis dans le monde entier (page 112).

En somme, M. de Humboldt avançait que le produit des mines du nouveau monde s'élevait à la somme de trente milliards. Aujourd'hui il dirait environ quarante milliards.

On a des raisons de croire que l'immense fécondité des mines d'Amérique a versé dans le monde, jusqu'au commencement de ce siècle, douze fois autant de métaux précieux qu'il y en avait auparavant. Il semblerait donc que les prix devraient être douze fois plus considérables; mais on estime que les choses qui semblent avoir dû le moins varier de valeur coûtent environ six fois autant seulement (J.-B. Say). L'explication de ce fait se trouve dans les développements de l'industrie, dans l'accroissement de la population, et enfin dans l'exportation des métaux précieux en Asie. En effet, le passage des Indes par le cap de Bonne-Espérance ayant ouvert une communication avec un pays où les métaux précieux étaient plus rares qu'en Europe, le commerce trouva plus avantageux de faire des envois en argent en échange des marchandises. Ce flux d'Occident en Orient semble avoir tout à fait cessé; dans ces derniers temps, on l'a même observé en sens inverse.

Des révolutions contraires à celle qui suivit les premiers temps de la découverte de l'Amérique ont aussi été observées par suite de la diminution dans la production des métaux précieux. Quand, par exemple, la guerre du Pérou, en suspendant au Pérou et au Mexique les travaux des mines, réduisit l'extraction au tiers de ce qu'elle était auparavant, l'Europe y suppléa par le perfectionnement des effets de tous genres, qui ont pour but de remplacer ou de compléter le service de la monnaie. C'est ainsi que les marchandises en circulation s'étant accrues, les échanges n'en ont pas souffert, bien que les espèces aient diminué pour se convertir en ustensiles de toute espèce.

Ainsi, l'importance du numéraire diminue, et l'or et l'argent tendent à jouer désormais un rôle secondaire, celui dont les réserves sont chargées dans les banques. Bien que la valeur de ces métaux semble devoir augmenter par la réduction du produit des mines et par l'accroissement des besoins commerciaux, la monnaie de papier tend à les déprécier et à prendre leur place, parce qu'elle est plus commode, et qu'elle court moins de risques dans la circulation. Ainsi encore, ce n'est pas dans l'abondance des métaux précieux qu'il faut chercher les seuls avantages que l'Europe a retirés de la découverte

des mines du nouveau monde, mais bien dans les nombreux produits que l'ancien monde tire du nouveau, ainsi que dans les retours que celui-ci reçoit en échange.

L'histoire des monnaies est un des sujets les plus difficiles à traiter à cause de la confusion que les peuples, les souverains et les auteurs ont faite des noms, des choses et des valeurs ; aussi n'est-ce pas dans ce court exposé que nous prétendons l'éclaircir ; mais il nous suffira d'avoir cité quelques faits et rappelé la cause principale de toutes les erreurs, pour remplir notre cadre. Les gouvernements se sont longtemps persuadé qu'ils pouvaient à leur gré augmenter ou diminuer la valeur des monnaies ; c'est-à-dire ordonner que, tout en perdant de leur valeur, elles pourraient être échangées contre une plus grande quantité de marchandises.

Partant de là, tantôt ils retranchaient une partie du métal précieux, tout en ordonnant que les monnaies auraient cours pour la même valeur numéraire ; tantôt ils décidaient que ces monnaies auraient cours à un taux plus élevé sans rien ajouter à la valeur intrinsèque. Mais qu'arriva-t-il quand Philippe I^{er}, roi de France, mêla un tiers d'alliage dans la livre d'argent de Charlemagne, qui était primitivement de 12 onces, et qu'il appela du même nom de livre un poids de 8 onces d'argent seulement ? C'est que, pour une livre nouvelle de monnaie, on ne trouva plus à acheter que les deux tiers de la quantité de marchandises qu'on avait auparavant pour une livre de 12 onces. Les créanciers du gouvernement et ceux des particuliers ne reçurent plus que les deux tiers de leurs créances. On a dressé des tableaux indiquant la valeur de la livre aux principales époques de dépréciation. Il suffira de dire ici qu'à l'entrée de la révolution française, la livre tournois de 16 onces ou d'environ 500 grammes valait un peu moins de 1 franc (4 1/2 grammes d'argent fin), après avoir valu près de 80 francs du temps de Charlemagne. Comme les rois étaient, à leur tour, créanciers, quelquefois, pour recevoir davantage et aussi pour apaiser les fureurs populaires, ils augmentaient la valeur intrinsèque, et revenaient à ce qu'on appelait la *forte monnaie*. On a remarqué que ces augmentations de métal fin datèrent de la même époque que l'établissement des impôts permanents. On se perd dans l'étude de ces nombreuses falsifications qui étaient devenues un art que les rois embrouillèrent de plus en plus pour se procurer d'indignes ressources ; mais toujours le bon sens populaire faisait tomber la monnaie de sa valeur fictive à sa valeur réelle, de sorte que les faussaires

officiels, quoique armés de la puissance publique, n'avaient point le revenu sur lequel ils avaient compté. Alors les rois affaiblissaient secrètement le titre et le poids, donnant aux chefs monnayeurs l'ordre de tromper leurs ouvriers aussi bien que le public. Philippe de Valois, dans le mandement qu'il adressa aux officiers des monnaies en 1330, leur fit jurer le secret sur l'Évangile, afin que les marchands y fussent trompés. « Faites savoir aux marchands, leur disait-il, le cours du marc d'argent *de la bonne manière*, en sorte qu'ils ne s'aperçoivent pas qu'il y a mutation de pied. » On a conservé plusieurs de ces ordonnances qui dévoilent toute la corruption de ces temps malheureux.

Ces exemples sont pris dans la France; mais l'histoire des autres peuples, anciens ou modernes, en offre de semblables, et il faudrait un bien gros livre pour entrer dans le détail des changements qui ont brouillé les idées des nations relativement aux monnaies. Concluons avec M. Say, qui, entre les nombreux écrivains qui ont parlé de ce sujet, est celui qui l'a peut-être traité avec le plus de méthode et de clarté, que l'altération des monnaies, qui est une véritable banqueroute, occasionne un bouleversement dans le prix des denrées, qui a lieu de mille manières, suivant chaque circonstance particulière, en dérangeant les spéculations les plus utiles et les mieux combinées. Elle détruit toute confiance pour prêter et emprunter. On ne prête pas volontiers là où l'on est exposé à recevoir moins qu'on n'a prêté, et on emprunte à regret là où l'on est exposé à rendre plus qu'on n'a reçu. Les *maximum* et les taxes, qui marchent souvent à la suite des altérations des monnaies, portent, à leur tour, un coup funeste à la production. La morale d'un peuple ne souffre pas moins des variations monétaires : elles confondent toujours, pendant un certain temps, ses idées, relativement aux valeurs, et, dans tous les marchés, donnent l'avantage au fripon adroit sur l'honnête homme simple. Enfin, elles autorisent, par l'exemple et par le fait, le vol et la spoliation; elles mettent aux prises l'intérêt personnel avec la probité et l'autorité des lois avec les mouvements de la conscience.

VIII. — Sur le papier-monnaie, les billets de la Banque d'Angleterre et les assignats de France.

Au moment où le gouvernement aristocratique de la Grande-Bretagne suscitait la guerre à la France révolutionnaire, la banque d'An-

gleterre demandait la prolongation de son privilège. Ces deux pouvoirs s'entendirent; l'un accorda le monopole, et l'autre prêta le capital de ses actionnaires. Plus tard, le gouvernement exigea que la banque, dont les billets étaient remboursables, en fabriqua d'autres et les lui prêtât. En 1797, ces prêts s'élevaient à plus de 600 millions de francs ! La banque, en échange, possédait une reconnaissance du gouvernement, portant intérêt, mais non exigible. Il y eut bientôt un *agio* entre les billets de banque et les pièces métalliques, et en faveur de celles-ci : les demandes en remboursement augmentèrent, et le gouvernement, soutenu par le parlement, autorisa la banque à suspendre ses paiements en espèces. En même temps, les tiers porteurs furent autorisés à payer leurs créances avec les billets de banque, qui devinrent dès ce moment un véritable papier-monnaie (170). Le ministre Pitt et ses successeurs laissèrent multiplier les billets, et la livre sterling-papier ne valut plus que les trois quarts de sa valeur et même moins. L'or et l'argent augmentèrent de prix, nominalement du moins ; les dépenses publiques augmentèrent aussi par cette cause, indépendamment de toutes les autres ; le peuple anglais eut à payer de plus fortes contributions, et les rentiers de l'État furent appauvris par cette véritable banqueroute. On aurait pu arrêter ce mal déjà fait et irréparable en fabriquant en or ou en argent une livre sterling ayant la même valeur que celle où la livre sterling en papier-monnaie était tombée, puisque la perte était faite, et que les créanciers avaient été forcés d'en prendre leur parti. La nation eût été déchargée d'une partie de son énorme dette, et de plus on n'aurait pas commis l'injustice de payer aux créanciers qui avaient prêté des livres dépréciées l'intérêt de leur prêt en une monnaie plus précieuse que celle qu'ils avaient prêtée, en même temps qu'on frustrait les premiers prêteurs en leur payant en livres dépréciées l'intérêt des bonnes monnaies qu'ils avaient prêtées. On adopta un autre parti : après une enquête sur les finances publiques, qui eut lieu en 1810, les deux chambres eurent la vanité, dit J.-B. Say, de décréter que le papier n'avait pas subi de dépréciation, et l'on imagina de faire monter la valeur de la livre sterling en réduisant le papier-monnaie. Cette mesure, coïncidant avec le retour de la paix et le développement du commerce et de l'industrie (1817), fit remonter la valeur de la livre sterling en papier au niveau de la livre sterling d'or, frappée selon l'ancien tarif. Ce second mouvement de bas en haut eut de nouveau les graves inconvénients que nous avons signalés, et qui n'ont profité

qu'aux fonctionnaires, au clergé, aux pensionnaires de l'État, aux rentiers et aux classes privilégiées en général.

L'émission du papier-monnaie en France à la même époque est remarquable par la masse énorme qui en a été mise en circulation, et par la dépréciation complète qui en est résultée. L'idée des *assignats* remonte à 1787 ; mais la première émission ne date que de 1789. Elle ne fut que de 400 millions de francs ; mais bientôt après, des émissions de 500, 400 et 800 millions se succédèrent dans la même année ! Il y a eu des billets de 100, 125, 200, 250, 500, 400, 750, 1,000, 2,000 et 10,000 livres, et des coupons de 90, 80, 70, 50, 40, 25, 15, 5, 4 1/2, 3 livres, et de 50, 40, 30, 25, 15, 10 et 5 sous. Vers la fin de 1790, il y avait 1,200 millions d'assignats-monnaies en circulation. A la fin des travaux de l'assemblée législative (août 1792), il y en avait 2 milliards 200 millions, et un rapport lu à la Convention faisait connaître qu'il y en avait 6 milliards en mai 1794. En somme, en ajoutant toutes les émissions, on trouva qu'à la fin de 1793 on avait fabriqué plus de 40 milliards, sans compter le papier-monnaie que les insurgés de la Vendée et de la Bretagne mirent en circulation pour payer leurs fournisseurs et leurs bandes. La dépréciation commença avec les premières émissions ; elle était de 10 pour cent vers le commencement de 1791, de 37 pour cent vers la fin de 1792, de 55 pour cent vers la fin de 1793, et de 78 pour cent vers la fin de 1794. A cette époque de conflagration universelle, les fonctionnaires publics avaient peine à exister, les rentiers mouraient de faim, et il n'y avait guère que la partie des armées vivant sur le territoire étranger dont le sort fût tolérable. Les assignats *n'achetaient* presque plus rien ; la majeure partie de la circulation se faisait sans eux. C'est alors que nos pères déboursaient 8,000 à 10,000 francs papier pour une paire de bottes, les cuisinières 600 à 700 francs pour une livre de beurre, et les bonnes d'enfants 20 à 30 francs pour un sucre d'orge!...

Les premiers assignats étaient payables à vue à la caisse de l'extraordinaire ; mais, en fait, ils ne furent jamais payés. On les recevait, à la vérité, en paiement des domaines nationaux vendus à l'enchère, mais le prix de ces domaines croissait en raison directe de la dépréciation, à la grande satisfaction du gouvernement, qui croyait bien vendre. Aussi, lorsque les derniers assignats ne portèrent plus qu'ils étaient payables à vue, à peine s'aperçut-on du changement, puisqu'ils n'étaient en définitive ni plus ni moins payés que les premiers.

Aux assignats succédèrent les *mandats territoriaux*, espèce de pa-

pier avec lequel on pouvait se faire délivrer, sans enchère, une certaine quantité de biens nationaux; mais soit qu'on s'y prit mal, soit que l'esprit public fût prévenu, et il avait le droit de l'être, ce papier ne trouva pas plus de crédit que le premier. La loi du 28 ventôse an iv (18 mars 1796) portait création de 2 milliards 400 millions de ces mandats, destinés à avoir cours de monnaie dans toute la république et à rembourser les assignats au-dessus de 30 sous. Les assignats au-dessus de 30 sous furent échangés contre la monnaie de cuivre, autre monnaie de papier, au dixième de sa valeur nominale. Les mandats territoriaux sont un exemple remarquable de dépréciation. Les 2 milliards 400 millions étaient hypothéqués sur 3 milliards 783 millions de propriétés, et cependant *les promesses de mandats* qu'on fut autorisé à donner et à transmettre par endossement, en attendant les mandats, tombèrent bientôt dans un grand discrédit. En juillet 1796, on n'en voulait plus dans les transactions commerciales, et le 4 février 1797 (16 pluviôse an v), lorsque les mandats cessèrent d'avoir un cours forcé, au moment où les caisses publiques les recevaient cependant encore au cours de l'époque, on vit dans certaines localités le cours de 100 livres assignats porté à 2 liards !

IX. — Des divers systèmes de l'amodiation du sol.

Les premiers propriétaires cultivaient les terres à l'aide de leurs enfants et de leurs domestiques. Cette exploitation *primitive* ou *patriarcale*, comme dit M. de Sismondi, fut mêlée d'esclavage; mais on sait que l'esclave est beaucoup moins opprimé tant que l'homme libre travaille à côté de lui. Plus tard, l'exploitation eut un caractère plus *servile* et concordant avec la décadence de l'agriculture : après l'invasion des Barbares, la terre reprit un aspect sauvage. Cependant les propriétaires guerriers ne tardèrent pas à avoir besoin d'hommes, plus encore que de richesses, et trois expédients furent inventés par eux pour faire cultiver la terre : l'exploitation à *moitié fruits*, l'exploitation *par corvées*, et l'exploitation *par capitation*.

Des circonstances heureuses ayant permis plus tard aux capitaux de se développer, le métayage fut remplacé, dans plusieurs localités, par l'exploitation avec *bail à ferme*, qui peut être *emphytéotique*, c'est-à-dire fixé même à 99 ans.

Du faire-valoir. La manière la plus simple d'exercer maintenant l'agriculture est celle du propriétaire foncier qui fait valoir lui-même

son bien, et que M. de Sismondi appelle patriarcale. Il réunit ainsi à lui seul les qualités de propriétaire, de capitaliste et d'entrepreneur d'industrie; mais dans ce cas, il doit, avant tout, se garder de faire valoir une terre grevée d'hypothèques (186). L'expérience prouve que la culture par les propriétaires est favorable aux progrès de l'art. Aux États-Unis, qui ont tant prospéré de nos jours, les cultivateurs sont presque tous propriétaires. La même observation peut être faite dans certaines localités en Europe. Cependant pour que l'agriculture prospère, il faut non-seulement que les champs soient cultivés par leurs propriétaires, mais encore que ces propriétaires aient reçu une instruction convenable, qu'ils peuvent d'ailleurs augmenter en utilisant les nombreux loisirs que l'hiver et les mauvais temps leur laissent.

Toutefois, un propriétaire qui entreprend de faire valoir son bien ne doit pas se dissimuler les inconvénients du genre de vie qu'il embrasse. Comme dans toute entreprise industrielle, il faut qu'il exerce une surveillance de tous les instants, car il a pour collaborateurs les gens de la campagne, qui ne valent pas mieux, quoi qu'on en dise, que les habitants des villes. Ceux avec qui il a affaire ne voient jamais les choses de haut et sont lents à se décider. La vente des produits est vétilleuse, parce qu'on a pour concurrents les petits cultivateurs qui, n'ayant que des besoins bornés, peuvent se contenter de plus petits gains. J.-B. Say (*Cours complet*) préfère ce système de travailler la terre à tout autre, comme étant plus propice aux progrès agricoles et mieux fait pour développer l'intelligence, la moralité et le bien-être des populations. Mais M. de Sismondi (*Nouveaux principes*) en est tout à fait enthousiaste, et il cite la Suisse, l'Allemagne, et toutes les parties de la France où on le rencontre, à l'appui de son admiration. Selon lui, la culture du propriétaire amène une juste limite à la division des terres et à l'accroissement de la population; et elle rend également les révolutions moins faciles.

Du métayage. Les métayers sont des travailleurs à moitié fruits, à qui le propriétaire du sol fournit les capitaux, et avec lesquels il partage, par moitié ou autrement, les récoltes et les produits. Ce genre d'exploitation est usité dans les pays où le sol est plus ingrat, et où, les cultivateurs capitalistes étant plus rares, les grands propriétaires ne peuvent pas même former de petites fermes. Il est en général misérable, parce que les capitaux y sont trop faibles, et parce que ni le propriétaire ni le métayer n'aiment à faire des améliorations. Telle est

du moins l'opinion de J.-B. Say, interprète de la plupart des agonomes. M. de Sismondi apprécie l'exploitation par métayers d'une manière bien plus favorable. Selon lui, c'est une des plus heureuses inventions du moyen âge, et il fait remarquer la condition heureuse du métayer, qui, sans capitaux, obtient les jouissances de la propriété. Il cite à ce sujet le haut état de culture de plusieurs parties de l'Italie exploitées ainsi, et de Saint-Domingue où ce système a accoutumé les nègres affranchis à l'industrie. M. de Sismondi fait observer que l'exploitation par métayers amène toujours une grande division des terres, c'est-à-dire la petite culture.

M. de Sismondi a tiré ses conclusions de l'Italie, où il a vu le paysan s'intéresser à la propriété comme si elle était à lui. Toutefois, il s'est passé dans quelques parties de cette péninsule quelques faits que l'honorable écrivain n'a pas omis. Quand le propriétaire renvoie le métayer, les seconds fils de familles de paysans, prêts à être mariés, offrent leurs services, et cette folle enchère a réduit les cultivateurs de la rivièrre de Gènes, de la république de Lueques, et de plusieurs provinces du royaume de Naples, à se contenter du tiers de la récolte au lieu de la moitié. Ainsi le métayage tendrait à multiplier la population. Sous ce dernier point, c'est à une conclusion contraire qu'est arrivé M. Bastiat (*Considérations sur le métayage*, Journal des Économistes, tome XIII), en observant le métayage dans le sud-ouest de la France. Cet économiste a vu dans le métayage une association du capital et du travail qui exclut le salariat, qui tend à modérer l'exubérance de la population, cause fondamentale du paupérisme, qui établit enfin entre le possesseur du sol et celui qui l'exploite une communauté d'intérêts utile aux progrès des mœurs. Il ne nous semble pas que les faits soient généralement d'accord avec les remarques de M. Bastiat. L'association du travail et du capital n'existe le plus souvent que de nom; il est rare que le propriétaire puisse ou sache faire les avances convenables à la production; et il n'est pas démontré que le métayer soit partout prudent en matière de population, que les fils ne fassent pas de bonne heure concurrence à leurs parents, et que le sort des métayers soit préférable à celui des salariés. On peut dire que les inconvénients de ce système diminueront et que les avantages s'accroîtront avec le progrès, qui donnera plus d'instruction au propriétaire et au fermier; au point que le premier fera des avances avec plus d'intelligence, et que le second saura mieux diriger son travail et sa famille. Mais avec l'hypo-

thèse des progrès chez le métayer, on peut également admettre la possibilité, par celui-ci, de louer un capital et une terre, et d'exploiter, à ses risques et périls, en fermier proprement dit. M. de Gasparin faisait remarquer, au Congrès agricole de 1846, que cette tendance des métayers à devenir fermiers existe partout, et qu'elle correspond aux désirs des maîtres du sol, qui préfèrent un revenu fixe aux éventualités de l'exploitation, accompagnées des soucis et des difficultés de l'association avec le métayer. Toutefois, M. de Gasparin, qui applique sur une grande échelle le système toscan, c'est-à-dire qui fait à ses nombreux métayers les avances nécessaires pour améliorer la terre, déclare s'en trouver fort bien.

Du fermage. Après l'exploitation par les propriétaires, J.-B. Say met celle des fermiers comme la plus favorable au bon aménagement des terres, pourvu qu'ils aient de longs baux. En effet, ils se donnent plus de peine et font plus de sacrifices, s'ils doivent jouir longtemps. Cette considération suffit pour apprécier l'état précaire du fermier, dont le bail est, pour ainsi dire, à courte échéance. En Angleterre, les locations de terres sont le plus souvent de 27 ans, et on remarque partout dans cette classe une intelligence et une activité fructueuses. Les fermiers anglais ne sont même plus de simples laboureurs, ils deviennent des spéculateurs en agriculture, appliquent les découvertes de la science, faisant des avances plus considérables, tenant des comptes plus réguliers et recueillant des profits en conséquence.

Un économiste allemand, M. Schmalz, met ce système au-dessus de l'exploitation des propriétaires, pour le bon aménagement des terres, car le fermier, afin de jouir plus tôt, hâte les améliorations; celui-ci connaît en outre mieux son métier, et finalement il laisse un domaine plus achalandé, c'est-à-dire produisant davantage.

Mais si la terre se trouve bien de l'exploitation par fermiers, il n'en est peut-être pas de même pour la population. À côté des fermiers, il se forme une nouvelle classe, celle des journaliers, que les privations disposent à la gourmandise et à l'ivrognerie, à qui il est impossible d'économiser assez pour obtenir le bail d'une ferme (Sismondi).

La question des avantages et des inconvénients de la culture par propriétaires, du fermage et du métayage, n'est probablement pas susceptible d'une conclusion absolue; mais on peut dire que le fermage ne peut avoir les avantages qu'on lui reconnaît que si le bail est conclu pour un assez long terme, et si le fermier se réserve une part dans la plus-value du sol obtenue par les améliorations de son

fait ; qu'il en est de même du métayage si le propriétaire sait faire les avances nécessaires et si le métayer sait en profiter ; enfin que l'exploitation par propriétaires est évidemment le meilleur des systèmes, puisque le cultivateur réunit les qualités de maître du sol à celles de capitaliste et de travailleur, si d'ailleurs il a les mœurs du véritable producteur agricole, c'est-à-dire s'il sait son métier et s'il ne dédaigne pas de le pratiquer.

Emphytéoses. Ce mot veut dire plantation. Ce système de bail, dont la durée peut s'étendre jusqu'à 99 ans, a pour but de faire jouir le fermier des améliorations qu'il fait, moyennant une rente perpétuelle faite par lui au propriétaire. Le bail emphytéotique donne au cultivateur tout l'intérêt de la propriété (Sismondi). Il dépouille le propriétaire immédiat de la plupart des agréments de la propriété sans les transmettre au fermier (J.-B. Say). Ces deux auteurs s'accordent à reconnaître qu'il multiplie les procès en partageant à perpétuité la propriété. Ils citent néanmoins les avantages que la Toscane a retirés des emphytéoses ou *livelli* accordés sur presque tous les biens de la couronne par le grand-duc Pierre-Léopold. En somme, le bail emphytéotique, avantageux à un État, prive le propriétaire des jouissances de la propriété et de la libre disposition du capital. En Angleterre les emphytéotes sont *freeholders*, francs tenanciers, et votent aux élections du comté. Malgré cette circonstance, qui les rend utiles aux grands seigneurs, ils diminuent, et les baux tendent à ne se renouveler que pour 21 ou 27 ans. Les emphytéoses sont connues, dans quelques provinces de France et en Savoie, sous le nom d'*abergements* ; mais elles n'y sont pas assez multipliées pour avoir une influence sensible sur l'état des cultivateurs.

— On s'accorde à attribuer les progrès que la culture a faits en Écosse, malgré l'infériorité du sol et la dureté du climat, au système de bail généralement adopté. Le fermage est évalué en grains et payable au prix du marché. Les propriétaires et les fermiers y courent les mêmes chances. La rente et les profits y sont, dit-on, plus élevés qu'en Angleterre.

— On s'est souvent demandé la contenance exacte des terres de grande, de moyenne et de petite culture. C'est là une évaluation qui varie avec les localités et les modes d'exploitation. Au-dessous de 15 hectares, la culture est dite petite ; de 15 à 30 elle est dite moyenne. Les fermes de la Lombardie, comme celles du Piémont, sont en général de 5 à 15 hectares (assertion de M. Lullin de Châteaueux, con-

firmée par M. H. Passy, *Systèmes de culture*, page 43). Bell, écrivain écossais, admet la supériorité des grandes cultures, et pensait que les meilleures étaient celles de 600 acres ou 250 hectares.

X. — Sur les combinaisons douanières.

PROHIBITION. — DROITS PROTECTEURS. — PRIMES. — DRAWBACKS. —
ENTREPÔTS. — PORTS FRANCS. — RÉFORME DOUANIÈRE. — REPRÉ-
SENTATIONS DOUANIÈRES.

Les *droits de douanes* sont les taxes établies à l'entrée ou à la sortie des marchandises, à la frontière des provinces ou des États. La création de ce genre de taxes remonte à une haute antiquité; les Grecs et les Romains avaient des lignes de douanes, pour subvenir au trésor public.

Depuis l'adoption du système mercantile dans la politique commerciale des peuples, les douanes ont eu un but presque opposé, celui de faciliter les exportations et de restreindre les importations pour attirer et retenir le plus de numéraire possible dans le pays. Plus tard on les a fait servir à des empêchements analogues dans l'intérêt de la production nationale, qu'on a cru encourager ainsi et protéger. Les droits de douanes ont pris le nom trompeur de *droits protecteurs*. Les tarifs actuels des diverses nations sont le résultat de ces deux systèmes économiques combinés avec la manie réglementaire qui est enracinée dans les administrations, et avec les exigences plus ou moins bien entendues de la politique.

Les douanes doivent donc être considérées sous un double point de vue : comme moyen de revenu pour l'État et comme instrument de protection de certaines industries. Il y a deux parties dans le surplus que payent les consommateurs sur le prix des produits, par le fait des empêchements douaniers : 1^o la partie qui revient au fisc¹ entre dans les coffres de l'État, sert aux dépenses publiques, fait en un mot fonction d'impôt; 2^o la partie qui va à l'industrie protégée. Celle-ci est latente et on ne peut s'en rendre compte qu'à l'aide d'une étude attentive. Comme on ne doit évidemment payer d'impôt qu'à l'État, cette seconde partie est injuste, et nous nous sommes attaché à en faire ressortir les fâcheux effets au chapitre XIX.

¹ Fisc, trésor du souverain, du latin *fiscus*, panier de jonc dans lequel on recueillait l'impôt.

Voici maintenant à quelles variétés de procédés ont conduit les théories qui ont guidé les administrations en matières de douanes.

Certains produits sont *prohibés* à l'entrée; d'autres sont prohibés à la sortie. Dans ce cas, les agents de la douane sont autorisés à faire des perquisitions et des visites domiciliaires, à provoquer des délations pour la découverte de la fraude. Pour les encourager dans cette œuvre pénible, il leur est alloué une partie du revenu des amendes et des saisies. D'autres produits ne peuvent entrer qu'en payant des *droits* plus ou moins élevés. D'autres produits ne peuvent entrer que par certains points ou *zones* de la frontière. D'autres payent des droits différents appelés *différentiels*, suivant qu'ils pénètrent par une zone ou par l'autre, suivant le pays d'où ils viennent, suivant l'usage auquel ils sont destinés, suivant la quantité déjà importée, suivant leur forme ou leur dimension, etc.

Les prohibitions et les droits à l'entrée faisant renchérir certains produits indispensables au travail des industries qu'on a voulu protéger, on a imaginé de rendre les droits d'entrée à la sortie des produits faits avec la matière qui avait payé ces droits. Cette restitution s'est appelée *drawback*. On donne en outre des *primes* à la sortie.

Pour faciliter le commerce de certaines localités, on leur a donné la faculté de créer des *entrepôts* de douanes, c'est-à-dire des lieux accessibles à la surveillance de la douane et où l'on peut déposer, durant un temps déterminé, les marchandises soumises aux droits, pour ne payer ces droits qu'au fur et à mesure de la vente ou de la consommation. Ces entrepôts publics sont dits *réels*, par opposition à ceux que quelques particuliers obtiennent la permission d'établir chez eux et qui portent le nom d'entrepôts *fictifs*. Il y a aussi des entrepôts *spéciaux* pour certaines classes de marchandises. Des villes de commerce maritime ont obtenu de ne pas payer les droits de douane à l'entrée du port, mais seulement à une certaine limite de leur territoire. Ce sont les *ports francs*, dans l'enceinte desquels le commerce jouit d'une liberté absolue.

Dans l'application, voici les faits généraux qui ont été observés :

Les *prohibitions* conduisent à des manœuvres barbares. Elles engendrent la fraude et la violation de la loi, la délation, la saisie et le meurtre, au sujet d'un simple fait d'échange très-naturel et très-innocent par lui-même. — Les *droits élevés* sont prohibitifs, et produisent les mêmes résultats. — Il est rare que les *drawbacks* soient bien calculés et qu'ils ne deviennent pas l'objet d'une fraude et d'une perte pour

le trésor public. — Les *primes* sont des sacrifices en pure perte, auxquels Adam Smith adresse ce dilemme, applicable d'ailleurs à tout le système de la protection : « S'il y a quelque bénéfice à tirer d'une industrie, elle n'a pas besoin d'encouragement : s'il n'y a point de bénéfice à en retirer, elle ne mérite pas d'être encouragée. » (Liv. IV, chap. II.) — Les *entrepôts* ont eu d'utiles effets, puisqu'ils ont pour but de suspendre l'action des entraves qui gênent le commerce et l'industrie. Il n'en a pas toujours été de même de la franchise accordée aux ports, parce que ceux-ci retrouvent forcément la douane et ses rigueurs et ses empêchements à deux pas de leurs murs.

Pour arriver à tarifer tous les produits, pour ménager tous les intérêts, ou plutôt pour favoriser ceux qui ont la force et le pouvoir en main ; pour satisfaire toutes les grandes exigences venues du dedans ou du dehors, il a fallu faire des remaniements successifs qui n'ont jamais donné de sécurité aux opérations commerciales ; il a fallu prendre des dispositions innombrables, faire un code très-embrouillé, monter une administration très-compiquée, enrégimenter un nombreux personnel, accumuler enfin paperasses sur paperasses. En dernière analyse, on a eu la prétention de concilier tous les intérêts, et on est arrivé à les blesser à peu près tous. Le trésor public s'est vu privé d'une partie du revenu sur lequel il pouvait compter, par les prohibitions et les droits élevés qui empêchent ou limitent les importations, c'est-à-dire la matière imposable. L'agriculture, les manufactures, les arts et métiers, les arts libéraux ont été obligés de subir de plus dures conditions, soit pour acheter les produits dont ils ont besoin, soit pour vendre ceux qu'ils créent eux-mêmes. La masse des consommateurs a été sacrifiée à des intérêts particuliers qui ne jouissent pas tous des avantages du système au même degré et dont la plupart y perdent en général plus qu'ils n'y gagnent. C'est ce qui résulte de l'étude générale des faits ; c'est la conclusion de tous les économistes ; c'est la conclusion de tous les producteurs intelligents, toutes les fois qu'on les consulte sur l'intérêt qui ne les touche pas directement.

Le système douanier des peuples doit subir de nos jours une réforme qui a son point de départ dans la science, et que des hommes d'État éminents ont préparée par des expériences concluantes faites en différents pays, et notamment en Angleterre, sous le ministère de Huskisson (1823) et sous le ministère de Robert Peel (1842 à 1846). Cette réforme aura pour but immédiat de ramener la douane à ses

fonctions fiscales et de lui ôter tout caractère de protection. Pour cela, on sera conduit à limiter les droits à un très-petit nombre d'articles, aux plus productifs, c'est-à-dire aux denrées qui n'ont pas de similaires dans le pays et qui sont en même temps susceptibles d'une grande consommation; à fixer ces droits au taux le plus productif, qui est en général un taux modéré; à diminuer progressivement tous les droits actuellement existants en vue de la protection; à simplifier le code de la douane et les rouages de cette administration. Cette réforme sera très-féconde pour tous les pays qui la feront. Elle fera prospérer toutes les industries : l'agriculture, les manufactures, les arts, les professions libérales, les colonies, la marine; et il se produira à sa suite le même développement que celui qu'a amené la liberté du travail préparée par les admirables mesures de Turgot et proclamée par la Constituante.

Quelquefois des gouvernements croient devoir se venger l'un de l'autre par des exhaussements de tarifs en exerçant des *représailles douanières*. Dans ce cas, on dirait de deux individus dont l'un casserait le bras à l'autre en sacrifiant son propre bras, et dont l'autre, pour se venger, sacrifierait son second bras pour casser le second du premier. C'est une manœuvre insensée. Un exemple mémorable de représailles est celui du blocus imaginé par Napoléon contre l'Angleterre, et qui porte le nom de *système continental*. Par un décret du 20 novembre 1806 et daté de Berlin, Napoléon déclara les îles Britanniques en état de blocus et défendit toute espèce de commerce et de communication avec elles. A la suite de ce décret, sa politique tendit à faire exécuter la prohibition depuis Lisbonne jusqu'à Pétersbourg. Un bill du gouvernement anglais venait de soumettre toutes les nations à ses lois maritimes et refusait de reconnaître des neutres.

Ces deux mesures, que l'histoire caractérisera un jour d'extravagantes, ont continué ces guerres, ces catastrophes qui ont ruiné les finances des deux peuples et retardé pour longtemps la marche de la civilisation.

L'application du blocus continental a aussi produit des phénomènes économiques d'un grand intérêt. Elle a suscité l'interminable lutte des sucres; elle a montré les effets de la liberté commerciale dans l'intérieur de la grande monarchie de l'empire composée de la majorité de l'Europe actuelle; elle a forcé les Anglais à se créer des débouchés en Asie et dans les deux Amériques : elle a montré l'impos-

sibilité de s'opposer à l'action de la contrebande, qui devient d'autant plus vive que les règlements sont plus prohibitifs. Ces conséquences et d'autres encore sont fécondes en enseignements; mais nous ne pouvons les rappeler ici que pour mémoire.

Les représailles douanières nuisent à ceux qui les exercent; mais il y a des cas où la politique a pu en faire une heureuse application. C'est avec leur secours que les États-Unis ont exigé de l'Angleterre et de la France la réciprocité douanière pour les lois de navigation.

— Économiquement, les droits de douanes, comme tous les impôts, font renchérir les denrées qu'ils frappent et appauvrissent la nation. Mais quand ils portent sur des produits qui ont des similaires dans la production nationale, ils ont l'inconvénient de grossir l'impôt apparent d'une taxe latente qui est payée par la masse des citoyens à l'avantage (au moins d'intention sinon de fait, car il y a sur ce point des distinctions à faire) d'une classe particulière; ils ont encore l'inconvénient d'engager le travail d'un pays dans des voies artificielles, et dans toutes les complications qui ressortent d'un ordre qui n'est pas celui de la nature des choses: ils contribuent à maintenir la mésintelligence entre les peuples, et sont des causes nombreuses de guerres et de complications politiques.

XI. — Sur les traités de commerce et les colonies.

Un traité de commerce est un contrat stipulé entre deux nations, qui s'accordent réciproquement des conditions de douanes, de navigation et de commerce, qu'elles refusent aux autres nations; c'est une exception temporaire aux restrictions qu'elles ont coutume d'imposer à leurs relations mutuelles. Ces traités ont toujours eu pour but principal de faire pencher la balance du commerce (chap. XIII) et de faire affluer le numéraire chez celle des nations qui se croyait la plus habile ou la plus heureuse. Aujourd'hui ils tendent aussi à protéger par des combinaisons de tarifs certaines industries que l'on croit être la légitime expression du *travail national*.

A la suite d'une étude attentive des divers traités de commerce (*Journal des Économistes*, nov. 1843 et fév. 1844), Théodore Fix est arrivé à conclure avec les autres économistes qui ont étudié cette question que l'influence des traités de commerce est, dans la situation actuelle du commerce et du négoce, à peu près insaisissable, si

elle n'est pas négative, et que la réciprocité que l'on croit ainsi créer entre deux nations par les transactions commerciales manque en général son but.

Les résultats de deux traités de commerce interviennent souvent dans les appréciations économiques ; ce sont ceux des traités de 1786 entre la France et l'Angleterre, et de 1703, entre le Portugal et l'Angleterre. On a dit de celui de 1786 qu'il avait ruiné la France. Théodore Fix a trouvé qu'il était difficile de préciser en quoi il a été ruineux pour ce dernier pays, et que le triomphe attribué au cabinet anglais était une pure fiction. En ce qui concerne celui de 1703, dit de Methuen, du nom du négociateur anglais, et qui avait pour but de faire admettre exclusivement les vins du Portugal en Angleterre, et les produits manufacturés de la Grande-Bretagne en Portugal, l'intelligente analyse de Th. Fix montre que, si l'application de ce traité a été parallèle à la décadence du Portugal, il est fort douteux qu'il ait profité à l'Angleterre. « Nous savons bien, a-t-il dit, qu'il est assez d'usage d'attribuer la fortune commerciale de l'Angleterre à ses traités de commerce, à son acte de navigation, à son système de douanes, et à quelques autres institutions permanentes ou passagères. Il nous semble qu'il faudrait plutôt attribuer sa prépondérance commerciale et industrielle à la liberté publique qui s'est établie de bonne heure en Angleterre, à l'activité et à l'intelligence de ses habitants, aux richesses minérales et végétales que renferme le pays, à sa position maritime et à l'esprit aventureux et ferme qui est le propre des navigateurs et des émigrants britanniques. »

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Angleterre n'a jamais été difficile sur le choix des moyens de sa politique commerciale ; et que ses traités de commerce ont été les causes ou les effets d'une foule de fourberies, de violences et d'exactions, dont l'histoire peut faire apprécier au juste les désastres causés par la théorie de la balance du commerce. (Voy. aussi sur les *Traité de commerce*, Adam Smith, *Richesse des nations*.)

Dans un travail plus récent, M. Auisson-Duperron, membre de la chambre des pairs, prouve que si le traité de Methuen a eu des conséquences mauvaises, c'est précisément parce qu'il était fondé sur des taxes différentielles opposées aux principes de la liberté, et que sous le rapport commercial l'Angleterre en éprouva aussi les plus grands dommages. Le traité de 1786, fondé au contraire sur des conditions de liberté relative, n'a pas produit non plus, aux yeux de M. Auis-

son, sur les intérêts généraux de la France les désastreux effets qu'on lui impute ¹.

Le traité de 1786 n'a été appliqué que fort peu d'années. Relativement à celui de 1705, auquel on attribue la décadence du Portugal, il faut aussi remarquer que l'Espagne, sur laquelle il n'a pas agi, n'en a pas moins rétrogradé que le Portugal.

L'expérience a démontré que les exigences diplomatiques se neutralisent dans ce genre de convention. Tout le monde a le secret de certaines ruses qui ont donné des monopoles à quelques peuples, et, comme le disait Huskisson, le 24 mars 1823, aux communes, le brevet de cette invention est expiré. Ceux qui se concluent tous les jours n'existent qu'un médiocre intérêt, parce qu'ils n'ont qu'une portée médiocre. Ils ont, en général, pour but de stipuler des libertés réciproques de navigation, des dégrèvements réciproques de droits et de tarifs, d'étendre enfin le régime de réciprocité qui finira par faire place à la liberté absolue pour tous les peuples sans distinction. Mais pour peu qu'ils taillent largement dans les entraves accumulées par le temps, les criaileries s'élèvent de toute part et les gouvernements en sont réduits à procéder, quand ils sont intelligents, par des améliorations tellement insignifiantes que la négociation d'un traité n'est souvent que l'indice de la possibilité des relations entre des diplomaties qui se tenaient éloignées.

Les colonies modernes sont également presque toutes filles de la balance du commerce; c'est-à-dire que le système colonial, tel qu'on l'entend aujourd'hui, n'est en réalité qu'une application du régime prohibitif, une nouvelle dérogation au principe de la liberté commerciale.

La question coloniale est une question complexe : le moraliste peut la traiter comme une question de justice et de civilisation; l'économiste doit l'envisager sous le rapport de la richesse et au point de vue des débouchés; enfin elle se présente à l'homme d'État sous le point de vue politique. Le droit et la morale ne peuvent se concilier avec un système fondé sur ce principe que la métropole exploite la colonie à son profit, que les colons venus de la métropole s'enrichiront aux dépens des indigènes; enfin, tout le monde sait que, dans un grand nombre de colonies, la production coloniale s'opère par le plus déplorable des moyens, l'esclavage.

¹ *Essai sur les traités de Méthuen et de 1786*, brochure in-8°, 1847. Inséré dans le *Journal des économistes*, avril 1847.

Au point de vue économique, il est facile de reconnaître aujourd'hui que les métropoles s'abusent sur leurs propres intérêts, soit qu'elles imposent aux colonies des monopoles trop onéreux, soit qu'elles cherchent à atténuer les conséquences désastreuses de ces privilèges, en se soumettant elles-mêmes à un monopole colonial. Dire aux Français : « Vous ne consommerez que du sucre de nos colonies, » c'est leur dire : « Vous payerez le sucre plus cher que si vous pouviez consommer du sucre du Brésil ou des Indes. » Indépendamment des droits de douanes, on lève ainsi, par le monopole, un impôt sur chaque kilogramme de sucre, au profit du producteur colonial.

Nous nous étions proposé de traiter dans une note de l'Association et des moyens généraux de combattre la misère ; mais nous nous bornerons à renvoyer ceux de nos lecteurs qui désireraient connaître notre manière de voir sur ces matières au mémoire sur *l'Association, l'Économie politique et la Misère*, que nous avons publié en 1846.





